Niveau(x) d'enseignement : 5 Numéro EDUQ : 3079961
Centre d'intérêt : 240

Forum Des outils pour agir ensemble (1986 : Palais des congrès, Montréal, Québec)

Mémoires d'un forum de femmes : questions pratiques en éducation, en santé et sur le pouvoir / (Forum Des outils pour agir ensemble, Palais des congrès, Montréal, 1986) ; [Sainte-Foy] : Centrale de l'enseignement du Québec, 1987.
198 p. : ill. ; 24 cm.

Code : D-887)

ISBN 2-89061-618-1

Vedette(s)-seconde(s)-ire(s) : Centrale de l'enseignement du Québec

Descripteur(s) : Education > Femme > Fille > Santé > Marché du travail > Pouvoir

Identificateur(s) de nom : Forum des femmes (1986)

Identificateur(s) de sujet : Féminisme

Ce document reproduit les textes des conférences prononcées au Forum des femmes organisé par la Centrale de l'enseignement du Québec en 1986. Les thèmes développés étaient les suivants : les femmes et l'éducation (formation des maîtres, métiers non traditionnels, sexisme à l'école, etc.) ; les femmes et la santé (sexualité et contraception, stress de la femme au foyer, identité féminine, bébés-éprouvettes, etc.) ; les femmes et le pouvoir (politique, syndicalisme, organisation du travail, force économique des femmes, etc.).

Type de document : f

PALAIS DES CONGRÈS, MONTRÉAL, 1986

MÉMOIRES D'UN FORUM DE FEMMES

QUESTIONS PRATIQUES

Des outils pour agir ensemble

Comité de Financement du Québec

PALAIS DES CONGRÈS, MONTRÉAL, 1986

90-70061

MÉMOIRES D'UN FORUM DE FEMMES

QUESTIONS PRATIQUES
en éducation ... de santé ... et sur le pouvoir

Des outils pour agir ensemble

Centrale de l'enseignement du Québec

Coordination:
Nicole de Sève

Participation à la réalisation:
Céline Desrosiers
Danièle Pinsonneault

Secrétariat:
Louise Taschereau

Reportage-photo
Louise Pettigrew

Réalisation graphique:
Denny Bernard

Photocomposition:
Gaétane Michaud

Impression:
Centre de reprographie Xerox

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

OUVERTURE: SALUT LES FEMMES! 9

TABLE RONDE: En quoi le mouvement des femmes entraîne un changement de pratiques en éducation, en santé et sur le pouvoir? 11

Féminisme et enseignement
Françoise Collin, Cahiers du GRIF, Bruxelles 13

Réflexions féministes face au pouvoir
Micheline Dumont, historienne, professeure à l'Université de Sherbrooke 15

Les rapports hommes-femmes sexo-psycho-social
Andrée Matteau, psycho-sexologue, professeure à l'Université de Montréal 22

LES ATELIERS DU SAMEDI MATIN

ÉDUCATION

29

E-1 La formation des maîtres en exercice
Pierrette Bouchard, professeure à l'Université Laval 31

E-3 Les filles et les métiers non traditionnels
Michèle Berthelot, condition féminine, MEQ 40

E-4 Les médias et les femmes
Colette Beauchamp, journaliste-pigiste 47
Françoise Guénette, journaliste à La Vie en Rose 53

E-5 Comment élargir ses rêves?
Lise Julien, chercheuse et conceptrice-pigiste 55
Josianne Lachapelle, enseignante AIM 58

E-7 CEQ, école et sexisme
Ghislaine Fleury, Comité des femmes CEQ 62
Diane Fortin, conseillère syndicale CEQ 67

E-9 Le difficile parcours scolaire 71
Michèle Boily, agente sociale, École Rosalie Jetté, Montréal

LES ATELIERS DU SAMEDI APRES-MIDI

SANTÉ 79

S-2 Sexualité et contraception chez les jeunes 81
Nicole St-Jean, Clinique des jeunes St-Denis

S-3 La médecine n'est pas neutre 86
Micheline Bélanger, Fédération des FSPIIQ

S-4 Nos foyers sont lourds à porter! 98
Rita Themen, chercheuse au Bureau d'études et de développement, Faculté d'éducation permanente, Université de Montréal

S-5 Voyons donc! J'suis pas folle! 112
Carole Lazure, conseillère en condition féminine, CRSSS Laurentides-Lanaudière
Christine Corbeil, professeure à l'Université du Québec à Montréal

S-6 Conception féministe de la santé 117
Véronique O'Leary

S-7 Les bébés éprouvettes... ça m'éprouve 128
Maria de Koninck, chercheuse féministe à l'Université Laval

LES ATELIERS DU DIMANCHE MATIN

POUVOIR 137

P-1 S'engager en politique 139
Évelyne Tardy, professeure à l'Université du Québec à Montréal

P-2 Rapport des femmes au pouvoir informel dans les organisations syndicales 143
Marielle Tremblay, professeure à l'Université du Québec à Chicoutimi
Madeleine Ladouceur, Comité des femmes CEQ 149

P-3 Le féminisme libertaire 152
Micheline de Sève, professeure à l'Université du Québec à Montréal
Michèle Duval, organisatrice communautaire, CLSC Mont-Laurier 155

P-6 Les femmes dans l'organisation du travail 158
Céline St-Pierre, professeure à l'Université du Québec à Montréal

P-7 La force économique des femmes 163
Francine Lepage, chercheuse, Conseil du statut de la femme

P-10 Les femmes à la CEQ 171
Lorraine Pagé, présidente, Alliance des professeurs de Montréal
Esther Pépin, présidente, Syndicat des enseignants de la Chaudière 174
Solange Pronovost, présidente, Fédération du personnel de soutien 177

CLÔTURE: AU REVOIR LES FEMMES!

Table ronde: Stratégies syndicales en regard du mouvement féministe 183
Rosette Côté, responsable du Comité des femmes CEQ 185
Marie-Victoire Louis, chercheuse au Conseil national de recherches scientifiques, Paris, France 189

AVANT-PROPOS

Le Forum des femmes de 1986. Oui, nous l'aurons dans la mémoire longtemps!

Moment exceptionnel et inoubliable fut-il! Moment où nous avons effectivement écrit une page de l'histoire des femmes à la CEQ. Une page sur laquelle l'expression de nos vécus collectifs restera gravée. Gravée aussi d'exposés interrogateurs, de créations nouvelles, d'expérimentations concrètes, de retrouvailles complices et de présences nombreuses bref, une page génératrice d'espoirs pour le futur de notre mémoire collective.

Les propos des interventions que vous lirez ont le mérite, entre autres, d'articuler une nouvelle façon de concevoir le monde à partir de ce que les femmes vivent et ne veulent plus. De nouvelles perspectives et stratégies d'action se sont élaborées autour d'un pouvoir partagé et désexisé, d'une éducation sans stéréotypes de rôles et d'une conception de la santé définie selon les besoins des femmes et contrôlée par elles. Tout n'a pas été dit. Beaucoup reste à voir.

C'est sous le signe de la fécondité du mouvement des femmes que le Forum demeure. Il projette encore aujourd'hui la puissance de ses dialogues et l'expression de sa tendresse, du dynamisme pour l'action syndicale et de l'espoir pour le futur des femmes.

Merci à toutes celles qui ont vécu le Forum.

Bonne lecture à toutes celles et ceux qui le verront avec d'autres yeux.

Rosette Côté,
Bureau national

OUVERTURE
SALUT
LES FEMMES!

Table ronde:
En quoi le
mouvement des femmes
entraîne un changement de
pratique en éducation,
en santé et sur le pouvoir?

FÉMINISME ET ENSEIGNEMENT

Françoise Collin,
Cahiers du GRIF, Bruxelles

Les ***acquis*** du féminisme : c'est d'abord que nous puissions être rassemblées ce soir, c'est-à-dire que les femmes puissent se réunir et constituer entre elles un ***espace public***. Un espace public de dialogue qui est la condition de tout progrès.

Le féminisme est ***né hors institution***. Sa première tâche était de faire apparaître les problèmes des femmes et d'en identifier les aspects principaux et les causes.

L'Institution résiste toujours au nouveau. Dans ce cas, les institutions de lutte sociale existant, les ***syndicats*** qui s'étaient constitués sur les structures du travail et dans le cadre marxiste de la lutte des classes ne pouvaient intégrer les revendications féministes qui débordaient ce cadre: revendications sur les questions du corps, de la reproduction, de la sexualité, du travail ménager, etc.

Mais peu à peu, grâce à des femmes-relais, le féminisme pénètre l'institution. Les féministes qui avaient refusé l'Institution commencent à en apercevoir la nécessité comme canal de diffusion et d'application pratique de ses exigences.

Donc perméabilité progressive entre l'Institution et le Mouvement. Problème de l'équilibre de leurs rapports:

- nécessité du passage par l'institution

- nécessité d'un féminisme non institutionnel, radical, ne se souciant pas de compromis.

Une ***organisation syndicale en éducation*** pourrait être à la fois ***Institution et Mouvement***.

1- Elle comporte une majorité de femmes, ce qui est non pas une conquête féministe mais un effet de l'oppression: l'enseignement est un dérivé du « *maternel* » - mais on peut faire de cet effet un levier de révolution.

2- Les enseignantes et les enseignants ont affaire à des ***personnes*** complètes. Le travail en éducation n'est pas un simple « *travail* ». Il implique une prise de position sur les problèmes individuels et sociaux globaux.

3- Devant le problème de la ***transmission,*** l'enseignante femme a été longtemps un agent, un instrument passif de transmission d'une culture qu'elle ne constituait pas. Les femmes chargées de l'éducation ne faisaient que faire passer les valeurs et les savoirs du patriarcat, sans y intervenir.

Aujourd'hui une enseignante féministe a non seulement à transmettre un contenu mais à ***agir*** sur celui-ci, à le transformer avec les jeunes auxquels elle s'adresse. A partir d'une culture où elle était toujours « *l'autre* », même quand cette culture ne se formule pas de manière « sexiste », elle doit devenir sujet, acteure de cette culture.

Purifier la culture de ses éléments sexistes (voire pornographiques) est insuffisant.

Le vrai enjeu du féminisme est que les femmes soient co-constituantes de l'espace symbolique de la culture (et non sa matière ou ses consommatrices).

Note

La femme qu'est-ce que c'est

1- femme de Beauvoir: le produit de l'oppression « on ne naît pas femme, on le devient »

2- Autre thèse féministe: une réalité **spécifique**, basée sur un corps, un langage, une culture extrêmement différents.

3- Je penserais plutôt (réponse politique) la femme est ce que nous sommes en train de faire ensemble, elle n'**est** pas ceci ou cela mais elle devient. La femme est ce que les femmes sont en train de faire.

RÉFLEXIONS FÉMINISTES FACE AU POUVOIR

Micheline Dumont,
Département d'histoire, Université de Sherbrooke

Si je suis ici ce soir pour vous parler du pouvoir ce n'est pas parce que j'ai une expérience du pouvoir. Ce n'est pas non plus parce que j'ai étudié particulièrement cette question. C'est parce qu'il y a un mois et demi, j'ai abordé, entre autres, l'analyse féministe du pouvoir à l'occasion du colloque **Les femmes dans l'Église** qui réunissait 30 évêques et 85 femmes. Quelques participantes ont cru que je pourrais répéter l'exercice devant vous. Vous m'excuserez de faire démarrer mon exposé de cette expérience-là. Au moment du colloque, le pouvoir était là dans la salle, par la présence de 30 évêques, ce qui explique l'atmosphère tendue qui a prévalu. Ici ce soir, je me dis: le pouvoir est-il dans la salle? Au moment du colloque, à la plénière finale, les participantes attendaient le texte des résolutions préparées sur chaque thème. « Quelles questions sont prêtes? », a demandé l'animatrice. « Tout est prêt », a répondu la responsable. « Très bien. Nous allons prendre le pouvoir » a déclaré l'animatrice.

Après quelques secondes de stupéfaction, la salle a éclaté de rire. Ici ce soir je me demande: pourquoi a-t-on trouvé cela si drôle?

Reconnaissons-le: nos rapports avec le pouvoir ne sont pas simples. Je voudrais examiner rapidement avec vous les principales analyses que le féminisme a produites sur la question du pouvoir, en donner quelques exemples et poser enfin quelques questions sur les stratégies qui s'offrent à nous face au pouvoir.

Je parle d'analyses féministes au pluriel, car comme vous le savez, il y a plusieurs féminismes.

La première et la plus connue des analyses féministes est celle de l'***égalité***.

Madame de Staël écrivait en 1800: « *L'existence des femmes en société est encore incertaine... dans l'état actuel, elles ne sont pour la plupart, ni dans l'ordre de la nature, ni dans l'ordre de la société* ». Cette incertitude au sujet de leur existence légale est à l'origine de l'interprétation que les premières féministes et surtout les premiers observateurs du féminisme ont donnée aux revendications initiales. Le recours aux codes, au droit, aux constitutions a constitué un réflexe de base pour établir la légitimité des revendications féministes. Et cette attitude s'explique aisément: pendant des siècles, les femmes avaient intériorisé les définitions imposées par les codes de lois et les interprétations du droit dit naturel imposées par les philosophes et les législateurs masculins. Elles ne pouvaient que s'y référer pour affirmer: Nous sommes égales. Nous sommes des personnes, des citoyennes au même titre que les hommes.

Par ailleurs, leurs premières revendications: droits légaux des femmes mariées, droit à l'éducation supérieure, droit à l'exercice des professions et surtout droit de vote, ont pu être situées dans le grand courant de l'accès à la démocratie que l'on observe dans le monde occidental. Le féminisme est ainsi vu comme un cas d'aspiration collective vers l'égalité qui s'insère

parlement dans le progrès des démocraties. Il ne conteste pas l'exercice traditionnel du pouvoir. Mieux, les féministes ont cru que leur participation politique suffirait à transformer le pouvoir.

On le sait aujourd'hui, l'équation féminisme/droit de vote des femmes a été prépondérante dans l'action des premières féministes et surtout dans l'interprétation qui en a été donnée. Ce que l'on oublie toutefois, c'est que le féminisme était ainsi neutralisé et identifié à une simple étape de la progression démocratique, au même titre que l'extension du droit de vote aux ouvriers, aux minorités nationales, aux minorités raciales, etc.

Or, ce que les femmes constatent maintenant, c'est qu'une fois acquis, ce droit de vote n'a eu aucune des conséquences prévues face au changement social et à l'exercice du pouvoir. Le signe le plus évident en a été la lenteur avec laquelle les femmes ont investi les lieux de pouvoir: 21 ans avant qu'une Québécoise soit élue au parlement; peu de femmes élues encore aujourd'hui, même si leur nombre est considérablement augmenté par rapport à hier.

Certes des changements semblent très visibles. Des femmes sont maires, députées, ministres, présidentes de syndicats, de compagnies, de conseils d'administration. Les hommes sont d'ailleurs myopes. Il leur suffit de deux ou trois députées pour affirmer mélancoliquement: « *Depuis que les femmes dominent en politique...* »

Mais quel est le lot de ces femmes de pouvoir? Les modèles qu'on leur propose sont exclusivement masculins et on leur applique autrement le double standard: elles doivent être doublement compétentes - ne peuvent être émotives - ne peuvent faire de gaffes, etc. Françoise Giroud ne disait-elle pas, en boutade, que la meilleure preuve de l'égalité des femmes face au pouvoir serait qu'une femme incompétente soit élue ou nommée à un poste de pouvoir?

Par ailleurs, comme groupe, les femmes semblent se détourner de la politique institutionnelle, retardant, par le fait même, la féminisation des instances politiques.

Mais non seulement les femmes mettent du temps à investir les lieux de pouvoir, mais en plus, elles se butent à la lenteur avec laquelle leurs demandes sont réellement entendues. Les femmes se sentent aliénées dans le discours politique actuel car elles voient bien que leurs priorités sont rarement celles des gouvernements. Le meilleur exemple en est le sort qui a été fait aux recommandations du **Rapport Bird**. Dix ans après son dépôt, 43 recommandations avaient été mises en œuvre, 53 étaient en voie d'être réalisées et 24 attendaient encore leur application. La même chose au Québec. Cinq ans après la **Politique d'ensemble de la condition féminine**, le Conseil du statut de la femme estimait que l'action gouvernementale n'a pas eu d'effets ou a eu des effets limités parce qu'elle a été timide et incomplète.

« *La crise économique des années 1980, a soutenu M. René Levesque, est terriblement inéquitable.* » Discours archiconnu, que l'on n'a pas encore appris à contrer. En ce moment, on entend souvent les femmes en politique souhaiter que les femmes soient plus nombreuses à tous les échelons. Se pourrait-il que même si nous arrivons à être 50 % partout, rien ne change vraiment, comme c'est arrivé pour le droit de vote? Des féministes ont même soutenu que les femmes qui s'approchent du pouvoir sont mobilisées bien davantage par le pouvoir que par la cause des femmes. Manifestement, accéder au pouvoir ne suffit pas.

C'est ici que l'analyse féministe dite radicale (mais je serais plus prudente car les étiquettes sont nombreuses et subtiles: féminisme radical, radicalisme féministe, séparatisme féministe, lesbianisme politique) cette analyse donc, qui se base avant tout sur la ***dénonciation de l'oppression des femmes***, propose une autre interprétation du pouvoir. La principale affirmation de cette analyse a été de proclamer : « *le privé est politique, le personnel est politique* », rendant archaïque la division culturelle et souvent structurelle entre le privé et le public.

Ces féministes entretiennent une discussion permanente sur un pouvoir parallèle, subversif, un autre pouvoir. Or, depuis qu'elle s'est polarisée sur le pouvoir et non plus exclusivement sur les droits, la réflexion féministe s'approfondit et par conséquent devient plus menaçante.

Ces féministes proposent une nouvelle réflexion sur le rapport des femmes au pouvoir. Elles critiquent les modèles exclusivement masculins qui continuent d'être proposés dans les avenues traditionnelles du pouvoir. Elles soulignent de quelle manière les points de vue des femmes ne sont jamais entendus. Elles dénoncent les autres lieux où s'exerce le pouvoir des hommes pris collectivement : la famille, le capitalisme, le rapport hommes-femmes dans la sexualité, le débat sur l'avortement, le langage, la presse, la publicité, la médecine, les lois, la pornographie, etc. Elles mettent un lien entre tous ces pouvoirs-là et le pouvoir politique formel. Elles se demandent si les instances politiques n'utilisent pas quelques femmes uniquement comme preuve de leur bonne volonté, si on ne tolère les femmes dans une instance de pouvoir que lorsque le vrai pouvoir s'est déplacé vers un nouveau lieu, si les organismes gouvernementaux prévus pour recevoir les revendications des femmes ne constituent pas le piège du féminisme institutionnel.

Une vue simpliste du féminisme dit radical consiste à le résumer en un bilan sommaire et caricatural : refus de l'amour, rejet de la culture, haine des hommes, séparatisme. Au niveau des médias, ces prises de position ont connu une grande diffusion dans leur interprétation littérale. Or, c'est aux féministes radicales que le féminisme doit d'avoir une existence autonome, d'avoir échappé, entre autres, à la tutelle de la gauche et d'avoir atteint une portée universelle.

La caricature qui en est ressortie a toutefois eu des effets positifs face au pouvoir masculin : il a ébranlé la quiétude, la bonne conscience, voire le pharisaïsme des hommes en général et celui de la gauche en particulier. D'ailleurs, le féminisme de l'égalité n'a pas pu conserver ses distances idéologiques face au féminisme apparu à la fin des années 1960. Ce n'est pas en vain que **Québécoises debout! Les têtes de pioche, Des rires et des luttes de femmes**, la bataille autour de l'avortement, **Mourir à tue-tête, Les fées ont soif** et tant d'autres prises de parole ont secoué notre société. Toutes les analyses se sont radicalisées : sur le travail, sur la violence, sur la famille, sur la sexualité, sur l'autonomie, sur les stéréotypes, etc. En cinq ans, un mot naguère inconnu est apparu dans tous les milieux : sexiste, sexisme.

Il semble bien établi aujourd'hui que la vivacité des réactions suscitées témoigne de la justesse de l'analyse. Comme le dit Lise Payette, les hommes étaient en train de développer des anticorps au féminisme de l'égalité.

En effet, les hommes ont réagi très vivement aux dénonciations féministes. Retournant le slogan « *le personnel est politique* » comme un gant, ils ont prétendu que nos analyses historiques ou politiques les visaient en tant que personnes. Ils ont pensé (sans le dire) « *le politique est personnel : cessez de faire notre procès* ».

Depuis que le féminisme radical a sorti l'analyse du pouvoir des avenues de la politique traditionnelle, la question est donc moins simple qu'avant. Les assauts de la Nouvelle Droite sont là pour témoigner que le Pouvoir avec un grand P, pour la première fois, s'est senti visé.

Mais il y a un autre féminisme. Plusieurs femmes ne sont pas intéressées par l'exercice de *ce pouvoir-là*.

N'y a-t-il pas, entre le féminisme de l'égalité et le féminisme qui dénonce l'oppression des femmes, une troisième voie? Une troisième voie qui pourrait être l'expression de nouvelles valeurs. Pas nécessairement des valeurs féminines, mais de nouvelles aspirations collectives.

N'y a-t-il pas des femmes qui, face au pouvoir de la guerre et des armes, opposent l'objectif de la paix? Des femmes se sont mobilisées contre la dictature en Argentine, contre la guerre civile en Irlande, contre la guerre un peu partout dans le monde. Depuis plus de 100 ans féminisme et pacifisme ont été associés. Quelques-unes ont parlé d'androgynie. Ainsi, des théologiennes féministes explorent les possibilités d'une humanité nouvelle dans la perspective d'un Dieu qui serait père et mère. D'autres explorent des modèles alternatifs pour les principales sphères de l'activité humaine: mettre une alternative, alternative de la coopération, pouvoir alternatif, familles alternatives, écoles alternatives, etc. Hommes et femmes se retrouvent dans tous ces lieux de confrontations, mais bien des féministes y trouvent de nouvelles raisons de s'engager et de militer. Dans **Le féminisme libertaire**, Micheline de Sève propose une approche nouvelle fondée sur une conception radicale de la liberté, qui débouche sur des modèles sociaux alternatifs où différence et égalité cessent de s'opposer et où les rapports hiérarchiques cèdent la place à une multiplicité de formes d'échanges libres et créateurs. Analyse qui tente de démontrer que la cause des femmes est aussi celle des hommes.

L'expression de ce féminisme commence à peine à se structurer. Pourtant, à Nairobi, aux dires de toutes celles qui y sont allées, un féminisme global pouvait être pressenti, au-delà des oppositions multiples empruntées aux luttes et au pouvoir des hommes, il va sans dire qui s'y sont manifestées. La sociologue Andrée Michel souligne qu'à Nairobi, « *dans les interventions des militantes des pays de la périphérie, les problèmes des femmes ne furent pas abordés de façon parcellaire mais dans le cadre d'un mode de développement basé sur les violences entre pays du centre et pays de la périphérie, entre classes dominantes et classes dominées, entre les États et les citoyens, entre les hommes et les femmes, cadre éminemment répressif qui ne permet pas aux mouvements sociaux et surtout aux mouvements féministes de se développer pour lutter contre la domination et l'exploitation en particulier des femmes (...). Bref, on relia les violences à l'égard des femmes (prostitution, pornographie, viol, discrimination, pauvreté, chômage, exploitation) non seulement à un système patriarcal conçu comme une abstraction mais aux sous-systèmes et processus où ils s'incarnent ou qui le renforcent (...)* ».

Ce féminisme-là, comme le dit Solange Vincent dans le dernier numéro de **Contretemps**, croit que « *c'est la justice qui est le chemin vers la paix et ce sont les femmes qui comprennent mieux que c'est la gestion rationnelle et le partage équitable des ressources de la planète qui nous amèneront vers la paix* ».

Quel que soit notre féminisme, nous devons toutefois accepter de regarder le pouvoir formel en face. Nous devons envisager des stratégies. Les nombreuses études sur la question de la participation des femmes à la politique active sont formelles: la politique partisane (notamment aux niveaux fédéral

et provincial) est plus difficile à investir que la politique non partisane telle qu'on la trouve au niveau municipal. Les appareils de partis sont les obstacles les plus visibles pour les femmes. Certes, chaque parti sait aujourd'hui qu'il lui faut des candidates vedettes à qui seront confiés des ministères. Mais ce réflexe ne doit pas camoufler la réalité: on va chercher ces femmes. On tolère très mal qu'elles décident elles-mêmes d'y aller.

Les femmes qui ont exercé le pouvoir, Monique Bégin, Lise Payette, Pauline Marois sont catégoriques: en politique traditionnelle, les hommes forment un club fermé. On n'y pénètre que sur invitation. Elles sont unanimes aussi à rejeter l'idée d'un parti des femmes. Monique Bégin va plus loin. Elle affirme « en politique, si vous devenez d'être d'une seule cause, vous êtes aussitôt brûlée, discréditée (...). Je trouvais donc que de m'occuper uniquement de la cause des femmes n'était pas une bonne stratégie (...). J'ai choisi une approche plus généraliste ». Cela mérite réflexion de la part d'une ministre qui a tenu tête à un cabinet pendant plus de 6 ans pour les allocations familiales, pour les pensions aux personnes âgées (qui sont majoritairement des femmes), pour l'assurance-santé.

Le féminisme de l'égalité, qui ne conteste pas l'exercice traditionnel du pouvoir, nous permet de poser plusieurs questions fondamentales: le pouvoir se partage-t-il? La lutte pour l'égalité doit-elle nous entraîner à la participation à tous les pouvoirs? Même l'armée? Même l'oppression d'un autre groupe?

D'un autre côté, le féminisme dit radical (je le répète, méfions-nous des étiquettes réductrices mais je ne trouve pas de mot pour décrire brièvement le féminisme apparu à la fin des années 1960) en pointant du doigt toutes les formes de pouvoir qui constituent le gabarit de la société patriarcale ne risque-t-il pas de nous épuiser à la tâche. En maintenant cette analyse, est-ce que nous ne contribuons pas à alimenter cette division artificielle entre les femmes et les féministes? Dans l'histoire, traditionnellement, les femmes étaient surnommées le repos du guerrier. Or, si notre lutte à nous se fait partout, dans tous les replis de notre vie intime, où trouverons-nous notre repos? N'est-ce pas plutôt parce que le pouvoir nous fait peur que nous préférons le traquer dans des lieux dérisoires plutôt que dans les vraies sphères où il s'exerce?

Quant à cette humanité nouvelle que l'on évoque mélancoliquement, ne serait-elle qu'une utopie de plus? Pourquoi, l'an dernier, à la Fête du 8 mars, nous sommes-nous contentées ***d'imaginer*** le pouvoir? Les solutions alternatives, si jamais on réussit à les imposer, ne deviendront-elles pas à leur tour d'odieuses contraintes?

« C'est seulement par rapport au but ultime poursuivi qu'on peut déterminer si une revendication est réformiste ou révolutionnaire. Ce n'est pas à des actions ou à des revendications prises isolément que l'on peut attribuer l'un ou l'autre caractère; seules peuvent être réformistes ou révolutionnaires des stratégies globales. »

Christine Delphy se demande: *« Mais n'est-ce pas là tout le problème du mouvement féministe que de n'avoir pas de stratégie explicite? Parler stratégie implique que l'on se pose les questions suivantes: quel est le but ultime du mouvement féministe? Pour le mouvement ouvrier, c'est, ou c'était, l'avènement d'une société sans classes. Pour le mouvement féministe, c'est l'avènement d'une société sans... quoi? Admettons même que l'on s'accorde sur une formulation acceptable, car on peut mettre différentes choses sous les mots, telle que « le renversement du patriarcat »; comment fait-on? Vise-t-on à la prise du pouvoir d'État? Quoique bien discréditée, même cette stratégie « maxima-*

*liste » ne résout pas la question des réformes, car on n'arrive pas en un seul jour à la veille du grand soir. **A fortiori** si on refuse la solution bolchévique-putchiste, se trouve-t-on confrontée au problème des étapes dans la transformation de la société. Donc, dans les deux cas, quelles étapes?*

Si la stratégie du grand soir ne résout pas la question des étapes, inversement le renoncement au renversement violent de l'État ne dispense pas d'avoir une théorie de l'État et une stratégie à son endroit: il saute, il reste, il est changé, mais dans tous les cas il faut en faire quelque chose. Et voudrait-on même ne pas s'en occuper, imaginerait-on même son dépérissement spontané – hypothèse qui quelque retive aux faits continue d'être tendrement caressée par beaucoup – que l'on n'aurait pas résolu pour autant la question de la stratégie. Il semble à première vue, en effet, que l'une des façons de contourner le dilemme entre la stagnation et la compromission avec l'État soit de concentrer l'action sur les institutions alternatives. Mais si cela résout – au moins pour celles qui croient qu'il suffit de l'ignorer – la question de l'État, cela ne résout pas celle de la stratégie. Que les changements se produisent hors institutions ou dans les institutions, les questions du contenu de ces changements, de leurs priorités et de leur capacité à engendrer encore d'autres changements, c'est-à-dire de leur potentiel révolutionnaire, se posent également. La question des étapes et la question de la stratégie restent entières. »

Ces interrogations sont troublantes. Mais elles ne doivent pas nous faire perdre de vue le terrain que nous avons gagné en l'espace de 15 ans, le cran qu'on n'a pas encore réalisé la signification de la performance de Pauline Marois lors de la course à la chefferie du Parti québécois. Elle a battu Jean Garon : le prototype du politicien traditionnel ! De plus, elle a attaché des couleurs féministes. Certes, ses positions n'ont pas reçu l'appui de plusieurs groupes féministes. Mais là n'est pas la question. Sa candidature se situait dans un halo féministe: cela aurait été impensable en 1981, après le désolant épisode des Yvettes. Le mandat de Claire Bonenfant au Conseil du statut de la femme a permis au féminisme de se débarrasser de ses oripeaux de politesse et de gentillesse. La cause des femmes a réussi à susciter le **seul** débat public de la campagne fédérale de l'été 1984. Des femmes se sont regroupées pour préciser des stratégies (FRAPPE (Femmes regroupées pour l'accessibilité au pouvoir politique et économique). « Ils » sont maintenant obligés d'aller chercher des femmes.

Je pourrais continuer longtemps. Vous êtes réunies ici, justement pour faire le point sur la question.

Le chemin à parcourir est si long qu'on a le sentiment qu'on n'y arrivera jamais: tout est à transformer. Nos idées sur les structures, les institutions, les normes sont tellement figées dans le béton qu'on semble incapable d'imaginer, d'inventer une société nouvelle.

Rien ne nous est acquis. Et pourtant tous les pouvoirs sont aux aguets. La nouvelle droite, les R.E.A.L. Women, les mouvements « Pro-famille », l'anti-féminisme, (les médias, depuis quelques années, tentent de livrer le message que le féminisme, c'est terminé), les rationalisations sur la complémentarité des rôles, les discours sur les vraies priorités, sur le prétendu équilibre budgétaire (Sait-on ce que coûte un F-18, réellement?). Il faut se le dire: s'ils frappent si fort, c'est qu'ils ont peur. Et si un jour, « *la fabrication des armes cède le pas à la production des biens et des services utiles à la vie plutôt qu'à la mort* », nous saurons que quelque chose a été transformé dans l'exercice du pouvoir. Et souhaitons que ce soit la réflexion et l'action des femmes qui en soit l'origine.

Les féministes, au fond, sont pragmatiques. Elles cherchent à identi-

[illegible]

[illegible] une pratique non sexiste du pouvoir. C'est pour cela qu'elles essaient au fond d'être à la fois dedans et dehors.

LES RAPPORTS HOMMES-FEMMES — SEXO-PSYCHO-SOCIAL

Andrée Matteau,
psycho-sexologue, professeure, Université du Québec à Montréal

Les bases concrètes de mon intervention reposent sur la description et l'analyse, en termes de profils, de l'ensemble des femmes et des hommes que j'ai rencontrés depuis huit ans – lors de conférences – colloques – congrès – cours universitaires – consultation et, aussi des données de la littérature.

Je déterminerai donc:

- c'est quoi la ***réalité présente*** des rapports femmes-hommes en fonction de la libération sexuelle et de la libération culturelle
- c'est quoi les ***obstacles*** rencontrés pour parvenir à ces deux formes de libération
- aussi que les ***alternatives*** qui s'offrent à nous pour poursuivre notre chemin.

I- C'est quoi la réalité présente?

Il est clair que les comportements sexuels et l'émotivité qui les accompagne sont les ***produits de notre histoire***.

Actuellement, il semble que les rapports femmes-hommes atteignent un summum de remise en question. Remise en question qui s'exprime sous forme de confusion, d'anxiété entre les valeurs parentales transmises depuis des millénaires, les valeurs sociales préconisées par la libération sexuelle des trois dernières décennies et, les valeurs de la libération culturelle véhiculées, présentement, par les mouvements alternatifs tels que « *le féminisme, le pacifisme, l'écologisme, le mouvement du potentiel humain, le rejet des valeurs de consommation et de compétition* ».

De ce contexte social dynamique et changeant émergent trois profils majeurs. Certaines personnes croient que le maintien ou le retour aux principes instaurés par la famille nucléaire, la monogamie à vie, la fidélité conjugale coercitive dans la division rigide des rôles femmes-hommes, doivent régner à l'intérieur des normes du couple; bien que les statistiques « *de la famille traditionnelle où les enfants vivent avec leurs parents biologiques et où on vit du salaire du père, représentent 10 % des familles québécoises* » et où on vit du salaire du père, représentent 10 % des familles québécoises »!

D'autres personnes s'isolent et refusent de partager leur vie avec une ou un partenaire, effrayées qu'elles sont à la seule idée du « *couple* ».

Enfin, un certain nombre favorise des relations sporadiques ou « *la baise pour la baise* » prend force de dogme à l'intérieur d'une sexualité souvent désengagée de l'affect.

Le facteur fondamental à la base de cette confusion semble provenir ***du manque d'intégration de la libération sexuelle avec la libération culturelle***, dont l'amorce de celle-ci n'est qu'à l'état de fertilisation. Il y a donc ***un écart d'environ trente années entre les deux***. De telle sorte qu'entre l'exal-

tation de la sexualité fonctionnelle et les stéréotypes psychosociaux femmes-hommes de la vie quotidienne, ***existe une distance énorme.***

L'exaltation de la sexualité fonctionnelle fut et est basée, en grande partie, sur « l'institutionnalisation du coït ». Une multitude de livres recettes, sur l'art de faire l'amour, sur l'art d'agencer la tuyauterie des deux sexes, nous renseignent sur le fonctionnement de nos anatomies respectives. Une fois ce casse-tête compris, assimilé, assemblé, intégré, femmes et hommes sont supposés vivre en amour à long terme et jouir d'orgasmes fulgurants!

Mais au-delà de la pulsion sexuelle fonctionnelle, qu'y a-t-il?

Donc entre cette exaltation de la sexualité fonctionnelle et les stéréotypes psychosociaux femmes-hommes de la vie quotidienne, existe une distance énorme.

Cette polarité se traduit par la recherche de ***l'individualité*** et représente une période de transition entre la pseudo-libération sexuelle et les prémisses très fragiles de la libération culturelle actuelle.

Conséquemment, pseudo-libération, transition, recherche d'une véritable libération ***se retrouvent sur un même continuum.*** Se libérer de nos ***divisions,*** de nos ***dualités,*** de nos ***contradictions,*** de nos ***confusions*** femmes-hommes pour tisser une ***individualité,*** des ***responsabilités*** et, des visions du futur en ***congruence*** avec ce que nous sommes en tant que personne et non en réponse à des rôles prescrits, s'inscrit justement sur le continuum de la relation d'aide, soit dans le domaine de la consultation, de l'éducation et de la science.

Quelques modèles-types reliés au contexte historique

Les consultants arrivent en consultation traînant avec eux les avatars de leur histoire sexo-psycho-sociale.

La sexualité souillée par les notions de péché, de culpabilité, d'impuissance chez ***la femme;*** de contrôle, de domination, de pouvoir chez ***l'homme.***

L'émotivité habillée des images stéréotypées de faiblesse, de passivité, de soumission, d'intuition, de douceur chez ***la femme;*** de force physique, de domination, d'agressivité, de logique, d'inhibition des émotions, d'indépendance illusoire chez ***l'homme.***

Leurs ***responsabilités*** quotidiennes associées à la division des rôles, représentent la scène de discussions acerbes à propos des tâches domestiques de l'éducation des enfants ou de cette future éducation.

Les personnes traduisent par l'expression de leurs ressentis, de leurs attitudes et de leurs comportements, l'existence historique de deux sortes de facisme. D'une part, la répression sexuelle, préconisée par les premiers tenants du patriarcat qui voyaient ***le sexe comme une tentation offerte aux hommes par les femmes,*** et l'abstinence sévère maintenue par le christianisme à l'effet que ***la nature, la chair et les femmes constituaient une menace à l'âme éternelle des hommes,*** semblent perdurer davantage chez les femmes, d'où la grande difficulté à saisir elles-mêmes leur propre désir.

D'autre part, ***pour l'homme,*** le sexe consommation (pornographie, littérature, publicité, etc.) a presque définitivement remplacé l'engagement, l'intimité, la communication, la tendresse, l'affection, l'amour, la sollicitude, la compréhension. Il ne lui reste qu'un sexe fantasmé, illusoire, provisoire, éphémère, toujours en quête de nouveaux stimuli.

[illegible]

En ce sens,

* **LA FEMME** en consultation a terriblement peur de s'engager dans la vie de couple. Elle a peur des pièges du mariage traditionnel, c'est-à-dire la **division des rôles**. Elle a peur du rôle de l'épouse-mère dans lequel ses besoins de tendresse, d'affection, de compréhension, ses intérêts, ses goûts, ses idées, sa sexualité, son identité même, risquent d'être refoulés, banalisés, submergés par les règles, les traditions, les principes moraux imposés au rôle d'épouse-mère.
* Ce qu'elle veut, c'est trouver sa puissance intérieure, puisqu'elle se sent et se perçoit comme [illegible] et inférieure. Ce qu'elle veut, c'est trouver son pouvoir sexuel, puisqu'elle se sent et se perçoit comme n'en n'ayant peu ou pas.
* Ce qu'elle veut, c'est apprendre à s'affirmer dans ce qu'elle est et non pas répondre aux besoins d'un compagnon pour lui faire plaisir de peur d'être abandonnée, rejetée, désapprouvée.
* Ce qu'elle veut c'est assumer son autonomie financière par un travail qu'elle aime et dans lequel elle se sent valorisée.

Dans ce « ***couple*** » l'un exprime le ***conservatisme moralisateur et coercitif***, l'autre le ***libéralisme désinhibé***, mais ***aliénant***. Deux ***idéologies*** se contrarient, dont l'une est la substitution des normes répressives par leurs contraires.

Ainsi un continuum historique s'établit. La modération ethnique de nos ancêtres grecs et romains, à l'abstinence sévère du catholicisme pour aboutir à l'obligation sexuelle désengagée de l'affect.

Pour d'autres couples, la ***dichotomie*** entre le sexe et le sentiment continue de croître sous l'égide de la liberté, de l'autonomie, axée sur l'exaltation, le plaisir, l'intensité du moment. C'est généralement le partenaire qui refuse de se laisser piéger par cette division. Combien de fois as-je entendu la phrase : « *Tout ce que je veux c'est de la tendresse. Je suis incapable de faire l'amour quand je m'aperçois que mon chum n'est pas vraiment là, mais noyé dans ses fantasmes* ».

Ainsi, la logique de rentabilité apprise face aux relations sociales et économiques capitalistes s'est reproduite dans les relations amoureuses et sexuelles. Il appert évident que pour rendre le sexe rentable il fallait le ***vider d'émotivité et d'engagement***. Les cibles privilégiées de cette rentabilité sont d'abord les hommes. En effet ce que font à la fois le Don Juan et la Femme Fatale cruels et victorieux de la pornographie, c'est qu'ils sont en contrôle de nature, particulièrement la nature de leur propre corps. Ils ne ressentent pas. Le monde industriel a changé le sexe en une simple marchandise. Le sexe n'est plus une affaire de corps et de plaisirs intégrés, mais d'images de corps et d'images de plaisir.

Il est clair que les femmes et les hommes en consultation incarnent les victimes de la pseudo-libération sexuelle. Ils représentent les proies de la philosophie et de l'idéologie mercantiles de notre système capitaliste et des structures patriarcales. D'un côté les femmes objets sexuels, de l'autre côté les hommes acheteurs ou « *protecteurs* » de ces objets.

Le malaise, l'écart, le vide sont grands entre la femme et l'homme qui veulent former un couple et aspirent à vivre cette relation de façon saine. Car pour sortir gagnants d'une répression et d'une révolution qui se sont en quelque sorte payé notre confiance et notre naïveté, la créativité, l'imagination s'inscrivent au cœur des stratégies d'intervention.

En ce sens

- ***LA FEMME*** en consultation a terriblement peur de s'engager dans la vie de couple. Elle a peur des pièges du mariage traditionnel, c'est-à-dire la ***division des rôles***. Elle a peur du rôle de l'épouse-mère dans lequel ses besoins de tendresse, d'affection, de compréhension, ses intérêts, ses goûts, ses idées, sa sensualité, son identité même, risquent d'être enfouis, banalisés, submergés, par les règles, les traditions, les principes moraux imposés au rôle d'épouse-mère.
- Ce qu'elle veut, c'est trouver sa puissance intérieure, puisqu'elle se sent et se perçoit comme insécure et intérieure. Ce qu'elle veut, c'est trouver son pouvoir sexuel, puisqu'elle se sent et se perçoit comme n'en n'ayant peu ou pas.
- Ce qu'elle veut, c'est apprendre à s'affirmer dans ce qu'elle est et non pas répondre aux besoins d'un compagnon pour lui faire plaisir de peur d'être abandonnée, rejetée, désapprouvée.
- Ce qu'elle veut c'est assumer son autonomie financière par un travail qu'elle aime et dans lequel elle se sent valorisée.

- En fait, elle cherche à devenir une ***personne*** tant aux niveaux ***sexuel, psychologique que social***. Elle se réapproprie son propre désir puisque ***le « féminin » est défini à partir de la soumission aux désirs de l'homme***. Elle se met à exister par elle-même, sans forcément démontrer et les « éléments masculins » ou se rebeller contre ceux-ci.

- ***L'HOMME*** apparaît plus en ***contre-réaction*** face aux difficultés qu'il éprouve par rapport à sa compagne qui l'a quitté, non pour un autre homme, mais pour vivre seule. J'entends souvent la phrase: ***« On n'a plus les femmes qu'on avait »***, sur un ton imprégné d'humour et de tristesse. Il est triste. Il ne sait plus par où commencer. Il ne comprend pas pourquoi sa compagne l'a quitté, ou pourquoi de nombreuses femmes refusent de vivre en couple. Il est confus. Il a peur autant du « ***macho* » que de « *l'émotif* ».** Il a peur de la solitude. Il se sent démuni en ce qui a trait aux tâches domestiques et à l'éducation des enfants. Il a perdu confiance en lui. Il n'a plus de femme pour prendre soin de lui, répondre à ses besoins de dépendance sexuelle et affective. Il n'a plus de femme pour l'entendre, l'écouter, le voir, le toucher, le comprendre, l'encourager, le stimuler, le supporter, porter [illegible]ation à lui. ***Il est en manque de « nourriture émotive »***.

  Il déprime. Il pleure, souvent pour la p[illegible]ière fois. Il consomme de l'alcool et des médicaments de façon abusive. Il se lance à corps perdu dans le « dragage ». Dans les cas extrêmes, il devient suicidaire et met sa vie en danger.
- Ce qu'il veut c'est une femme, surtout pour le nourrir émotivement et répondre à ses besoins sexuels. Il recherche ardemment le stéréotype de l'épouse-mère, dérouté qu'il est devant l'émergence de la femme-personne.
- Graduellement il apprend à reconnaître les pièges de sa ***socialisation***, à développer ce qu'il n'avait pas appris. La capacité de ressentir, l'habileté à exprimer ses émotions, son affection, sa tendresse, sa sensualité, son empathie, sa réceptivité, sa sensibilité.
- Il prend conscience pour la première fois de sa vie de ***sa dépendance émotive des femmes***: de sa mère, de sa blonde, de sa compagne. Dépendance **occultée** socialement par le mythe de l'homme viril, fort, indépendant.
- Sa rigidité fait place à une nouvelle souplesse sans pour cela passer par l'opposition aux « éléments féminins » ***puisque le masculin est défini par la négation du « féminin »***.
- En fait, il apprend à développer une éthique individuelle.
- ***LE COUPLE*** en consultation arrive avec l'attente d'harmoniser la relation avant de s'engager dans le mariage/vie commune et la reproduction. Généralement, la femme est l'instigatrice de cette décision.
- Les deux partenaires se sentent menacés par l'envahissement et le contrôle de l'autre. Ils se sentent insécures, car ni l'un ni l'autre ne veulent baser la relation sur les valeurs traditionnelles, c'est-à-dire la ***division des rôles***. Alors la relation sera basée sur quoi, se demandent-ils?
- Peu à peu ils apprennent à respecter les désirs, les goûts, les intérêts, les opinions, les idées de l'autre ainsi que les leurs propres.
- Ils apprennent à exprimer confortablement et honnêtement leurs ressentis et leurs émotions.
- Ils développent des attitudes et des comportements individualisés et responsables plutôt que limités par les contraintes des rôles prescrits.

  Ils prennent conscience qu'ils sont les produits d'une même culture et, aussi que les turbulences sont inévitables dans toute vie à deux.

Les stratégies d'intervention sont basées d'une part sur le rejet de toute interprétation de notions « biologisantes » qui puissent justifier ***l'infériorité des femmes ou la supériorité des hommes***. D'autre part, il y a une tentative d'articuler conditionnement et structures sociales avec le vécu personnel, sexuel et psychologique des femmes et des hommes. Les objectifs visent surtout les processus de prise de ***conscience entre le vécu individuel et la réalité socio-politique***. Les outils d'intervention mettent l'accent sur l'action et la conscientisation plutôt que sur l'introspection. Le choix des emprunts aux approches humanistes, psychodynamiques et behaviorales se fait selon une grille visant à aider les intervenantes dans le choix de ces emprunts.

Conséquemment, le ***féminisme*** est incontestablement l'un des facteurs prédominants de la ***libération culturelle*** de la femme, de l'homme, du couple hétérosexuel ou homosexuel.

L'approche féministe en thérapie a pour but ultime ***la transcendance des rôles sexuels comme modèle de santé mentale***. Sa philosophie et son idéologie reposent sur la ***croyance*** que les femmes comme les hommes peuvent développer ***un pouvoir personnel égal***, une poursuite égale du ***bien-être économique*** ainsi qu'une influence égale au niveau ***politique***.

II- Les obstacles à la libération culturelle - en considérant le féminisme sous l'angle de l'égalité des deux sexes.

• L'opposition de l'homme au féminisme, laquelle est ***rigide, profonde, vaste*** et fonctionne à plusieurs niveaux.

1- *Le personnel*:

L'égalité des femmes signifie le déracinement d'une caste de ***servantes*** - si une caste de personnes n'est pas ***née sous-humaine*** - n'est pas désignée par la ***NATURE*** pour servir - n'est pas ***programmée génétiquement*** ou par un peu ***hormonal*** quelconque pour performer selon les diktats de la culture - alors le monde masculin doit prendre les rébellions, les hostilités, les grognements des femmes sérieusement - doit récompenser les services ou les partager - doit créditer les responsabilités et la « *nourriture émotive* » qui sous-tendent les comportements des femmes.

Ceci, peu d'hommes sont préparés à le faire.

2- *Le politique*:

Les femmes ne partagent pas les attitudes envers ***le pouvoir et le contrôle*** que les hommes ont en général. Comme beaucoup d'hommes vénèrent le contrôle et spécialement le ***pouvoir-sur***, ils trouvent la pensée des femmes timide, opaque et hors de propos. Ils ne souhaitent pas être dissuadés de leur style de vie excitant, ils évitent la ***conversion à de nouvelles croyances*** qui remettraient en question leurs expériences et leurs valeurs antérieures.

De changer de vie à partir de ces bases est très difficile. ***Peu d'hommes sont prêts à faire*** ça quand les changements qu'ils devraient faire sont dans une direction qu'ils ont ***appris à mépriser*** - l'émotion - le corps - les qualités féminines nourrissantes - la pensée associative ou circulaire.

3- Le psychologique

Les hommes ont appris que leur identité repose essentiellement sur l'identité féminine - ***que les hommes sont ce que ne sont pas les femmes - que les hommes ne sont pas ce que sont les femmes*** - ils ont peur de bouger dans un état de ***non-être*** - d'être des femmes pour eux-mêmes.

Cette identité repose aussi sur le fait d'être en contrôle de toutes les femmes dans la vie immédiate et dans la vie de travail. Dans l'éthique patriarcale les femmes existent pour être contrôlées par les hommes et doivent pour ***certifier la nature supérieure et transcendante de l'homme***.

En tout, le contrôle sur les femmes est essentiel à ***l'auto-définition de l'homme***, spécialement au niveau de la sexualité fonctionnelle dans le sens que certains hommes ne peuvent pas performer sexuellement sans la subordination de la femme. Il y a des hommes qui reconnaissent ça, mais ne peuvent pas changer. Leur entière identité humaine repose sur une nature humaine définie comme contrôle.

- ***D'accepter les femmes comme complètement humaines*** signifie accepter les valeurs « féminines » comme des valeurs humaines appropriées aux deux sexes.
- ***D'accepter les femmes politiquement*** signifie admettre leurs points de vue aux portes du pouvoir et d'ouvrir son esprit à les partager. Ceci serait un changement ***révolutionnaire***, un qui altérerait toutes les institutions et la poursuite internationale du pouvoir.
- ***D'accepter les femmes religieusement*** signifie d'accepter les limites actuelles de la condition humaine - l'égalité - l'égalité des humains comme membres de la société.

III- Les alternatives

Présentement ***le féminisme est la seule philosophie*** sérieuse, cohérente et universelle qui offre une alternative à la pensée et aux structures patriarcales.

Cependant, tant que cette philosophie ***d'intégration*** ne sera pas reconnue ***publiquement par toutes les voies significatives de la société***, nous continuerons à vivre le mauvais destructeur de la division personnelle et la polarité femmes-hommes à tous les niveaux.

Une philosophie ***d'intégration*** représente la réconciliation du ***corps et de l'esprit, de l'émotion et de la pensée, de la sensation et de la vision, du pouvoir et de la liberté***.

Dans ce sens, ***l'enseignement*** demeure essentiel ainsi que ***l'information et l'action à tous les niveaux***.

Une ***tradition***, une ***philosophie*** féministe sont en train de naître. Ce n'est que récemment que les femmes ont entrepris la tâche incommensurable d'évaluer la suprématie masculine de la ***philosophie, des théories politiques, de l'économique et des sciences***, champs dans lesquels ***l'incongruence*** des valeurs « masculines » n'est pas toujours apparente.

Ceci représente une aire de développement prioritaire, mais c'est aussi de s'attaquer aux problèmes à leurs niveaux les plus profonds.

Dans ce sens, aucun ensemble de ***valeurs*** ne peut porter le nom d'***éthique humaine***, à moins qu'il commence avec l'actualité de la condition humaine.

Et quand on se pose la question ***qu'est-ce que nos actes créent! Je pense que les choix résident entre la servitude et la liberté, la fragmentation et l'intégration***.

Que choisirons-nous!

LES ATELIERS DU SAMEDI MATIN

Éducation

E-1 LA FORMATION DES MAÎTRES EN EXERCICE

Pierrette Bouchard,
Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval

Le document préparatoire à l'organisation de ce Forum était intitulé: ***Un projet inventif pour des changements concrets.*** Et, dans ce document, le leitmotiv retenu se lisait comme suit: « ***Mieux nous outiller, les femmes, pour une meilleure prise sur nos réalités*** ».

C'est à partir de ce leitmotiv que j'ai préparé mon intervention dans cet atelier. Je ne me présente pas ici comme une spécialiste féministe de l'intervention et je souhaite que ce soit plutôt nos échanges, toutes ensemble, qui nous permettent de mieux nous outiller afin d'avoir une meilleure prise sur notre réalité.

J'aimerais partager avec vous une expérience d'intervention féministe réalisée dans un de mes cours à l'Université Laval. Ce cours intitulé « ***Sexualité et sexisme au primaire*** », est offert depuis trois ans aux étudiantes et étudiants du baccalauréat en enseignement primaire et aux enseignantes et enseignants qui suivent des cours de perfectionnement.

Je parlerai de la forme du cours tout autant que de son contenu car ma conception de l'intervention féministe a amené une remise en question des définitions traditionnelles de l'enseignement universitaire. J'expliquerai donc, dans un premier temps, mes orientations en tant que féministe et les répercussions qu'elles ont eues sur ma pédagogie. Même si la pédagogie féministe est un domaine qui reste encore à développer, c'est à cette forme nouvelle de conceptualisation de l'action dans l'enseignement que je référerai. Je voudrais expliquer aujourd'hui comment, par le biais de la pédagogie progressiste, j'ai été conduite à développer une pédagogie-action[1] dans mes cours. Il s'agit d'un type d'approche qui s'apparente à la recherche-action.

Dans un deuxième temps, je m'arrêterai aux thèmes choisis dans le cours dans le but de reconnaître les contenus et les comportements sexistes à l'école et sur les projets réalisés collectivement pour développer des pratiques visant à les combattre.

1- Réflexions sur la pédagogie féministe

Les réflexions suivantes sont issues de ma pratique d'enseignante, de formatrice, de militante syndicale, etc. Ma pédagogie n'est pas tirée d'ouvrages spécialisés mais est née de diverses expérimentations depuis quelques années, avec des erreurs et des tâtonnements. Par ailleurs, j'ai aussi été influencée par les courants de la pédagogie progressiste et de la recherche-action et je suis redevable aux théories féministes de mes orientations.

Pour moi, une pédagogie féministe, c'est une pédagogie qui cherche à briser le cercle des inégalités vécues par les femmes et par d'autres groupes dominés, comme les enfants par exemple, trouvant avec elles, à partir de leur vécu, des moyens concrets de transformer cette réalité.

1.1 Problématique

La classe ou le groupe-cours est à l'image de la société. On y retrouve le même type de rapports sociaux basés sur la domination : rapports hommes-femmes, rapports adultes-enfants ou rapports professeurs-étudiants, rapports entre classes sociales, rapports entre ethnies, rapports basés sur l'âge, le sexe, l'intégrité physique, etc. Ces rapports s'expriment par des comportements, des attitudes, des remarques qui président à la hiérarchisation des personnes selon le type de pouvoir détenu, exercé et cumulé.

L'école, comme institution, transmet ce modèle de fonctionnement social hiérarchique en favorisant l'individualisme, la compétition et l'apprentissage de connaissances qui ne correspondent pas à la réalité vécue par toutes les personnes, surtout pas à celle des groupes et personnes dominés et exploités.

2- Mes orientations en tant que féministe-enseignante

2.1 Je remets en question le rapport social qui se vit en classe (rapport de pouvoir prof/étudiantes étudiants), je refuse de reproduire l'abcès d'une cloison hermétique entre moi et le groupe de personnes avec lesquelles je travaille dans ce cours. Je me sens concernée par ce qui est discuté dans la classe : l'oppression des femmes, les inégalités dans le système scolaire, etc.). Quand nous parlons d'oppression, des rôles qui nous ont été dévolus, de l'éducation que nous avons reçue et de celle que nous transmettons, je me sens incluse dans ce « nous ».

Je ne me pas le pouvoir que ma formation ou mon poste ou l'accessibilité aux ressources m'ont donné. Je suis consciente des contradictions dans lesquelles me place mon travail. J'essaie de clarifier mon rôle dans le groupe et de l'évaluer souvent en cours de route. Mes connaissances et le rôle que je joue en tant qu'enseignante féministe sont utilisés afin de laisser aux participantes l'occasion de développer le leur.

2.2 Je suis convaincue qu'il faut analyser notre société d'un point de vue féministe.

Les théories féministes ont permis de connaître les structures de domination, d'exploitation, d'oppression et de non-pouvoir des femmes dans les sociétés patriarcales, elles ont aussi utilisé d'autres concepts fondamentaux comme ceux de silence, d'isolement et de dévalorisation. :

- **silence** qui cache et entoure le vécu des femmes, à tous les jours, par exemple au sujet du travail domestique, de la violence, de l'exploitation sexuelle, du travail au noir, de l'amour « maternel », etc.
- **isolement** dans lequel sont entretenues les femmes qui permet de briser leurs résistances en les gardant au plan individuel;
- **dévalorisation** d'elles-mêmes, de leur travail et de leurs résistances d'autant plus si elles sont partagées entre elles.

Comme enseignantes féministes, il est important de développer des méthodes pédagogiques qui donnent des moyens aux femmes de sortir de leur isolement, d'accroître leur pouvoir sur la réalité et de rendre collectives et conscientes leurs résistances.

- ***Nous concevons le féminisme comme la réalisation de la dignité*** et de la liberté individuelles des femmes, comme la responsabilité assumée par les

1.1 Problématique

La classe ou le groupe-cours est à l'image de la société. On y retrouve le même type de rapports sociaux basés sur la domination : rapports hommes-femmes, rapports adultes-enfants ou rapports profs/étudiantes-étudiant·e·s, rapports entre classes sociales, rapports entre ethnies, rapports basés sur l'âge, le savoir, l'intégrité physique, etc. Ces rapports s'expriment par des comportements, des attitudes, des remarques qui président à la hiérarchisation des personnes selon le type de pouvoir détenu, exercé et cumulé.

L'école, comme institution, transmet ce modèle de fonctionnement social hiérarchique en favorisant l'individualisme, la compétition et l'apprentissage de connaissances qui ne correspondent pas à la réalité vécue par toutes les personnes, surtout pas à celle des groupes et personnes dominés et exploités.

2- Mes orientations en tant que féministe-enseignante

2.1 Je remets en question le rapport social qui se vit en classe (rapport de pouvoir prof/étudiantes-étudiants). Je refuse de reproduire l'idée d'une cloison hermétique entre moi et le groupe de personnes avec lesquelles je travaille dans ce cours. Je me sens concernée par ce qui est discuté dans la classe (l'oppression des femmes, les inégalités dans le système scolaire, etc.). Quand nous parlons d'oppression, des rôles qui nous ont été dévolus, de l'éducation que nous avons reçue et de celle que nous transmettons, je me sens incluse dans ce « **nous** ».

Je ne vois pas le pouvoir que ma formation ou mon poste ou l'accessibilité aux ressources m'ont donné. Je suis consciente des contradictions dans lesquelles me place mon travail. J'essaie de clarifier mon rôle dans le groupe et de l'évaluer souvent en cours de route. Mes connaissances et le rôle que je joue en tant qu'enseignante féministe sont utilisés afin de laisser aux participantes l'occasion de développer le leur.

2.2 Je suis convaincue qu'il faut analyser notre société d'un point de vue féministe.

Les théories féministes ont permis de connaître les structures de domination, d'exploitation, d'oppression et de non-pouvoir des femmes dans les sociétés patriarcales, elles ont aussi utilisé d'autres concepts fondamentaux comme ceux de silence, d'isolement et de dévalorisation :

- **silence** qui cache et entoure le vécu des femmes, à tous les jours, par exemple au sujet du travail domestique, de la violence, de l'exploitation sexuelle, du travail au noir, de l'amour « maternel », etc. ;
- **isolement** dans lequel sont entretenues les femmes qui permet de briser leurs résistances en les gardant au plan individuel ;
- **dévalorisation** d'elles-mêmes, de leur travail et de leurs résistances d'autant plus si elles sont partagées entre elles.

Comme enseignantes féministes, il est important de développer des méthodes pédagogiques qui donnent des moyens aux femmes de sortir de leur isolement, d'accroître leur pouvoir sur la réalité et de rendre collectives et conscientes leurs résistances.

« ***Nous concevons le féminisme comme la réalisation de la dignité*** *et de la liberté individuelles des femmes, comme la responsabilité assurée par les*

femmes de leurs propres vies et de leurs corps qui doit aller de pair avec un nouvel ordre social et économique mondial, plus juste, sur le plan national et sur le plan international. Nous considérons que ces deux aspects du féminisme sont intimement liés et qu'il faut procéder à une analyse féministe de toutes les institutions et de toutes les coutumes de nos sociétés si nous voulons parvenir à une justice égale pour tous ». »

Il faut questionner le patriarcat, développer quotidiennement des réflexions féministes et agir collectivement de façon concrète. Je crois au militantisme comme moyen collectif de changement et j'encourage la solidarité et l'implication sociale. Je remets en question les courants de pensée qui présentent les inégalités comme résultantes du manque de volonté des personnes exploitées et leur en attribue la responsabilité personnelle. Lorsque nous parlons de changements sociaux, je préconise des changements pour l'ensemble des femmes et non pas seulement au plan individuel. Je maintiens qu'il faut être en lien avec le mouvement des femmes car c'est par lui qu'est venu le questionnement sur les rapports sociaux inégalitaires entre hommes et femmes. J'essaie, enfin, de ne pas laisser se reproduire des préjugés sur les femmes qui sont : lutte pour l'égalité (les féministes sont des radicales, des enragées, etc.) et de développer la solidarité.

2.3 Je remets en question le modèle d'apprentissage traditionnel qui contribue trop souvent à la marginalisation des femmes (appropriation et définition du savoir, négation de l'expérience sexuée, monopolisation de la parole, compétition et individualisme, etc.). Je suis consciente que la neutralité est un mythe et je fais connaître mes orientations sans les présenter pour ce qu'elles ne sont pas. Je me situe avec les participantes à partir de mon expérience de femme. Je crois que pour rendre nos relations plus égalitaires, il faut utiliser un langage et des textes accessibles et clairs. Je n'ai pas trouvé réponse à tout et j'exprime mes doutes et mes limites. Je suis consciente que c'est ensemble que nous pouvons transformer la réalité, même si nous avons très peu développé des modes de travail collectif et qu'il est difficile de les réaliser, d'autant plus que le courant pédagogique dominant prône le contraire. J'essaie aussi de développer l'écoute et le respect des autres en même temps que l'affirmation de soi, valeur si peu développée chez les femmes.

3- Pédagogie féministe et interventions privilégiées: quelques exemples

À partir de ces constatations, trois niveaux d'intervention se dégagent dans une perspective pédagogique féministe: au niveau des contenus, au niveau du modèle de fonctionnement adopté en classe, au niveau du travail académique relié au cours.

3.1 Au niveau des contenus

3.1.1 par une approche générale qui parle des femmes, de leur oppression et de leurs luttes (action positive féministe). Ex: Étude de l'oppression des femmes au travers de l'histoire.

par une approche générale qui met constamment en relief les réalisations des hommes et des femmes en les valorisant également. Ex: La culture amérindienne en Amérique du Nord. (Production des hommes et des femmes).

ou :

par une approche spécifique qui accorde une attention particulière à la formation vécue par les femmes dans sa problématique générale. Ex. Les milieux défavorisés et l'éducation. Il y a plusieurs façons de concevoir le concept de « défavorisés ».

3.1.2 Par des illustrations, des exemples, des mises en situation qui réfèrent également aux deux sexes, et ce, sans sexisme. Ex. Cours en éducation: exemples des « personnes » responsables de l'apprentissage scolaire : **les mères.** Ex. Cours en administration: exemples d'entreprises délicatement gérées par une femme; exemples d'entreprises rentables gérées par des hommes.

3.1.3 Par un choix de textes accessibles à toutes et à tous, c'est-à-dire écrits et dits dans un langage qui peut être compris par tout le monde. Trop souvent, le théorie a servi à exclure les personnes qui référaient à leur expérience vécue comme bagage de connaissances. Dans le cas des femmes, très souvent liées au domaine de la famille, du soin des enfants, du travail domestique non reconnu et valorisé, elles ont souvent le sentiment de n'avoir rien à dire et à offrir. L'expérience vécue fait partie des connaissances au même titre que d'autres savoirs. C'est dans le partage de nos expériences-connaissances que nous construisons une théorie basée sur la réalité quotidienne et concrète.

Par des références bibliographiques et des ressources qui parlent des femmes, de leur oppression et de leurs luttes.

3.2 Au niveau du modèle de fonctionnement adopté en classe

3.2.1 Par une approche pédagogique qui permet à toutes et à tous de s'exprimer également (discussion en petites équipes, tour de table, etc.)

3.2.2 Par une approche pédagogique qui s'assure du partage de la parole, du temps de parole et qui valorise également toutes les interventions (discussions sur le pouvoir de la parole, pour se donner des moyens concrets de la partager; interventions pour que l'on ne coupe pas, ne se moque pas ou fait comme si on n'avait pas entendu).

3.2.3 Par une approche pédagogique qui permet à chacune et chacun de participer à la production du cours, par ses expériences et son vécu, pas seulement à la personne responsable du cours (rapport d'autorité, cours magistral, etc.).

3.2.4 Par une approche pédagogique qui considère valables différents moyens d'expression et de connaissances pour réaliser les objectifs du cours (audio-visuel, jeux de rôles, enquêtes, etc.).

3.2.5 Par une approche pédagogique qui vise à l'implication des personnes et à la production d'outils concrets servant à transformer la réalité.

3.3 Au niveau du travail académique relié au cours: la «pédagogie-action».

À date, dans tout le réseau scolaire, il n'a jamais été question ou très peu de considérer le processus pédagogique comme un processus de création de connaissances. Le courant officiel transporte l'idée qu'il s'agit de transmettre des connaissances entre d'une part, une ou des responsables de classe ou de cours et d'autre part, des élèves de quelque niveau que ce soit. Mais, à partir du moment où l'on adopte, tout comme dans la recherche-action, un

modèle qui permet l'implication consciente et égalitaire des participantes et participants dans un projet commun d'apprentissage, il en est tout autrement. Ce sont les participantes, par exemple les enseignantes qui connaissent bien leur milieu scolaire, qui apportent des exemples, analysent leur milieu, créent des outils d'intervention, les adaptent et font le point sur leurs démarches. Pour moi, il s'agit là d'un processus de recherche qui conduit à la production de connaissances nouvelles. Ce type de recherche, intégré à l'enseignement et qui débouche sur l'action, pourrait s'appeler « *pédagogie-action* ». Elle se situerait dans le cadre des réflexions avancées par la pédagogie progressiste et la recherche-action.

La recherche-action présente, en effet, un modèle de recherche « *dans lequel les auteurs... et les acteurs sociaux se trouvent réciproquement impliqués dans l'action. Les acteurs cessent d'être simplement un objet d'observation (et) deviennent des sujets parties prenantes de la recherche - à sa conception, à son déroulement, à sa rédaction et à son suivi* ».[3]

Et la pédagogie progressiste privilégie, tant qu'à elle, l'élaboration de projets répondant aux six conditions suivantes:

- le projet correspond à une tâche;
- le projet est défini et réalisé en groupe;
- le projet implique une adhésion et une mobilisation du groupe;
- le projet se marque par une volonté collective d'intervention et de transformation;
- le projet aboutit à un résultat concret, matérialisable et communicable;
- le projet présente une utilité par rapport à l'extérieur du groupe. »

En l'occurrence, dans l'optique d'une pédagogie féministe j'ai privilégié les orientations suivantes pour développer la « *pédagogie-action* »:

3.3.1 L'élaboration d'un travail collectif (projet) réalisé en petits groupes ou au niveau du grand groupe. Le travail collectif permet de développer l'entraide, la solidarité et la confiance en soi et le partage des responsabilités.

3.3.2 L'élaboration d'un travail concret qui sera utile pour le groupe et pour d'autres à partir de la réalité analysée. Ex. Développer des moyens d'intervention en vue de l'égalité des personnes.

3.3.3 L'élaboration d'un travail, basé sur l'expérimentation et la pratique, comme base d'apprentissage à partir de différents moyens d'expression.

3.3.4 L'élaboration d'un travail concret qui vise à l'implication sociale dans son milieu et même à des transformations réalistes.

4- Le cours « Sexualité et sexisme au primaire »: un exemple

4.1 Les objectifs

C'est en 1984 que j'ai offert pour la première fois le cours « **Sexualité et sexisme au primaire** ». Mes objectifs généraux étaient de:

- sensibiliser les intervenantes et les intervenants du milieu scolaire au rôle de l'école dans la reproduction des rapports sociaux, dont le rapport hommes-femmes;
- intervenir pour que l'école devienne un lieu de changement pour le développement de rapports égalitaires entre hommes et femmes, à partir de nouveaux modèles.

Mes objectifs d'intervenante étaient, d'une part, de remettre en question les préjugés conscients ou non qui sont véhiculés et de permettre l'acquisition de connaissances qui susciteraient un désir de transformation; d'autre part, d'amener les intervenantes et intervenants de l'éducation à développer leurs propres moyens d'intervention pour transformer les rapports discriminatoires qui existent en milieu scolaire.

4.2 *Le matériel utilisé*

Le matériel utilisé dans le cadre du projet a servi à la préparation des rencontres qui se sont déroulées sous forme de séminaires. Des lectures et des suggestions d'activités, réunies sous forme de dossiers, ont été distribuées à chaque membre du groupe la semaine précédant la rencontre.

Les dossiers comprenaient des textes courts, pertinents et accessibles sur les différents aspects de l'apprentissage des rôles sexuels, de même qu'une série d'activités à réaliser dans le milieu scolaire. Les thèmes traités dans ces dossiers se rattachaient à plusieurs des domaines par lesquels s'effectue l'apprentissage des rôles sociaux, par exemple: la famille, les jeux et jouets, la littérature enfantine, la télévision, les sports, les activités physiques, les sciences du langage, les carrières et professions, les mathématiques, etc.

Chacun des dossiers comprenaient les étapes suivantes:

- Dans un premier temps, introduire la problématique du sexisme par une réflexion sur les conditions de vie actuelles des femmes adultes. Des données récentes et une analyse concise accompagnaient cette partie.
- Deuxièmement, faire le lien entre le monde des jeunes et celui des adultes par un questionnement sur l'apprentissage des modèles et des rôles sociaux qui y sont rattachés.

Une série de questions sur les comportements et les attitudes des jeunes du milieu scolaire soutenaient cette démarche.

Enfin, un éventail d'activités concrètes était suggéré pour vérifier les constatations qui pouvaient découler des premières étapes. Ces activités visaient à faire analyser par les enseignantes et enseignants le degré d'assimilation des modèles sociaux actuels offerts aux jeunes (par de l'observation, des enquêtes ou des entrevues) et à mesurer également la réceptivité des jeunes face aux nouveaux modèles sociaux offerts par des personnes familières dans un environnement connu.

L'exemple suivant pourrait servir ici à illustrer très concrètement un des thèmes étudiés: **Le marché du travail: quel avenir pour les filles? L'apprentissage des rôles sexuels par les modèles proposés sur le marché du travail.**

1re étape: Données sur la présence des femmes sur le marché du travail et sur les secteurs de travail.

2e étape: Réflexions sur les aspirations des femmes. Ex.: Une étude américaine révèle que 73 % des filles de 8e année interrogées veulent être mères et épouses ou infirmières, enseignantes, esthéticiennes et secrétaires.

Questions sur le type d'intervention des enseignantes et des enseignants face à cette réalité.

3e étape: Activités suggérées: enquête auprès des jeunes sur leur projet d'avenir; intervention en classe à partir d'une entrevue avec une personne occupant un métier non traditionnel; travail de classe pour monter un cahier d'images qui

illustrent des métiers non traditionnels, etc. Toutes ces activités visaient également à corriger l'apprentissage de la lecture, des mathématiques, etc. Les enseignantes et les enseignants ont répondu et participé fortement à cet aspect du projet pour adapter les activités en fonction de contraintes pédagogiques.

4.3 Les autres thèmes traités dans le cours étaient les suivants

- L'apprentissage des rôles sexuels pendant la petite enfance par les jeux et jouets, les vêtements, la littérature enfantine.
- L'apprentissage des rôles sexuels d'après les modèles parentaux : « papa travaille ... maman, a travaille pas ».
- L'apprentissage des rôles sexuels par les médias d'information et la publicité.
- L'apprentissage des rôles sexuels par les sports, l'éducation physique et les « activités libres ».
- L'apprentissage des rôles sexuels dans le milieu scolaire par le biais du matériel scolaire, des règlements ou des attitudes et attentes du personnel enseignant.

4.4 Formule pédagogique

La réussite du cours dépend, bien sûr, de la pertinence des questions posées et du matériel utilisé, mais également du modèle de fonctionnement choisi. À partir d'une pédagogie féministe, des modèles de travail collectif et d'échanges soutenus ont été adaptés. Le matériel académique (les modules) a constamment servi de support aux échanges tout en permettant de maintenir le projet dans ses orientations.

4.5 Les travaux de recherche réalisés

À chaque rencontre, la mise en commun d'expériences et de vécus dans le milieu scolaire n'a posé aucune difficulté. Plusieurs ont apporté des témoignages et une documentation écrite qui constituent du matériel très important pour la recherche sur le sexisme dans le milieu scolaire. Plusieurs ont entrepris de traiter à fond certains dossiers, de les enrichir ou de les adapter davantage à leur réalité. D'autres ont décidé de faire coïncider davantage l'apprentissage des savoir-faire traditionnels et l'intervention contre le sexisme au primaire. Tous les documents montés par les collectifs offrent l'avantage d'avoir été élaborés par des ressources du milieu en fonction du milieu scolaire et, donc, d'être réutilisables par d'autres intervenantes et intervenants.

Je vais maintenant vous parler brièvement des sujets de recherche qui ont fait l'objet des travaux collectifs.[8]

- **Cahiers d'intervention contre le sexisme au primaire.** En s'inspirant du document de la CEQ **Pour créer de nouveaux rapports femmes-hommes,** deux collectifs (groupe-cours) ont produit des cahiers qui suggèrent des activités d'intervention contre le sexisme tout en favorisant l'apprentissage des savoir-faire traditionnels. Les items suivants y sont précisés ou décrits : le genre d'activité, le degré scolaire, la ou les matières visées, les objectifs d'intervention et les objectifs pédagogiques, le contenu et la méthode, les références suggérées et des remarques ou conseils s'il y a lieu. Chaque cahier contient environ une trentaine d'activités qui reprennent les thèmes du cours.
- **Texte sur la responsabilité maternelle,** réalisé par sept enseignantes du primaire. À partir des commentaires entendus dans le milieu scolaire, les auteures illustrent de quelle façon « *la mère* » est l'interlocutrice privilégiée des

enseignantes et enseignants: pour accompagner, pour aider aux devoirs, pour habiller, pour les lunchs, pour les retards, etc. Responsable et souvent... fautive.

- **Enquête sur les jeux et jouets préférés ou désirés par les enfants** et **enquête sur les jeux et jouets que les parents de ces jeunes avaient l'intention de leur acheter** (occasion de la fête de Noël) (vingt parents et vingt enfants ont été interviewés). Les résultats illustrent la tendance habituelle de la division sexuelle des rôles, les résistances au changement et mettent en évidence certains préjugés.
- **Analyse des bandes dessinées.** Un groupe a rencontré soixante-douze jeunes (trente filles et quarante-deux garçons) de 5e année pour connaître leurs bandes dessinées préférées par le biais d'un sondage. Une analyse de contenu de ces bandes dessinées a ensuite été réalisée. Les résultats sont étonnants: la bande dessinée préférée par les garçons était la dernière choisie par les filles; celle préférée par les filles était l'avant-dernière choisie par les garçons. Le groupe a avancé des hypothèses d'interprétation intéressantes et mis en évidence le sexisme contenu dans les cinq bandes suivantes: Tintin, Schtroumpfs, Astérix, Lucky Luke et Boule et Bill.
- **Analyse des principaux messages publicitaires où apparaissent des enfants ou encore qui sont destinés aux enfants.** Trois groupes ont travaillé cette problématique en étudiant soit la publicité orale, soit la publicité écrite et ont proposé des moyens d'intervention auprès des enfants pour les sensibiliser au sexisme dans ce domaine.
- **Enquête sur les projets de profession future des enfants.** Deux groupes ont travaillé à cette problématique. L'un a effectué un sondage auprès de 286 enfants du 2e cycle du primaire, l'autre auprès de 155 jeunes de 6e année. Tous les milieux socio-économiques étaient représentés. Les résultats confirment des choix différents, selon le sexe, dans les métiers habituellement attribués à l'un ou l'autre sexe. Par ailleurs, une certaine volonté de diversifier ces métiers a été décelée chez un nombre restreint de personnes, des filles uniquement.
- **Enquête sur le type de vêtement préféré par les enfants et les raisons qui motivent leurs préférences.**
- **Cahier *Le sexisme au jeu... j'interviens!*** Ce cahier est le résultat du travail collectif de tout un groupe-cours. Il contient des observations sur le sexisme dans les jeux, les sports et les activités libres au primaire à partir des commentaires entendus et des conduites observées, de la maternelle à secondaire I. Il propose également un certain nombre d'activités d'intervention.

Conclusion

J'ai rencontré depuis plusieurs des personnes qui ont suivi mon cours et participé à ces travaux de recherche. Elles m'ont parlé des projets qu'elles mettaient sur pied dans leur milieu pour combattre le sexisme. Mais, elles m'ont également parlé de leur isolement et de la résistance des collègues ou de la direction. Il n'est pas toujours facile de sensibiliser le milieu et c'est pourquoi l'idée du Forum auquel nous participons aujourd'hui pourrait avoir des effets positifs. En ce sens, je souhaite que les échanges que nous aurons dans cet atelier vous donnent le désir d'expérimenter vous aussi, dans votre milieu, une pédagogie féministe et une pédagogie-action.

1. Je remercie ici Jean-Claude St-Amant, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Rimouski, qui travaille présentement à réunir, sous la forme d'un ouvrage collectif, des expériences de pédagogie active.

2. Une partie de cette section a déjà fait l'objet d'une communication à un atelier sur la pédagogie féministe au Cégep de Limoilou, en juin 1985. L'intervention féministe, en tant que concept et pratique, a surtout été développée dans le domaine de la santé, au niveau des relations d'aide entre intervenantes et femmes. Pierrette [illegible] et Michèle [illegible] en ont synthétisé l'approche au colloque sur l'intervention féministe tenu à Rouyn-Noranda, les 3 et 4 avril derniers. Ma réflexion sur la pédagogie féministe a beaucoup de points communs avec ce type d'intervention.

3. J'ai adapté ici, pour les fins de l'enseignement, des concepts et une définition que j'avais développés pour la recherche-action. Dans « ***Recherche-action féministe: enjeux et défis*** », qui sera publié dans les ***Actes du colloque du GREMF, Approches et méthodes de la recherche féministe***, sont expliquées mes conceptions de la recherche.

4. Bunch, C. et Cardey, S. « ***Introduction*** », dans Nouvelles questions féministes, no 8, Paris, p. 14.

5. Dubost, J. « ***Les critères de la recherche-action*** », dans revue **Pour**, no 90, juin-juillet 1983, p. 20.

6. « ***La pédagogie du projet: une pédagogie de la libération*** », éd. par la CEQ, l'Alliance des professeurs de Montréal et les publications La Maîtresse d'école, 1978, pp. 22 à 26. Le Collectif de pédagogie progressiste de Rimouski a produit des recherches qui ont influencé les orientations données ici. Voir, plus particulièrement au sujet du pouvoir de la parole: Aubin, M., Fortin, L. et R. [illegible], **Nous avons cinq ans et nous avons tous et toutes des choses à dire**, [illegible], 1983, pp. 160-168 et au sujet des orientations générales, Aubin, M. et al., **La pédagogie progressiste, une pédagogie au service des classes populaires**, Rimouski, 1981, 43 p.

7. Les points 1 et 2 concernant les objectifs et le matériel utilisé sont tirés de P. Bouchard, « ***Les petites filles modèles: présentation du résultat d'une expérience d'intervention contre le sexisme auprès des enseignantes et enseignants du primaire*** », dans **Femmes, images et modèles**, Montréal, 1985, pp. 266-275.

8. Des copies de ces recherches sont disponibles auprès de l'auteure, moyennant des frais raisonnables, à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, téléphone 656-3750.

E-3 LES FILLES ET LES MÉTIERS NON TRADITIONNELS

Michèle Berthelot,
Coordination à la condition féminine, Ministère de l'Éducation

Nous venons chacune de feuilleter dans notre mémoire pour y retrouver les empreintes de notre socialisation. Nous avons demandé au cinéaste le film de notre petite enfance à l'âge adulte. Vraisemblance entre l'émotion et la raison, la nostalgie et la révolte, nous avons pris le temps d'analyser le jeu des acteurs et actrices et les dessous du scénario.

Il m'apparaît intéressant de poursuivre notre réflexion en tentant de voir comment ces attentes à l'égard des filles et des femmes se sont inscrites dans les institutions scolaires, de regarder les manifestations de la sexuation des rôles au niveau des choix de carrière des étudiantes d'aujourd'hui et enfin, d'échanger sur les gestes à poser pour ouvrir l'univers professionnel des filles jusqu'aux frontières du « ***non traditionnel*** ».

Parlons d'abord des acquis des filles depuis le **Rapport Parent**. Rappelons qu'au début des années 1960, la situation en éducation était la suivante :

- Le Québec comptait 25 collèges classiques pour les filles et 60 pour les garçons. Cette filière, déléguée pour l'accès à l'université, était empruntée par 5 000 femmes pour 11 000 hommes.
- Le Québec disposait également de 70 écoles normales pour les filles et de 11 pour les garçons. Près de 10 000 étudiantes (9 464) fréquentaient ces écoles. En 1961, plus de 3 000 nouvelles maîtresses d'école faisaient leur entrée sur le marché du travail, diplôme en main.
- 47 instituts familiaux, appelés « ***écoles de bonheur*** », préparaient plus de 1 000 jeunes filles à leur vie au foyer ou à l'enseignement des arts ménagers.
- Les universités francophones accueillaient un peu plus de 10 000 hommes (10 208) et de 1 000 femmes (1 231) en 1960-1961. Rappelons que, pendant longtemps, le clergé et l'élite québécoise partageaient la conviction que les études supérieures, risquant d'éloigner les jeunes filles de leur vocation d'épouse et de mère, « ***outrepassaient les limites du raisonnable*** ».
- Les autres étudiantes se partageaient entre l'école secondaire régulière, l'école commerciale et les écoles d'infirmières.

Dans ce contexte, la réforme scolaire mise en place à la suite du **Rapport Parent** représentait une véritable révolution pour l'éducation des filles. Le déploiement de la formation générale et professionnelle impliquant la disparition des écoles spécialisées et sexualisées, la création des cégeps, la gratuité scolaire jusqu'à l'université, ouvraient la voie à un accroissement de la scolarisation des filles qui n'allait pas tarder.

Rappelons que, à l'époque, selon les données du **Rapport Parent**, les filles ne représentaient que 14 % de l'effectif des collèges classiques et 11 % de la population étudiante universitaire, alors qu'elles étaient « majoritaires » dans les instituts familiaux et les écoles normales où elles comptaient respectivement pour 100 % et 85 % des diplômés.

De nos jours, la présence des filles est équivalente à celle des garçons à chaque ordre d'enseignement. En 1981, les taux de réussite des diplômés étaient les suivants : 90,8 % au secondaire professionnel long, 59,1 % au collégial professionnel et 48,2 % au 1er cycle universitaire. Les filles n'étaient sous-représentées qu'aux deuxième et troisième cycles universitaires.

Le bilan saute aux yeux : il y a un bond considérable dans l'accès des filles à l'enseignement supérieur. Je dirais, avec un brin de cynisme, que quand on part d'aussi loin, c'est difficile de ne pas faire de progrès.

Si l'on raffine un peu l'analyse, on se rend vite compte que, même si les portes de l'école sont grandes ouvertes, une fois entrées, les filles continuent de n'emprunter que certains couloirs qui conduisent à la version moderne des anciennes écoles de filles.

L'étude de la répartition de la clientèle scolaire dans les différentes familles de programmes nous révèle en effet la persistance des filles à s'orienter vers un éventail restreint de programmes, débouchant sur des emplois traditionnellement féminins, et ce, à chaque ordre d'enseignement.

Faisons un petit détour du côté des statistiques de 1981

- Au secondaire professionnel, la participation des filles variait de 0 à 2 % dans la plupart des secteurs traditionnellement masculins (équipement moteur, mécanique, meuble et construction, électrotechnique, hydrothermique, production et service du bâtiment); par contre, les filles formaient plus de 80 % de la clientèle en services de la santé, soins esthétiques, couture et commerce – secrétariat.
- Au collégial professionnel, les filles ne comptaient que pour 10 % des diplômés de techniques physiques (techniques du génie, des matières plastiques, de la mécanique, de l'aéronautique, etc.); par contre, elles se voyaient décerner plus des trois quarts des diplômes en techniques biologiques (techniques infirmières, de laboratoire, de radiologie, etc.).
- Au collégial général, leur représentation était presque deux fois plus importante en arts et lettres (72 %) qu'en sciences (41 %).
- À l'université, on reconnaît moins de 20 % de filles parmi les bachelières des sciences appliquées (génie, architecture, etc.) alors qu'elles recevaient entre les deux tiers et les trois quarts des diplômes en éducation, en arts et en lettres.

Quand on vise l'égalité, on est encore loin du compte!

Évidemment, pour les auteurs du **Rapport Parent**, le problème de l'accès des filles à l'éducation ne se posait pas dans les mêmes termes. Pas question d'envahir les chasses gardées masculines! L'école préparerait d'abord *la jeune femme à la vie familiale et ensuite à la vie professionnelle. Ce deuxième volet de sa formation visant à faire d'elle un être «intéressant» pouvant une certaine sécurité du fait qu'elle pourrait au besoin aider financièrement son mari, ou assurer la subsistance de la famille si ce dernier venait à faire défaut.* Autre temps, autres mœurs! Et si on regardait un peu vers l'avenir...

L'égalité entre garçons et filles dans le niveau de scolarisation étant pratiquement atteinte, l'école d'aujourd'hui ne devrait-elle pas viser le déclassonnement des choix de formation? Mais peut-être vous demandez-vous s'il

est vraiment pertinent d'accroître la participation des filles dans les formations et métiers non traditionnels? J'aurais envie d'enverser le fardeau de la preuve: n'est-ce pas plutôt l'absence des filles d'un aussi grand nombre de champs de formation et d'emploi qui devient de plus en plus difficile à expliquer?

Vous êtes-vous déjà demandé:

- **POURQUOI** les femmes ne représentent que 1 % des ingénieurs canadiens? Et pourquoi le tiers d'entre elles sont immigrantes d'Europe de l'Est?
- **POURQUOI** les femmes ne réparent pas les appareils ménagers dont elles sont pourtant les principales utilisatrices?
- **POURQUOI** la dextérité manuelle des femmes leur sert à faire de la dentelle mais pas de la chirurgie?
- **POURQUOI**, alors qu'elles le faisaient durant la Seconde Guerre mondiale, les femmes ont cessé d'assembler, de souder ou de conduire des machines lourdes?

POURQUOI DONC? Je vous laisse chercher réponses à ces questions. Pour ma part, je vais tenter de vous donner quelques-unes des raisons qui justifient l'intégration d'un plus grand nombre de femmes dans les métiers non traditionnels.

1. Est-il nécessaire de rappeler que les femmes doivent et veulent travailler. Il est clair que, pour assurer sa subsistance, le mariage n'est pas un substitut à l'emploi. Pour employer une expression consacrée en matière de normes minimales de travail, « les congédiements sans cause juste et suffisante » après plusieurs années de service sont légion. Un mariage sur trois se termine par un divorce. Le soin des enfants n'est plus une occupation permanente à temps plein. L'indice moyen de fécondité au Québec était de 1,5 enfant par femme en 1982.[1]

2. Les emplois traditionnellement féminins sont menacés. Les effets actuels ou prévisibles des changements technologiques de même que les coupures de postes dans la fonction publique risquent d'affecter grandement les travailleuses, concentrées à 80 % dans le secteur tertiaire de l'économie. Les femmes auront donc intérêt à diversifier leur orientation professionnelle.

3. Les emplois traditionnellement masculins représentent un éventail considérable d'emplois. Au Québec, d'après les données du Recensement de 1981, 148 occupations sur une possibilité de 502 étaient considérées comme non traditionnelles, c'est-à-dire qu'on y comptait au moins deux fois plus d'hommes que de femmes.[2] C'est donc près des deux tiers des occupations qui sont largement monopolisées par les hommes pendant que la majorité des femmes demeure confinée dans 20 des 502 groupes professionnels. L'accès à ces métiers non traditionnels devrait être plus facile, la mécanisation et l'automatisation ayant éliminé une bonne partie des exigences de force physique antérieurement associées à plusieurs de ces emplois.

4. Les occupations traditionnellement masculines offrent, en général, des conditions d'emploi et de salaire plus avantageuses.

Il est intéressant de noter que, en 1984[3], les cinq programmes les plus performants du collégial professionnel étaient cinq programmes de formation

de la famille des techniques physiques, la plupart à forte fréquentation mascu-
line, les techniques de chimie analytique, de génie chimique, mais aussi du traite-
ment, fabrication mécanique et dessin de conception mécanique. Les indica-
teurs de performance portaient sur le pourcentage de personnes en emploi, le
taux de chômage, le pourcentage en emploi à temps plein et la relation études-
emploi. Je me dois de souligner cependant que, ces dernières années, les sor-
tantes du système scolaire ont connu des taux de chômage inférieurs aux sor-
tants. Elles travaillent cependant plus à temps partiel et gagnent nettement
moins. Toujours en 1984, les garçons diplômés du collégial professionnel en
emploi à temps plein gagnaient 42$ de plus par semaine que les filles dans la
même situation, soit 308$ contre 266$.

L'écart de salaire ne s'explique pas uniquement par les différences dans
les choix d'orientation cependant. La concentration des femmes dans un nom-
bre restreint de professions pourrait expliquer jusqu'à 40 % de cet écart.

Il est difficile de savoir si les filles qui s'inscrivent dans les programmes
de formation traditionnellement masculins en tirent les mêmes avantages que
leurs collègues masculins. Leur nombre est encore si petit que les données
recueillies ne peuvent être généralisées. Pour les mêmes raisons, il est difficile
de comparer la situation des filles en formation traditionnelle et non tradition-
nelle. Dans les cas où des données sont disponibles, l'avantage, du moins au
plan du salaire, semble aller aux filles non traditionnelles. Par exemple, en 1984,
les diplômées du collégial professionnel en électronique gagnaient 395$ par
semaine et celles en instrumentation et contrôle 414$, les salaires hebdoma-
daires moyens des diplômées des trois programmes les plus fréquentés par les
filles étaient de 233$ en secrétariat, 373$ en techniques informatiques et 225$ en
finance. L'écart est tout de même considérable.

Bien sûr, les données devraient être analysées plus en profondeur. Le
peu de temps dont je dispose m'oblige cependant à me mettre en lumière que
les avantages économiques que retireraient les femmes d'une plus grande par-
ticipation aux métiers non traditionnels. Il serait intéressant d'élargir la perspec-
tive et d'évaluer les avantages sociaux et économiques que retirerait l'ensem-
ble de la société d'une moins grande ségrégation sexuelle des emplois.

Je crois cependant que les quelques faits évoqués suffisent à démon-
trer la nécessité d'accroître la participation des filles dans les secteurs de for-
mation et d'emplois non traditionnels.

Ceci dit, comment faire pour combler le fossé existant entre la persis-
tance des filles à s'orienter traditionnellement et la nécessité de plus en plus
manifeste pour elles de sortir des sentiers battus? Le laisser-faire est-il suffisant?

Récemment, un collègue avec qui je discutais me dit, « il y a de plus
en plus de filles dans les métiers non traditionnels. La tendance se dessine d'elle-
même ». Sceptique de nature, j'ai pris le temps d'observer la tendance. Mon
collègue avait en partie raison. Les femmes avaient, au cours des dernières
années, fait des percées remarquables dans certains fiefs masculins, en méde-
cine, en droit, en administration par exemple. Je vous ferai remarquer cepen-
dant que ces incursions se sont faites dans les domaines reliés de près aux soins
de santé et au travail de bureau, qui, mis à part le haut de la hiérarchie, avaient
toujours accueilli un nombre important de femmes. De plus, si entre 1975 et
1983 [7] les déplacements d'une famille de programmes à l'autre ont été beau-
coup plus marqués chez les filles que chez les garçons, ces déplacements se
sont effectués largement au profit du secteur de l'administration. La concentra-
tion des filles en techniques physiques et en sciences appliquées, secteurs con-

sujettes comme les plus prometteurs, a connu peu de modification.

Vous vous dites peut-être que ce n'est qu'une question de temps. Le pont où les tavernes se sont transformées en brasseries, elles n'ont pas du même coup été emballées de femmes. Il faut laisser aux filles le temps d'oublier l'image des anciennes écoles de métiers et des écoles techniques.

La tendance à l'accroissement de la participation des filles dans les secteurs non traditionnels de formation est bien réelle. Mais, au rythme de la descente des eaux, dans combien de temps les filles peuvent-elles espérer atteindre l'égalité de représentation? Bien sûr, il ne s'agit pas de contraindre les filles à opter pour des programmes qui ne les attirent pas dans le seul but d'en arriver à une représentation égale des sexes, soit 50-50. À cette étape-ci, il s'agit plutôt, en utilisant 50 % comme indicateur d'une égale répartition des sexes, de mesurer l'ampleur de l'écart qui sépare les choix des filles de ceux des garçons. Je me suis donc permise, sur ces bases, de faire quelques projections.

- Au niveau universitaire, la participation des filles en sciences appliquées est passée de 9,1 % en 1975 à 18,9 % en 1983. Leur participation a donc doublé. Ça va bien me direz-vous. Mais, si la tendance se maintient, soit une augmentation moyenne de 1,2 % par an, il nous faudrait 26 ans pour atteindre l'égalité. Plus d'un quart de siècle, tout de même.
- Au collégial, la participation des filles en techniques physiques est passée de 8,4 % en 1976 à 10,2 % en 1983, marquant une augmentation moyenne de 0,26 % par an. À ce rythme, il nous faudrait un peu plus de 150 ans pour atteindre les 50 %. C'est encore moins que les 150 ans que nous avons mis pour être admises à l'Académie française mais c'est un peu long à mon goût.
- Au secondaire, comme la participation des filles dans les programmes traditionnellement masculins n'atteint toujours pas 2 % et que le mercure semble au beau fixe depuis des années, je ne me suis pas aventurée dans les calculs des fractions, sachant à l'avance qu'à ce rythme, nous en avions pour des siècles et des siècles. Amen.

Vous aurez deviné que j'ai trouvé le rythme de la tendance un peu lent. Je pense qu'il ne serait pas inutile qu'ensemble on appuie un peu sur l'accélérateur...

Mais que faire? La question reste entière.

Deux axes d'intervention pourraient être privilégiés: 1) améliorer les conditions de formation des étudiantes non traditionnelles et 2) organiser des activités d'orientation des filles aux carrières non traditionnelles.

Près de 50 entrevues effectuées dans le cadre du projet « *Explorons de nouveaux espaces* »[5] nous ont appris que les conditions faites aux étudiantes en formation non traditionnelle sont parfois pénibles, et ce, principalement au secondaire. L'accueil des contremaîtres au premier atelier est froid; le harcèlement sexiste et sexuel, même s'il est parfois pris avec humour, est très présent.

Dans l'ensemble, les garçons se montrent sceptiques devant les revendications des filles et heureux de leurs échecs. Les filles doivent « passer le test » à un âge où il est difficile de relativiser sa situation, de se voir comme un maillon de la chaîne de la discrimination systémique et historique. À l'adolescence, c'est plutôt tendance à le « *prendre personnel* »... À l'université, l'insertion dans un programme non traditionnel semblait engendrer plus facilement des relations plus égalitaires.

Une enquête menée par la Direction générale de l'éducation des adultes auprès des femmes inscrites en formation non traditionnelle[6] nous apprend

que, si une faible minorité (11 %) d'entre elles se plaignent des lourdes charges à soutenir dans le cadre de leur formation, la moitié des étudiantes se disent dérangées ou affectées par les propos troublants ou des membres de leur entourage, alors que 27 % disent avoir subi de la discrimination et 20 % du harcèlement sexuel. Les conditions sociales de formation semblent donc peser plus lourdement que les conditions matérielles et les exigences physiques de l'emploi.

L'absence de modèle de travailleuses en emploi non traditionnel et le manque d'information contribuent grandement à la sous-représentation des filles dans les secteurs de formation traditionnellement masculins. Ne pas intervenir et laisser les filles choisir leurs carrières en fonction des intérêts développés depuis l'enfance, cela équivaut à laisser libre cours au jeu des stéréotypes. Les filles ont eu peu d'occasions d'explorer les domaines scientifiques et techniques. La probabilité de côtoyer une travailleuse non traditionnelle est encore très faible. Voilà pourquoi un travail systématique pour intéresser un plus grand nombre de filles aux métiers non traditionnels s'impose.

Les deux objectifs vont de pair. Plus il y aura des filles en formation non traditionnelle, plus les conditions difficiles dues à l'isolement risquent de s'atténuer, plus les conditions de formation seront agréables, plus il sera facile d'y amener des filles. C'est comme le bon vieux principe des petites saucisses d'hygiène : *« Plus tu en bouffes parce que plus de gens en mangent, plus de gens en mangent parce qu'elles sont fraîches ! »*

Malgré quelques initiatives locales heureuses, on compte encore sur les doigts de la main les intervenants et intervenantes du monde de l'éducation ayant mis en place des programmes pour accroître la participation, assurer le maintien en formation et l'intégration à l'emploi des étudiantes en formation non traditionnelle.

En terminant, j'aimerais vous faire part des réalisations du MEQ en cette matière, pensant qu'elles pourraient inspirer vos actions futures. ☼ Mis à part des activités de recherche, le MEQ a centré ses efforts sur l'instrumentation du personnel scolaire, principalement le personnel d'orientation et d'éducation au choix de carrière.

La vidéo et la brochure « **Explorons de nouveaux espaces** », document d'information sur les carrières non traditionnelles prometteuses, ont été mises à la disposition des écoles secondaires en février 1985. Une chronique mensuelle dans la revue *« Elles d'aujourd'hui »* a permis de présenter des interviews avec des jeunes travailleuses en emploi non traditionnel. D'autres productions sont en cours, leur distribution dans le réseau est prévue pour l'automne prochain. Il s'agit : a) d'une banque de conférencières en emploi non traditionnel disponibles à rencontrer les élèves du secondaire; b) d'une brochure présentant les histoires de vie d'une vingtaine de Québécoises en emploi non traditionnel; c) d'un guide de planification d'ateliers sur la technologie; d) d'un guide pour l'organisation d'une session de perfectionnement du personnel scolaire à l'égard de la problématique des métiers non traditionnels.

Le matériel produit ne sera obligatoire dans aucun cours. Le risque est grand. Les activités, sur une base volontaire, pourront-elles se tailler une place à travers les contraintes matérielles, les programmes chargés, les horaires planifiés et les tâches amplifiées?

On a souvent dit que les travailleuses faisaient largement les frais de la crise économique. Il faudrait prendre garde que les étudiantes ne fassent pas les frais de la crise scolaire.

On a souvent tendance à accuser le personnel d'orientation ou les parents d'amplifier le conformisme des filles. On pourrait se demander quel rôle jouent actuellement les autres intervenants scolaires, les professeurs en particulier, dans le maintien de cette situation. Par exemple, une enquête menée auprès des enseignantes et enseignants du primaire-secondaire révélait que 35 % d'entre eux se disaient d'accord avec le fait que les garçons devraient songer plus sérieusement à une carrière que les filles.[11] Cette conception de l'enseignant ou de l'enseignante est inévitablement transmise aux élèves et prend la forme d'attentes différenciées selon le sexe à l'égard de la réussite scolaire. On peut douter que les performances des filles en sciences ou en technologie soient suivies avec autant d'intérêt que celles des garçons dans un contexte où l'on banalise leur future carrière. Les activités d'enseignement déterminent souvent plus lourdement les choix de carrière des élèves que l'heure passée dans le bureau du conseiller ou de la conseillère d'orientation. Voilà pourquoi on ne peut laisser à un seul groupe d'intervenants spécialisés le poids de changer les trajectoires scolaires des filles.

L'intégration des filles dans les secteurs de formation non traditionnels nécessite une action concertée de l'ensemble des intervenants du monde de l'éducation. Si on essayait ensemble d'imaginer les possibles...

1. **Rapport Parent, rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec**, tomes I et II, MEQ, 1963.
2. J.P. Dubois, **Diplômes 1983**, Direction des études économiques et démographiques, MEQ.
3. S. Messier, **Les femmes ça compte**, CSF, 1984.
4. CEIC, **Les femmes et les professions non traditionnelles**, CEIC, Gouvernement du Canada, sept. 1984.
5. P. Michel, **Relance au collégial : Promotion 1982-1983 : Situation au 30 mars 1984**, Direction des politiques et des plans, MEQ, 1985.
6. J.A. Boulet et L. Lavallée, **L'évolution de la situation économique des femmes**, Conseil économique du Canada, 1984.
7. MEQ, **Données sur les diplômes**, Direction des études économiques et démographiques.
8. M. Berthelot et T. Mailloux, **Explorons de nouveaux espaces**, CSF/MEQ/MESS, 1985.
9. D. Barette, **Les femmes et les métiers non traditionnels**, DGEA, MEQ, 1984.
10. Coordination à la condition féminine, **Plan d'action triennal : Éducation : Condition féminine, 1985-1988**, MEQ, 1985.
11. C. Lessard et J. Bouquet, **Les enseignantes et enseignants du Québec : une étude socio-pédagogique**, MEQ, 1984.

E-4 LES MÉDIAS ET LES FEMMES

Colette Beauchamp,
journaliste féministe

Les médias parlent-ils de nous d'un point de vue féminin ou féministe? Je répondrai à cette première question en disant que les médias parlent de nous d'un point de vue masculin, d'un point de vue misogyne. Les mass-médias – et il faut inclure le cinéma, la télévision (dans les autres secteurs que l'information proprement dite), la vidéo, la presse pornographique, la publicité, l'industrie du disque – transmettent massivement le masculin et, depuis deux à trois ans, une intense recrudescence de machisme. Il y a aussi, conséquemment, actuellement, dans la presse, recrudescence du point de vue féminin – i.e. de l'utilisation des femmes journalistes pour faire passer des modèles féminins intériorisés par le biais d'articles de mode, de beauté, de cuisine, d'articles qui renforcent les stéréotypes de façon subtile ou directe. Les journalistes italiennes écrivaient dans ***Écrire contre***, publié à la suite du premier colloque qu'elles avaient tenu en 1977, sur les femmes et l'information : « ***c'est aux femmes qu'incombe le devoir de faire passer un modèle féminin antiféministe, de se nier elles-mêmes pour nier les autres femmes*** ».

Que s'est-il passé? On invoque pour expliquer la situation actuelle le retour de la droite, cette malédiction inévitable contre laquelle nous ne pourrions rien puisque l'ensemble de la population semblerait glisser d'elle-même vers cette orientation. Ce courant de privatisation, de déréglementation, de néo-libéralisme conservateur qui frappe les pays occidentaux n'est pas une pensée politique, économique, sociale. C'est une arme politique et idéologique masculine, vieille de deux cents ans, qui va à l'encontre de la marche et de la démarche des femmes, de l'affirmation de notre vision du monde, de nos valeurs, de nos solutions, qui va à l'encontre de la mutation des mentalités que le féminisme a engendrée depuis 1970. Nous n'avons rien à voir avec cette idéologie matérialiste rétrograde, basée sur l'appropriation du pouvoir et de l'argent par quelques-uns, qui fait la promotion de l'individualisme sauvage, de la compétition, de l'entrepreneurship privé, de la recherche de l'excellence – formulation trompeuse qui cache la loi du plus fort – de l'idéal « Dieu, famille, patrie ». Comme par hasard, mais il n'y a pas de hasard, les partis politiques les plus puissants chantent à l'unisson. Entre Mulroney, Turner, Bourassa et Johnson, y a-t-il une différence? Il n'y a pas de différence. Comme disent, dans ce message publicitaire d'une marque de savons, les jumeaux qui comparent deux chemises blanches lavées avec différents détersifs.

Il n'y a pas non plus d'évidence que l'ensemble de la population partage cette idéologie et qu'elle ne croit pas plutôt davantage dans des solutions dérivées de nos valeurs de partage du pouvoir, des responsabilités et de la richesse, centrées sur les personnes humaines plus que sur les biens matériels, qui favorisent l'amour, la paix, la coopération, les relations humaines et le respect des différences, dans des solutions qui proposent la décentralisation du pouvoir économique vers les individus, plutôt que vers les compagnies et les multinationales. Un sondage Gallup, mené il y a quelques mois

au Canada, démontrait que la population était plus préoccupée par la faim dans le monde, la paix et l'écologie que par le libre-échange. À la même période, un sondage québécois montrait que les gens favorisaient, dans une même proportion, le maintien des programmes sociaux et l'augmentation des subventions gouvernementales à l'industrie privée. Un autre récent Gallup révélait aussi que 72 % de la population canadienne était en faveur du libre choix de l'avortement.

Ce sont les médias qui propagent l'idéologie néo-libérale à l'exclusion des autres courants de pensée qui traversent la société. Ses promoteurs brandissent la menace de faillite économique collective pour nous forcer à adopter leur solution pour régler les difficultés socio-économiques actuelles. Curieusement, les médias expliquent moins que jamais le contenu et le non-contenu du discours idéologique du pouvoir et ses conséquences. (Rappelons-nous la campagne Bourassa-Johnson.) Et l'outil de propagande au service du pouvoir politique et idéologique que sont les médias assume efficacement son rôle. On voit déjà des traces de contamination grave chez trop de femmes et chez trop de féministes. Il est vital que nous mettions nos masques à gaz et en toute vitesse, pour ne pas nous laisser contaminer par cet agent polluant asphyxiant. Il en va de notre existence, de notre survie et de l'avenir de la planète.

Quel impact les médias ont-ils eu et ont-ils encore sur la prise de conscience des femmes? C'est la prise de conscience des femmes dans le mouvement féministe qui a eu un impact sur les médias et non l'inverse. Très lentement, à partir des années 1965, et, beaucoup plus vigoureusement, à compter de 1972-1973, le mouvement des femmes a pris la parole publiquement. Il s'est donné ses outils de diffusion. Des collectifs de femmes non-journalistes ont créé des médias féministes, à commencer par les publications radicales aujourd'hui disparues comme **Québécoise debout!e!**, **Les Têtes de pioche**, **Des luttes et des rires de femmes**, **L'Entrelles** des femmes de l'Outaouais et la revue mensuelle du RAIF (Réseau d'actions et d'information des femmes) qui, depuis 14 ans, axe sa lutte sur l'action gouvernementale à l'endroit des femmes. À la même époque, d'autres féministes créaient des lieux de diffusion. **La Librairie des femmes**, les maisons d'édition **Remue-ménage** et **Pleine Lune**, un centre de documentation qui passa de main en main jusqu'à **Relais-femmes**, un regroupement qui mit à la disposition des groupes de femmes des instruments de recherche et de formation. On sait l'importance qu'ont eue ces outils de départ que les femmes se sont donnés dans la structuration de la pensée féministe et la démarche de conscientisation des Québécoises.

Par la suite, d'autres collectifs féministes créèrent d'autres lieux de diffusion: livres, vidéo, théâtre, art visuel, musique; certains remplaçant les premiers disparus, la librairie **Aubépine** remplaçant **La Librairie des femmes**. D'autres, encore, créaient des organes d'information fort différents quant à leur orientation, leur réseau de diffusion et l'ampleur de leurs moyens financiers et qui existent encore aujourd'hui, comme à Québec, **Marie-géographie**. Un modeste bulletin, **L'Autre parole**, qui originait de Rimouski apprit à tout le Québec l'existence de féministes chrétiennes, leurs positions et leurs actions. Le Conseil du statut de la femme lança une publication gratuite, **La Gazette des femmes**. À Montréal, le Centre de référence et d'information des femmes tire à 12 000 exemplaires sa modeste revue d'information mensuelle gratuite, **Communiquelles** et, depuis 1980 **La Vie en rose**, parue d'abord sous forme d'encart dans la revue alternative **Le Temps fou**, est devenue un magazine mensuel à tirage respectable, le seul à s'être lancé dans le réseau commercial et à s'y maintenir. (Ce recensement n'est pas exhaustif.)

Par leur prise de parole et leurs actions publiques, visibles et nombreuses, dans tous les secteurs, les féministes ont forcé la porte des médias traditionnels d'information. Le militantisme féministe a imposé le respect à l'endroit des femmes et obligé les médias à limiter leur propre sexisme : du moins pendant un temps et, dans des proportions variables, de l'un à l'autre.

Mais le succès fut toujours relatif. La couverture des activités des groupes de femmes a été constamment réduite, marginalisée et déformée par les médias; la pensée féministe réduite elle aussi, bloquée et discréditée. Les brèches taillées à bout de bras, l'ont été par quelques femmes journalistes conscientes et courageuses. Des magazines féminins comme **Femme d'aujourd'hui** à Radio-Canada et **Châtelaine** ont délaissé, pendant quelques années, la mode et la beauté pour donner place et parole au mouvement féministe, à l'expression réelle des femmes, à leurs préoccupations, leurs conditions de vie réelles, en dépit des messages publicitaires qui nous vantaient la mayonnaise Kraft et contredisaient le contenu et de patrons durs à la détente, contrariés, qui n'attendaient que l'occasion de faire rentrer tout ce beau monde dans le rang. Il est significatif que ce soit dans certains magazines féminins et dans les pages féminines des quotidiens que la parole et la réalité des femmes aient été le plus transmises, secteur d'information jugé dans la profession, moins important, moins sérieux, exigeant moins de compétence et qui dévalorise professionnellement celles qui y sont. Les autres secteurs de l'information sont tellement fermés aux idées des femmes que certaines journalistes, oeuvrant dans les secteurs féminins, en sont arrivées à se sentir des otages des groupes de femmes : étant leur seul canal de diffusion, elles n'arrivaient pas à publier dans un espace restreint tout ce qui aurait dû l'être.

Il n'est pas apparu dans les autres secteurs d'information, comme cela aurait dû être normal, un journalisme de femme qui intègre la condition des femmes à tous les aspects de la vie, qui introduit sa vision, son langage. Il y a eu, ici et là, quelques séries, quelques rubriques, quelques dossiers. Des brèches limitées, limitées dans le temps. Au bout d'un moment, il y a toujours barrage : les patrons mettent fin à ces initiatives parce que traiter l'information d'un point de vue de femme ou simplement le fait de donner la parole aux femmes sur leur réalité est inadmissible : *« ce n'est pas objectif, vous n'avez pas donné aussi la parole aux hommes, vous vous servez des ondes pour diffuser une idéologie »*. Brèches limitées aussi quant à leurs lieux de diffusion. La radio privée, elle, n'a jamais entrouvert la porte. Le peu que les femmes journalistes ont pu accomplir, dans le passé, dans les médias, en payant des coûts élevés en termes d'énergies, de batailles quotidiennes, d'argent, de carrière, de réputation professionnelle au sein du milieu - non pas auprès du public -, c'est la mobilisation des féministes et la force du mouvement des femmes qui l'ont rendu possible.

En 1981, les femmes journalistes prirent publiquement la parole au colloque **Les femmes et l'information** mais sans que cet événement ait de suites réelles dans le milieu. Aujourd'hui, elles travaillent plus que jamais sous cagoule masculine. Désormais, les **Clin d'oeil, Allure, Coup de pouce** pullulent. Ce ne sont pas des femmes qui créent ces publications. Les magazines féminins écrits comme électroniques sont forcés, sous tutelle masculine, au retour aux ornières mode-beauté-décoration ou sont transformés en magazines d'actualité générale pour toute la famille et nous savons très bien ce que cela cache et signifie. Les quotidiens font aussi ce retour qui nous ramène avant les années 1960. Dans tous les autres secteurs d'information, les choix, la manière, le ton des gars

retrouvent l'arrogance que la visibilité du mouvement féministe avait un peu terni en respect. La loi masculine se fait pressante à l'heure actuelle dans tous les médias dans la proportion directe de la pression qu'exerce contre les femmes le pouvoir idéologique et politique masculin.

Tout ce remue-ménage se fait au nom du mythe de l'objectivité. La règle d'or figée dans le béton qui résume l'éthique journalistique mais qui n'est en fait que l'expression de la subjectivité masculine. Ce que l'objectivité ne tolère pas c'est la vision des femmes, leur perception des événements, leur façon de faire. Un journalisme fait d'un point de vue de femme annule la suprématie de l'objectivité, i.e. de la vision masculine des choses puisqu'il démontre qu'il n'y a pas qu'une façon de voir mais au moins deux et chambarde les principes, les pratiques, les coutumes journalistiques. Ce qui est refusé en fait aux femmes, dans les médias, c'est le droit à l'information: les femmes journalistes n'ont pas le droit d'informer en tant que femmes, elles doivent le faire sous l'agenda masculin et les femmes non-journalistes n'ont pas accès à une information dans laquelle elles se reconnaîtraient et reconnaîtraient leurs valeurs, leurs idées, leur réalité. Le miroir n'a qu'un côté et il est masculin.

Là non plus, il n'y a pas de hasard. Une vision bien laïque des choses considère généralement l'information comme le quatrième pouvoir dans la société, après le législatif, l'exécutif et le judiciaire. En fait, le pouvoir de l'information transcende tous les autres. C'est en raison même du pouvoir d'influence extraordinaire des médias que le droit des femmes à l'information est nié. Imaginez d'ici les ravages dans la population si celle-ci avait accès massivement et quotidiennement à la parole de femmes non déguisées.

Les médias traditionnels d'essence et de pratique masculine n'ont jamais voulu et veulent moins que jamais favoriser la prise de conscience des femmes. Bien au contraire. Ils se donnent la mission de diviser les femmes, de discréditer le féminisme et les féministes aux yeux de celles qui sont encore dans l'inconscience ou effrayées par les punitions et les multiples peurs agitées sur leur tête ou isolées dans la difficile démarche de naître à soi-même et de s'identifier comme femme. Une fois la division installée, ils utilisent les propos divergents des unes et des autres pour ajouter encore à la division, créer la confusion et montrer la supériorité de leur cohérence à eux.

Dans la presse, comme ailleurs, mais plus difficilement encore parce que leur profession les situe comme en politique dans un haut lieu de pouvoir qui est public, un noyau de femmes en marche ont tenté de faire leur quotepart et les féministes et les groupes féministes de l'extérieur ont forcé les portes sans réussir à les ouvrir très grandes. Il n'y a pas eu de transformations en profondeur. Il y a eu des accommodements forcés, non consentis.

Nous avons, à travers cela, gagné des points. Le féminisme est connu, pas reconnu. Nous avons réussi à mettre sur la place publique nos réalités et nos oppressions occultées, mais l'affirmation de nos valeurs est interceptée. Par exemple, nous avons nommé la violence faite aux femmes et défait ses mythes et ses préjugés les plus tenaces. Pourtant, cette violence, au lieu de diminuer, a augmenté, entre autres, parce que la presse pornographique, un outil de propagande masculine, est extrêmement puissante. Devant cette autre forme de guerre qui nous est faite, un grand nombre de femmes se sont levées. Mais les médias supportent le discours pseudo-féministe contre l'analyse féministe, un discours qui réduit la pornographie à un débat intellectuel de pours et de contres, qui brandit avec légèreté les bannières de la gauche masculine sur le respect de la liberté d'expression et la liberté sexuelle, qui mélange la notion

E-4 E-4 LES MÉDIAS ET LES FEMMES

Françoise Guénette,
journaliste à *La Vie en Rose*

Approche théorique? Je ne suis pas une théoricienne, mais une technicienne. **La Vie en Rose** est d'abord une expérience pratique, par la méthode des essais et erreurs, sans modèle préétabli et fiable.

Depuis 6 ans, au milieu d'une presse féministe alternative, plus ou moins spécialisée, concentrée sur la couverture des activités du mouvement des femmes, nous essayons, nous, d'interpréter l'actualité en général d'un point de vue féministe. Nous essayons aussi de rendre le féminisme visible, dans ses luttes et recherches mais aussi dans ses succès, production culturelle des femmes, ou exemples efficaces, comme la confrontation d'intervenantes auprès des femmes. Nous essayons enfin de faire un journalisme différent, avec un parti pris idéologique clair et non plus masqué, avec un ton autre, en misant plus sur l'émotion et l'expérience personnelle des auteures et des femmes interrogées, du Québec et d'ailleurs car nous croyons nécessaire l'ouverture au monde.

Le format magazine choisi suppose une diversité de sujets mais aussi d'opinions, la proposition, donc, de modèles pluralistes.

Je pense que cet exercice se compare beaucoup à celui des femmes enseignantes et féministes: on a des objectifs, une lecture, des modèles... à confronter à la réalité, à la conjoncture, à l'évolution des enfants ou des femmes à qui l'on parle. Il faut donc, pour être efficaces, pouvoir raffiner son discours, pouvoir aller plus loin que la théorie.

Mais justement parce qu'il est difficile de travailler quotidiennement, toujours dans le feu de l'action, sans recul, il est bon de s'arrêter et de « théoriser » un peu, c'est-à-dire de faire des liens, d'évaluer les résultats et d'imaginer des stratégies futures plus appropriées.

Je reviens aux questions.

Les médias parlent-ils de nous d'un point de vue féminin ou féministe?

J'ai envie de demander: quels médias?

Et puis, nous qui? le doute de ce grand nous sororal. Il y a les nous Québécoises ou travailleuses syndiquées ou enseignantes ou féministes ou...

Finalement, le point de vue est masculin. Pas au sens de masculinité: ce n'est pas un discours sexué, disait Luce Irigaray. C'est le discours faussement neutre du pouvoir qui parle au pouvoir. Neutre comme la langue française est supposée l'être avec son masculin qui l'emporte toujours. Point de vue masculin, qu'il soit porté par des femmes ou des hommes.

Parfois féminin, dans les magazines pour femmes, parce que lié à des sujets traditionnels: cuisine, beauté, mode, enfants... et utilisant un ton bêtifiant. Rarement féministe: au sens d'une vision globale et intégrée, présupposant l'oppression spécifique des femmes.

Ceci dit, il y a une certaine amélioration depuis par exemple le colloque sur les femmes et l'information de 1981. La couverture des médias écrits ne s'est pas consolidée: repose sur certaines femmes, rares, plus ou moins efficaces, fatiguées. Sauf au **Devoir**, améliorée.

À la tête d'État, plus de femmes [illegible]. Mais [illegible] féminisme [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] ghetto. Très rarement, c'est une [illegible] [illegible] Jean, peut-être.

Par ailleurs, il y a prolifération de magazines féminins [illegible].

Mais le grand progrès, depuis 15 ans [illegible] autonome des femmes. C'est elle qui [illegible] chez certaines femmes une prise de conscience [illegible] un plus grand nombre. Un phénomène que les grands médias ont alors repris et amplifié.

[illegible] presse féministe [illegible] les femmes. Les lectrices de **LVR** sont une famille, [illegible]. Elles se reconnaissent dans **La Vie en Rose** comme d'autres [illegible] dans **Les têtes de pioche** ou **Des luttes et des rires**. **La Vie en Rose** [illegible] la [illegible], par exemple, ou les lesbiennes [illegible].

Ou le dossier cancer

Mais la presse féministe [illegible] d'une meilleure prise sur la réalité [illegible] [illegible].

Dossier presse occidentale: problèmes communs.

D'argent, de conciliation du projet politique et des exigences d'une diffusion large. Adopter ou changer les règles du jeu? Comment?

Et quelles sont les attentes des femmes, féministes elles-mêmes? [illegible] étude de marché [illegible] d'une presse [illegible] aussi positive.

Comment assurer la survie de nos projets, en cette période de [illegible] d'individualisme, de consommation effrénée.

Jean-Claude Leclerc, dans **Mouvements**, a plutôt raison. Même s'il oublie la dimension plaisir. Il est utopique de croire que cela se fera [illegible] avec une heure de militantisme organisé... ou un petit abonnement de [illegible].

E-5 COMMENT ÉLARGIR SES RÊVES?

Lise Julien,
chercheuse et conceptrice pigiste

Que pensent les jeunes filles quand elles pensent à demain? Maureen Baker dans un rapport d'enquête pour le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme (entrevues auprès de 110 jeunes de 15 à 19 ans) rapporte que:

« Les entrevues nous ont permis de constater que les adolescentes [illegible] se faisaient une idée de l'avenir peu conforme à ce que sera probablement leur vie adulte. Elles ne prévoyaient ni chômage, ni divorce, ni pauvreté. Au contraire, elles imaginaient plutôt emplois intéressants, [illegible] époux affectueux, enfants sans problèmes, [illegible] et voyages à travers le monde. Au niveau intellectuel, les adolescentes savent que le [illegible] existe, que les familles se séparent et que de nombreuses personnes vivent dans la pauvreté. Mais elles ont tendance à s'imaginer qu'elles vont [illegible] à l'abri de ces phénomènes extérieurs. »

En conclusion de son enquête, Maureen Baker conseille fortement à tous les intervenants auprès des jeunes filles d'élaborer des méthodes pour sensibiliser les jeunes aux réalités de l'avenir sans pour autant les décourager ou étouffer leurs aspirations. Leur conception romantique de l'avenir s'explique en partie par le fait que les adolescentes ont une expérience très limitée du monde. Elles ne peuvent faire des choix réalistes si elles ne connaissent pas la réalité des femmes sur le marché du travail, les répercussions possibles de la technologie sur les emplois des femmes, les difficultés de la mère qui élève seule ses enfants et la nécessité de plus en plus pressante d'avoir deux revenus dans une famille, soutient madame Baker.

En fait très peu de jeunes filles sont conscientes des réalités d'aujourd'hui et de l'avenir qui les attend.

Selon les données actuelles [illegible], on peut prévoir que sur 10 filles, 9 se marieront, 8 auront des enfants, 6 devront prendre un emploi rémunéré, 3 divorceront, 2 seront seules à la tête de leur famille et 1 sera veuve avant l'âge de 50 ans.

Le mariage est devenu une carrière très incertaine. Au Québec, plus d'un mariage sur trois se termine par un divorce et les familles monoparentales ayant à leur tête une femme représentent 12 % des familles québécoises. [illegible] Les jeunes filles savent-elles qu'après un divorce le niveau de vie d'une jeune femme baisse en moyenne de 60 % alors que celui d'un homme baisse seulement de 22 %? [illegible]

Le Bureau de la Main-d'oeuvre du Canada croit que sur 5 jeunes filles actuellement aux études secondaires, 4 devront être sur le marché du travail pour au moins 30 années de leur vie. [illegible] Voilà qui établit clairement pour les filles la nécessité de développer leur propre carrière. Mais quoi choisir et quelle est la place des femmes sur le marché du travail?

Il y a environ 40 ans, soit en 1946, une Canadienne sur 4 faisait partie de la main-d'oeuvre active. [illegible] Aujourd'hui, 54 % des Canadiennes et 46 % des Québécoises âgées de 15 ans et plus ont un emploi rémunéré. [illegible] La participation des femmes a donc doublé, ce qui n'est pas le cas de leur revenu. En 1980,

E-5 COMMENT ÉLARGIR SES RÊVES?

Josanne Lachapelle,
enseignante A.I.M.

Présentation

Mon profil de carrière

- [illegible]
- [illegible]
- [illegible] **Les insolences du Frère Untel** [illegible]
- [illegible]
  - [illegible]
  - [illegible]
  - [illegible]
  - [illegible]
  - [illegible]
- [illegible]
- [illegible]

Mon profil de femme

- [illegible]
- Pensionnaire 11 ans, règlement, uniforme.
- [illegible]

  Résultat: on m'a faite femme:
  — dépendante
  — soumise
- [illegible]
- [illegible]
- [illegible]

Parlons maintenant des adolescentes d'aujourd'hui et de leurs rêves

Questionnaire : plan de vie

– études
– mariage
– enfants?
– travail
– partage des tâches

Si les « *ELLES* » étaient des « *ILS* » :

– Filles de secondaire V : 17 ans
  – avoir un secondaire V
  – quelques années d'études
  – n'importe quel travail

– La plupart le CEGEP (deux, 2 ou 3 ans) et les
  (?) l'Université et une carrière.

Plus elles avancent dans leurs études, plus elles veulent poursuivre, plus elles pensent se marier fin de la vingtaine.

– Celles qui arrêtent leurs études jeunes pensent à se marier jeunes, pensent aux enfants et sont incertaines à savoir si elles continueront à travailler une fois mariées.

Question: partage des tâches (très ambiguë)

La plupart répondent qu'elles essaieront de s'organiser

« J'arrangerai pour que ça ne paraisse pas que je travaille! »

C'est je crois au CEGEP qu'elles deviennent plus réalistes, plus conscientes de leur vie.

Les horizons s'ouvrent. Le milieu est moins clos. La famille et ses valeurs sont remises en question.

Je pense que chez les adolescentes de 17 ans, les préjugés sont encore tenaces:

Homme:
rationnel
autorité
finance (pourvoyeur)
fort

Femme:
émotion
sensible
besoin de sécurité
belle

ET leurs modèles?

Photos-romans
Harlequin
Dallas : Dynastie
Vedettes (Madona)

Comment donc élargir les rêves de nos adolescentes?

E-7 ÉCOLE ET SEXISME

Ghislaine Fleury,
membre du comité de la condition des femmes CEQ

Introduction

Nous sommes toutes des agentes éducatrices. Que ce soit à titre de mère, sœur, tante, professeure, psychologue, etc.

Alors, comment nous en tant qu'éducatrices répondant à un ou plusieurs des qualificatifs précédents, avons-nous changé et formons-nous des filles différentes et des gars différents?

Au nom du comité de la condition des femmes CEQ, je vais faire avec vous un retour sur le travail fait auprès des jeunes, dans notre milieu de travail.

Dans un 2e temps, je vous parlerai du travail du comité fait auprès des intervenantes et intervenants en éducation, membres de la CEQ.

A) Notre travail auprès des jeunes

1. **À ses débuts en 1974, le comité Laure Gaudreault a mené comme première grande bataille, la lutte aux stéréotypes sexistes dans l'éducation.**

Dans le document du 25e Congrès de la Centrale en 1976, on peut lire la recommandation suivante:

« Que la CEQ dénonce le système social, politique et économique actuel qui maintient et renforce l'infériorisation et l'oppression de la femme par la perpétuation et la transmission des stéréotypes sexistes. »

On alerte aussi les éducateurs et éducatrices en tant qu'agents de transmission de valeurs et de comportements conformes aux modèles traditionnels.

On dénonce l'utilisation de matériel scolaire et en particulier des volumes remplis de stéréotypes sexistes.

C'est à la suite de toute une campagne de sensibilisation qu'on a amené le ministère à se donner une politique de l'évaluation du matériel éducatif.

Pour bien comprendre l'évolution du mouvement féministe à la CEQ, il est important de voir dans quel contexte se situait la lutte aux stéréotypes sexistes, fin des années 1970.

C'était l'époque de nombreux groupes politiques organisés qui luttaient pour l'abolition du système capitaliste.

L'analyse politique, basée sur la division de la société en classes sociales, affirmait qu'en abolissant le système capitaliste, donc, les classes sociales, on assurait l'égalité à toutes et tous.

Les stéréotypes sexistes dans l'éducation n'étaient qu'une des nombreuses formes de discrimination engendrées par le capitalisme.

Dix ans plus tard, donc aujourd'hui, sans nier l'existence des classes sociales, nous avons compris que le système qui exploite les femmes dans toutes les sociétés actuelles et antérieures, c'est le patriarcat. C'est le seul vrai système. Et comme tout système, il comporte ses lois, ses normes. Celles du patriarcat sont basées sur une différenciation homme/femme. On se sert de cette

différence biologique pour assigner des rôles et des fonctions différents à chacun des sexes. Les stéréotypes sexistes sont une des manifestations du patriarcat.

Il est essentiel de comprendre ce à quoi nous nous attaquons pour être en mesure de fournir à nos filles les bons outils.

2- À partir de 1975, la CEQ publie, sous la responsabilité de l'équipe-école, ce qu'on a appelé les « *cahiers d'interventions pédagogiques*. »

Diane Fortin, qui a déjà assumé la responsabilité de l'équipe-école vous parlera tantôt de la réalisation de ces cahiers.

3- En 1985 paraît le résultat d'une large enquête menée à travers le Québec sur le harcèlement sexiste, le harcèlement sexuel et l'agression sexuelle à l'endroit des étudiantes du primaire et du secondaire.

Les résultats sont accompagnés de l'analyse du comité des femmes.

Cette enquête vient confirmer les appréhensions des femmes du comité et du réseau sur les conditions dans lesquelles les filles doivent faire leur apprentissage.

4- 8 mars-jeunesse

Depuis 3 ans, dans le cadre du 8 mars, le comité produit un outil devant servir à sensibiliser les jeunes aux réalités différentes que vivent les filles et les garçons.

En 1984 - **Être fille et être garçon à l'école c'est pas pareil** - demandait aux jeunes de produire une partie de journal, par exemple: éditorial, message publicitaire, etc. Les jeunes devaient choisir une réalité qui met en évidence le sexisme et ensuite la transformer pour offrir des modèles, solutions ou comportements désexisés.

En 1985 - **Explorons le pouvoir créateur des jeunes.**

Concours sous forme de dessins ou récits qui devaient traiter entre autres du:

- partage des tâches
- sexisme
- travail des femmes
- harcèlement sexuel, etc.

À la fin du dépliant, on trouvait un questionnaire que les professeures et professeurs pouvaient utiliser pour amorcer une réflexion sur le harcèlement sexuel à l'école.

En 1986 - La bande dessinée, **« Les ripostes de Camille »** pour aider les filles à riposter à la violence sexuelle.

La bande dessinée présente différentes situations de sexisme et de violence sexuelle à l'école. La plupart présentent une riposte, d'autres pas. C'est aux jeunes à les trouver collectivement.

5- En décembre dernier paraissait: « *Le harcèlement sexuel... vues de l'intérieur* » qui se veut un guide de réflexion et d'intervention auprès des victimes de harcèlement sexuel.

Rédigée par Lise Moisan en collaboration avec le comité et le réseau, la brochure raconte, à partir de cas vécus, l'histoire de 3 femmes qui ont subi

du harcèlement sexuel. L'une est conseillère pédagogique dans une polyvalente, la 2e est étudiante de CEGEP et la 3e est secrétaire dans une polyvalente.

6- L'orientation scolaire.

C'est davantage le comité des femmes du Syndicat des professionnel-les du réseau scolaire qui a travaillé cette question. Nous sommes conscientes qu'il reste beaucoup à faire dans ce domaine.

7- Critique du programme d'éducation sexuelle.

Nous croyons que les filles vivent beaucoup d'oppression à travers leur sexualité. Nous croyons qu'un bon programme d'éducation sexuelle peut les aider à mieux se connaître, à identifier leurs goûts et leurs besoins.

Actuellement, elles assument encore toutes les conséquences de rapports sexuels au service du plaisir des garçons.

Dernièrement, une enquête menée auprès des consommateurs de pornographie révélait que les principaux consommateurs de pornographie sont les jeunes garçons de 12 à 15 ans. C'est le type d'éducation sexuelle que le patriarcat fournit aux jeunes.

Dans la pornographie, les femmes sont des objets sexuels disponibles aux hommes et qu'ils utilisent même avec violence, afin de satisfaire leurs besoins qu'ils disent « naturels ».

Une autre enquête toute récente faisait la preuve du lien direct entre la consommation de pornographie et la violence et les agressions subies par les femmes.

C'est inquiétant!

Le programme d'éducation sexuelle, dans sa version finale, doit entrer en vigueur en septembre 1986. Le comité des femmes a critiqué ses nombreuses versions préliminaires. Il faut croire que le lobbying des évêques et des comités de parents catholiques a eu plus d'influence que nous car la seule raison d'être de la sexualité demeure la reproduction.

Toute l'activité sexuelle des jeunes y est abordée sous l'angle de la peur de conséquences, de leurs gestes plutôt qu'un moyen d'épanouissement.

Il n'y est jamais fait mention de la domination d'un sexe sur un autre; on accentue plutôt les différences sexuelles.

L'homosexualité y est reconnue comme une réalité qu'on doit **tolérer**. L'hétérosexualité, à l'intérieur du couple traditionnel demeure la **norme** et la combinaison gagnante pour atteindre le bonheur.

Devant les grandes lacunes du programme, le comité des femmes a engagé Pierrette Bouchard, professeure à l'Université Laval, pour en faire la critique et fournir aux utilisatrices et utilisateurs les données manquantes.

8- Vidéo

Enfin, pour notre Forum, nous lançons une vidéo qu'on pourra voir ce soir à 17:15.

À l'aide d'entrevues, de scènes de la vie en classe et de fiction, on tente de donner un portrait de nos pratiques qui changent et de nos jeunes qui ne sont plus tout à fait les mêmes.

du harcèlement sexuel. L'une est conseillère pédagogique dans une polyvalente, la 2e est étudiante de CEGEP et la 3e est secrétaire dans une polyvalente.

6- L'orientation scolaire.

C'est davantage le comité des femmes du Syndicat des professionnel-les du réseau scolaire qui a travaillé cette question. Nous sommes conscientes qu'il reste beaucoup à faire dans ce domaine.

7- Critique du programme d'éducation sexuelle.

Nous croyons que les filles vivent beaucoup d'oppression à travers leur sexualité. Nous croyons qu'un bon programme d'éducation sexuelle peut les aider à mieux se connaître, à identifier leurs goûts et leurs besoins.

Actuellement, elles assument encore toutes les conséquences de rapports sexuels au service du plaisir des garçons.

Dernièrement, une enquête menée auprès des consommateurs de pornographie révélait que les principaux consommateurs de pornographie sont les jeunes garçons de 12 à 15 ans. C'est le type d'éducation sexuelle que le patriarcat fournit aux jeunes.

Dans la pornographie, les femmes sont des objets sexuels disponibles aux hommes et qu'ils utilisent même avec violence, afin de satisfaire leurs besoins qu'ils disent « *naturels* ».

Une autre enquête toute récente tarsait la preuve du lien direct entre la consommation de pornographie et la violence et les agressions subies par les femmes.

C'est inquiétant!

Le programme d'éducation sexuelle, dans sa version finale, doit entrer en vigueur en septembre 1986. Le comité des femmes a critiqué ses nombreuses versions préliminaires. Il faut croire que le lobbying des évêques et des comités de parents catholiques a eu plus d'influence que nous car la seule raison d'être de la sexualité demeure la reproduction.

Toute l'activité sexuelle des jeunes y est abordée sous l'angle de la peur de conséquences, de leurs gestes plutôt qu'un moyen d'épanouissement.

Il n'y est jamais fait mention de la domination d'un sexe sur un autre; on accentue plutôt les différences sexuelles.

L'homosexualité y est reconnue comme une réalité qu'on doit **tolérer.** L'hétérosexualité, à l'intérieur du couple traditionnel demeure la **norme** et la combinaison gagnante pour atteindre le bonheur.

Devant les grandes lacunes du programme, le comité des femmes a engagé Pierrette Bouchard, professeure à l'Université Laval, pour en faire la critique et fournir aux utilisatrices et utilisateurs les données manquantes.

8- Vidéo

Enfin, pour notre Forum, nous lançons une vidéo qu'on pourra voir ce soir à 17:15.

À l'aide d'entrevues, de scènes de la vie en classe et de fiction, on tente de donner un portrait de nos pratiques qui changent et de nos jeunes qui ne sont plus tout à fait les mêmes.

B- Rôle auprès des membres de la CEQ

Nous avons aussi un rôle primordial à jouer auprès des membres de notre organisation syndicale.

Nous devons changer les mentalités des éducatrices et éducateurs qui interviennent auprès des jeunes. On aura beau avoir les plus beaux outils au monde, l'intervention des personnes qui éduquent demeure déterminante.

Pour intervenir dans ce sens, le comité de la condition des femmes, en collaboration étroite avec l'équipe d'éducation syndicale, tient des sessions à l'intention des femmes et d'autres à l'intention des hommes sur la question des femmes.

Nous tentons de rendre la lutte des femmes présente partout à l'intérieur de la Centrale. Nous informons et conscientisons les membres en donnant des avis sur toutes les questions qui touchent les femmes. Nous intervenons dans les instances en donnant nos points de vue sur différentes questions et en inscrivant régulièrement des sujets de réflexion à l'ordre du jour du Conseil général.

La responsable du comité siège aussi sur le comité de sélection du personnel de la Centrale pour favoriser l'embauche des femmes.

Heureusement, nous ne sommes pas seulement les femmes du comité pour accomplir tout ce travail. Nous formons, avec le réseau de la condition des femmes, un groupe qui partage très majoritairement la même idéologie.

Nous pouvons compter aussi sur de nombreux comités de femmes actifs dans les syndicats locaux et les regroupements sectoriels.

Nous devons aussi mentionner un bon nombre d'hommes, sympathiques à la cause des femmes et désireux de s'allier aux féministes.

Et pour demain?

Quelques pistes sur comment outiller nos filles?

Nous devons

- leur fournir des modèles différents et accessibles
- valoriser ce qu'elles sont comme femmes
- encourager leurs initiatives
- leur donner une belle image d'elles-mêmes
- les armer pour la vie, démystifier l'amour
- les diriger vers des carrières non traditionnelles mais en leur fournissant un support
- faire reconnaître le travail des femmes
- démystifier les différences de sexes
- leur donner un esprit critique.

Comment changer nos pratiques?

- faire de la discrimination positive, sortir de la neutralité
- faire partager les responsabilités des enfants par les pères; cesser de culpabiliser les mères
- prendre position pour les filles quand elles subissent de la discrimination; montrer de quel côté on est
- être disponible pour les écouter; leur servir de support
- critiquer les émissions de télévision, vidéo, films, revues pour les jeunes.
- etc.

Conclusion

Nous nous sommes donné un grand nombre d'outils qui auraient dû, de l'avis du comité, avoir un impact plus grand dans le milieu scolaire.

Il nous reste à mettre le doigt sur les résistances des gens pour les désamorcer.

Le patriarcat est sans doute mieux outillé que nous pour véhiculer son idéologie et récupérer le mouvement féministe.

Pourtant, nous croyons que nous avons fait des pas de géantes. Nous sommes quelquefois essoufflées. Pourtant, les femmes n'accepteront plus jamais de revivre dans les conditions qu'ont vécues leurs mères et nous continuons pour que nos filles connaissent un meilleur futur.

E-7 CEQ, ÉCOLE ET SEXISME

Diane Fortin,
conseillère syndicale CEQ

Comme mon introduction fait suite à celle de Ghislaine Fleury, j'enchaînerai en tentant de montrer comment la CEQ, par le travail d'un autre collectif, celui œuvrant dans le domaine pédagogique, a participé à l'élaboration de moyens concrets de transformation des contenus et des pratiques éducatives.

Quelques éléments d'histoire

Je délaisse une bonne partie de l'historique car nous avons peu de temps et je rappelle que c'est dans le rapport d'enquête **École et lutte de classes au Québec** publié en 1974 qu'est mise de l'avant l'idée de développer une pédagogie de conscientisation, c'est-à-dire une pédagogie qui propose des moyens de réflexion sur le monde et d'engagement dans l'action pour le transformer.

En 1975, la Centrale produit un premier instrument pédagogique qui illustre ce type de pédagogie. Il s'agit du **Manuel du 1er mai**. Comme le soulignait Ghislaine, les fiches du cahier sont principalement axées sur des thèmes mettant en évidence la division en classes sociales. Deux fiches seulement visent une réflexion sur l'image traditionnelle de la répartition des rôles selon les sexes (fiche 4) et une connaissance des problèmes spécifiques des femmes (fiche 15).

Plus formellement, par la suite la CEQ décide de contribuer à la définition de l'école, étant consciente cependant qu'elle n'est pas le gouvernement et qu'elle ne dispose ni du pouvoir politique ni de l'ensemble de l'appareil d'État pour appliquer des mesures jugées essentielles à l'amélioration de l'école.

Pourquoi une définition de l'école? Parce que la plupart de ses membres vivent quotidiennement dans l'école et parce que, solidaires des autres travailleuses et travailleurs, il leur importe que l'école serve mieux les intérêts de ces dernières et derniers et de leurs enfants.

À partir de 1977, un réseau de personnes de l'enseignement animé par l'Équipe-école de la CEQ travaille à l'élaboration de propositions « *pour une école de masse à bâtir maintenant* ». Il s'agit de la « **Proposition d'école** » qui est discutée par les membres avant d'être adoptée par le Congrès de la Centrale en 1980. C'est ce même Congrès qui privilégie l'élaboration et le développement par la Centrale d'activités pédagogiques qui vont dans le sens des contenus et des valeurs préconisés dans sa Proposition d'école. Le Congrès décide également de la mise sur pied d'une équipe d'intervention pédagogique.

L'intervention pédagogique

L'intervention pédagogique se veut une opération qui vise à rapprocher l'école des préoccupations du milieu; elle est menée auprès des jeunes dans les écoles du Québec et veut les équiper pour leur permettre d'approfondir une facette de leur réalité pour qu'elles et qu'ils puissent rechercher des moyens pour la transformer.

L'outil principal mis à la disposition des personnels d'enseignement, mais principalement des enseignantes et enseignants est un **Cahier pédagogique** produit grâce à la participation de représentantes et représentants de leur milieu scolaire et avec la contribution de personnes provenant de l'extérieur du milieu scolaire mais œuvrant dans le secteur visé par l'intervention.

Pour celles qui ne les connaissent pas, je dirai que le Cahier pédagogique est un recueil de fiches pédagogiques qui ont pour objectif de sensibiliser les jeunes à plusieurs facettes d'une réalité.

Quatre cahiers ont été produits jusqu'à maintenant:

1. **Pour créer de nouveaux rapports femmes-hommes.**
2. **La crise, faut en parler à l'école.**
3. **Si vous croyez aux droits humains.**
4. **La jeunesse, s'engager au-delà des mots.**

Chaque fiche pédagogique du cahier ou projet d'activités suggère une démarche en trois étapes: l'observation de la réalité, l'analyse de la réalité et la transformation de la réalité. Cette dernière étape nous apparaît essentielle et c'est pourquoi nous avons choisi de mentionner, pour chaque projet d'activités, des suggestions de pistes de transformation de la réalité par lesquelles nous souhaitons voir les jeunes en arriver à des réalisations qui pourraient déboucher sur une sensibilisation plus large de leur entourage et de leur communauté, sur un questionnement d'attitudes personnelles et même, sur des projets de transformation plus concrets et à plus long terme.

La première intervention pédagogique, celle portant sur les rapports femmes-hommes a été préparée conjointement par le réseau de la condition des femmes et le réseau-école. Elle s'est vécue à l'échelle nationale dans la semaine du 1er au 8 mars 1981. On sait que sensibiliser les jeunes à la condition des femmes permet de faire avancer la lutte des femmes pour l'égalité. Différents thèmes y étaient abordés:

a) L'apprentissage des rôles par la langue, dans la famille, par l'éducation sexuelle, par les médias, par les sports.

b) L'inégalité des chances dans l'accès aux métiers et dans l'accès au travail.

c) La condition des femmes: les ghettos d'emplois, le travail à temps partiel, les normes minimales et la syndicalisation.

d) Les conditions de vie des femmes, la pauvreté, la violence, la double tâche, etc.

e) La femme et la vie politique.

Dans les cahiers qui ont suivi, les conceptrices et concepteurs ont eu les mêmes préoccupations même si le thème était différent.

Ainsi, dans le 2e cahier, **La crise, faut en parler à l'école** (1982), un chapitre traite des effets de la crise sur les conditions des femmes.

Le cahier sur les droits humains (1983), après avoir proposé une réflexion sur la notion de droit, après avoir examiné des situations d'atteinte aux droits, suggère des projets d'activités où les jeunes tentent de détecter des éléments sexistes dans les manuels scolaires, les livres de bibliothèque, les jeux vidéo, etc. (fiches 1.1 à 1.4). Les jeunes sont également sensibilisés à la discrimination exercée en matière d'emploi et de travail (fiches 1.10, 1.13).

c) dans le cahier sur la jeunesse (1985), c'est dans les chapitres 3 et 4 que l'on retrouve le plus de projets d'activités qui permettent aux garçons et aux filles de prendre conscience de la réalité des filles et des femmes.

Le chapitre 4 porte sur l'éducation, l'emploi et la situation financière. Il est introduit par un dossier statistique sur la situation faite aux femmes en éducation et au travail (pp. 151 à 155 incl.). Des fiches portent sur les ghettos d'études et d'emplois (fiche 44) et sur la désexualisation des rôles sociaux (fiche 4.8).

Le chapitre 3 sur la santé des jeunes débute par un dossier d'information sur la sexualité des jeunes et les offenses sexuelles et le suicide (pp. 73 à 86). Des exemples d'activités proposées aux jeunes:

- prise de conscience des perceptions face aux caractéristiques et aux rôles que la société impose aux personnes de leur sexe et à celles de l'autre sexe (fiche 3.2);
- par des souvenirs d'enfance et/ou d'adolescence, expression et identification des expériences et émotions liées à la découverte de la sexualité (fiche 3.3);
- prise de conscience des opinions, préjugés et même intolérances entretenus à l'égard de diverses formes d'expression de la sexualité (fiche 3.4);
- prise de conscience des manifestations du harcèlement sexiste, du harcèlement sexuel, de l'agression et de la violence sexuelles et identification de moyens pour contrer le problème (fiches 3.7 et 55).

Je vous donnerai un exemple concret de fiche pédagogique en référant à celle titrée « La vie n'est pas un roman Harlequin ». Par cette activité, les jeunes jettent un coup d'oeil sur leurs pratiques affectives et même sexuelles et vérifient si les situations vécues reproduisent des stéréotypes ou des préjugés.

Le théâtre à l'école

La CEQ n'écarte pas des approches non scolaires pour permettre la sensibilisation des jeunes aux comportements non sexistes.

Ainsi, la CEQ a accepté de commandi:er une tournée théâtrale de la pièce « **Histoire de Julie qui avait une ombre de garçon** », produite par le Théâtre du Gros Mécano de Québec.

C'est l'histoire de deux enfants aux prises avec des comportements sexistes manifestés par leur entourage. La pièce rappelle que des attitudes et des habitudes s'acquièrent tout bonnement dès le tout jeune âge. Les enfants de la pièce en souffrent en silence. Ils se confient au chat, à la poupée et, par chance, à une amie et à un ami. C'est alors que Julie et François s'inventent une histoire où ils laissent libre cours à leurs goûts et à leurs désirs. Les rôles sont inversés. Ils se trouvent corrects. Ils sont contents. Les autres les accepteront-ils ainsi?

La pièce a rejoint plus de 25 200 élèves du préscolaire et primaire, 600 enseignantes et enseignants, 1 500 parents, représentantes et membres de regroupements de femmes, autres personnels et responsables scolaires.

Un guide pédagogique approprié permettait aux enseignantes et enseignants d'assurer une préparation et un suivi de l'activité théâtrale.

Soulignons également que dans nos productions et dans nos contacts avec nos membres, nous encourageons les personnels à utiliser du matériel produit par d'autres organismes, ex: Vidéo-femmes, autres troupes de théâtre, etc.

Pour conclure: des outils encore pertinents

Pour conclure, je vous inviterai à ne pas prendre les choses pour acquises parce qu'elles ont été écrites ou dites. J'inviterai les personnes œuvrant auprès des enfants et des jeunes à persévérer dans la réalisation d'activités avec les filles et les garçons.

La sensibilisation à la situation des filles et des femmes n'est pas héréditaire. Elle doit être provoquée et entretenue. Je parlais de persévérance parce que je souhaite qu'on se donne les moyens pour qu'une fille n'ait pas à supporter toute seule sa réflexion ou son engagement lorsqu'elle est hors de sa classe, par exemple, dans ses lieux de loisirs, dans sa famille, avec ses amis, etc.

E-9 LE DIFFICILE PARCOURS SCOLAIRE

Michèle Boily,
agente sociale, École Rosalie-Jetté

L'école Rosalie-Jetté est une école secondaire, située sur la rue Bossuet, appartenant à la CECM mais qui a cependant une vocation nationale étant la seule école dans la province qui est spécialisée dans le service scolaire aux mères célibataires adolescentes.

Nous offrons les cours du secondaire I à secondaire V régulier plus le cheminement particulier. Sa particularité première est l'enseignement individualisé, ce qui est nécessaire à cause du temps d'arrêt pendant la période d'accouchement. Nous offrons aussi des cours pré et postnataux et des cours de psychologie du développement de l'enfant. Tous ces cours spéciaux sont crédités en vue de la certification. Nous avons également une garderie attenante à l'école; vingt places sont réservées aux enfants des étudiantes de l'école. Malheureusement, notre garderie n'est pas assez grande; il faudrait au moins doubler nos places à la garderie pour vraiment répondre aux besoins de toutes les étudiantes de l'école Rosalie-Jetté. De plus les élèves ont l'opportunité de faire un ou des stages supervisés à la garderie.

Nous accueillons les adolescentes, de 13 à 21 ans, enceintes ou ayant un enfant. Nous avons deux types de clientèle: les internes, c'est-à-dire celles qui sont hébergées au Centre Rosalie-Jetté et les externes, c'est-à-dire celles qui vivent chez leurs parents ou en appartement.

Les ressources humaines de l'école sont: une direction, une secrétaire, une conseillère en orientation, une agente de service social, 11 professeurs et un animateur de pastorale. Comme vous pouvez le constater, nos étudiantes sont très bien encadrées puisque nous n'avons jamais plus que soixante-dix élèves à la fois.

Objectifs de l'école:

Les principaux objectifs de l'école Rosalie-Jetté sont:

- de permettre à l'étudiante enceinte de poursuivre ses études à l'intérieur d'un projet éducatif dynamique et adapté à ses besoins;
- de permettre à la jeune mère célibataire de poursuivre ses études après son accouchement;
- d'assurer, comme dans toute école publique, les services de professionnels pouvant répondre aux besoins spécifiques et/ou aux préoccupations de la clientèle;
- assurer des services spécialisés adaptés à la clientèle: services centrés sur l'individu, mise sur pied de programmes éducatifs spéciaux.

Raisons des grossesses à l'adolescence:

Je crois que la première question que vous devez vous poser est la suivante: Pourquoi en 1986, y a-t-il encore autant de grossesses adolescentes avec toute l'information et les moyens contraceptifs existants? Il y a plusieurs raisons

rattachées à cette question puisque nous ne pouvons établir un portrait type de la mère célibataire adolescente. Il y a trop de données qui peuvent influencer.

Je vais tout de même essayer d'en énumérer quelques-unes.

- ambiguïté du message que la société transmet aux jeunes: je m'explique: en même temps qu'elle encourage la permissivité sexuelle, elle censure un effet possible, c'est-à-dire la grossesse hors mariage.
- l'éducation sexuelle inadéquate alors qu'on se pose encore la question si l'école devrait donner des cours d'éducation sexuelle!
- l'attitude conservatrice et moralisatrice du milieu médical qui empêche les jeunes de consulter de peur d'être jugées.
- le manque de confiance et de communication entre les parents et les adolescentes.
- elles deviennent enceintes pour faire comme les autres.
- par crainte de perdre leur ami.
- pour répondre à un besoin d'amour (besoin d'aimer et d'être aimées).
- par naïveté (ça ne peut pas m'arriver à moi), ignorance des périodes de fertilité, croyances erronées telles que: *« les relations sexuelles intermittentes empêchent la grossesse »*, *« je suis trop jeune pour devenir enceinte »*, etc.

Nous pourrions en énumérer plusieurs autres puisque les raisons pour lesquelles les adolescentes deviennent enceintes sont directement liées à des facteurs tels que le milieu familial, socio-économique et culturel, le degré de maturité, l'âge, etc.

Une décision difficile à prendre:

La première difficulté que l'adolescente rencontre est la décision qu'elle devra prendre. Quatre hypothèses s'offrent à elle:

— l'avortement
— la poursuite de la grossesse et la garde de l'enfant
— la poursuite de la grossesse et l'adoption
— et dans de très rares cas le mariage suite aux pressions des parents.

L'adolescente doit être supportée pour prendre cette décision d'une façon éclairée. Ce support peut provenir de l'entourage immédiat soit le père de l'enfant et/ou les parents ou de services spécialisés tels que le Centre Rosalie-Jetté, Grossesse-Secours, les CLSC, les travailleurs sociaux, etc. Ce qui est important, c'est que la décision soit celle de l'adolescente elle-même et non celle des parents ou de l'ami parce que c'est elle qui aura à vivre avec cette décision par la suite et à en assumer les conséquences.

Difficile parcours scolaire:

Si l'adolescente décide de poursuivre sa grossesse elle devra envisager la poursuite de ses études. Il arrive parfois que la grossesse soit une occasion pour l'adolescente de reprendre les études arrêtées quelques mois ou quelques années auparavant. Nous avons de la difficulté à expliquer ce phénomène. Je suis convaincue que celle qui décide de poursuivre ses études met toutes les chances de son côté pour mieux s'en sortir. La phrase que nous entendons le plus souvent est: *« Je ne veux pas passer ma vie sur le Bien-Être Social »*. Mais le parcours sera très difficile pour les raisons suivantes:

- la fatigue se cumulée par les transports, le travail scolaire à faire à la maison, la durée des cours, etc.
- les problèmes personnels et familiaux sont autant de difficultés à surmonter autant avant qu'après la grossesse.

Après l'accouchement, il y aura de plus les maladies du bébé, le manque de sommeil, les difficultés d'organisation de temps, les difficultés financières, les problèmes de garderie, les problèmes sociaux et familiaux, les problèmes de motivation scolaire, etc.

Lorsqu'elles ont des problèmes personnels, les étudiantes ont tendance à se décourager rapidement et à vouloir tout laisser tomber. Elles ont tendance à dramatiser; tout s'écroule autour d'elle, le scolaire également. À l'école, nous avons un grand rôle à jouer à ce moment-là. Une de mes principales tâches consiste à apporter un support à l'étudiante pour lui permettre de trouver des solutions adéquates à ses problèmes. Si les difficultés sont tellement graves qu'il est impossible d'envisager la poursuite des études, je lui apporterai également un support direct ou indirect autre que le scolaire. Cette démarche est également supportée par le futeur pédagogique de l'étudiante avec lequel je travaille en étroite collaboration. Dépendant du problème, ce peut être aussi avec la conseillère en orientation, l'infirmière ou la directrice que je travaille le cas. Comme vous pouvez le constater, nous devons avoir une bonne communication entre les diverses intervenantes ou les divers intervenants pour arriver à un résultat efficace. Malgré tous ces efforts, nous ne pouvons sauver une fille de la misère si elle refuse de collaborer.

J'aimerais ajouter que toutes les interventions faites auprès de ces étudiantes visent toujours l'autonomie, c'est-à-dire que si elles se retrouvent dans une situation semblable, elles auront appris comment elles peuvent s'en sortir, enfin nous l'espérons!

Celles qui décident de poursuivre leurs études ne choisissent pas la voie de la facilité. Mais elles en retireront une satisfaction et une fierté très grandes, ce qui améliorera leur image positive d'elles-mêmes, ce qui ne va pas nécessairement de soi, même pour une adolescente qui ne vit pas un problème de grossesse précoce.

Lorsque je les vois arriver le matin avec le bébé dans les bras, le sac à couches, le sac d'école, je leur lève mon chapeau parce que ce sont des filles qui sont remplies de courage et de persévérance.

Hypothèses de solutions:

Brièvement, voici quelques hypothèses de solutions pour que les grossesses adolescentes diminuent dans un proche avenir:

- instaurer un programme d'éducation sexuelle adéquat dans toutes les écoles à partir de l'élémentaire.
- apporter de l'aide aux parents pour les aider à établir une relation de confiance soutenue et cohérente avec leurs adolescentes et adolescentes.
- responsabiliser les jeunes, surtout les garçons, face à leur sexualité et aux moyens contraceptifs.
- que les garçons ne se contentent pas d'apporter leur support à leur compagne pendant les premiers mois seulement. Qu'ils prennent conscience qu'une relation sexuelle, ça se passe à deux et que les conséquences doivent s'assumer à deux.

Conclusion:

En terminant, je vais vous donner ma description d'une mère célibataire adolescente : c'est une adolescente en premier lieu avec des responsabilités d'adulte.

Je suis consciente de ne pas avoir fait le tour de la question complètement mais la problématique de la mère célibataire adolescente est tellement complexe, qu'il nous faudrait beaucoup plus de temps pour en faire une étude exhaustive. J'ai tenté de vous livrer certaines réflexions qui proviennent de mon expérience quotidienne et de mes lectures.

Merci de votre attention. Je suis maintenant prête à répondre à vos questions et commentaires.

20 moments d'un Forum...

Photos: Robert Fréchette

800 participantes au Forum sur les femmes de la CEQ

Le Forum des femmes de la Centrale d'enseignement du Québec (CEQ) s'ouvrait vendredi soir avec près de 800 participantes dont une majorité d'enseignantes, de professionnelles oeuvrant dans le milieu scolaire, de représentantes de groupes de femmes et d'étudiantes.

Claire Harting

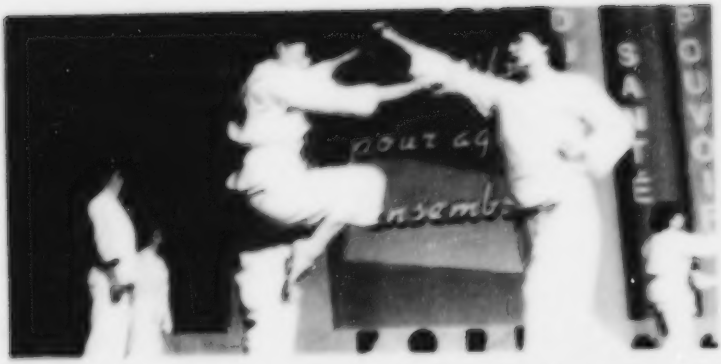
Trois invitées

Les participantes viennent de partout au Québec pour faire le point, tracer de nouvelles avenues et aussi fêter.

Le pouv...

Santé sex...

18 avril 1986. 800 femmes attentives assistent à l'ouverture du plus vaste rassemblement des femmes CEQ de ces dernières années. Une rencontre réussie? Les images parlent...



« Plus jamais Petit chaperon rouge », chorégraphie de l'Atelier de karaté des femmes de Montréal, un spectacle très apprécié qui clôt cette première soirée du Forum.

Pour l'Atelier de Karaté des femmes

Les jeunes luttent contre la pornographie: des jeunes femmes de Cap-Rouge expliquent comment, à leur manière, elles ont décidé d'intervenir contre ce fléau.

Ouverture. « Est-ce que les femmes ont une spécificité unique »?, interroge Françoise Collin, « et d'abord qu'est-ce qu'une femme »? Question qu'actualise Andrée Matteau en racontant qui elle voit et ce qu'elle entend en consultation, tandis que Micheline Dumont livre quelques analyses produites par les féministes sur la question du pouvoir. De g. à dr.: Micheline Dumont, Andrée Matteau, Françoise Collin et Alice Gagnon.

« Y a-t-il des femmes de Québec dans la salle? De Hull?... » Des mains se lèvent. On s'applaudit. À l'oeuvre: Diane Tremblay de l'équipe d'animation.

Une attention soutenue, entrecoupée d'un brin de causette: le sérieux et l'humour au rendez-vous.

En plus des approches théorique et pratique, des ateliers culturels sont offerts aux participantes. Si certains thèmes fonctionnent bien - prise de parole, écriture, animation théâtrale - d'autres sont bondés, certains ateliers devant même être annulés. Une expérience qu'il faudra tout de même poursuivre.

En début d'atelier, les participantes disposent d'une dizaine de minutes pour échanger entre elles sur le thème abordé. Comment avons-nous été éduquées? Sommes-nous en santé? Quel projet politique devons-nous défendre? Les discussions vont bon train.

À l'ombre du cerisier d'avril, un temps d'arrêt au stand de livres. Paroles de femmes, comme il se doit.

Et chez toi, ça se passe comment?

LES ATELIERS DU SAMEDI APRÈS-MIDI

San

S-2 SEXUALITÉ ET CONTRACEPTION CHEZ LES JEUNES

Nicole Saint-Jean,
Clinique des Jeunes St-Denis

La relation sexuelle chez les adolescents répond à plusieurs besoins. Rappelons-en quelques-uns rapidement: elle peut être tout d'abord une façon de vérifier son identité sexuelle (« *suis-je un vrai homme?* » - « *suis-je une vraie femme?* »), dans un acte que seul un homme peut faire, que seule une femme peut faire. Elle peut aussi être un moyen de vérifier si on peut plaire, si on peut être aimé, si on peut être important pour quelqu'un. Dans la plupart des cas, elle n'est pas **surtout** une réponse à des besoins sexuels.

D'autre part, on sait qu'une grande partie des adolescents sont seuls, sans beaucoup de liens intimes de confiance, dans des écoles anonymes et assez inhumaines et avec des parents souvent pas très disponibles. La relation sexuelle vient donc aussi remplir un besoin d'appartenance, un besoin de communication, d'échange. Cette expérience d'une relation chaleureuse où l'on se sent en vie sensuellement est un moment très précieux de leur vie. **(Beaucoup de jeunes n'ont pas été caressés depuis au moins 10 ans!)**

Mais la question qu'on me demande aujourd'hui est celle-ci: pouvons-nous dire que leurs relations sexuelles sont égalitaires?

Grosso modo, on peut dire que c'est un peu comme pour nous les adultes. Certains jeunes réussissent, et dans ces cas c'est presque toujours dans un couple où le gars a appris à se mettre dans la peau de l'autre, a appris à parler de l'intérieur, n'est pas trop pressé. Lorsque la relation sexuelle arrive, elle est l'épanouissement d'une relation d'intimité déjà établie à d'autres niveaux.

Pour beaucoup d'autres, c'est inégal et plus ou moins heureux et en fait, comment en serait-il autrement? Comment à l'adolescence arriver à une véritable égalité si comme petite fille, on a appris à trouver sa valeur surtout dans le fait de faire plaisir et comme garçon dans le fait de performer? Comment arriver à l'égalité et au bonheur si une des premières conditions d'une vie sexuelle épanouie c'est d'être content d'appartenir à son sexe alors qu'un grand nombre de filles préféreraient encore être des garçons.

En tant que femme intéressée par ma propre vie sexuelle et par celle des autres femmes, et préoccupée de ce qu'on peut apporter aux adolescentes et aux adolescents comme informations et comme modèles, je viens partager avec vous certaines questions, certaines réflexions.

Cet atelier-ci a été placé dans la section santé et on aurait aussi bien pu le placer dans la section éducation. Quant à moi, j'aurais aimé le placer sous le thème « pouvoir » et je veux dire pourquoi.

On peut présumer que les relations sexuelles égalitaires ne seront pas l'apanage de la majorité des couples, jeunes et moins jeunes, pour un bon bout de temps encore, que les femmes vont avoir à prendre du pouvoir et de bien des façons.

Tout d'abord, il y a lieu bien sûr de prendre du pouvoir sur sa vie par la contraception, car évidemment c'est mieux si on ne démarre pas de grossesse à l'adolescence, on a autres choses à faire à cet âge, et bravo! c'est déjà bien si les filles sont contraceptées, on va au plus pressé c'est déjà beaucoup.

C'est un progrès. Mais est-ce assez? L'autonomie, le pouvoir sur son corps que donne la pilule, est-ce un pouvoir assez grand, est-ce un pouvoir trop partiel, illusoire?

Promouvoir la contraception est-ce aider les filles à devenir vraiment plus libres ou à s'adapter davantage au désir du garçon? Si on ne dépasse pas la contraception, les aide-t-on surtout à devenir plus disponibles, de nouvelles sortes de servantes moins craintives de la grossesse, au service de la sexualité de leur ami?

Je ne suis pas en train de vous dire qu'il faut aider les filles à ne pas avoir de relations sexuelles. Elles ne nous demandent pas la permission de toute façon. La réalité est que la moitié des adolescentes en ont. Je suis en train de me poser certaines questions avec vous.

- Malgré le pouvoir sur sa vie qu'apporte la contraception, les filles payent-elles trop cher la disponibilité constante que la pilule donne et les garçons ne sont-ils pas complètement déresponsabilisés par rapport aux conséquences possibles de leurs relations sexuelles?
- Avec la contraception, les filles sont-elles programmées à être toujours disponibles, à ne jamais être fertiles et à toujours avoir le goût (plus de « *bon* » prétexte maintenant pour dire non).
- Leurs relations sexuelles aident-elles les filles à se sentir plus femmes, à s'estimer plus, ou en sortent-elles souvent dévalorisées, blessées dans leur amour-propre?
- À qui et où peuvent-elles parler de leurs déceptions par rapport à la grande scène voluptueuse et romantique de leurs rêves?
- Comment les aider à découvrir, à nommer, à affirmer leur véritable besoin profond? Comment les aider à négocier des relations sexuelles **affectueuses** qui ne soient pas l'équivalent en tout temps d'une pénétration?
- Dans leurs relations sexuelles, leur plaisir est-il aussi important que celui de leur petit ami, le pénis est-il encore plus important que le clitoris? Ont-elles découvert leur propre désir, leur propre plaisir ou sont-elles surtout conscientes de la présence envahissante du désir du garçon?
- L'apprentissage de l'autonomie, l'apprentissage de l'estime de soi, de l'égalité, du pouvoir est-ce aussi la connaissance de son corps, l'apprentissage au plaisir?

Beaucoup de filles croient que les gars sont mieux faits qu'elles parce qu'ils leur semblent avoir plus de plaisir. Peut-on aider les adolescentes à se connaître, à se découvrir comme égales, vraiment capables de penser à elles-mêmes sans culpabilité, capables de se sentir adéquates, n'enviant pas du tout la capacité de plaisir des garçons? Croyons-nous qu'elles sont trop jeunes pour se poser ces questions? Est-on à l'aise de parler de sexualité, de plaisir avec une fille de 15 ans, un garçon de 15 ans?

Des femmes à qui je parlais de mon exposé, m'ont dit : « *Parle pas du plaisir, tu vas les perdre! C'est déjà assez dur d'accepter que nos adolescentes aient des relations sexuelles, on est pas pour en ; lus vouloir les aider à s'épanouir sexuellement. Demandes-en pas trop!* »

Mais j'ai le goût de vous en parler quand même et qu'on se demande ensemble pourquoi on a peur de ça! Est-ce qu'il faut attendre à 30 ou 40 ans (et c'est pas garanti pour autant) pour aimer ça vraiment notre vie sexuelle, pour que ça vienne vraiment de nos tripes et non pas surtout pour faire plaisir, pour garder notre « *chum* », pour garder notre mari?

Si on retourne aux premières fois qu'on a fait l'amour, qu'est-ce qu'on aurait aimé savoir, jusqu'à quel point on aurait aimé être moins impuissantes à communiquer, à exprimer ce qu'on ressentait? Est-ce qu'on n'aurait pas pu avoir plus de plaisir, plus de bonheur, plus de pouvoir même à ce moment-là? Pendant combien d'années, jusqu'à quel âge faut-il avoir une sexualité mutilée? »

Bien sûr, la sexualité humaine est aussi un domaine de savoir et il faut aussi prendre du pouvoir par l'information. La majorité des élèves ne liront jamais de livres sur la sexualité. Où alors, sinon à l'école, puisque ça ne se fait pas à la maison, trouveront-ils une information adéquate et la chance de remettre en question la pornographie, la violence, l'exploitation trop souvent associées à la sexualité? Où découvriront-ils l'importance de la communication pour des relations humaines et sexuelles affectueuses et satisfaisantes, malgré les médias, les romans, les films qui entretiennent l'illusion des relations amoureuses faciles.

Quand on parle de faire de l'éducation sexuelle, les jeunes répondent : « *Ah oui! j'sais tout ça!* » Ils croient presque toujours qu'on veut leur parler de contraception, de MTS (maladies transmises sexuellement), de cycle menstruel.

Où ont-ils pigé cette notion si restrictive de l'éducation sexuelle alors que leur vécu est si rempli des questions les plus diverses!

- « *C'est-tu normal de « se crosser » 5 fois par jour?* »
- « *J'ai jamais encore rencontré de gars avec qui j'ai eu le goût de faire l'amour, suis-je normale?* »
- « *Y a ben des filles qui ont pas de clitoris, ma blonde elle, en a pas!* »
- « *Dans l'fond chu pas prête mais j'ai peur qu'il me laisse, quoi faire?* »
- « *C'est quoi l'orgasme au juste?* »
- « *Pourquoi les filles sont-elles si fermées?* »
- « *Est-ce dommageable pour le garçon si je flirte et je vais pas jusqu'au bout?* »
- « *Mon ami dit que je dois être lesbienne, j'ai pas d'orgasme quand il me pénètre.* »
- « *Combien de temps c'est supposé faire mal?* »
- « *Est-ce que c'est important de s'aimer pour faire l'amour?* »
- « *Pourquoi faut-il que les filles aient tant de problèmes avec les gars?* »
- « *Est-ce que ça nuit si on parle en faisant l'amour?* »
- « *Pourquoi la plupart des gars ne pensent rien qu'à faire l'amour?* »
- « *Si on ne l'a jamais fait qu'est-ce qu'on dit?* »
- « *Se faire trapper par un homme est-ce que ça fait partie de la sexualité?* »

Bien sûr la sexualité sert à la reproduction mais dans la vie quotidienne des individus, on sait bien qu'on ne fait pas l'amour pour la procréation, mais pour le plaisir (ou du moins on l'espère!).

La principale raison pourquoi on fait l'amour c'est pour **prendre** et pour **donner** du plaisir. C'est une évidence mais il faut peut-être le rappeler. Tout le reste, information sur les organes génitaux, information sur la contraception, c'est pour aider au plaisir pour qu'il ne soit pas mêlé de craintes, de peurs, d'inquiétudes pour que le plaisir soit mieux partagé, plus égal, plus complet. »

On associe tellement éducation sexuelle et cours de biologie de la reproduction, fonctionnement des organes génitaux, cycle menstruel, informa-

tion sur les méthodes contraceptives que la sexualité en arrive à être associée au médical sinon à des problèmes: infections, échecs contraceptifs, avortement, MTS. Où est la notion de plaisir là-dedans?

De plus le vocabulaire, les normes qui entourent la relation sexuelle sont encore tellement empreintes de valeurs masculines. Quand on parle de relation sexuelle presque automatiquement, les images pour se la représenter sont: érection, pénétration, éjaculation. L'érection étant le signe qu'il faut faire quelque chose et l'éjaculation le signe que tout est terminé.

C'est tellement vrai que s'il n'y a pas de pénétration, on n'a pas vraiment fait l'amour, c'était juste des préliminaires. C'est la pénétration, l'éjaculation qui font « *qu'on a fait l'amour* » et non pas l'orgasme ou le plaisir des deux, peu importe la façon d'y arriver. On parle si peu de la relation sexuelle avec nos mots, nos réalités à nous les femmes: les caresses des seins, la lubrification, le gonflement de notre vulve, l'enserrement, l'étreinte du pénis, les caresses du clitoris, l'envahissement du plaisir.

Le plaisir de l'homme associé à l'éjaculation semble être l'équivalent automatique de notre plaisir à nous, alors que la réalité est souvent tout autre.

- Comment, comme mères ou enseignantes nous y retrouver personnellement dans toutes ces valeurs qui peuvent si subtilement nous dévaloriser, nous laisser au second plan?
- Jusqu'à quel point pourrions-nous aider mieux nos filles, nos élèves à prendre du pouvoir sur leur plaisir à elles?
- Dans quelle mesure aidons-nous les filles et les gars à voir leur relation sexuelle autrement qu'avec les vieux stéréotypes, les images du cinéma ou des romans **Harlequin**?
- Comment nous y prendre pour aider nos filles à se découvrir et à s'affirmer et nos gars à ne pas avoir honte de leurs émotions et à pouvoir en parler?
- Parlons-nous assez à ce que les jeunes deviennent des personnes ayant une vie affective et sexuelle épanouie? Avons-nous peur de ça?
- Comment les aider à améliorer la communication entre eux, ce qui est véritablement la chose la plus importante? Pour qu'il y ait plaisir, il faut qu'il y ait de l'intimité et l'intimité ne s'établit que par la communication.

L'information est importante bien sûr et il faut la faire au plus vite et à tout le monde. *** Toute l'information devrait être disponible aux enfants de tout âge et ils ne savent à peu près rien de l'adolescence. Il y a vraiment beaucoup à faire.

Mais il faut savoir aussi que l'information à elle seule ne suffit jamais. La sexualité est un peu un domaine de connaissances, de savoirs mais c'est surtout un domaine de savoir-faire, d'émotions, de valeurs, de communication, de plaisir.

La sexualité est la façon la plus intense, la plus plaisante, la plus profonde de se donner, de s'exprimer l'amour. Plus l'amour ... ça bien fait, mieux on fera l'amour, plus on sera capable d'aimer et plus on pensera le goût de l'exploitation, de l'agression, de la violence, de la pornographie qui sont des sortes de maladies de l'amour.

Oui, il y a du pouvoir à prendre par l'information mais tant que la sexualité, le plaisir rendent les adolescents mal à l'aise, coupables, honteux, ils ne peuvent utiliser l'information. L'information à elle seule ne changera pas les choses car on ne peut pas planifier « *le défendu* ».

Alors que les images véhiculées socialement et auxquelles on associe habituellement le plaisir sexuel sont presque toujours obscènes (« *à doit aimer ça, la vieille cochonne!* »), il faut arriver à voir le plaisir comme un pouvoir à prendre et la sexualité comme une force positive et ne plus en avoir peur.

Mais ça ne se fait pas du jour au lendemain. La sexualité est le sujet qui rend le plus les gens anxieux, les enseignantes, les infirmières, les médecins, les psychologues, les travailleuses sociales autant que le reste de la population. Il faut savoir ça. Si ça nous rend anxieux, on est « *normal* ».

Mais si vous êtes ici, c'est sûrement que vous êtes des personnes de bonne volonté conscientes de tout ce qu'il y a à faire, désireuses d'aider les jeunes, de les écouter, capables de vous remettre en question. Et c'est possible que vous ne sachiez pas par où commencer, que vous ne vous sentiez pas assez compétentes, que vous croyez qu'il faut absolument des spécialistes.

• « *J'aimerais mieux attendre encore un peu d'être plus à l'aise!* »...

Mais voilà le paradoxe: on ne peut pas **attendre** d'être plus à l'aise, on va rester mal à l'aise avec le plaisir, avec la sexualité tant qu'on n'en parlera pas.

En éducation on a la chance, on a les moyens d'ouvrir des portes. J'ai l'impression que vous avez le goût d'en ouvrir et c'est moins difficile que ça paraît. On va faire un petit bout de chemin, un petit bout d'exploration ensemble cet après-midi.

Merci de votre attention!

---

* Une Maison, dans un collectif récent parlant du territoire assiégé de notre sexualité où beaucoup de femmes se retrouvent victimes et même sinistrées sexuelles.

** Évidemment quand je dis plaisir je ne pense pas nécessairement au « gros fun » : le plaisir ça peut être le « *gros fun* » et ça peut être aussi, la douceur, la passion, la tendresse, le sentiment d'être aimé, bien, le partage, l'abandon, le bien-être. Chacune, on peut faire notre définition et c'est pas toujours la même.

*** Selon l'expression d'une vieille éducatrice américaine: Mary Calderone: « *total access to total truth* ».

S-3 LA MÉDECINE N'EST PAS NEUTRE

Micheline Bélanger,
Fédération des syndicats professionnels d'infirmières et d'infirmiers du Québec

Que ce soit sous l'angle du pouvoir social qu'elle donne aux médecins, ou que ce soit par sa grille d'analyse des symptômes des personnes malades, la médecine on peut l'affirmer n'est pas neutre!

Avant l'existence du corps médical tel que nous le connaissons, l'art de guérir se partageait entre plusieurs écoles de pensées. Pour leur part, les femmes guérisseuses ont de tout temps été considérées comme des sorcières bien qu'elles ne furent pas toujours brûlées. La médecine n'est pas neutre

- Les hommes qui guérissent sont des hommes instruits ou qui ont un don même s'ils sont de différentes écoles;
- les femmes qui guérissent sont des sorcières.

Petit à petit, les différentes écoles de pensées se sont affaiblies pour laisser place au corps médical actuel qui base sa pratique sur la médecine holistique. Les pouvoirs politiques avaient fait leurs choix. Cette appropriation médicale du champ de la santé a même su résister aux volontés de changement qui ont nourri la réforme Castonguay-Nepveu. Nous avons donc aujourd'hui, un réseau de distribution de soins gérés de façon technocratique par des hommes médecins qui y ont des intérêts privés et ce, même si le financement se fait à l'aide des fonds publics. (La médecine n'est pas neutre!)

Elle ne l'est pas dans les fondements mêmes de valeurs « *élitaires* » qu'elle inculque à ses étudiantes et étudiants. On incite les futurs docteurs à croire qu'ils sont de vrais aristocrates, qu'ils sont la crème de notre société, et ils apprennent à se comporter ainsi. De plus, ces jeunes médecins bénéficient d'une formation scientifique qui véhicule un certain nombre d'idées jugées sérieuses à propos de cette portion de leur clientèle qui constitue un marché privilégié, c'est-à-dire les femmes.

Les livres médicaux, particulièrement les livres de psychiatrie, de gynécologie et d'obstétrique, font la promotion de valeurs sexistes ou l'image des femmes associe « *PRN* » à celle de la passivité, de la personnalité hystérique, de la dépendance, de la fragilité, de la subjectivité. En obstétrique, le corps de la femme devient quasiment en soi le lieu du risque pour la santé de l'enfant.

Trois caractéristiques décrivent assez bien le pouvoir médical.

Un premier trait serait le **professionnalisme.** Par professionnalisme, nous entendons cette croyance selon laquelle un professionnel peut sciemment définir le besoin du client et lui apporter conséquemment secours. Cette façon de voir profite grandement à la caste médicale dans la mesure où:

1- elle se réserve exclusivement la définition des besoins et problèmes face aux autres professionnels (le médecin prescrit, les autres exécutent la prescription);

2- elle augmente la dépendance de la population en lui refusant le partage des connaissances et du savoir;

[illegible] elle justifie la multiplication des actes médicaux sans en évaluer le bien-fondé.

Ceci permet entre autres, la reproduction d'un système de soins individualiste fondé sur le mode curatif.

Un deuxième trait serait le **scientisme.** Par scientisme, nous entendons ce système d'idées, venu du XIXe siècle, qui a rendu possible d'imaginer le corps d'une série de parties découpées, chacune étant la réserve d'un spécialiste. C'est un tel système d'idées, aussi, qui nous a fait croire que la science et la technique seraient les solutions universelles à tous les problèmes humains. Ainsi, lorsqu'on défend la nécessité et la généralisation de pratiques telles que le monitoring foetal, les arguments justifiant une telle pratique relèvent du scientisme. C'est au moyen d'un tel découpage de la réalité que la pratique infirmière s'est modelée et compartimentée.

Un troisième trait serait le **sexisme.** On a abordé précédemment le rapport entre la formation médicale et la propagation des idées sexistes, qui devaient d'ailleurs dans un tel contexte des idées neutres et scientifiques. Le sexisme est aussi en cause à chaque fois qu'un diagnostic médical est posé différemment selon que la patiente ou le patient est une femme ou un homme. Plusieurs recherches ont montré que les décisions cliniques sont influencées beaucoup plus qu'on ne le croit généralement par l'environnement social et culturel. Le contexte thérapeutique, l'âge, le sexe, l'origine ethnique du client ou de la cliente, et plusieurs autres facteurs, influencent les décisions médicales. Dans une société où la place des femmes reste encore à gagner, il n'est pas surprenant que le sexisme soit partie intégrante de la science et de la médecine, qui sont des institutions dominées et contrôlées par des hommes.

C'est également pour des raisons relevant du sexisme, donc très éloignées d'une science rationnelle que l'on glorifiait pourtant, qu'on interdisait aux femmes les écoles et facultés de médecine en justifiant que ces dernières étaient trop fragiles, que la lecture et la connaissance atrophiaient leur utérus et qu'elles étaient incapables, de par leur nature, de toute objectivité.

La pratique infirmière est née dans le contexte de ces conditions historiques. Si les femmes ne pouvaient guérir pour des raisons dites biologiques, elles assisteraient celui qui guérit; un rôle beaucoup plus convenable aux femmes du moins tel que le pensait la société de l'époque. Culturellement, les femmes devaient se dévouer à l'art du soin et s'éloigner du pouvoir de guérir, réservé aux hommes.

Il faut comprendre ici que le nursing est le produit direct du contrôle médical sur l'art de guérir: on a pu, en effet, réaliser cet objectif caché en refusant aux femmes, l'accès au savoir d'une part, donc aux facultés de médecine, mais aussi en les confinant dans le champ de la santé à l'art du soin, donc à la pratique du nursing d'autre part.

L'image du milieu hospitalier de la première moitié du XXe siècle est celle d'un monde où les infirmières et médecins se partagent l'espace de l'intervention, mais ce, de façon hiérarchiquement déterminée, comme on le devine. Après la deuxième guerre mondiale, la transformation de l'hôpital suit le mouvement de l'ensemble de la société et emprunte le modèle industriel, où la fragmentation des tâches et l'hyperspécialisation, la prépondérance de la technique et la croissance des fonctions administratives seront les principaux marqueurs de son développement. C'est à partir de ce moment que le nombre de sous-spécialités médicales s'accroît et que la tâche de l'infirmière subit un rétrécissement toujours plus important, rétrécissement qui lui est toujours imposé

de l'extérieur. Le pouvoir médical réussit alors à se bâtir une sorte d'empire d'intervention où il instaurera et demeurera le principal définisseur de la santé et de la maladie, armé d'un ensemble d'exécutants mais surtout, d'exécutantes. « *Dominique Gaucher* », a montré comment la structure de l'emploi en milieu hospitalier est sexuellement définie: plus les tâches sont en continuité avec les tâches de la femme au foyer, malgré qu'elles nécessitent une formation technique et scientifique, plus elles ont de chance d'être monétairement sous-évaluées et socialement dévaluées. Le travail d'une femme vaut toujours un peu moins.

La distribution des soins au Québec elle aussi n'est pas neutre! En 1978, la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) a noté que 77,2 % des femmes avaient reçu au moins un service médical, comparativement à 68,1 % des hommes. Une fois retirées les consultations qui réfèrent à la spécificité biologique des femmes, un écart persiste toujours entre la consommation des femmes et celles des hommes pour les services de première ligne. Cependant, moins de femmes que d'hommes subissent des interventions qui nécessitent le recours à la chirurgie. On connaît comment le diagnostic varie en fonction du sexe de la malade ou du malade, et comment on donne facilement aux femmes un diagnostic de psychonévrose. On attribue plus facilement l'étiologie (la cause) des troubles féminins à des facteurs psychologiques ou émotionnels.

Donc, les femmes consultent beaucoup plus que les hommes. Elles reçoivent des diagnostics plus graves et plus lourds de conséquences, elles sont traitées plus longtemps; elle reçoivent plus de médicaments, cela sur une plus longue période (Conseil du Statut de la Femme, 1978). La dynamique des femmes malades (et celle de la plupart des femmes) est reliée à trois aspects prédominants: la dépendance (versus le médecin, les pilules, les jugements portés sur elle), la peur (d'être dénigrée, rabaissée, d'être abandonnée, de « virer *folle* », etc.), la culpabilité (coupable d'être effacée et soumise ou d'être agressive et castrante!...).

Voyons un peu comment un enfant fille qui est naturellement appelée à croître et à se réaliser devient une femme dépendante, peureuse, et coupable...

En effet, pour les femmes, c'est à l'adolescence, avec le début des menstruations, que s'établissent, sur une base relativement régulière, leurs rapports avec les médecins et le système de santé, ou, en d'autres mots, ces derniers commencent véritablement à établir leur emprise sur les femmes.

Comme les statistiques le démontrent: **à partir de 15 ans, elles entreprennent une longue carrière dans le domaine de la consultation, de la chirurgie et de la consommation de médicaments.**

Première phase: La médicalisation commence à l'adolescence avec la **contraception.** S'il fait partie de l'ordre des choses que l'adolescente soit vue et évaluée par un spécialiste avant d'entreprendre sa vie sexuelle, il en est tout autrement du jeune garçon qui, semble-t-il, n'a nul besoin de consulter et peut en toute autonomie, vivre sa sexualité comme il l'entend.

Les médecins qui travaillent en contraception avec les adolescentes se partagent entre les tenants de la pilule et ceux du stérilet. Rares sont ceux qui font la promotion de méthodes plus douces et moins « médicales » comme l'utilisation du condom ou du diaphragme. C'est ainsi que l'adolescente apprend qu'elle aura à supporter, seule, le fardeau de la contraception, quel qu'en soit le risque.

Cette première « *prise de contact* » avec le monde de la « *maladie* » sera suivie de beaucoup d'autres conséquences quasi inévitables du premier geste

médical: il faudra revenir à cause des effets secondaires, à cause des problèmes d'ordre gynécologique. Il faudra revenir se faire rassurer. De toute façon, on reviendra. Désormais, la porte est ouverte.

Deuxième phase de la médicalisation des femmes: La **maternité** est devenue au cours de ce siècle, une véritable « *maladie* ». Issue du souci d'améliorer la survie des nouveaux-nés, la technologie obstétricale est maintenant devenue une fin en elle-même, une réalité à laquelle seule une infime minorité des femmes échappent.

L'utilisation sans cesse croissante d'opérations destinées à favoriser la naissance, autant dans le cas d'accouchements normaux qu'à risque, a pour conséquence de priver les femmes de tout contrôle sur un des événements les plus importants de leur vie. Préparée depuis sa toute petite enfance à ce moment unique que sera la naissance des enfants, la femme se voit contrainte d'y jouer un rôle passif, d'accepter que toutes les décisions soient prises à son insu et, bien souvent, sans qu'elle n'en comprenne la véritable portée.

Sous le prétexte de diminuer les risques appréhendés, les femmes sont dépossédées des premiers gestes de la maternité. Pourtant, ce sont les responsabilités de cette même maternité qui seront invoquées plus tard lorsqu'il s'agira de leur restreindre l'accès au monde de la productivité et du pouvoir.

Après la maternité vient l'ère de la **chirurgie**. C'est **la troisième phase** de la médicalisation. On a beaucoup parlé du grand nombre d'hystérectomies pratiquées au Québec. On calcule qu'à 75 ans, 45 % des Québécoises auront eu une hystérectomie. Beaucoup de femmes en sont même venues à considérer ces opérations comme « *normales* », c'est comme si le corps devait se débarrasser de ces organes lorsque ceux-ci ne servent plus activement. Combien de spécialistes de la santé partagent cet avis? Qui encourage l'autre à pratiquer l'hystérectomie?

Historiquement, dans un contexte où la relation était non négociable, la « *grande opération* » était la seule méthode de contraception admise. Aujourd'hui, au Québec, en dépit de la montée de la « *ligature des trompes* », il se fait encore annuellement *18,112 hystérectomies, dont 10,448 entre 25 et 44 ans*. Il n'entre pas dans mes visées de discuter de la validité des actes chirurgicaux. Cependant, ils nous montrent que le contrôle que les femmes exercent sur leur propre corps est de plus en plus restreint. Tout se passe comme si le corps des femmes était devenu la propriété des professionnels de la santé.

La ménopause constitue **la quatrième phase** du processus. Phénomène normal dans le cycle de vie de la femme, la ménopause est pourtant considérée par la société et vécue par la femme comme un drame personnel, une déchéance physique irréversible, la fin de la jeunesse et de la féminitude. Dans le contexte d'une société pour laquelle la femme est d'abord reproductrice, la ménopause marque la fin de l'utilité sociale. Quinze ans plus tard, cette ménopause aura son pendant dans la mise à la retraite chez les hommes.

Fermant les yeux sur le contexte spécifique qui entoure la vie de la femme de cinquante ans (départ des enfants, absence du mari, etc.), on a tout mis sur le compte du « *biologique* », médicalisant ainsi la ménopause. Efficaces pour le soulagement de certains symptômes, les hormones servent également à « *corriger* » les écarts de caractère et les états dépressifs des femmes ménopausées. Et certains médicaments destinés à soulager les symptômes de la ménopause contiennent même des psychotropes. Serait-ce alors que, dans l'esprit de plusieurs, la dépression doit nécessairement accompagner la disparition de la fécondité et que la consommation de médicaments est la panacée

qui réglera tous les problèmes! Avec **le troisième âge**, le cycle s'élimine: c'est **la dernière phase**. Les femmes s'y retrouvent plus nombreuses que les hommes, mais plus pauvres aussi. Elles y passent de longues années sur lesquelles nous possédons peu d'information. Cependant, un fait est certain: elles sont généralement bien physiquement et dans la plupart des cas actives, mais pourtant, leur consommation de médicaments est effarante.

Ces cinq étapes de la vie des femmes sont devenues cinq événements médicaux spécifiques. Ainsi, au XIXe siècle, le cycle féminin, à partir des menstruations jusqu'à la ménopause est devenu le domaine privilégié de la médecine.

Qu'en est-il de la sexualité mâle?

Encore une fois, la médecine n'est pas neutre!

Regardons de plus près un cas typique de sexisme chez les intervenants en santé mentale.

En 1970, Broverman et ses collaborateurs ont étudié les conceptions et les valeurs véhiculées par des psychiatres, des psychologues et des travailleurs sociaux, concernant la santé mentale, la maturité psychologique et la compétence sociale, chez l'adulte, chez l'homme et chez la femme. Les résultats démontrent que selon les professionnels interrogés, l'adulte sain et l'homme sain se ressemblent, s'unissent dans une même force, une même plénitude, une même réalisation professionnelle. Il en va tout autrement de la femme saine. En effet, la femme mentalement saine se distingue de l'homme dit sain et, par conséquent, de l'adulte en santé mentale, par les caractéristiques suivantes:

— plus grande soumission;
— moins grande indépendance;
— capacités d'aventure et d'exploration réduites;
— plus grande vulnérabilité;
— caractère plus influençable;
— moins grande agressivité;
— préoccupation de son apparence;
— moins grande objectivité;
— répulsion pour les mathématiques et les sciences.

Cet ensemble de qualificatifs constitue, pour le moins, une bien étonnante, voire insidieuse, de décrire un adulte, un être parvenu à maturité et en santé mentale. On voit qu'il y a un double standard de santé mentale. En outre, il faut noter ici que les facteurs descriptifs de la santé mentale des hommes obtiennent une cote de désirabilité sociale beaucoup plus élevée que ceux décrivant la santé mentale des femmes.

Dès lors, pour une femme, être en santé mentale, c'est se conformer aux normes comportementales qui balisent l'appartenance à son sexe, même si ces normes sont, par ailleurs, dévalorisées et méprisées par l'ensemble des membres de sa collectivité. À la limite, on peut donc conclure qu'une femme, qu'elle s'oppose ou se soumette au stéréotype de la « vraie femme », est de toute façon, considérée comme malade: dans le premier cas, elle est marginale, hors normes, et doit être ramenée dans la bonne voie, tandis que dans le second, elle est, bien sûr, une femme normale, mais une adulte anormale et inférieure. De quelque côté qu'elle se tourne, les dés sont jetés, les cartes sont jouées. La santé mentale est un concept masculin. Et, sur ce point, le discours scientifique rejoint le discours populaire.

Lorsqu'elles ne tolèrent plus les modèles imposés et qu'elles éclatent sous le poids des rôles surannés, les femmes se retrouvent bien souvent en thérapie. La plupart du temps, leur remise en question, leur révolte et leur colère

reçoivent alors des étiquettes de maladie mentale ou de trouble caractériel. C'est alors que les femmes risquent d'être piégées pour la deuxième fois. Après le piège de la socialisation, vient le piège de la thérapie, ce lieu privilégié de rencontre entre des femmes et des thérapeutes qui considèrent ces dernières comme des sous-adultes, des adultes sous-développées.

En conclusion, les femmes et la santé, on s'en parle depuis déjà plusieurs années. Oui et nous savons, chiffres à l'appui, qu'il y a une offensive directe des médecins sur les femmes. Voyons un peu:

- Les femmes reçoivent plus de 60 % de l'ensemble des services médicaux, car les médecins ont réussi à transformer en « *maladie* » toutes les étapes normales de notre vie;
- les accouchements sont de plus en plus « *déclenchés* », non pas les fins de semaine mais surtout la semaine, comme par hasard;
- une femme sur deux, avant atteint la quarantaine a déjà subi la ligature des trompes. 17 718 hystérectomies ont été pratiquées dans la seule année 1982;
- deux fois plus de femmes que d'hommes subissent des électrochocs comme traitement psychiatrique;
- quatre fois plus de femmes que d'hommes entre 20 et 30 ans reçoivent une ordonnance de médicaments affectant le système nerveux central;
- le nombre de césariennes a plus que doublé en dix ans, passant de 6 à 16 % des accouchements.

Mais ce qu'on en retient surtout, c'est l'ampleur du mépris et des abus de pouvoir médical sur les femmes et les profits qu'entre autres, les médecins réalisent sur nos corps.

À cette triste réalité, s'ajoutent ces autres offensives venant des institutions médicales. Elles se manifestent de diverses façons:

- réduction graduelle des chambres de naissances : c'est si peu prioritaire;
- des méthodes contraceptives toujours aussi déficientes et parfois carrément dangereuses pour la santé parce qu'elles répondent plus aux besoins des compagnies pharmaceutiques qu'à ceux des femmes;
- hostilité véhiculée par la plupart des médecins quant à l'avortement même ceux qui siègent sur les comités thérapeutiques dans les hôpitaux;
- refus des médecins d'aller témoigner contre d'autres hommes dans les cas de viols;
- un silence complice de la part des médecins appelés à soigner des femmes et des enfants battues et battus sans dénoncer cette violence;
- des psychiatres qui nous déclarent « *folles* » lorsqu'on ne cadre pas avec leurs critères de « *femmes normales* » définis en fonction des rôles traditionnels.

Si les femmes en sont encore à l'étape d'analyses et de dénonciation de leur oppression, c'est qu'elles n'ont pas fini de se réconcilier avec leur corps et avec leur esprit; elles n'ont pas fini de secouer le carcan d'un monde où le « *viril* » donne le ton, tout désenchanté que ce soit ce « *viril* ».

Elles remettent de plus en plus en question des apprentissages qui font une large place à la coquetterie, la conformité, la gentillesse, la douceur, la beauté, la dépendance, la patience et la protection des autres. Des comportements faisant une plus grande place à l'affirmation de soi, à l'agressivité, à l'ini-

tative, à la créativité, à l'aventure, à la volonté de réussir et de s'accomplir ne sont plus systématiquement découragés, ils sont au contraire, encouragés.

Les femmes savent maintenant qu'elles peuvent s'exprimer dans une entreprise qui s'insère au sein de la sphère publique sociale.

Perspectives d'avenir

Pour la Fédération des SPBQ, c'est au congrès de février 1985 que nous avons décidé de s'impliquer collectivement dans des questions telles: la prévention, la démédicalisation, l'approche globale, les médecines douces, etc. Toutes ces questions concernant la santé nous concernent toutes, tant il est vrai que s'affirmer en santé concerne notre avenir.

Témoins depuis trop longtemps de ce système par notre implication quotidienne, ne sommes-nous pas bien placées et placés pour en identifier les faiblesses? Il ne faut pas attendre le changement d'où il ne peut pas venir. Nous sommes un groupe organisé de travailleuses et travailleurs dont les interventions peuvent de jour en jour susciter un changement. En plus, nous ne sommes pas seules et seuls!

Nous ne nous laisserons pas décourager par le peu de crédibilité qu'on accorde socialement aux organisations composées majoritairement de femmes et aux propositions présentées par ces groupes. Il nous faut investir le champ en santé de notre expertise, de nos critiques et de nos alternatives. C'est l'une de nos responsabilités sociales à laquelle nous ne pouvons plus nous soustraire! Devenons des agentes de changement. Les actions à entreprendre pour la réappropriation de notre champ d'exercice et un plus grand contrôle sur l'organisation du travail ont des dimensions sociales importantes. À titre d'intervenantes en santé, les infirmières doivent se faire entendre en défendant leur vision d'une médecine différente, plus humaine et dégagée d'intérêts strictement lucratifs et d'une pratique nursing autonome, enfin, délivrée de la sujétion au pouvoir médical.

Au cœur de la production médicale, les infirmières ont été jusqu'ici, des témoins individuels et isolés de trop d'abus et de mépris, d'erreurs et d'incompétence, encouragés par la rémunération à l'acte.

Elles ont maintenant une responsabilité sociale de dénoncer cette exploitation de la santé des femmes et de développer, à partir de leurs connaissances et de leur expérience, une nouvelle pratique médicale qui respecte les femmes et favorise leur autonomie.

Voici quelques actions proposées par le Comité de condition féminine qui invitent les infirmières à s'impliquer concrètement.

Santé des femmes

Que les infirmières mettent sur pied, dans leur centre, un comité de vigilance qui verrait à ramasser des faits et des expériences quotidiennes, en vue de:

- monter des dossiers sur les abus de certaines pratiques dont la surconsommation de médicaments, d'examens, d'interventions...
- lutter pour étendre notre champ de pratique et prendre en main, avec les femmes, tout le domaine de la contraception, des grossesses, des accouchements, de la ménopause...
- développer des liens plus étroits avec les groupes de femmes qui travaillent sur la santé.

Violence

Que les infirmières mettent sur pied, dans les urgences ou à l'unité d'accueil pour femmes violentées,

A) Dans le cas de femmes battues, il verrait à

- assurer une présence pendant les traitements,
- les mettre en contact, immédiatement, avec les militantes des maisons d'accueil pour femmes battues.

B) Dans le cas de femmes violées, il verrait à

- faire venir, immédiatement, une infirmière qui procéderait elle-même à l'examen gynécologique,
- prévenir les militantes du groupe Viol-Secours, de la région, pour qu'elles puissent intervenir.

Un autre bastion du pouvoir médical sur lequel la Fédération des SPIRQ s'est aussi penchée, il s'agit du « secret » du « non-accès », à son dossier médical. Refuser au bénéficiaire l'accès à son dossier médical en prétextant un bris de la relation thérapeutique, une source accrue d'anxiété, et même un effet négatif sur la santé est de l'ordre de l'obscurantisme. Les prétextes invoqués ne font pas le poids face au désir normal et légitime de connaître ce que l'on fait de lui pendant son séjour à l'hôpital. Pour la FSPIRQ, l'infirmière doit avoir le droit (même le devoir) d'informer adéquatement toute personne du contenu et de l'état de son dossier.

En plus de connaître son dossier, toute personne qui a des problèmes de santé et qui consulte, a le droit de savoir qu'elle a des droits.

1- Le droit à l'information médicale

Toute personne a droit à l'information médicale la plus complète sur sa condition. Si elle doit passer des examens, elle doit connaître les dangers que ceux-ci peuvent présenter, en quoi ils consistent et les résultats qu'on en attend. Et, naturellement, ceux-ci doivent lui être communiqués.

2- Le droit de refuser son consentement

Lorsqu'on ne possède pas assez d'information sur les examens ou les interventions médicales proposés, on peut toujours refuser son consentement ou prendre le temps de réfléchir, d'aller chercher plus d'informations ou de demander des explications. On peut également modifier les formules fournies par les établissements de santé avant de les signer si on n'est pas d'accord avec ce qu'elles contiennent ou refuser de les signer. En outre, un consentement n'est valide que s'il est accordé en pleine connaissance de cause et tout à fait librement.

3- Le droit à la discrétion et à l'intimité

Les informations contenues dans les dossiers médicaux appartiennent aux malades qui ont le droit d'en connaître la teneur. En outre, on ne peut transmettre un dossier médical à quiconque sans la permission écrite de la personne concernée. Quant à la question de l'accès à son propre dossier, l'Association québécoise de promotion de la santé (5285, rue Aurèle, St-Hubert, QC J3Y 2E8) encourage de tous ses vœux.

4- Le droit de refuser de servir à l'enseignement

Si on ne veut pas que son cas serve à l'enseignement, à la recherche ou même à l'expérimentation, on peut toujours refuser.

5- Le droit d'être traité dans les urgences ou au moins d'y être examiné par un médecin

Il ne faut pas oublier qu'un hôpital ne peut renvoyer une personne sans qu'un médecin ait procédé à un examen.

6- Le droit de quitter l'hôpital

Sauf la [illegible] cures fermées, on a le droit de quitter l'hôpital ou le bureau du médecin quand on n'est pas satisfait. Cependant, dans ce cas, il ne faut pas se surprendre que ceux-ci exigent la signature d'une formule de refus de traitement les déchargeant de toute responsabilité.

7- Le droit de changer de médecin

On peut choisir son médecin, en consulter plusieurs et, à la limite, changer de médecin; on n'est pas lié à un médecin pour l'avenir. Personne ne peut être empêché de procéder à un tel changement.

8- Le droit de poursuivre

Si on constate qu'il y a eu négligence professionnelle dans son cas, on a le droit de poursuivre devant les tribunaux, le médecin, l'infirmière et/ou l'hôpital impliqué, pour compensation financière. Il ne faut pas avoir peur de poursuivre, car bien des patientes et patients ont eu raison devant la Cour. À ce sujet, rappelons-nous les causes suivantes: Shimon versus Fraser (Cour supérieure, Montréal, 12 décembre 1980) et Schierz versus Dodds (Cour supérieure, Montréal, 19 mai 1981). Dans le premier dossier, le médecin a été condamné à payer 6 500,00$ pour avoir pratiqué une ligature des trompes alors que la femme était enceinte, ce qui avait nécessité un avortement thérapeutique. Dans le deuxième cas, qui est actuellement en appel, le médecin a été obligé de payer 218,963,00$ à une patiente devenue à demi paralysée après avoir utilisé les contraceptifs oraux qu'il lui avait prescrits alors qu'elle présentait des symptômes de phlébite. Comme nous pouvons le constater, aucun médecin n'est à l'abri d'une poursuite. Connaître ses droits en matière de santé, c'est déjà aller beaucoup mieux!

De la parole aux actes: commencer par soi-même

Les faits sont là. D'une part, les femmes ont des malaises, parfois même de graves maladies, et un appareil génital qui porte les enfants à naître. D'autre part, les médecins, et plus encore les spécialistes, ont passé plusieurs années à étudier minutieusement le fonctionnement du corps. Inutile me semble-t-il de rêver à une situation totalement différente ou de se construire une utopie à l'aide de « si » cela revient immanquablement à une proposition du type: si les autres faisaient quelque chose, alors tout irait mieux.

Laisser aux autres - aux médecins par exemple - l'initiative de commencer les changements souhaités, n'est-ce pas une forme de démission? Suggérer aux autres ce qu'il serait bon de faire sans l'appliquer d'abord à soi-même, n'est

pas une forme de paternalisme ou de maternalisme, voire d'hypocrisie face à soi? Faites ce que je dis mais non ce que je fais.

Il faut commencer par soi-même. Que suis-je capable de faire pour modifier ma relation avec les médecins, pour diminuer ma dépendance médicale, pour évaluer sainement les pseudo-risques qui m'environnent et pour renforcer le contrôle justifié de mon propre corps? Que puis-je faire personnellement et concrètement?

Loin d'être égocentrique, cette attitude doit être vue comme une ouverture aux autres: on peut difficilement demander aux autres ce qu'on n'est pas capable d'accomplir soi-même! Quand honnêtement, sans se réfugier dans l'« escuzite » (autre maladie), on s'aperçoit combien il est difficile de refuser un examen de routine, des analyses « au cas où » ou une échographie que l'on sait superflue, alors on devient attentive aux moyens concrets et quotidiens grâce auxquels on peut progressivement développer une saine autonomie en matière de santé.

Les solutions sont à imaginer...

On peut par exemple, résister à la pression morale d'un risque hypothétique, refuser une radiographie de routine, ne pas accepter de prendre des antibiotiques seulement par mesure de sécurité, ne passer que 3 ou 4 visites prénatales. À ce propos - les périodes prénatale et postnatale -, il y aurait matière à tout un chapitre: reconnaître combien, dans nos sociétés, les enfants (nos bouées de sauvetage existentielles) sont aux mains de médecins un outil tabou de pouvoir, de prestige et de domination sur les esprits, les cœurs, et... les portemonnaie! Bref, chaque occasion d'acquérir de l'autonomie en matière de santé doit être saisie par chacune d'entre nous souhaitant se sentir moins cernée par les peurs et mythes « poignés » par les traditions.

Il faut cependant dire haut que les joies de l'autonomie responsable compensent allègrement pour l'acidité des commentaires ou des désagréments qu'une attitude soumise peut provoquer.

Il me semble donc qu'en commençant ou en continuant de poser personnellement et quotidiennement des gestes d'autonomie en matière de santé, des centaines voire même des milliers de femmes peuvent tisser ou renforcer au Québec un vaste réseau réfractaire aux inerties médicales en place.

De bons médecins, il y en a heureusement, femmes et hommes d'ailleurs, pouvant servir d'exemples dans une collaboration égalitaire animée par un respect mutuel. Il n'en demeure pas moins que pour affirmer son indépendance, la valeur d'un acte personnel ou commun, mais d'un acte insoumis, reste souvent le plus puissant des exemples et les exemples se propagent. Car comme je l'ai dit la peur est contagieuse mais la confiance l'est aussi.

Si les femmes continuent de questionner leurs vieilles dépendances par rapport aux médecins et qu'elles deviennent plus autonomes dans leur santé, si les infirmières, à leur tour, refusent de taire le mépris dont elles sont des témoins quotidiens; cela ébranlera le pouvoir médical, cet empire qui tire le gros de ses profits en exploitant la santé des femmes, et alors les alternatives seront possibles: prévention, médecines douces, auto-santé...

Voici illustrées, quelques manifestations de ce mépris et du droit que les médecins s'arrogent de décider de notre santé. Nous vous invitons à dénoncer vous-mêmes les situations semblables auxquelles vous continuez d'assister tous les jours: devant de tels abus, avons-nous encore le choix?

« Voyons, ma petite dame. Pensez-vous pas de questions et faites-moi confiance. Prenez ces pilules-là, ça va vous calmer ».

« Va falloir la déclencher. Je pars en vacances vendredi. »

« Faut vous enlever l'utérus. De toute façon, à votre âge, vous n'aurez plus d'enfants ».

« C'est pas une Miss Beauté qu'on nous a envoyée à matin. Hein, garde! Grosse comme ça, à doit plus servir à grand chose ».

« Violée! Vraiment violée! Y a des cas plus urgents. J'ai d'autres patients à voir avant ».

« Qu'est-ce que vous pensez des méthodes douces, Docteur? Ça, c'est des histoires de féministes. Croyez-moi, prenez vos pilules, vous aurez pas de troubles ».

Pour terminer, une petite fiction

Je vous propose un renversement d'optique, téméraire mais fructueux: inverser la dépendance médicale; faire des médecins nos dépendants et faire des femmes les contrôleuses; souligner notre richesse et notre force au lieu de méditer sur la pauvreté de notre pouvoir et nos supposées faiblesses.

Car ne nous y trompons pas, les autres nous perçoivent de la façon dont nous nous définissons nous-mêmes. Une manière de lutter contre les images débilitantes de la femme que nous propose notre contexte culturel peut être de proposer une image (et une réalité) de femmes fortes, en santé, économiquement et affectivement autonomes. Car il existe de telles femmes!

Les médecins dépendent de nous dans la proportion où nous dépendons d'eux. Dans cette perspective, on voit à quel point leur richesse économique tient aux visites que nous leur consentons. On comprend aussi qu'ils ne peuvent jouer avec leur quincaillerie technique qu'en autant que nous acceptons de leur prêter notre corps pour jouer. Leur haut-savoir scientifique n'a de valeur que dans la mesure où nous les prenons au sérieux et que nous voulons bien les laisser raconter leurs explications.

En fait, leur prétendu pouvoir n'est qu'un reflet du nôtre, consommatrices de soins médicaux: que demain et pour plusieurs semaines, hormis les cas d'extrême urgence, les femmes du Québec fassent la grève des soins, n'allient plus consulter pour une migraine, un conflit conjugal ou une 8e visite prénatale, qu'en adviendrait-il du pouvoir médical?

C'est nous, femmes du Québec, qui avons entre les mains (entre les cuisses si ce n'était la connotation vulgaire) et dans la tête le pouvoir de faire vivre le gynécologue, les psychiatres et autres médecins du Québec. C'est la peur du contrôle éventuel des femmes sur leur propre corps qui incite les plus craintifs d'entre eux à la violence verbale ou symbolique (coupe, découpe, coupe, recoupe, recoupe).

Et si la peur des femmes est souvent mise à nu, il me semble qu'il est temps de désoler celle de certains médecins, spécialistes ou non, qui flairent le retournement de situation possible. Si les femmes n'allaient plus se faire soigner, qu'adviendrait-il du revenu des médecins? De leur « aura » de savant? De

leur prestige social? Effacé, disparu, tout cela parce que les patientes du Québec se seraient impatientées et que du même coup, leur engouement médical se serait éteint! Il y a de quoi trembler et sortir les griffes contre ceux et celles qui pourraient contribuer à éteindre voire seulement atténuer l'espace du culte voué par les femmes aux spécialistes.

Pourtant, ce n'est pas dans cette voie dualiste que nous devons nous engager, ce n'est pas non plus dans le conflit ouvert que nous présentons des solutions efficaces aux problèmes actuels de santé des femmes.

S-4 NOS FOYERS SONT LOURDS À PORTER

Rita Therrien,
Bureau d'études et de développement, Faculté de l'éducation permanente, Université de Montréal

ÊTRE FEMME AU FOYER, C'EST PRENDRE DES RISQUES POUR SA SANTÉ

1- OBJET DE L'EXPOSÉ

Peu de gens savent jusqu'à quel point la vie au foyer représente un risque pour la santé des femmes. Généralement, on pense que si tout n'est pas rose pour les travailleuses au foyer, leur situation leur évite le stress ou les risques d'accident ou de maladies professionnelles qui sont le lot des travailleuses et travailleurs rémunérés.

Quelques chercheuses féministes ont soulevé un coin du voile et ont commencé à montrer que peut-être certaines femmes entre les murs de leur foyer s'ennuient, sont déprimées ou prennent un peu trop d'alcool ou de médicaments.

Mais cela n'est qu'une partie du tableau. Je voudrais soulever d'autres coins du voile et montrer jusqu'à quel point le travail au foyer s'accompagne de problèmes de santé physique et mentale. Plus je travaille moi-même la question, plus je suis étonnée des choses que je trouve et plus j'essaie de comprendre.

Comment se fait-il que les problèmes de santé d'un groupe important de la société soient si mal connus et mal étudiés?

J'essaie aussi de comprendre le sens de ces données statistiques qu'il faut recueillir morceau par morceau et dégager d'interprétations souvent hâtives ou même sexistes.

La société patriarcale influence tellement notre perception des femmes au foyer qu'on ne se décide pas à reconnaître une chose pourtant évidente: elles accomplissent un travail, beaucoup de travail même, et ce travail représente un risque pour leur santé.

La société patriarcale agit également en isolant les femmes au foyer de façon telle qu'elles ne peuvent que rarement se rencontrer pour parler ensemble de leurs problèmes communs de travailleuses. L'idéologie patriarcale est tellement forte qu'elles-mêmes souvent perçoivent comme une atteinte au dévouement envers leur famille toute revendication d'un statut de travailleuse ou, encore pire, toute demande de reconnaissance tangible de leurs efforts.

L'idéologie patriarcale est tellement puissante que personne, à part les intervenantes féministes, ne songe à étudier les problèmes de santé de ces femmes comme des problèmes reliés à leur travail. Généralement, quand ces femmes se présentent devant les médecins, on ne sait pas aller au-delà du diagnostic de malaises psychologiques et de la prescription de tranquillisants. Ils ne se demandent pas ce qui dans leur environnement peut les rendre malades, qu'est-ce qu'il faudrait y changer et comment: elles sont à leurs yeux tout simplement maladaptées.

Je vous exposerai d'abord certaines données sur l'état de santé des femmes au foyer. Nous verrons ensuite les explications proposées en nous attardant sur ce qui dans leur environnement les rend malades. Nous verrons dans un troisième temps ce qu'il faudrait changer et comment, en avant recours aux expériences des mouvements féministes.

2- JUSQU'À QUEL POINT LES FEMMES AU FOYER SONT-ELLES MALADES?

Nous exposerons les données concernant la mortalité et la morbidité des femmes au foyer en procédant par comparaison avec les hommes et les femmes en emploi. Cette comparaison est nécessaire car elle fait apparaître la spécificité des problèmes des femmes au foyer.

2.1 Les données sur la mortalité

Tout le monde sait que l'espérance de vie des femmes est plus élevée que celle des hommes. Cette tendance s'est accentuée tout au long du XXe siècle parce que l'espérance de vie des femmes s'est accrue à un rythme plus rapide que celle des hommes. Ainsi, au Québec [1], en 1930-32, l'espérance de vie des hommes était de 56,39 années, celle des femmes était de 57,8 années. En 1979-1980, les chiffres s'élevaient respectivement à 70,33 années pour les hommes et à 78,23 années pour les femmes. L'écart entre les deux groupes est passé de 1,61 à 7,9 années.

Une étude américaine [2] portant sur l'évolution des causes de mortalité selon les sexes de 1968 à 1972 conclut que les hommes ont vu leur mortalité relative par rapport à celle des femmes s'accroître pendant cette période à propos de neuf causes dont certaines représentent des causes majeures de décès dans les sociétés industrielles avancées: maladies cardiaques, tumeurs malignes, maladies cérébro-vasculaires, influenza, pneumonie, mortalité périnatale, artériosclérose, cirrhose du foie, homicides, néphrites et néphroses. À l'exposé de ces causes, il est aisé de voir que c'est le style de vie qui est le plus souvent en cause: exposition dans le milieu de travail à des risques, consommation d'alcool et de tabac, usage d'armes à feu, etc.

Une question que ces données soulèvent est: si le style de vie des femmes se rapproche de celui des hommes, les taux et les causes de mortalité vont-ils se rapprocher?

Nous disposons de deux autres types de données pour esquisser un début de réponse à ces questions: (1) les données sur la mortalité des femmes au foyer en comparaison avec la mortalité des femmes en emploi; (2) les données sur la mortalité différentielle selon le sexe en considérant le fait d'être marié ou non.

Généralement, les statistiques publiées sur la mortalité ne présentent pas les différences entre femmes au foyer et femmes en emploi. Or, une démographe française, Marie-Hélène Bousser-Colle [3], a effectué ce calcul et démontré que les taux de mortalité des femmes au foyer françaises pour tous les groupes d'âge à partir de 20 ans jusqu'à 65 ans sont plus élevés que les taux de mortalité des femmes en emploi. De toute évidence, il y a quelque chose de particulier dans la population des femmes au foyer ou dans sa situation de travail qui occasionne ou reflète des problèmes de santé particulièrement sévères, suffisamment sévères pour remettre en question la présentation habituelle des don-

nées sur la mortalité selon le sexe. Pour en savoir plus long, il faudrait donc que les données officielles de mortalité selon le sexe opèrent la distinction selon le statut d'emploi (personnes au foyer, personnes sur le marché du travail, retraitées, chômeurs). De plus, il faudrait connaître les causes spécifiques de mortalité dans chaque cas.

Une autre source de données importantes à considérer est constituée par les différences de mortalité selon la situation matrimoniale. Le lien entre mortalité et situation matrimoniale est bien établi: les personnes mariées, quel que soit leur sexe, ont des taux de mortalité moins élevés que les personnes célibataires, veuves, séparées ou divorcées. On reconnaît généralement que le mariage a un effet protecteur sur la santé. Or, un chercheur américain, Walter R. Gove[5], a démontré que la différence selon la situation matrimoniale est beaucoup plus marquée chez les hommes que chez les femmes. D'où deux constatations intéressantes: le mariage protège plus la santé des hommes que celles des femmes; une partie de la mortalité plus grande des hommes se retrouverait chez ceux qui ne sont pas mariés.

Bref, les données sur la mortalité comparée des hommes, des femmes en emploi et des femmes au foyer désignent les femmes au foyer comme un groupe à risque élevé. Mais elles soulignent également la nécessité de tenir compte non seulement du statut d'emploi mais aussi de la situation matrimoniale et des conditions concrètes de travail. Elles soulignent donc la nécessité de se garder des analyses trop hâtives et de tenir compte d'une multiplicité de facteurs.

2.2 Les données sur la morbidité

Les données sur la morbidité sont beaucoup plus précises à propos des femmes au foyer que celles portant sur la mortalité. La raison en est bien simple: pour étudier la morbidité on peut faire des enquêtes auprès des populations et recueillir un très grand nombre de renseignements, alors que l'étude de la mortalité se fait à partir des déclarations de décès qui ne peuvent comporter qu'un nombre limité de renseignements.

En général, les études démontrent que les femmes sont plus souvent malades que les hommes[6]. Elles déclarent plus de symptômes aigus et chroniques dans les enquêtes de santé, elles sont plus souvent restreintes dans leur activité principale pour cause de maladie aiguë et elles passent plus de journées au lit pour la même raison. De plus, elles consultent plus souvent les professionnels de la santé et utilisent plus souvent des médicaments.

Fait important à souligner, les problèmes de santé mentale sont plus marqués chez les femmes que chez les hommes. Par exemple l'Enquête Santé-Canada[7] menée en 1978-1979 a démontré les faits suivants:

- les femmes sont plus nombreuses à se sentir malheureuses que les hommes;
- elles sont plus nombreuses à déclarer des troubles mentaux;
- elles sont plus nombreuses à consommer des tranquillisants ou des somnifères.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les hommes consomment plus d'alcool, qu'ils sont plus nombreux à se suicider et à éprouver des problèmes caractériels.

Si les femmes consultent plus pour des problèmes psychiatriques, on ne peut en conclure que leurs maladies mentales sont plus graves que celles

des hommes, elles ne sont pas plus souvent hospitalisées pour cette raison. En fait, les diagnostics posés par les médecins varient selon le sexe. « *Les femmes sont davantage touchées par les troubles névrotiques et les psychoses affectives, alors que chez les hommes, la schizophrénie, les psychoses alcooliques et le syndrome de dépendance à l'alcool dominent* ». [7]

Lorsque nous comparons l'état de santé physique et mentale des femmes au foyer à celui des femmes en emploi, on constate que les premières sont plus malades que les secondes. Contrairement, aux études sur la mortalité, les données sont abondantes, claires et sont toutes dans le même sens.

Comme nous disposons de données canadiennes, rappelons les résultats de l'Enquête Santé-Canada à ce sujet. [8]

Les femmes au foyer ont plus fréquemment des problèmes de santé et perdent un plus grand nombre de journées de travail pour des raisons de santé lorsque nous les comparons aux femmes en emploi ou à l'ensemble de la population active. Au moment de l'étude, 72,2 % des personnes au foyer (presque toutes des femmes et excluant les étudiants et chômeurs) éprouvaient au moins un problème de santé, comparativement à 55,1 % des personnes en emploi. Les personnes au foyer présentaient un peu plus souvent que les travailleurs rémunérés les maux suivants:

- troubles mentaux: 5,2 % des problèmes exprimés par les femmes au foyer contre 2,9 % des problèmes exprimés par les travailleurs;
- troubles de la thyroïde: 2,0 % contre 1,0 %;
- anémie: 2,9 % contre 1,1 %;
- troubles de la vision: 5,3 % contre 4,3 %;
- hypertension: 8,5 % contre 5,5 %;
- affections cardiaques: 3,3 % contre 2,3 %;
- arthrite et rhumatisme: 13,4 % contre 8,3 %.

Lorsqu'on établit un devis des journées d'incapacité de travail pour raisons de santé, on s'aperçoit, toujours selon les données de l'enquête Santé-Canada, du phénomène suivant: les femmes au foyer perdraient en moyenne 12,8 % jours de travail en raison d'incapacité, à comparer à 5,8 % jours annuels pour les femmes en emploi et 3,5 jours annuels pour les hommes en emploi.

Les études sur la santé mentale des femmes au foyer sont très nombreuses et vont toutes dans le même sens. Une excellente revue de la littérature sur le sujet en brosse un tableau convaincant.

« *Généralement, les résultats démontrent que les femmes mariées en emploi se portent mieux émotionnellement que les femmes au foyer selon de nombreux indicateurs de l'état affectif. Les femmes mariées en emploi témoignent d'une plus grande satisfaction à l'égard de leur vie (...), démontrent une plus grande acceptation de soi (...) et présentent moins de symptômes psychiatriques (...) lorsque nous les comparons aux femmes au foyer. Radloff (...) a prouvé que les femmes au foyer étaient de façon significative plus déprimées que les femmes en emploi, en contrôlant ses résultats par le bonheur éprouvé au travail et dans le mariage. Cependant en ce qui a trait aux symptômes de stress, les femmes en emploi éprouvaient quotidiennement plus de stress que les femmes au foyer* [9]. »

Il est intéressant d'ajouter les résultats d'une enquête américaine comparable à l'Enquête Santé-Canada. Elle révèle que les femmes en emploi se rap-

des hommes, elles ne sont pas plus souvent hospitalisées pour cette raison. En fait, les diagnostics posés par les médecins varient selon le sexe: « *Les femmes sont davantage touchées par les troubles névrotiques et les psychoses affectives, alors que chez les hommes, la schizophrénie, les psychoses alcooliques et le syndrome de dépendance à l'alcool dominent* ». [7]

Lorsque nous comparons l'état de santé physique et mentale des femmes au foyer à celui des femmes en emploi, on constate que les premières sont plus malades que les secondes. Contrairement aux études sur la mortalité, les données sont abondantes, claires et sont toutes dans le même sens.

Comme nous disposons de données canadiennes, rappelons les résultats de l'Enquête Santé Canada à ce sujet. [8]

Les femmes au foyer ont plus fréquemment des problèmes de santé et perdent un plus grand nombre de journées de travail pour des raisons de santé lorsque nous les comparons aux femmes en emploi ou à l'ensemble de la population active. Au moment de l'étude, 72,2 % des personnes au foyer (presque toutes des femmes et excluant les étudiants et chômeurs) éprouvaient au moins un problème de santé, comparativement à 55,1 % des personnes en emploi. Les personnes au foyer présentaient un peu plus souvent que les travailleurs rémunérés les maux suivants:

- troubles mentaux: 5,2 % des problèmes exprimés par les femmes au foyer contre 2,9 % des problèmes exprimés par les travailleurs;
- troubles de la thyroïde: 2,0 % contre 1,0 %;
- anémie: 2,9 % contre 1,1 %;
- troubles de la vision: 5,1 % contre 4,3 %;
- hypertension: 8,5 % contre 5,5 %;
- affections cardiaques: 3,3 % contre 2,3 %;
- arthrite et rhumatisme: 13,4 % contre 8,3 %.

Lorsqu'on établit un devis des journées d'incapacité de travail pour raisons de santé, on s'aperçoit, toujours selon les données de l'enquête Santé-Canada, du phénomène suivant: les femmes au foyer perdraient en moyenne 12,8 % jours de travail en raison d'incapacité, à comparer à 5,8 % jours annuels pour les femmes en emploi et 3,5 jours annuels pour les hommes en emploi.

Les études sur la santé mentale des femmes au foyer sont très nombreuses et sont toutes dans le même sens. Une excellente revue de la littérature sur le sujet en brosse un tableau convaincant:

« *Généralement, les résultats démontrent que les femmes mariées en emploi se portent mieux émotionnellement que les femmes au foyer selon de nombreux indicateurs de l'état affectif. Les femmes mariées en emploi témoignent d'une plus grande satisfaction à l'égard de leur vie (...), démontrent une plus grande acceptation de soi (...) et présentent moins de symptômes psychiatriques (...) lorsque nous les comparons aux femmes au foyer. Radloff (...) a prouvé que les femmes au foyer étaient de façon significative plus déprimées que les femmes en emploi, en contrôlant ses résultats par le bonheur éprouvé au travail et dans le mariage. Cependant en ce qui a trait aux symptômes de stress, les femmes en emploi éprouvaient quotidiennement plus de stress que les femmes au foyer* [9]. »

Il est intéressant d'ajouter les résultats d'une enquête américaine comparable à l'Enquête Santé-Canada. Elle révèle que les femmes en emploi se rap-

recherent plus des hommes en emploi que des femmes au foyer pour la catégorie d'âge des 45-64 ans, comme en fait foi le tableau suivant.

ACTIVITÉ PRINCIPALE ET SEXE [1]

	Hommes en emploi	Femmes en emploi	Femmes au foyer
% en excellente santé	18,1	18,7	27,6
Moyenne de jours d'activité restreinte dans les deux dernières semaines	0,54	0,53	1,01
Moyenne de visites au médecin l'année dernière	2,87	3,88	5,34

Par contre, en ce qui a trait aux indicateurs de santé mentale, nous ne disposons pas de renseignements suffisants pour comparer les femmes en emploi aux hommes en emploi; les recherches consultées comparent généralement les femmes aux hommes ou les femmes au foyer aux femmes en emploi.

Bref, en général les hommes se portent mieux que les femmes tant sur le plan physique que mental et les femmes au foyer se portent moins bien que les femmes en emploi. Soulignons que plusieurs recherches tiennent compte de la situation matrimoniale et de la charge familiale. Rappelons les résultats de l'une d'entre elles:

« *Un sondage mené auprès d'adultes de Detroit montre que l'emploi, le mariage et le fait d'être parent sont associés à une bonne santé physique tant pour les hommes que pour les femmes.* »[2]

Ainsi, contrairement à ce qu'on pourrait penser, l'accumulation des rôles et des responsabilités ne se traduit pas par une moins bonne santé.

Mais, nous y reviendrons plus loin, ces recherches n'opèrent pas de distinction selon le type d'emploi ou le cycle de la vie familiale.

Ces recherches permettent de poser une question importante: « *Pourquoi les femmes au foyer sont-elles en moins bonne santé que les autres femmes et les hommes?* »

Permettent-elles d'y répondre? En général elles se contentent de poser le diagnostic et de soulever des hypothèses d'explication. Mais les données fournies ne permettent pas de vérifier les hypothèses émises.

3- LES EXPLICATIONS FOURNIES

L'*explication* des explications fournies aux différences d'état de santé entre femmes en emploi et femmes au foyer. D'autres types d'explications s'adressent à la différence entre hommes et femmes pris globalement; par exemple l'interrelation de facteurs génétiques et environnementaux ou une orientation différente des femmes à la maladie. Dans ce dernier cas, il vaut la peine de signaler le genre d'explications auxquelles on s'est intéressé. Les femmes

seraient plus attentives à leur corps, elles percevraient plus facilement leurs symptômes. Elles en parleraient plus facilement parce que la définition sociale de leur rôle sexuel leur permettant d'exprimer plus de faiblesse et de s'occuper plus de leur corps. Elles consulteraient plus facilement parce que la définition de leur rôle sexuel leur permet la dépendance. Elles pourraient s'aliter plus facilement parce qu'elles ont moins souvent les obligations fixes d'une occupation à l'intérieur de la maison.[1]

Ces toutes ces belles explications quelque peu sexistes tombent si nous tenons compte de la distinction entre femmes au foyer et femmes en emploi; il semble qu'il ne s'agit pas d'une distinction entre les sexes mais bel et bien d'une distinction entre les rôles sociaux occupés par chaque groupe. Nous envisagerons quatre types d'explications en nous attardant sur le second qui nous paraît plus important.

1. La division du travail entre les sexes.

2. L'effet de l'emploi sur la santé.

3. L'effet de la santé sur l'emploi.

4. L'influence sous-jacente du niveau socio-économique.

Elles ne s'excluent pas l'une de l'autre mais se complètent.

1- La division du travail entre les sexes

Les données exposées précédemment démontrent que les différences de morbidité entre les sexes sont médiatisées par la situation matrimoniale et le statut d'emploi. On parle d'une multiplicité de rôles sociaux (rôle au travail, rôle de conjoint, rôle parental) et de l'effet différentiel de chacun de ces rôles chez les hommes et les femmes en insistant sur le fait que la division du travail entre les sexes crée des obligations plus lourdes aux femmes.

Qu'elles soient ou non en emploi, les femmes ont à accomplir la plus grande partie des tâches familiales. Les femmes en emploi ont à assumer une double journée de travail et en plus elles occupent des emplois moins avantageux que ceux des hommes. Les femmes au foyer n'ont par contre qu'une seule source de satisfaction, leur famille et sont isolées socialement. Bref, les rôles assignés aux femmes dans nos sociétés sont en eux-mêmes frustrants et moins gratifiants que ceux assignés aux hommes et les femmes au foyer seraient les moins bien loties.[2]

2- L'effet de l'emploi sur la santé

L'état de santé d'une personne dépend en grande partie de sa position dans la société. Cette position détermine ses conditions de vie, c'est-à-dire ses ressources matérielles et culturelles, ses conditions de travail et de logement, etc. Or le sexe et l'occupation sont des éléments primordiaux d'assignation à ces positions.

Pour comprendre les effets de l'emploi et du non-emploi sur la santé, il faut se pencher sur les liens reconnus entre travail et santé. Chaque occupation comporte des avantages et des inconvénients.[3]

seraient plus attentives à leur corps, elles percevraient plus facilement leurs symptômes. Elles en parleraient plus facilement parce que la définition sociale de leur rôle sexuel leur permettant d'exprimer plus de faiblesse et de s'occuper plus de leur corps. Elles consulteraient plus facilement parce que la définition de leur rôle sexuel leur permet la dépendance. Elles pourraient s'aliter plus facilement parce qu'elles ont moins souvent les obligations fixes d'une occupation à l'extérieur de la maison.[12]

Ces toutes ces belles explications quelque peu sexistes tombent si nous tenons compte de la distinction entre femmes au foyer et femmes en emploi; il semble qu'il ne s'agit pas d'une distinction entre les sexes mais bel et bien d'une distinction entre les rôles sociaux occupés par chaque groupe. Nous envisagerons quatre types d'explications en nous attardant sur le second qui nous paraît plus important.

1. La division du travail entre les sexes.

2. L'effet de l'emploi sur la santé.

3. L'effet de la santé sur l'emploi.

4. L'influence sous-jacente du niveau socio-économique.

Elles ne s'excluent pas l'une de l'autre mais se complètent.

1- La division du travail entre les sexes

Les données évoquées précédemment démontrent que les différences de morbidité entre les sexes sont médiatisées par la situation matrimoniale et le statut d'emploi. On parle d'une multiplicité de rôles sociaux (rôle au travail, rôle de conjoint, rôle parental) et de l'effet différentiel de chacun de ces rôles chez les hommes et les femmes en insistant sur le fait que la division du travail entre les sexes crée des obligations plus lourdes aux femmes.

Qu'elles soient ou non en emploi, les femmes ont à accomplir la plus grande partie des tâches familiales. Les femmes en emploi ont à assumer une double journée de travail et en plus elles occupent des emplois moins avantageux que ceux des hommes. Les femmes au foyer n'ont par contre qu'une seule source de satisfaction, leur famille et sont isolées socialement. Bref, les rôles assignés aux femmes dans nos sociétés sont en eux-mêmes frustrants et moins stratifiants que ceux assignés aux hommes et les femmes au foyer seraient les moins bien loties.[13]

2- L'effet de l'emploi sur la santé

L'état de santé d'une personne dépend en grande partie de sa position dans la société. Cette position détermine ses conditions de vie, c'est-à-dire ses ressources matérielles et culturelles, ses conditions de travail et de logement, etc. Or le sexe et l'occupation sont des éléments primordiaux d'assignation à ces positions.

Pour comprendre les effets de l'emploi et du non-emploi sur la santé, il faut se pencher sur les liens reconnus entre travail et santé. Chaque occupation comporte des avantages et des inconvénients.[14]

Inconvénients:

Risques de maladies professionnelles, risques d'accidents, sources de stress, sources d'insatisfaction, perte plus ou moins grande de contrôle sur le produit et le processus de son travail, perte de liberté de mouvements et d'horaire.

Avantages:

Un salaire pour combler ses besoins matériels, une intégration sociale, une identité sociale, la possibilité plus ou moins grande de remplir des besoins d'épanouissement, la possibilité plus ou moins grande d'avoir du prestige.

L'état de santé est le résultat d'une interrelation entre ces facteurs et les inégalités en santé proviennent en grande partie de cette interrelation. Plus le poste occupé se rapproche du bas de la hiérarchie sociale, plus la personne est pauvre, moins elle dispose de ressources adéquates pour se nourrir et se loger, plus son travail risque de comporter des possibilités d'accidents ou de maladies professionnelles, moins elle a de sources de satisfaction qui peuvent compenser son stress, moins elle tire de récompenses de son travail (salaire, prestige, possibilité de croissance personnelle). En général, on constate aussi un vieillissement prématuré dû à l'usure au travail.

Le fait de ne pas avoir d'emploi se traduit donc par des avantages et des inconvénients relatifs à la santé. Dans le cas de la femme au foyer, il faut cependant considérer, à la différence du chômeur par exemple, qu'elle effectue un travail qui a des caractéristiques spécifiques. Voyons quels en sont les avantages et inconvénients.

Inconvénients:

Risques de maladies professionnelles et d'accidents.
Une étude américaine[1] en dénombre trois sources:

1- Les produits de nettoyage de la maison.

2- L'environnement de travail et son équipement.

3- Les accidents.

Elle souligne que la plupart des foyers utilisent en moyenne 250 produits chimiques pour le nettoyage. Certains d'entre eux constituent des dangers particuliers pour les enfants: dans certains cas, il leur suffit d'ingérer une dose infime pour les mener à l'hôpital. Mais, même les produits les plus courants peuvent s'avérer dangereux pour tout le monde et, en particulier, pour la ménagère qui en est la principale utilisatrice.

De plus, l'environnement de la maison, sa construction et l'équipement de travail présentent de nombreux risques. L'auteure signale en particulier les dangers du chlorure de vinyle utilisé dans la fabrication de nombreux produits de plastique qu'on trouve partout dans la maison: il serait responsable de maux multiples dont le cancer. Elle dénonce également les insecticides utilisés dans la maison et le jardin dont plusieurs ont des effets potentiels très graves. Restent enfin tous les matériaux de construction et d'isolation qui contribuent à la pollution interne. Les ménagères ne sont pas les seules affectées, mais comme elles sont à la maison la plupart du temps, elles y sont exposées plus longtemps.

Quant aux risques d'accidents, l'auteure insiste sur les dangers d'incendie des planchers trop bien cirés et des portes vitrées. Nous pourrions y ajouter les blessures occasionnées par les ustensiles de cuisine ou les chutes, les brûlures en préparant les repas, etc.

Et contrairement à ce qu'on pourrait penser, d'autres études montrent que ce risque peut être plus élevé pour les femmes au foyer que pour les femmes en emploi :

« *Two hundred thousand women in the United States are disabled to some extent as a result of injuries received in accidents on the job.* »

« *However, women have substantially more accidents at home than on the job and the risk of accidents may be as high for housewives as for employed women.* [36] »

Il faudrait bien sûr nuancer l'affirmation selon le type d'emploi occupé.

Sources de stress et d'insatisfaction : [37]

Une autre étude américaine sur la santé des femmes au travail fait remarquer que le travail au foyer comporte plusieurs facteurs de stress qui le rapprochent de la situation vécue dans les emplois les moins satisfaisants. Selon l'auteure, les facteurs suivants concourent à l'insatisfaction à l'égard d'une tâche :

- une tâche qui sous-emploie les habiletés d'une personne, en particulier les tâches répétitives ;
- une tâche qui ne correspond pas aux qualifications ou aux attentes des travailleurs ;
- l'absence de contrôle sur les conditions de travail ou sur les tâches à accomplir ;
- la surcharge de responsabilités, en particulier lorsqu'elles touchent le bien-être ou la surveillance d'êtres humains ;
- l'absence ou l'insuffisance de récompenses monétaires ou psychologiques ;
- la surcharge de travail ou la nécessité de se conformer à des échéances.

Le travail au foyer comporte plusieurs de ces caractéristiques et, à ce titre, est générateur de stress.

Une femme peut être satisfaite d'être au foyer mais ne pas aimer les tâches ménagères. Des femmes au foyer interviewées par une chercheuse anglaise [38] se sont plaintes de la monotonie des tâches ménagères, de leur fragmentation et de la longueur de leur semaine de travail. Elles acceptaient mal l'isolement ou le statut social peu élevé qui accompagne leurs tâches. Plusieurs se sentaient perdues devant l'absence de normes précises leur permettant d'évaluer le travail accompli. Celles qui avaient déjà occupé un emploi conférant un statut social élevé étaient les moins satisfaites.

L'absence de récompenses matérielles

L'absence de rémunération pour leur travail les rend complètement dépendantes de leur conjoint pour les ressources matérielles. Le revenu réel dont elles disposent dépend de l'emploi de leur conjoint et de leur bonne volonté ; elles ne sont évidemment pas à la rue, mais elles ne disposent que de la part du revenu que veut bien leur remettre leur conjoint. Elles ne possèdent souvent rien en propre et sont à la merci d'une séparation, d'un divorce ou d'un

veuvage. Lorsqu'on sait que la majorité des femmes veuves, séparées ou divorcées sont pauvres et que la majorité des femmes chefs de famille monoparentale sont aussi pauvres, on mesure comment la situation financière des femmes au foyer est précaire.

La difficulté d'intégration sociale et d'identité sociale

L'emploi procure une intégration sociale naturelle: une femme qui a un emploi, sort de chez elle, a un rôle bien défini, elle voit des gens. En plus d'occuper une place, l'emploi lui confère une identité sociale; elle est ensuite infirmière, serveuse de restaurant, couturière, etc. Cela implique un ensemble de rôles bien définis qui identifient une personne à ses propres yeux et à ceux des autres.

Il n'en est pas ainsi pour la femme au foyer. Contrairement à ce qu'on pense, elle est le plus souvent seule à la maison. L'enquête menée avec l'AFEAS a montré que seulement 26,2 % avaient auprès d'elles un enfant d'âge préscolaire. Pour mesurer le degré d'isolement de certaines d'entre elles rappelons d'autres données.

Dans le mois précédant notre enquête:

16,4 % n'avaient fréquenté aucun membre de leur famille;

41,6 % n'avaient fréquenté aucune amie personnelle;

51,2 % n'avaient vu aucun ami du couple;

54,2 % n'avaient fréquenté aucun de leurs voisins;

74,0 % n'avaient fréquenté aucun ami du conjoint;

77,4 % n'étaient allées ni au cinéma ni au théâtre;

45,6 % n'étaient pas allées au restaurant.

Contrairement aux rôles occupés en dehors de la maison, le rôle de femme au foyer est diffus, indéfini: elle doit s'occuper de tout et être toujours disponible. De plus, ce rôle est contradictoire en raison des valeurs les plus courantes dans la société actuelle. On pense que la femme doit s'occuper en premier lieu des besoins des siens mais aussi qu'un individu doit tout faire pour trouver son épanouissement personnel. Ce conflit touche aussi les femmes en emploi mais elles disposent d'une autre identité possible dans laquelle elles peuvent se retrouver.

Par conséquent, la femme au foyer a l'impression de ne pas pouvoir s'épanouir personnellement. Si au moins elle avait en retour la récompense du prestige, mais cette route lui est également barrée.

Quels sont les avantages du travail au foyer?

En termes de conditions de travail, il y a deux éléments importants: la possibilité de contrôler son propre travail et la liberté de mouvements et d'horaire. Dans l'enquête menée pour l'AFEAS, 79,4 % des répondantes étaient d'accord pour affirmer qu'« être femme au foyer, ça permet de travailler à son propre rythme ». En termes affectifs, la plus grande récompense semble être la proximité avec les enfants: 91,3 % affirment qu'« être au foyer donne l'occasion d'être plus près de ses enfants ».

Comme on le voit, le travail de la femme au foyer comporte des inconvénients sérieux pour sa santé. Par contre, la possibilité d'exercer leur rôle parenta-

tal de façon plus intense à leurs yeux pourrait constituer un facteur protecteur à l'égard de leur santé. Mais comme les familles ont de moins en moins d'enfants, l'échec de l'un d'eux peut être lourd de conséquences pour ces femmes.

Leur situation paraît précaire parce qu'en réalité leur isolement les rend complètement dépendantes de leur famille. La liberté de mouvements ou d'horaire peut difficilement compenser une si grande dépendance, d'où peut-être les difficultés psychologiques qu'elles ressentent.

Mais cela peut-il expliquer leur plus grande morbidité physique? À ce propos, interviennent un autre type d'explication: l'effet de la santé sur l'emploi.

3- L'EFFET DE LA SANTÉ SUR L'EMPLOI

La santé peut agir comme facteur de sélection par rapport au marché du travail. Les femmes mariées peuvent, plus facilement que les hommes, ne pas aller sur le marché du travail ou s'en retirer pour des raisons de santé, les hommes ne s'en retirant qu'au moment où ils ne sont plus capables de travailler [9]. Dans le sondage réalisé avec l'AFEAS, 15 % des répondantes ont mentionné des raisons de santé parmi les motifs pour demeurer au foyer.

Les femmes qui sont sur le marché du travail seraient en meilleure santé parce qu'elles ont été ainsi sélectionnées, celles qui ont des problèmes de santé se retirant avec les années. N'oublions pas qu'il faut avoir une bonne santé pour assumer une double journée de travail!

Plusieurs auteurs croient que c'est un facteur explicatif important des différences de santé constatées entre femmes au foyer et femmes en emploi. Ce serait en tout cas une explication plausible de la plus grande mortalité des femmes au foyer.

4- L'INFLUENCE SOUS-JACENTE DU NIVEAU SOCIO-ÉCONOMIQUE

Il a été prouvé depuis longtemps que la mortalité et la morbidité varient énormément selon les catégories socio-professionnelles et le niveau d'éducation, les deux phénomènes étant reliés. Les variations de l'espérance de vie à cet égard sont d'une plus grande amplitude que les variations selon le sexe: même si à catégorie socio-professionnelle égale, l'espérance de vie des femmes demeure un peu plus élevée que celle des hommes.

Citons à cet effet une étude québécoise (celle réalisée en 1974 par André Billette):

> *« En tirant à 100 la mortalité pour l'ensemble des hommes de 25 à 64 ans, la mortalité relative dans la catégorie socio-professionnelle au bas de l'échelle (classe V) est de 144 contre 85 dans la catégorie professionnelle la plus élevée (classe I).*
>
> *Les risques de décès chez les ouvriers non spécialisés, cultivateurs et journaliers sont de 44 % supérieurs à ceux de l'ensemble des catégories socio-professionnelles, alors que les risques de décès chez les professionnels et les cadres supérieurs sont de 15 % inférieurs à l'ensemble ».* [10]

Chez les hommes, l'éventail d'emplois est beaucoup plus large que chez les femmes, ces dernières étant concentrées dans un moins grand nombre d'emplois. La comparaison globale hommes/femmes cache ce fait: si on présentait les indicateurs de santé selon la catégorie socio-professionnelle, on verrait

que les taux pour les hommes pris globalement cachent une très grande variété de situations.

La différence femmes au foyer/femmes en emploi pourrait-elle aussi cacher des différences dues à des niveaux socio-économiques? Il est extrêmement difficile d'effectuer une telle comparaison parce qu'il faut aussi tenir compte du conjoint dans la détermination de la classe d'appartenance: une femme vendeuse mariée à un ouvrier n'est pas dans la même situation socio-économique qu'une vendeuse mariée à un cadre supérieur. Dans le cas des femmes au foyer, il faudrait tenir compte du dernier emploi qu'elles ont occupé: si une femme a été infirmière ou journalière pendant dix ans, cela s'est certainement répercuté sur sa santé même si elle n'occupe plus cet emploi. Il faudrait de plus se demander si les femmes au foyer n'ont pas occupé des emplois de niveau moins élevé que les femmes actuellement en emploi; il est sûr que celles qui occupent les emplois les moins intéressants hésitent moins à les quitter que les professionnelles.

Comme nous pouvons le constater, il existe des études intéressantes sur le sujet, mais il est difficile de faire le lien entre les données et surtout de les interpréter. Les différences constatées sont-elles dues à des caractéristiques particulières aux groupes comparés comme l'âge, la charge familiale, le niveau d'instruction ou de revenu, ou sont-elles attribuables au fait que le marché du travail sélectionne des gens en meilleure santé? Doivent-elles être attribuées au statut conféré par le travail rémunéré: le milieu de travail protégerait la santé en fournissant un statut, en permettant d'établir un réseau social et des contacts, en offrant une forme de valorisation? Ou encore doit-on dire que le travail au foyer en lui-même présente des caractéristiques qui nuisent à la santé de ceux qui l'accomplissent? Aucune étude actuelle ne permet de répondre à ces questions de façon complète.

5- LES PISTES À EXPLORER

Nous pouvons cependant affirmer qu'un certain nombre de problèmes sont clairement identifiés et que certains groupes de femmes ont entrepris des actions pour les solutionner.

5.1 Les *problèmes identifiés*

Nous pouvons d'ores et déjà identifier une série de problèmes préjudiciables à la santé des femmes au foyer:

1. La non-reconnaissance de leur statut de travailleuses qui les prive de certains avantages sociaux (congés-maladie, retraite, vacances, etc.), qui les soustrait à toute législation du travail et qui les soustrait à toute recherche portant sur la santé au travail.

2. L'isolement, la dépendance, l'absence de statut social créent un climat propice aux problèmes psychologiques.

3. L'absence de conditions de travail spécifiques (horaires par exemple) elle-même occasionnée par l'absence de partage des tâches à l'intérieur de la famille: c'est le risque d'épuisement physique et mental.

4. L'abondance de produits chimiques utilisés à la maison et l'absence de mesures de sécurité contre les accidents sont des risques majeurs à la santé physique.

5- La non-sensibilisation des femmes au foyer au fait qu'elles ont des problèmes de santé physique et mentale occasionnés par leur environnement de travail et non par une quelconque inadaptation personnelle.

6- Le sous-emploi fréquent de leurs capacités.

7- Le manque de recherches sur leurs problèmes de santé.

8- L'absence de sensibilisation des professionnels de la santé à leurs problèmes qui se traduit par la surmédicalisation.

9- La difficulté de trouver des alternatives: emplois (plein temps ou partiel, horaires flexibles), études.

10- L'absence de protection contre les risques élevés de pauvreté.

5.2 Les activités féministes pour solutionner ces problèmes

- L'AFEAS a demandé et réalisé une recherche sur les femmes au foyer;
- L'AFEAS a entrepris un travail de sensibilisation du grand public;
- L'AFEAS a entrepris une campagne de pression auprès du gouvernement;
- De nombreux programmes de réinsertion s'adressent aux femmes au foyer.
- Les centres de santé des femmes offrent des services aux femmes: planification familiale, groupes d'entraide, etc. Ils pourraient faire des groupes d'entraide spécifiques auprès des femmes au foyer et former un groupe d'intervenantes spécialisées.
- L'intervention féministe en santé mentale.
- De nombreux travaux en particulier à l'UQAM sont faits sur la santé des femmes au travail; pourquoi ne pas prolonger ces travaux en s'intéressant au travail au foyer qui touche toutes les travailleuses?

5.3 Suggestions pour l'avenir

1. Combler les besoins d'informations en poursuivant les recherches:

- études longitudinales;
- études plus spécifiques sur le lien entre les caractéristiques de l'emploi, l'environnement de travail et l'état de santé;
- faire des comparaisons femmes au foyer/femmes en emploi plus spécifiques par exemple, de même niveau socio-culturel, de même groupe d'âge, de mêmes responsabilités familiales;
- faire des entrevues en profondeur auprès de femmes au foyer pour retracer leur histoire de vie de façon à voir le lien entre leur santé et le va-et-vient sur le marché du travail, le lien entre l'état affectif, l'isolement, l'insatisfaction, le degré d'utilisation de certains produits chimiques, la charge familiale et l'évolution de l'état de santé physique et mentale;
- demander que les statistiques officielles identifient les femmes au foyer (enquêtes épidémiologiques, statistiques du MAS et de la RAMQ, etc.).

2- Utiliser ces informations pour sensibiliser:

- les femmes
- les professionnels de la santé
- les centrales syndicales (car c'est un problème qui touche aussi les travailleuses rémunérées)

3- Trouver des alternatives aux produits chimiques utilisés dans la maison et penser des dispositifs de sécurité pour les accidents qui s'y produisent.

4- Faciliter l'insertion dans les études et le marché du travail: bourses, garderies, horaires flexibles, etc.

5- Favoriser le regroupement des femmes au foyer: cercles d'études, groupes d'entraide, groupes de loisir, groupes de pression.

6- Négociations dans le couple et la famille pour la répartition des tâches, du budget, la fixation d'horaires, la reconnaissance du droit aux vacances et aux jours de maladie, la souscription à un régime de retraite.

7- L'action politique pour la reconnaissance du statut de travailleuse au foyer, d'avantages sociaux (retraite, indemnités d'accidents de travail, vacances, etc.) pour obtenir des garderies, pour solutionner la pauvreté des femmes seules âgées ou chefs de famille monoparentale.

8- Chez les intervenantes professionnelles et les intervenants professionnels favoriser l'intervention communautaire et la prévention plutôt que le modèle curatif.

9- Favoriser les ressources alternatives (centres de santé, maisons pour femmes battues, etc.) qui ont fait leur preuve et présentent l'avantage de sortir de l'isolement et de la dépendance.

Enfin, en conclusion n'oublions pas que beaucoup de ces femmes réagissent par elles-mêmes, comme en font foi certains résultats de l'enquête auprès des femmes au foyer que j'ai menée avec l'AFEAS:

- 25,1 % des répondantes faisaient partie d'associations féminines;
- 60 % projetaient au moins une activité pour l'avenir: du bénévolat (31,5 %), du travail à temps partiel (46,4 %), un retour aux études (24,7 %), du travail à temps plein (13,8 %), de la politique (5,5 %).

Et pour la plupart, la satisfaction de s'occuper de leur famille apporte une récompense qui compense les inconvénients de leur situation et donne du courage pour assumer le quotidien. N'oublions pas qu'en santé, les femmes ne sont pas seulement des utilisatrices de services, elles sont aussi des dispensatrices de soins dans leur famille; à ce titre, elles sont les personnes les plus importantes dans le maintien de l'état de santé de toute une population. Malgré leurs problèmes, ce sont donc des femmes solides sur lesquelles leur entourage peut compter.

S-5 VOYONS DONC! J'SUIS PAS FOLLE!

Christine Corbeil,
professeure, département de travail social, Université du Québec à Montréal

Carole Lazure,
conseillère en condition de vie des femmes, Conseil de la santé et des services sociaux de Lanaudière et des Laurentides

L'*analyse féministe des rapports de sexes*

Doit-on comment cette angoisse, cette fatigue, cette culpabilité, ce mal-à-vivre, ce sentiment d'échec et de remords qui hante la famille des femmes? Est-ce une souffrance passagère, une défaillance individuelle ou plutôt l'expression d'une révolte face à la place qui leur est assignée dans l'univers domestique et social?

En effet, la division rigide entre l'espace privé et l'espace public implique que les femmes, en plus d'assurer la gestation et la naissance des enfants, prennent en charge la plupart des activités domestiques et veillent au bien-être physique et psychique de la famille.

La fonction principale de ménagère/épouse/mère assignée dès l'enfance aux femmes et accomplie sans rémunération directe, ni limite de temps, comme simple prolongement de leur nature, prive les femmes d'une autonomie financière et affective réelle et, du même coup, d'un pouvoir de négociation face à leur conjoint et face à l'État. Notons que l'idéologie conservatrice et la morale religieuse ont, au cours du XXe siècle, particulièrement mystifié le rôle d'éducatrice des femmes et de gardienne du foyer, consacrant leur vie au service d'autrui, au point d'en faire une véritable vocation personnelle et d'en occulter totalement la dimension sociétale.

Toutefois, ce discours stéréotypé sur la féminité traduit de moins en moins la réalité des femmes et taxonise leur ambivalence et leur culpabilité. Depuis le milieu du XXe siècle, des modifications importantes survenues au sein des rapports sociaux l'ont fait éclater ce modèle unique de la femme-mère-épouse-ménagère à la maison et de l'homme pourvoyeur tourné vers l'extérieur. Les femmes ont été obligées de vivre ce que leur fut transmis par la morale bourgeoise de la société moderne pour conquérir un espace symbolique dans la culture et une identité de sujet. Les femmes des dernières décennies vivent plus de modèle identificatoire unique, car elles ont dû opérer une rupture face à l'image maternelle de la modernité.

Les femmes, avec l'idéologie féministe, sont parties en quête d'identité collective en tissant des liens de solidarité et des lieux d'appartenance culturels féminins.

C'est d'ailleurs ce qui caractérise le mouvement féministe contemporain. Mais ce mouvement ne se constitue pas à partir d'un discours unique et monolithique, il est fondamentalement traversé par des visions critiques du féminin qui souvent s'opposent les unes les autres, tant dans leur philosophie de base que dans leurs stratégies d'action politique.

Les discours féministes comme modèle du féminin

On peut identifier, pour des fins de typologie des discours féministes, quatre (4) grandes tendances. **La première tendance**, que l'on a souvent taxée de « ***réformiste*** » à cause de ses objectifs politiques [1], **se définit fondamentalement par son idéologie égalitaire.** La notion d'égalité est alors présentée comme moyen et comme fin. Soyons égales aux hommes, critiquons-les là où ils ont gagné beaucoup de terrain sur nous, soit dans la sphère publique, et pour ce faire rejetons toute référence au modèle féminin traditionnel, soit la maternité et le travail domestique. Ce qui, en bout de ligne, signifie soyons semblables aux hommes en devenant aussi fortes, indépendantes et rationnelles qu'eux et en se frayant un chemin dans les hautes sphères du pouvoir et de la gestion sociale.

Le second discours, lui, est d'une certaine façon apparenté au précédent, puisqu'il **préconise également une abolition de la différenciation culturelle entre les sexes, dans le but de ressoudre l'inégalité des rapports de sexes.** Mais il est plus radical que le premier, car il ne s'attaque pas prioritairement à l'inégalité structurelle et institutionnelle, mais plutôt au fondement même des identités féminine et masculines. Les pendules alors qu'hommes et femmes possèdent en eux-mêmes autant de caractéristiques masculines que féminines, mais la culture, artisane des sociétés dites patriarcales, aurait empêché l'un et l'autre sexes d'exprimer son pôle contraire [2]. Ce discours préconise donc que chaque être humain développe une identité **androgyne** où féminin et masculin s'y retrouvent à égal dosage, et ce dans le but d'abolir les stéréotypes sexuels.

De l'autre côté de ce continuum des discours féministes, se situent deux (2) tendances opposées aux précédentes de par leur postulat de base qui cette fois-ci reconnaît, sans même prôner, la différenciation des identités sexuelles.

Il s'agit premièrement du **discours féministe-marxiste** qui **définit l'identité des femmes et la reconnaissance sociale qui en découle, par l'activité domestique caractérisée ici comme travail social.** Ce « travail domestique » gratuit des femmes étant nécessaire à la reproduction du système de production sociale, on le dévoile alors comme envers et face cachée du salariat et du capital [3]. Ce discours socio-économique compare l'exploitation des femmes à la notion d'exploitation de classe du marxisme, et préconise une modification des structures de la production sociale, de même qu'une reconnaissance économique et politique de l'activité domestique des femmes.

Finalement, il existe un **autre discours** sur la différenciation des sexes et la spécificité de l'identité féminine qui, lui, de manière plus radicale, glorifie le féminin. Selon ce dernier, **les femmes doivent s'exprimer et s'épanouir en dehors du masculin, du mâle, pour se réaliser personnellement et politiquement;** c'est ce que l'on appelle, aux États-Unis surtout, le « ***féminisme radical ou lesbien*** » [4].

Le féminisme contemporain, dans sa volonté de redéfinir le féminin, pose en même temps un diagnostic sur la santé mentale des femmes. Il tente de saisir l'étiologie de leur mal-être profond et de leur révolte. Du coup, il préconise également des modèles de femmes saines, équilibrées, épanouies et autonomes, donc, en bonne santé mentale. Voyons voir maintenant comment les féministes, qui se sont attaquées dans leur pratique aux problèmes de santé mentale des femmes, ont développé des approches inspirées de ces nouveaux modèles identificatoires.

L'intervention féministe: un renouvellement des pratiques auprès des femmes

Les récentes analyses féministes des rapports de sexes au sein de la sphère privée et publique, telles que nous venons de les définir brièvement, ont vu de une remise en question fondamentale des valeurs, des théories et des objectifs sous-jacents aux pratiques en santé mentale.

Simone de Beauvoir (1949), Kate Millet (1971), Phyllis Chesler (1975) et plusieurs autres féministes des dernières décennies ont dénoncé, tout à tour, le caractère sexiste et conservateur des théories psychologiques ayant servi de point de repère pour analyser le comportement des femmes dans notre société moderne. Dans cette seconde partie, nous tenterons, plus spécifiquement, de mettre en évidence les **valeurs** et les **objectifs** proposés par les intervenantes féministes, et de cerner l'impact de ces nouvelles pratiques sur le vécu des femmes.

À la recherche d'une nouvelle identité de femme

Après avoir dénoncé les images et les représentations stéréotypées des femmes passives, faibles, vulnérables, incompétentes, sans ambition, victimes, conflictuées idéales à la dépression et à la dépendance (Chesler, 1985), les intervenantes féministes ont voulu soutenir les femmes dans leur recherche d'un espace spécifique et d'une nouvelle identité en marge de l'identité de mère-épouse et ménagère au service d'autrui. En plus de favoriser l'expression de leurs désirs, de leurs émotions et de leur colère refoulée, elles encouragent les femmes à amorcer des changements concrets dans leur vie familiale, professionnelle ou sexuelle, susceptibles de leur octroyer plus de pouvoir et d'autonomie.

Des solutions individuelles

Pour en finir avec la vision stéréotypée des rôles sexuels limitant les individus à une expression partielle de leur potentiel, préoccupées par l'attitude de repli sur soi, le manque de confiance et la timidité des femmes à se faire valoir, plusieurs intervenantes féministes et humanistes poursuivent des objectifs d'affirmation de soi, de découverte, de réalisation de ses désirs et de consolidation de l'individu en tant que « sujet ».

Des solutions collectives

D'autres intervenantes féministes s'inspirant d'une analyse plus politique, pensent la mise en route d'un changement global et profond, tant dans les rapports de sexes que dans l'organisation sociale, politique, économique et juridique. Elles encouragent les femmes à prendre part à l'action et à transformer leur situation de dépendance, en se solidarisant avec d'autres femmes et en investissant les lieux de pouvoir traditionnellement réservés aux hommes.

Une nouvelle vision du rapport thérapeutique

La stratégie fondamentale en intervention féministe consiste à démystifier l'image de l'intervenante/thérapeute experte, toute puissante, parfaite et inaccessible. Comme les femmes s'engagent en thérapie de la même manière

qu'elles s'engagent dans le mariage, soumises et dépendantes (Bernard Jessie, 1971), il s'agirait qu'elles jouent un rôle actif, de premier plan, dans la détermination des objectifs de l'intervention, des moyens privilégiés et dans l'évaluation des acquis.

Par ailleurs, l'intervenante ne voulant pas abuser de son pouvoir et de son prestige personnel auprès des femmes, essaie constamment de partager ses valeurs et ses croyances, et de communiquer ses limites en tant que femme et professionnelle. Cette démarche d'honnêteté engage l'intervenante dans une voie qui n'est pas toujours aisée. Selon Stanfevant : « *La plupart des thérapeutes et de leurs clients ont des postulats inconscients sur la nature des femmes, leur rôle dans la culture et leur place dans le monde* » (p. 43). En dépit de leur volonté de clarifier leurs valeurs et leurs préjugés, les intervenantes, parlent à leur insu, imposent leur propre vision de la société et « charrient » les femmes d'un modèle à un autre.

Le temps des *interrogations*

Dans leur enthousiasme à vouloir offrir aux femmes une alternative à l'enfermement domestique, à la dépendance, à l'esclavage, à la violence et la solitude, les intervenantes, à l'image du mouvement des femmes, ont parfois présenté un portrait unilatéral et caricatural de l'univers féminin, et cherché le salut dans l'assimilation aux valeurs masculines. Aspirer à l'autonomie, à la maîtrise de sa vie, à l'indépendance financière et émotive, est tout à fait légitime et essentiel à la maturation de l'individu[e], homme ou femme. Doit-on pour autant accepter une hiérarchisation des sphères d'activités basées sur la dévalorisation totale et complice des champs d'activités et d'expression traditionnellement réservés aux femmes?

Certes, le passage du modèle de mère-ménagère à temps plein : sans salaire et dépendante au modèle de mère-ménagère, travailleuse salariée-partiellement autonome, marque une étape importante dans la transformation du vécu des femmes. Cependant, l'association entre l'émancipation des femmes et leur entrée dans l'univers économique comporte trois (3) risques majeurs, à notre avis :

a) L'idéalisation des bénéfices dérivant du travail salarié au détriment des coûts: double tâche, stress, fatigue, difficultés conjugales et familiales, déchirements, pertes d'affection.

b) L'absence de critiques et de perspectives de changement face aux valeurs marchandes (compétition, rendement), l'oubli de l'importance d'une qualité de vie et de rapports humains.

c) L'augmentation de la division entre les femmes à la maison et les femmes au travail. L'organisation du travail domestique demeure inchangée et en marge des luttes féministes actuelles.

Le modèle androgyne, mis de l'avant par certaines féministes (Radin-tet, 1986) pour faire en sorte que les stéréotypes sexuels, nous incitent dans la mesure où il est davantage synonyme d'indifférenciation que d'égalité. Certes, l'on peut supposer que « *les nouveaux pères* » intègrent partiellement à leur personnalité des dimensions féminines comme la tendresse, la compassion, le souci de l'autre, ils aiment leurs enfants et s'impliquent dès la naissance du bébé. Mais, peut-on en conclure que ces qualités féminines ont la même valeur marchande et soutiennent la compétition des qualités masculines comme l'ambition, le leadership, l'agressivité (Lemaître, 1981)? Pour être jugées matures, auto-

normes, équilibrées, aptes à faire carrière, les « super-femmes » devront-elles apprendre à agir et à penser selon les normes de la culture même, tout en dissimulant les indices de leur différenciation (grossesse, allaitement)?

Le modèle androgyne évacue l'analyse des rapports de sexes et des rapports de pouvoir à l'origine des inégalités sociales et consacre la supériorité des comportements, valeurs et aptitudes masculines sur les comportements, valeurs et aptitudes féminines.

Jean Baker Miller (1976), psychanalyste, et Angela Miles (1981), théoricienne du mouvement des femmes, proposent de fonder l'identité des femmes non pas sur la négation d'elles-mêmes, mais plutôt sur la valorisation de leurs aptitudes développées dans le cadre de leurs fonctions traditionnellement associées à leur statut de subordonnées (dévouement pour les autres, affection, maternage). Nous ne sommes pas sans savoir qu'affirmer la valeur et la spécificité des femmes sur la base de leur don de soi, de leur générosité, c'est pénétrer au cœur même de leur oppression. C'est aussi vouloir mettre fin à leur statut d'éternelles « exclues » à la recherche d'un espace, d'un territoire à leur image.

En guise de conclusion

Les femmes peuvent-elles s'approprier des concepts d'autonomie, de pouvoir et d'autodétermination en y intégrant leurs propres dimensions, leurs préoccupations, leurs valeurs et ainsi dépasser la vision dualiste du monde opposant agressivité/passivité, indépendance/dépendance, esprit/matière, culture/nature, production/reproduction (Eisenstein, 1983; de Vilaine, 1986)? Présentement, des mutations profondes bouleversent le visage des sociétés modernes et questionnent nos modèles de comportement, ainsi que notre rapport au monde. Le défi des intervenantes féministes est, selon nous, de demeurer à l'écoute de la parole des femmes, d'être attentives à leur vécu quotidien et d'articuler avec elles les modalités et les exigences nécessaires à l'émergence d'une nouvelle identité féminine.

1. Nous pensons ici aux transformations culturelles profondes que les sociétés occidentales ont connues après la deuxième guerre mondiale, au niveau principalement des mœurs entourant la vie conjugale, la famille et la sexualité. Tout ceci s'inscrivant dans le cadre d'une post-modernité naissante qui impliquait une redéfinition profonde des valeurs humaines et sociales.

2. Le féminisme réformiste ne s'attaque pas directement aux institutions sociales, il préconise plutôt l'accès des femmes à des institutions. Une des grandes prêtresses de ce courant est, bien sûr, l'américaine Betty Friedan.

3. Voir à ce sujet l'essai sur l'androgynie d'Elisabeth Badinter qui s'inscrit tout à fait dans ce courant très post-moderne de la pensée féministe, **« L'un est l'autre »**.

4. Voir à ce sujet l'essai de L. Vandelac **« Du travail et de l'amour »**, Éd. St-Martin.

5. Une théoricienne importante de ce courant fut Kate Millett avec **« La politique du mâle »**.

S-6 CONCEPTION FÉMINISTE DE LA SANTÉ

Véronique O'Leary

Une première chose : d'être soulevée, comme ça, sur une estrade, ce n'est pas un concept d'intervention féministe. Ni d'avoir un micro quand les autres n'en ont pas! Une deuxième réflexion : je suis sûre que si, il y a dix ans, on avait fait un atelier sur ce sujet, il n'y aurait pas eu autant de femmes qui auraient comme vous venez de le faire, posé le fait D'ÊTRE UNE FEMME (donc nos conditions de vie) comme étant la cause de nos malaises, de nos maladies, de notre mal-être. Les choses avancent!

Nous nous sommes posé les questions : « qu'est-ce que *la santé* », « qu'est-ce que *la maladie* » ; j'ai une autre question bien évidente puisqu'il s'agit ici d'intervention féministe en santé, « qu'est-ce que *le féminisme*? » Je pense que la façon dont vous avez répondu au tour de table correspond bien à une définition large du féminisme, c'est-à-dire :

1. de considérer que les femmes subissent une oppression particulière comme femmes dans notre société et

2. de vouloir abolir cette oppression-là.

C'est une position minimale sur le féminisme. Effectivement, il y a plein de positions féministes comme il y a plein de positions syndicalistes, vous devez le savoir, puisque vous êtes dans le syndicat. Mais en gros, ce n'est pas plus terrorisant ni terrifiant que cela être féministe : c'est vouloir abolir l'inégalité, abolir la division sexuelle des rôles!

Cheminement d'une « *féministe de la santé* »

Je ne me suis pas présentée et je n'ai pas expliqué comment je suis devenue intervenante féministe en santé. Je dirais d'abord que je suis féministe et que je suis impliquée dans le mouvement des femmes depuis 1969. Comme par hasard, le mouvement des femmes est parti sur des questions de santé, c'est-à-dire la lutte pour l'avortement et le droit à la contraception : c'était la base, ne plus être que des reproductrices. Donc, à l'époque, ce fut le départ de beaucoup de luttes féministes aux États-Unis et ici. On a formé des groupes de femmes et on s'est découvert une intervention féministe par la force des choses. C'est-à-dire que l'on s'est aperçu qu'il fallait se mettre ensemble et parler pour découvrir que finalement on n'était pas folles d'avoir peur de nos grossesses, de nos non-grossesses, etc. Alors se sont créé des mouvements, le Front de libération des femmes, le Centre des femmes. On a fait beaucoup de luttes autour de l'avortement, de la contraception puis peu à peu, ça s'est élargi : on s'est aperçu que notre lutte dépassait de beaucoup la question de la contraception et de l'avortement.

Donc j'ai été impliquée dans ces groupes et à un certain moment, j'ai eu besoin d'un autre gagne-pain. Je me suis dit : « *tant qu'à pratiquer beaucoup de choses au niveau de la contraception, de l'avortement, pourquoi ne pas faire un cours d'infirmière... puisqu'il n'y a pas de cours de sage-femme...* »

J'habitais en campagne, en Gaspésie. J'ai fait mon cours d'infirmière sur le tard, ce qui a été très dur d'ailleurs, parce que je me suis retrouvée avec des étudiantes de 16-17 ans : j'en avais 27 - et j'avais une vision critique par rapport à la santé et la médecine. C'était au Cégep de Matane. nous n'étions pas nombreuses à partager cette vision féministe de la santé! Je ne caricaturerais presque pas les étudiantes, en disant qu'elles voulaient « marier » un docteur. Pas loin devant l'épouser mais épouser la philosophie de la médecine transportée par les médecins. C'était douloureux comme réalité concrète.

En revenant vivre à Montréal, j'ai travaillé comme infirmière, en clinique d'avortement, chez le Docteur Morgentaler et aussi en hôpital. Ça m'a rendue malade de travailler en hôpital. Je trouve extraordinaire qu'il y ait des femmes qui puissent continuer à y travailler pendant des années. Comme c'est sans doute extraordinaire que des femmes parviennent continuer d'enseigner pendant des années. Les hôpitaux, travailler sur les chiffres, il y a plein de choses qui m'ont brûlée. Je ne suis plus capable de travailler en hôpital. C'est un luxe que je me permets de dire. je ne suis plus capable! Parce que l'on travaille avec des êtres humains, comme dans l'enseignement. on ne travaille pas avec des machines, on a des gens qui souffrent devant nous et on est constamment frustrées de savoir ce qu'ils ont droit de recevoir et de ne pouvoir le leur donner dans ce système médical.

Pour moi, c'était épouvantable. En plus de la fatigue physique, ça me rendait folle. D'autres femmes se fermentaux émotions ou s'emmurent : c'est leur forme de protection. Mais d'autres, heureusement, sont capables de continuer leur travail, en tentant de le changer par l'intérieur.

Puis, j'ai travaillé au Centre de santé des femmes de Montréal et, comme plusieurs militantes et travailleuses du Centre de santé, je suis en burn out.

Et je suis ici pour vous parler de la santé féministe! Le burn out, effectivement, n'est pas une dépression, c'est d'être brûlée d'un certain type de travail. Entre autres, dans les groupes féministes de santé, c'est beaucoup d'organisation : ce sont des jobs de « maman » et, ça aussi, ça rend folle. Être responsable de tout, de laver les spéculums, d'organiser des interventions féministes, d'aller faire du lobby au Ministère pour nos subventions, de rencontrer des femmes qui vont se faire avorter, de faire stériliser le matériel, de faire la commande médicale, de faire des analyses féministes de la santé... etc.

Je vais revenir plus tard sur la reproduction de nos rôles, même comme militante féministe en santé, on s'est retrouvé à reproduire encore et encore ce que sont les femmes dans notre société.

Je vais parler de comment s'est créée l'approche féministe de la santé et ses grands principes depuis 15-16 ans, ce n'est pas venu tout d'un coup et cela s'est beaucoup développé par la pratique. Je sais que maintenant, c'est enseigné dans les universités. Il y a des livres qui sortent sur l'approche féministe et ils sont intéressants. Mais je pense qu'il est important de voir que, comme toutes les luttes et comme tous les acquis, cette approche est venue des pratiques. Elle n'est pas venue de quelqu'un qui a inventé, on peut, une grille d'analyse féministe de la santé. Toutes celles qui peuvent comme moi en parler, c'est à partir de leurs pratiques ou des acquis des pratiques d'autres femmes.

Les grands principes

1. Première d'une pratique féministe, c'est d'être uniquement des femmes entre nous. Je pense que je n'ai pas besoin de vous expliquer pourquoi puisqu'il y

a un Forum des femmes à la CEQ, c'est sans doute pour les mêmes raisons. D'être en collectif, d'analyser les problèmes de santé, ou de maladie, mais de ne pas le faire toute seule. Il y a nécessité d'approche individuelle en cas de crise, vraiment aiguë, ou si quelqu'un se casse la jambe: on va d'abord lui réparer la jambe, on ne va pas commencer par un caucus sur « *pourquoi s'est-elle cassé la jambe?* » Mais au niveau d'une approche quotidienne de la santé, c'est vraiment de le faire le plus possible collectivement, pour nous sortir du célèbre « *va te faire soigner t'es malade* ». T'es malade toute seule dans ton coin! C'est collectivement qu'il faut en parler.

C'est donc partir de nos vécus, partir de nous, de chacune d'entre nous, de nos pratiques, de tout ce qui se passe dans notre quotidien.

2- Les personnes-ressources (médecins, animatrices, infirmières, paramédicales, psychologues...) ne sont pas différentes des autres femmes, elles ne sont pas des thérapeutes avec un grand T. La personne-ressource est aussi une femme qui a son vécu, ses maladies, sa santé, ses peurs, son cheminement. Si elle est féministe, c'est qu'elle a eu à se révolter de quelque chose et que ce n'est sûrement pas complètement réglé, parce que ce n'est pas beaucoup réglé dans le monde pour les femmes. C'est une personne qui a des acquis au niveau de certaines connaissances, qu'elle peut partager. C'est vraiment un échange tout le temps et l'acquis que l'on a n'est pas « *irremettable* » en question par le vécu des autres femmes.

Donc, ça veut dire s'impliquer personnellement, **c'est très important dans l'approche féministe**. On ne fait pas, dans la pratique, une intervention féministe si on ne s'implique pas nous-même comme femme.

3- Ce qui est aussi évidemment capital, c'est une approche politique: le féminisme est une vision politique des rapports humains dans la société, donc on ne peut pas faire d'approche féministe sans nommer les causes de la maladie, des causes sociales, politiques et environnementales. L'analyse que je vais vous faire est en général partagée par les Centres de santé des femmes du Québec (il y a 6 Centres de santé au Québec) et par beaucoup d'autres femmes. C'est celle qui vient de nos pratiques et de notre « *féminisme radical* ».

Je dirais que nous avons une pensée féministe radicale, radicale dans le sens « *qui va à la racine* », donc essaie de trouver les causes. Et pour nous, la cause principale de l'oppression des femmes, c'est le système social et politique qui est le patriarcat. C'est une organisation mondiale, si je peux dire ou, en tout cas, « *internationale* », comme diraient certains. C'est une organisation où tout ce qui est des organismes de Pouvoir, c'est-à-dire l'éducation, la justice, les gouvernements, l'armée, etc. est contrôlée par les hommes. Le capitalisme ou le socialisme sont des formes d'exploitation qui s'inscrivent dans le patriarcat.

En fait il n'y a pas de société actuellement qui ne soit pas patriarcale. Moi, à chaque fois que je regarde les Nouvelles à la télévision, je me dis: « *tiens! encore un groupe autonome de gars* ». Je vois une assemblée à l'ONU, « *tiens! un autre groupe autonome d'hommes!* » Ce sont tous des groupes « autonomes d'hommes » aux Nouvelles! Ils sont très autonomes dans leur Pouvoir... Il y a bien madame Thatcher oui, une typique « *femme-alibi* »... plus patriarcale que le patriarche...

C'est vraiment un système qui s'est fait au travers des siècles et qui se reproduit encore dans notre société. Il se transmet dans toute notre vie quotidienne, au travers de l'éducation, au travers de tous les médias.

Finalement, avoir une approche féministe, c'est essayer de découvrir dans chacune de nos expériences d'oppression, de libération, en quoi nous avons été aliénées par ce système et en quoi on peut essayer de s'en défaire, ou comment lutter pour le changer. C'est de toujours nommer les causes quand il y a maladie ou déséquilibre et de nommer ceux qui ont intérêt à ce que ces causes demeurent.

Ça ne tombe pas du ciel, il y a une organisation sociale et économique qui fait que c'est comme ça; il faut essayer de trouver tout le temps pourquoi, comprendre, comment défendre NOS INTÉRÊTS.

4- Vision globale, intégrale de la personne

Également dans l'intervention féministe, il est fondamental de ne pas voir la personne, corps et tête séparés. Ça, c'est vraiment notre éducation à nous, très catholique: il y a la tête, puis il y a le corps.

La femme est un être humain, l'homme est un être humain total. Je sais qu'en ce moment au Centre de santé des femmes et dans d'autres groupes, il y a une démarche où l'on essaie d'arrêter de parler de santé mentale et de santé physique. Il y a la santé ou il n'y a pas la santé. Mais l'être humain n'est pas un mental puis un physique.

À ce sujet, la médecine orientale est très intéressante, la médecine chinoise particulièrement. Elle ne considère pas qu'il y a des maladies mentales ou physiques. Il y a un équilibre, il y a de l'énergie, puis un déséquilibre. Le déséquilibre, il peut se traduire autant par une dépression que par une grippe ou un ulcère. Le corps c'est notre émotion, c'est notre cerveau, notre ventre, c'est tout ensemble. En Occident, on nous a coupé la tête du corps. (C'est assez sidérant de voir les médecins qui ne croient pas que l'on dégage de l'énergie, qu'il y a un équilibre, ou un déséquilibre énergétique, alors qu'ils ont appris à l'université (au secondaire même!) que dans chaque cellule de notre corps a lieu un dégagement d'énergie qui nous permet ... de vivre!)

En intervention féministe de la santé, on essaie d'avoir une approche globale de la personne, de ce qu'elle vit socialement, physiquement, psychologiquement. Mais il faut faire attention quand on dit: « les femmes, elles ont des problèmes psychologiques et elles deviennent malades physiquement »; c'est une approche qui peut se retourner contre nous et beaucoup de médecins ont tendance à dire: « c'est dans votre tête madame », « oui, mais j'ai mal docteur »! « C'est dans votre tête »!... Et notre tête, c'est notre corps, notre ventre!

5- Prise en charge par soi-même

Un autre principe important de l'approche féministe, c'est que nous sommes capables de nous prendre en charge nous-mêmes, du moment que l'on nous donne les outils, ou que l'on va chercher nos outils. La transformation ne doit pas venir de l'extérieur: ce n'est pas un médecin qui a la solution, ce n'est pas la thérapeute, ce n'est pas la gentille féministe du Centre de santé... C'est effectivement un des problèmes que nous avons dû nous apercevoir que nous reproduisons nous aussi la dépendance; d'une certaine façon, nous avons remplacé le docteur donc nous nous sommes trompées quelque part dans notre approche. Mais c'est après 15 ans que l'on s'en rend compte. Nous n'avons pas à remplacer le docteur, c'est vraiment à chacune de s'outiller, parce que personne ne va nous sauver. Entre nous, on peut s'aider, mais c'est à chacune de décider de

prendre en main sa santé... donc sa vie! Ce n'est qu'une fois la décision prise que l'entraide est efficace.

C'est clair que ce n'est pas facile parce que, se prendre en charge, ça veut dire perdre certains « *privilèges* » entre guillemets, du fait d'être femme, entre autres la protection masculine. Tant que nous acceptons d'être faibles, et d'être des femmes, « *femmes* » avec ce que cela a de péjoratif, des gentilles femmes, une certaine « *protection* » nous est accordée, la récompense à la soumission.

À partir du moment où l'on conteste ce *rôle*-là, on va perdre cette protection. Donc se prendre en charge, c'est aller se chercher **beaucoup** d'outils, parce que ça va être difficile! Et parfois, les obstacles aux changements sont tels que c'est surhumain l'effort à fournir pour avancer. Mais bien des femmes le font!

Forcément aussi dans l'intervention féministe, il va falloir dénoncer l'image de « *la femme* », donc tous les stéréotypes; je ne les reprendrai pas, je pense que nous savons ce que c'est être *une* « *vraie* » femme...

L'intervention sexiste

Ce qui est intéressant, c'est de voir comment les intervenants en santé, les médecins, les infirmières, les thérapeutes sont profondément sexistes. Comment ils ont été dressés à être sexistes: de un, par leur éducation de mère, de femme ou d'homme, et de deux, par leur enseignement à l'université.

Peut-être plusieurs d'entre vous ont lu le livre « *Va te faire soigner, t'es malade* »..? C'est vraiment un livre très intéressant pour comprendre ce qu'est l'intervention féministe. On y trouve ceci: il y a eu des tests faits auprès d'intervenants en psychothérapie ou en médecine pour savoir leur opinion sur ce qu'est un adulte sain, un homme sain, une femme saine. Alors qu'est-ce qu'un adulte sain?

Dans la tête des intervenants en santé, « *c'est une personne moins soumise, indépendante, aventureuse, peu influençable, plus agressive, compétitive, moins émotive, moins préoccupée par son apparence et objective* »

Qu'est-ce que c'est un homme sain? Une personne moins soumise, indépendante, aventureuse, peu influençable, plus agressive, compétitive, moins émotive, moins préoccupée par son apparence, plus objective.

Qu'est-ce que c'est une femme saine? C'est une personne soumise, moins indépendante, moins aventureuse, influençable, moins agressive, peu compétitive, plus émotive, plus préoccupée par son apparence, moins objective.

Quand on regardait qu'est-ce qu'une personne névrosée: c'est une personne soumise, moins indépendante, moins aventureuse, influençable, moins agressive, peu compétitive, plus émotive, plus préoccupée par son apparence, moins objective!!! Sans commentaires...

En gros, ils sortent de l'université remplis de cette vision des femmes. C'est très grave: ça veut dire que lorsque tu es dans le bureau du médecin, même s'il est bien sympathique, la vision qu'il a d'une femme c'est ça. Et la femme c'est vous, c'est moi, c'est nous autres. Alors c'est important de le savoir tout le temps. Espérons qu'avec l'augmentation des femmes-médecins, ça va changer...

La réalité des femmes: quelques chiffres

Je vais faire un rappel de la situation sociale des femmes en termes de chiffres, au Québec tout particulièrement puis dans le monde. Quand on parle de patriarcat au niveau du monde, voici une réalité connue et intéressante: les

prendre en main sa santé... donc sa vie! Ce n'est qu'une fois la décision prise que l'entraide est efficace.

C'est clair que ce n'est pas facile parce que, se prendre en charge, ça veut dire perdre certains « *privilèges* » entre guillemets, du fait d'être femme, entre autres la protection masculine. Tant que nous acceptons d'être faibles, et d'être des femmes, « *femmes* » avec ce que cela a de péjoratif, des gentilles femmes, une certaine « *protection* » nous est accordée, la récompense à la soumission.

À partir du moment où l'on conteste ce rôle-là, on va perdre cette protection. Donc se prendre en charge, c'est aller se chercher **beaucoup** d'outils, parce que ça va être difficile! Et parfois, les obstacles aux changements sont tels que c'est surhumain l'effort à fournir pour avancer. Mais bien des femmes le font!

Forcément aussi dans l'intervention féministe, il va falloir dénoncer l'image de « *la femme* », donc tous les stéréotypes; je ne les reprendrai pas, je pense que nous savons ce que c'est être une « *vraie* » femme...

L'intervention sexiste

Ce qui est intéressant, c'est de voir comment les intervenants en santé, les médecins, les infirmières, les thérapeutes sont profondément sexistes. Comment ils ont été dressés à être sexistes: de un, par leur éducation de mère, de femme ou d'homme, et de deux, par leur enseignement à l'université.

Peut-être plusieurs d'entre vous ont lu le livre « *Va te faire soigner, t'es malade* »,[2] c'est vraiment un livre très intéressant pour comprendre ce qu'est l'intervention féministe. On y trouve ceci: il y a eu des tests faits auprès d'intervenants en psychothérapie ou en médecine pour savoir leur opinion sur ce qu'est un adulte sain, un homme sain, une femme saine. Alors qu'est-ce qu'un adulte sain?

Dans la tête des intervenants en santé, « *c'est une personne ouverte, soumise, indépendante, aventureuse, peu influençable, plus agressive, compétitive, moins émotive, moins préoccupée par son apparence et objective* ».

Qu'est-ce que c'est un homme sain? Une personne moins soumise, indépendante, aventureuse, peu influençable, plus agressive, compétitive, moins émotive, moins préoccupée par son apparence, plus objective.

Qu'est-ce que c'est une femme saine? C'est une personne soumise, moins indépendante, moins aventureuse, influençable, moins agressive, peu compétitive, plus émotive, plus préoccupée par son apparence, moins objective.

Quand on regardait qu'est-ce qu'une personne névrosée: c'est une personne soumise, moins indépendante, moins aventureuse, influençable, moins agressive, peu compétitive, plus émotive, plus préoccupée par son apparence, moins objective!!! Sans commentaires...

En gros, ils sortent de l'université remplis de cette vision des femmes. C'est très grave: ça veut dire que lorsque tu es dans le bureau du médecin, même s'il est bien sympathique, la vision qu'il a d'une femme c'est ça. Et la femme c'est vous, c'est moi, c'est nous autres. Alors c'est important de le savoir tout le temps. Espérons qu'avec l'augmentation des femmes-médecins, ça va changer...

La réalité des femmes: quelques chiffres

Je vais faire un rappel de la situation sociale des femmes en termes de chiffres, au Québec tout particulièrement puis dans le monde. Quand on parle de patriarcat au niveau du monde, voici une réalité connue et intéressante: les

femmes constituent la moitié de la population du monde; elles effectuent les 2/3 des heures de travail, elles reçoivent 1/10 des revenus et elles possèdent moins de 1/100 des propriétés du monde...

Au Québec, 46 % des femmes ont un travail à l'extérieur du foyer en plus de leur travail à l'intérieur, donc 54 % des femmes travaillent à la maison, donc sont ménagères, travail non reconnu. On a évalué les heures de travail d'une ménagère qui ne travaille pas à l'extérieur à à peu près 90 heures/semaine et une ménagère qui travaille en plus à l'extérieur, un peu moins de 50 heures, en plus de son travail à l'extérieur. Ce que représente le travail ménager, s'il était chiffré en termes d'argent, c'est entre le 1/3 et la moitié du Produit national brut. Alors, moi ça me fait dire: on hurle sur le déficit du Québec, mais j'ai une idée que le déficit des ménagères... c'est pas mal plus que le déficit du Québec!

Un mariage sur trois se termine par un divorce d'après les statistiques de 1978 et ça va en augmentant. 37,5 % des femmes obtiennent une ordonnance de la Cour pour une pension alimentaire. Deux sur cinq seulement la reçoivent.

70 % des petits salariés sont des femmes, c'est-à-dire qu'elles sont presque toutes au salaire minimum. Le salaire moyen des femmes représente encore 60 % de celui des hommes, donc quand un homme fait 100$ pour un même travail, une femme en touche 60$ dans la moyenne au Québec. C'est 11 % de plus qu'il y a 70 ans. 30 % des travailleuses à peu près sont syndiquées, ce sont des données de 1977. 40 % des travailleuses comparativement à 45 % des travailleurs, mais ça diminue de plus en plus, que nos gouvernements aient « *un préjugé favorable aux travailleuses et aux travailleurs* » ou pas!

Les femmes sont confinées dans les secteurs d'emplois traditionnels, donc pas d'avancement, etc.

600 000 personnes vivent de l'aide sociale, donc à peu près 10 % de la population du Québec. 60 % des mères chefs de famille sont sur le bien-être social. 66 % des femmes de 65 ans et plus vivent sous le seuil de la pauvreté, c'est-à-dire les 2/3 des femmes âgées sont pauvres. Quand on dit pauvres, c'est très pauvres.

22 % des femmes qui travaillent dans des entreprises familiales ont un statut légal (sont dans des fermes, des commerces, etc.). Seulement 5 % de la main-d'oeuvre féminine occupe un poste de gestion. Le réseau de garderie, je ne vous apprends rien, couvre moins de 10 % des besoins.

Ça c'est la réalité sociale des femmes au Québec. Alors si on n'est pas malade, on est bonne!

Une femme sur cinq est battue régulièrement par son conjoint au Canada. Pour les viols, il y en a un sur cinq qui est déclaré, paraît-il, à New-York il y en a à peu près un par minute. Ici, au Québec, c'est un peu moins. Évidemment en ne parlant pas du viol légalisé, ou du « *devoir conjugal* ». Dans la loi maintenant, on l'appelle aussi agression sexuelle: y en a-t-il beaucoup qui ont porté plainte!

La pornographie est une entreprise de 300 à 500 millions de dollars par an dont 120 millions de dollars au Québec. Et on évalue à l'heure actuelle à 5 000 le nombre d'enfants qui se prostituent à Montréal seulement. La deuxième cause de mortalité chez les adolescents est le suicide, la première cause étant les accidents, quant on sait que les accidents de voiture sont très souvent suicidaires ça nous donne une bonne idée de l'état de santé des jeunes. Plus de femmes font des tentatives de suicide et plus d'hommes les réussissent.

Il ne faut pas oublier les femmes des autres pays, particulièrement des [illegible] qu'on appelle le Tiers Monde. Il y a effectivement dans ce pays,

sans compter la faim, une violence quotidienne qui peut se traduire encore de façon plus terrorisante: on pense en Afrique à la question des mutilations sexuelles, on pense aux Indes où il y a énormément de femmes qui se font brûler vives pour des questions de dot, ça se compte par milliers et milliers par année. Il y a aux Indes, l'amniocentèse qui est faite systématiquement chez les femmes de classe moyenne pour savoir si elles sont enceintes d'un garçon ou d'une fille, et toutes les femmes enceintes de filles se font avorter, elles n'ont vraiment pas le choix, car de toute façon si elles n'ont que des enfants-filles, elles vont se faire maltraiter, peut-être brûler vives, elles aussi. Le taux de naissances de filles est en train de baisser en ce moment aux Indes. Il y a les infanticides de filles à la naissance en Chine, dans d'autres pays, etc. Donc, je pense que le fait d'être femme se paie très cher. Ça se paye dès la naissance et même d'être un foetus fille, c'est dangereux!

Intervention féministe ≠ Intervention humaniste

L'intervention féministe n'est absolument pas neutre; nous ne revendiquons pas l'objectivité; c'est toujours une intervention qui prend position.

On a vu quelque chose d'intéressant dernièrement dans notre réorientation au Centre de santé de femmes avec notre consultante Nicole Lacelle. On se demandait si on était vraiment féministe dans notre approche, on a essayé de faire la différence entre une intervention humaniste et une intervention féministe.

On a essayé de définir l'humanisme: l'humanisme, finalement, c'est ce qu'on s'attendrait à recevoir quand on a vu à l'urgence: des soins humains, respectueux. J'y vais grossièrement, l'humanisme c'est plus global que ça, mais c'est d'être respecté comme être humain. En intervention féministe, pour nous, la différence, c'est justement d'aller dans les causes de l'oppression spécifique des femmes. Par exemple, on constatait que notre intervention en contraception était plus souvent humaniste que féministe. Quand on fait une intervention en contraception, où on informe sur les méthodes contraceptives, mais où on l'aborde sans parler des rapports femmes-hommes et sans voir comment nous sommes opprimées dans notre sexualité, c'est une intervention humaniste.

Si on ne creuse pas plus loin pour voir où on va avec la pilule, le stérilet, pour comprendre en quoi cette contrace*ption* peut nous opprimer encore une fois, c'est une intervention humaniste.

Il y a une femme, venue à une rencontre sur la contraception, louce au Centre de santé, qui nous dit: « *Moi, la pilule me rend malade, me donne de l'eczéma dans le vagin. Mon chum a essayé la capote, mais il débande avec - pauvre lui -. - Mais il est féministe mon chum - je devrais peut-être reprendre la pilule! Qu'est-ce que vous en pensez!* - » Je n'ai pu m'empêcher de lui répondre: « *J'ai envie de refaire de l'eczéma!* » - Les femmes sont souvent déçues par les effets secondaires de la contraception dure, mais remettent peu ou pas en question le type de sexualité et de rapports humains dans la contraception qu'elles ont avec leur(s) partenaire(s). Une intervention féministe permet de nommer leurs RÉELS intérêts, ce qui peut violemment contester les intérêts des partenaires.

En même temps, comment faire! Tu ne peux pas culpabiliser une femme dans ses compromis personnels. Et c'est quoi la différence entre « *culpabiliser* » et « *responsabiliser* »? Quel défi pour une femme: se sentir responsable... sans se sentir coupable. On se sent toujours coupable comme femme. On nous a appris la culpabilité jusque dans le ventre... elle est partout. Aider une femme à prendre conscience de ses compromis, sans qu'elle se dévalorise pour autant,

c'est aussi très difficile. Nous ne devons surtout pas être des nouveaux juges. Mais si elles viennent nous voir, c'est aussi pour avoir notre opinion...

Il y a plusieurs années, au Centre de santé des femmes, on s'est aperçu qu'on avait une approche hétérosexiste en santé. On considérait toutes les femmes d'abord comme hétérosexuelles. On leur demandait, à toutes: « *C'est quoi ta méthode de contraception?* » Si la femme répondait: « *J'en prends pas* », « *tu prends pas de méthodes contraceptives!!!* » « Non » « *Mais, qu'est-ce que tu fais?* » « *J'en ai pas besoin* »... On avait une approche « *normalisante* », obligeant les lesbiennes à se justifier de ne pas être dans la « *norme* » hétérosexuelle, renforçant, sans le vouloir, la culpabilité. Avoir une approche féministe, c'est donc aussi dénoncer la règle dominante hétérosexuelle et les « *mal-êtres* » qu'elle engendre.

Être femme = Être malade?

Donc, la maladie, c'est un déséquilibre dans tout notre corps, un mal-être. Mais c'est un cri d'alarme, peut-être bien un gros signe de santé chez les femmes; c'est incroyable, dans notre société, d'être femme et ne pas être malade! Comment fait-on pour supporter cette vie-là, et ne pas craquer? C'est pas tenable, de travailler 35 à 40 heures/semaine, de rentrer et d'en faire 40 à 50 autres, de faire des compromis dans nos relations et de vouloir plaire à tout le monde! On veut tout le temps être fine avec les autres: encore l'autre jour, j'étais à une réunion et j'étais fatiguée; j'ai dit: « *J'en peux plus, je suis malade, j'ai la fièvre, je rentre chez nous* ». J'avais des amies à la maison... et bien, je me suis occupée de mes amies! Mais tout ce que je voulais, c'était rentrer chez nous me coucher! C'est toute la question de ne pas être soi pour soi-même.

Simone De Beauvoir a beaucoup développé cette analyse: les femmes nous ne sommes pas des sujets, nous sommes définies par les autres, par: comment on leur plaît, comment on est rentable, comment ils nous regardent, particulièrement les hommes, car le regard des hommes est absolument terrifiant pour nous. Il y a une très belle phrase d'une Américaine dans: « *Les femmes et la folie* », [3] par rapport aux thérapeutes: « *Comment une femme peut-elle apprendre la valeur d'être une femme avec une thérapeute qui n'y croit pas?* » C'est-à-dire comment nous-mêmes, dans nos rapports avec les autres, que ce soit en éducation ou en santé, si on ne croit pas en la valeur de ce que c'est être femme, comment va-t-on pouvoir le transmettre? Ce n'est pas possible. Donc il faut d'abord apprendre à être fière d'être une femme et ce n'est pas facile, parce que dans la société, ce n'est pas ça que l'on nous apprend.

La médecine nous médicalise dès qu'on est adolescente, à la puberté. Le cycle de reproduction commence, donc - pour les hétérosexuelles - c'est la contraception. Si elle nous rend malade (souvent!), on va voir le médecin. Après, les enfants: en avoir ou ne pas en avoir?

Après la reproduction, on devient non rentable, ménopausée; mais ça c'est une fichue « *maladie* » la ménopause, tout le monde le sait! Les chaleurs, l'ostéoporose, le calcium, fais de l'exercice, c'est une maladie terrifiante nous prévient-on! Je ne nie pas qu'il y ait des phénomènes liés à la ménopause mais ça serait intéressant de voir pourquoi ils sont si gros parfois, qu'est-ce qui se passe dans notre vie, la dévalorisation d'une femme de 45 ans: t'es plus rien. Il y a de la publicité pour un produit anti-ride, je ne sais pas si vous vous en souvenez, grâce au produit untel « *je n'ai pas l'air de mes 30 ans* ». Moi, je venais d'avoir 32, j'ai freaké: il ne faut pas avoir l'air de 30 ans maintenant! Les filles

de 14 ans, devient avoir l'air de 8 ans! Ça rejoint toute la question de la porno, ce sont les petites filles maintenant qui se vendent bien: ce n'est-il plus intéressant une femme de 25 ans qui se fait enchaîner, et battre: une petite fille de 7 ans, c'est plus excitant! Alors, être une femme de 45 ans c'est pas grand chose!

Il y a quelque chose d'intéressant: une institution très pathogène, c'est-à-dire créatrice de maladies, pour les femmes, c'est le mariage. Les symptômes névrotiques sont trois fois plus nombreux chez les femmes mariées que les chez les femmes célibataires. Par contre, deux fois plus d'hommes célibataires que de femmes célibataires souffrent de troubles émotifs. Le mariage est plus rentable pour les hommes affectivement, émotivement, que pour les femmes. La sécurité affective qu'ils ont eue avec maman, ils vont l'avoir avec leur femme; il y a des maris qui appellent leur femme: « *maman* ». « *Va voir maman, bein maman, tu vas t'occuper de lui* ». Ils savent bien qu'à un certain moment, elle n'est plus que la « *môman* ». C'est pour ça d'ailleurs qu'ils ont besoin de leurs journaux porno!

La semaine dernière, j'ai travaillé avec des intervenantes de la Clinique communautaire de Pointe St-Charles, quartier particulièrement pauvre et donc dur, au niveau de la santé. On a fait une liste des raisons pour lesquelles les femmes consultaient à la Clinique de Pointe St-Charles. Elles consultent pour insomnie, dépression, obésité, elle veulent maigrir, grossesses, accouchement; elles n'ont pas d'argent pour manger et viennent chercher quelque chose à manger; elles n'ont pas d'argent pour payer le loyer; elles ont la grippe. Il y en a qui viennent pour sortir de la maison et il y en a qui viennent pour les enfants, beaucoup pour les enfants. Femmes battues, fatiguées, elles font du diabète, de l'hypertension...

Au travers des femmes qui viennent, les intervenantes leur ont demandé si elles ont été victimes d'agression sexuelle ou d'inceste. Plus de 50 % d'entre elles, c'est oui. Victimes de porno du mari, c'est très, très fréquent. Elles ont demandé à leurs clients masculins: « *Est-ce que vous achetez des revues porno?* » La majorité, oui, achète des revues porno et demande à leur femme de faire ce qu'il y a dans la revue. Il y a des femmes qui refusent, alors elles se retrouvent à Douglas [4], victimes de violence sexuelles de leur mari, mais passant, elles pour les folles. Voilà pour les violences sexuelles.

Je pense que ce n'est pas seulement à Pointe St-Charles! Si on faisait un tour de table, ici même, sur tout ce que l'on vit dans notre quotidien: insomnie, dépression, victimes d'inceste, de viol, de harcèlement sexuel, etc., on en aurait sûrement long à dire!

Ce qui est très grave pour nous, c'est que sont toujours présentés comme naturels les stéréotypes d'être fines, douces, gentilles, etc. Donc, c'est extrêmement dur de contester; d'être féministes.

Une femme qui demande à son mari de s'occuper de la vaisselle va se faire traiter de « *féministe* »: eh oui, elle risque quelque chose. Et oui, elle a le stress avant de dire: « *J'ai pas le goût de faire l'amour* ». C'est une énergie énorme, une énergie contre nous-même, contre notre apprentissage de « *fille* ». C'est très, très dur et ça peut bien nous rendre malades!

À propos de prévention, il y avait une travailleuse au Centre de santé qui disait: « *La prévention pour les femmes ça n'existe pas. On fait forcément du curatif, puisqu'on ramasse les morceaux. La prévention, ça serait si on changeait la société!* »

Le rôle des intervenants généralement est de nous faire taire, de nous faire culpabiliser, de nous anesthésier au propre comme au figuré! Je ne vous

donnerai pas toutes les statistiques. Il y a beaucoup de données sur la santé des femmes: les femmes prennent deux fois plus de médicaments pour les nerfs que les hommes, sont deux fois plus consultantes chez le médecin, trois fois plus victimes des électrochocs. Ce sont des chiffres qui ne font que confirmer ce que l'on sait. Le système médical est fait pour que tout soit dans l'« *ordre* », que les travailleuses fonctionnent. Mais la santé, c'est beaucoup plus que fonctionner.

Être une « môman » féministe... ou ne pas l'être

À mon travail, au Centre de santé(!), je pouvais continuer à « *fonctionner* », mais j'étais dans un « *mal-être* » total, j'étais brûlée. Je n'étais plus en « *santé* » dans le sens où je revendique la « *SANTÉ* » : j'étais dans une contradiction énorme. Je travaillais pour que d'autres femmes apprennent à respecter leurs limites, nommer **leurs** besoins, et je ne le faisais pas moi-même. En farce, étant donné le nombre de militantes « *brûlées* » qu'il y avait là, je disais que l'on devrait appeler le Centre de santé, le « *centre de santé des AUTRES femmes* » !

C'est ce qu'on appelle être des « mômans » féministes... Mais il y a aussi que c'est très satisfaisant et valorisant d'être dans ce rôle! Il y a des « *privilèges* » : la reconnaissance des femmes que l'on aide. Mais, comme les « *privilèges* » des « *mômans* », ils peuvent vite se retourner contre nous, à la fois contre notre principe fondamental de prise en charge des femmes par elles-mêmes, et à la fois, contre nous, comme individues-militantes qui se vident et n'ont un jour plus rien à donner...

Je n'ai pas la réponse à ce questionnement. Mais une analyse féministe de la santé des femmes, doit sûrement essayer de trouver des pistes pour que nous évitions, dans nos luttes, de reproduire les rôles traditionnels et aliénants des femmes, tout en gardant notre solidarité et notre émotion.

Notre mentalité là-dessus est longue à changer. Quand j'ai commencé à me battre dans le mouvement féministe, à 21 ans, j'étais sûre qu'en 3 ans, nos revendications sur l'avortement, les garderies, on les gagnerait! Parce que j'avais pris conscience qu'il fallait changer les choses et moi-même, je me disais: « *C'est au boutte, ça y est, j'ai changé!* ». Cinq ans après, je n'étais pas changée profondément, j'étais dans les mêmes contradictions; je faisais des compromis incroyables dans mes relations avec mes amis, avec mes chums. Aujourd'hui, ça fait 16 ans que je me bats et je me dis: « *J'espère que je vais être une belle vieille en changement parce que ça ne finit jamais...* »! Pas plus que la lutte...

Je veux terminer sur une petite note tragico-comique. C'est à propos du valium. C'est très important dans la vie des femmes le valium! Je vais vous lire ce qu'il y a dans le livre sur les médicaments, le livre bleu que vous avez le droit de demander dans toutes les pharmacies si possible avant de payer!

Indication du valium et ses effets secondaires:

Valium:

Indications: médicament à prendre pour traitement à courte durée des états d'anxiété légers, à modérés, tension, agitation, excitation, peur ou agressivité; réactions d'anxiété dues à des conditions stressantes...

Effets secondaires: somnolence, fatigue, étourdissement, nausée, maux de tête, vertige, tremblements, vision embrouillée, mémoire défaillante,

dépression, désirs sexuels accrus ou diminués, confusion, incontinence urinaire, insomnie. On a aussi signalé surexcitation, anxiété, hallucination. Dans ces cas-là on recommande l'arrêt du traitement...

Sans commentaire sauf: dans le fond, rien ne vaut une bonne colère... et une bonne tisane... après la colère.

Bibliographie sommaire

Essai sur la santé des femmes. Conseil du statut de la femme.

« *Va te faire soigner, t'es malade* ». Louise Guyon, Rosanne Simard, Louise Nadeau. Éd. Stanké.

« *Nous, notre santé, nos pouvoirs* ». Éd. Albert St-Martin/Éd. Remue-ménage.

L'intervention féministe. L'alternative des femmes au sexisme en thérapie. Éd. Albert St-Martin. Christine Corbeil, Anne Paquet Deehay, Carole Lazure, Gisèle Legault.

Centre de santé des femmes de Montréal - Dossier 10e anniversaire (16, boul. St-Joseph est, Montréal).

Compendium des Produits et Spécialités Pharmaceutiques. Publié par l'Association pharmaceutique canadienne.

Nouvelles Questions Féministes. Mars 1981, Éd. Tierce. Adrienne Rich, « *La contrainte à l'hétérosexualité* ».

Questions féministes, février 1978, « *les corps appropriés* », Colette Guillaumin.

« *Avortement: une loi en procès* », préface (et témoignages) de Simone de Beauvoir. Éd. Idées/Gallimard.

« *Te prends-tu pour une folle, madame chose?* ». Éditions de la Pleine-lune. Québec.

Edmonde Morin, « *La rouge différence* ». Éd. du Seuil-Actuels.

1. D'après l'Organisation Mondiale de la Santé, la santé se définit « non comme une absence de maladie, mais comme un état complet de bien-être physique, mental et social ».

2. « Va te faire soigner, t'es malade ». Éd. Stanké, 1981, Louise Guyon, Rosanne Simard, Louise Nadeau, p. 40.

3. Phyllis Chesler.

4. Douglas: grand hôpital psychiatrique du sud-ouest de Montréal.

S-7 LES BÉBÉS ÉPROUVETTES... ÇA M'ÉPROUVE

Maria de Koninck,
chercheuse féministe à l'Université Laval

Le thème de l'atelier est celui des bébés éprouvettes... Il s'agit là d'une des applications de ce que l'on nomme les nouvelles technologies dans le domaine de la reproduction. Il peut sembler à priori connexe à la question de la santé des femmes et même un peu lointain de la démarche qui vous est proposée aujourd'hui. Mais, il n'en est rien! Au contraire, nous sommes avec ce thème au coeur même du sujet et c'est ce qui explique à la fois son intérêt et l'urgence d'en débattre.

Ce qui sous-tend ce que j'ai à vous dire aujourd'hui est finalement très simple et possiblement pas très nouveau pour vous. Cela se résume en effet à ce qui suit: la science n'est pas neutre! La science a un ancrage social, et les connaissances scientifiques sont développées au sein de rapports sociaux et portent l'empreinte de ces rapports.

Ce qui est « *nouveau* » dans le sujet que nous allons discuter tient plutôt à l'ampleur des recherches et à la rapidité avec laquelle sont menées actuellement les expérimentations dans le domaine de la reproduction. Affirmer à ce sujet que la science n'est pas neutre nous amène donc à poser une foule de questions.

Avant d'aller plus loin et de soulever certaines de ces questions, j'aimerais apporter quelques précisions sur ce que recouvre ce terme de « *nouvelles technologies* ».

Prenons-les, un peu comme elles sont conçues c'est-à-dire en suivant le processus de la reproduction.

Procréation:

Insémination artificielle (la plus connue et assez ancienne, la nouveauté: la congélation: les banques)!
Le prélèvement d'ovocytes (explications),
la fertilisation in vitro (explications).

Gestation:

Diagnostic prénatal (distinctions),
Transfert d'embryon
Mère porteuse
Chirurgie foetale
Utérus artificiel.

Enfantement:

Technologies (pas « *nouvelles* » en obstétrique, ce qui peut nous amener à les placer, ici est la normalisation de leur utilisation...).

Et tout ce qui est dans l'air: clônage chez les humains, parthénogénèse...

Nous pourrions nous arrêter sur chacune de ces technologies mais cela risque de nous enterrer dans des détails techniques. Or, c'est un des problèmes inhérents au développement d'une réflexion sur le sujet ou même d'un portrait d'ensemble. On est porté à les regarder une à une et à ainsi oublier qu'il y a peut-être une façon de voir, des orientations et des choix qui sous-tendent les tendances générales de ce développement, ce qui risque d'en déterminer leur impact et leurs conséquences à long terme.

Voilà ce que je veux faire avec vous: m'arrêter aux tendances générales. Pour celles qui s'intéressent plus particulièrement à l'une ou l'autre technique, je pourrai vous suggérer des titres.

Ces technologies sont porteuses croyons-nous d'un nouveau rapport des femmes à la maternité, des hommes à la paternité et que dire du rapport avec les enfants? Nous ne devons jamais perdre de vue l'importance de la sexualité et de la reproduction dans les rapports hommes/femmes. Depuis plusieurs années, de façon visible et organisée les femmes réclament des changements, mais ceux qu'entraînent les nouvelles technologies ne vont pas nécessairement dans le sens des transformations souhaitées...

S'il est urgent que nous nous arrêtions à cette question c'est bien sûr comme femmes puisque nous sommes, nous le savons, particulièrement concernées, mais c'est aussi strictement comme membres d'une collectivité, car les développements actuels comportent les germes d'une transformation radicale non seulement de notre façon de nous reproduire, mais également de notre nature même.

Sous-jacents aux développements en cours il y a des choix. Pour saisir ces choix, il faut analyser les discours ou les discours qui les justifient. Au-delà de la justification de la science pour la science (liberté de la recherche, progrès, etc., notions qui, on le sait, sont toutes porteuses de valeurs...), on retrouve une justification sociale qui s'articule autour de deux questions principales: le droit d'avoir des enfants et la qualité souhaitée de ces enfants.

Dans le premier cas nous n'entrerons pas dans les détails sur le débat qui entoure la notion de « *droit* » et l'histoire du développement des droits individuels et de leurs présupposés sociaux mais nous devons comprendre qu'il découle du désir d'enfant, désir dont l'expression dans notre société fait suite à des changements dans les rapports à la fois des hommes et des femmes à la reproduction. Ce droit est alors réclamé lorsque ce désir est inassouvi pour cause de stérilité.

Deux éléments méritent donc ici notre attention, le désir d'enfant (et le droit que l'on veut y rattacher) et la stérilité. Le désir d'enfant ne doit-il pas être replacé dans un contexte particulier? Il ne s'agit pas de nier ce désir bien légitime en soi, mais de questionner la forme qu'il prend, celle de « *l'enfant à tout prix* ». N'est-ce pas là en partie une construction sociale qui résulte d'une transformation de l'ensemble de notre rapport à notre corps comme force procréatrice ainsi que d'une mentalité de consommation et de propriété individuelle?

D'une part, notre recours à la contraception dure ne nous amène-t-il pas à voir la procréation comme un événement sur lequel nous avons un contrôle entier. Comme on s'assure de ne pas procréer, on tient à procréer au moment même où on le décide. Les méthodes contraceptives qui ont été développées au cours des dernières années ne sont-elles pas le fruit d'une logique et d'une perception de nous-mêmes qui modifie notre façon de voir la repro-

duction qui fait maintenant l'objet d'une planification comme une carrière par exemple. Le désir d'enfant à un moment dans le temps n'est-il pas en cohérence avec non pas une maternité souhaitée mais avec une stérilité temporaire planifiée. La distinction est importante dans la mesure où la contraception dure stérilise à plus ou moins long terme selon l'usage et ne remplit pas une fonction « *ad hoc* » lors d'un rapport sexuel qui peut être procréateur mais qu'on ne veut pas procréateur à ce moment?

Par ailleurs, les pressions que nous intégrons d'avoir un enfant à tout prix ne répondent-elles pas à des normes d'une société basée sur la consommation? On se doit aussi de réfléchir sur le désir réel des femmes dans leur recherche. Une étude menée par Christina Crosse en Australie auprès de femmes participant à un programme de fertilisation in vitro a permis de mettre à jour combien différents facteurs sociaux entrent en ligne de compte, tant du côté du couple que des pressions extérieures. Pour ce qui est de leurs désirs personnels, ils sont souvent noyés sous ces pressions.

Voilà pour notre tête. Et notre corps? Qu'en est-il de cette stérilité qui rend impossible la concrétisation de ce désir? Cette question soulève également des dimensions souvent négligées soit: ses origines et l'état réel de la situation. La stérilité maintenant pathologique et conséquemment médicalisée permet une multitude de discours qui ne sont pas nécessairement éclairants. Il y a confusion sur la notion même, infertilité, infécondité, etc. et lie à cette confusion, les critères pour la mesurer... délais extensibles... et ne doit-on pas réfléchir également aux causes de la stérilité. Quelles énergies dépense-t-on pour les enrayer? Maladies transmises sexuellement, stérilet, conditions environnementales et... stérilisations volontaires. Madeleine Rochon du MSSS nous donne à ce sujet des chiffres éloquents autant sur les délais de conception que sur l'importance du phénomène de stérilisation dans notre société.

On ne parle jamais du vécu concret des femmes dans cette démarche qui vise à rendre la stérilité réversible. La fertilisation in vitro est plutôt perçue comme un spectacle! Mais il y a autour de celle-ci de nombreuses interventions sur le corps incluant la stimulation des ovaires, l'anesthésie, etc. le tout avec une grande chance de réussite.

Notre démarche dans la contraception devait-elle nécessairement nous conduire là? Ne peut-on envisager un autre type de rapports sexuels et une autre façon d'aborder la reproduction? En développant avec la contraception dure un besoin de contrôle permanent de la fécondité n'a-t-on pas axé la sexualité sur une sexualité procréatrice?

J'aimerais aussi soulever ici la vision que nous avons développée de notre corps qui n'est plus créateur et porteur de vie mais malade, source de problèmes: notre façon de voir nos cycles, nos menstruations, notre utérus, ne nous dispose-t-elle pas à nous sentir de plus en plus incompétentes? La multiplication des interventions en obstétrique ne sont-elles pas en cohérence avec cette façon de voir? Nous ne savons plus mettre au monde...

Le deuxième axe du discours social autour des nouvelles technologies est celui de la qualité de l'enfant: on assiste au développement d'une mentalité face à l'enfant, comme à des biens: avoir le meilleur produit possible (enfant marchandise). Aux États-Unis on travaille même les enfants pour en faire des produits de haut calibre... « *baby building* »... Sur le plan collectif le spectre de l'eugénisme est là: on peut sélectionner les fœtus à partir de certains critères à l'aide du diagnostic prénatal. On dit limiter ce choix à celui d'interrompre une grossesse quand le fœtus est porteur de handicaps sévères ou s'il est non

viable. Mais la sévérité qu'en est-il réellement? Où commence et où s'arrête la différence acceptable? N'est-ce pas là une notion extensible et que penser de la sélection basée sur le sexe!... qui se pratique ailleurs!

On se doit de mesurer les possibles à partir du constat que le développement des nouvelles technologies s'inscrit à l'intérieur d'une vision du monde, d'une définition de ce qui est souhaitable et de ce qui ne l'est pas et de certains rapports entre les sexes.

Conséquences...

Qu'est-ce qui découle du recours aux nouvelles technologies?

Reproduction qui se fait en dehors des relations entre les hommes et les femmes et non pas au sein de rapports qu'on souhaiterait basés sur des échanges égaux.

Gestation et enfantement en dehors du corps des femmes pendant que se développe une vision de plus en plus négative de celui-ci: interventions dans l'accouchement.

Possibilité de sélectionner qui donnera naissance et qui naîtra.

Introduction des transactions marchandes dans la reproduction: location d'utérus, vente d'ovocytes, de sperme...

La reproduction sort du corps, elle se fait maintenant par expertise donc nécessaire médiation de l'expert.

Possibilité pour un homme de commander un enfant.

Libération? Ce que les femmes ont remis en cause dans la maternité, c'est l'institution, c'est la façon dont on les enfermait dans ce rôle, bref c'est la définition aliénante de la maternité, pas la maternité en tant que telle!

Le modèle proposé est celui de séquences, modèle découpé et productiviste: étapes entre différentes personnes, certaines naturelles, d'autres artificielles. Modèle masculin, nous dit Mary O'Brien. Est-ce cela qui va améliorer la condition des femmes?

Le contexte dans lequel les technologies se développent en est un déjà bien ancré d'un contrôle croissant sur les corps. Celui-ci est particulièrement manifeste dans la montée des droits du foetus: qui défend ces droits? On relève aux États-Unis des ordonnances imposées à des femmes enceintes et accouchantes qui venaient de l'institution juridique: suite à une évaluation médicale...

Relativement à la qualité du foetus, on peut encore se demander qui décide et au nom de quelles valeurs? Les femmes ont le choix de garder ou non un enfant handicapé... Quel choix? Quel support social leur donnera-t-on si elles les gardent. Pour ce qui est des handicaps, les problèmes majeurs viennent souvent plus de la construction sociale du handicap que de sa présence même nous disent les handicapées et handicapés.

À nous

Nous devons nous mêler maintenant de ce qui se passe dans les laboratoires et nous devons avoir des débats collectifs sur le désir d'enfant et notre définition de la maternité. Prenons la parole, je dirais suivons notre démarche habituelle... brisons notre isolement! Ne devons-nous pas ensemble décanter ce qui occulte notre façon de vivre la sexualité et notre rapport à notre corps?

Qu'adviendra-t-il lorsque les femmes seront évincées de la reproduction? Ne devons-nous pas réagir à cette question? Les femmes ne sont-elles pas

menacées par l'abolition de la différence! Les mêmes rapports hommes/femmes à la reproduction ne sont-ils pas en train de se développer selon un modèle masculin!

Posons des questions au milieu scientifique:

Pourquoi cet acharnement!

Qu'est-ce que les investissements dans ce type de recherche veulent dire comme choix sociaux!

Qui est servi par les recherches actuelles!

Quel lien peut-on faire entre les recherches effectuées pour améliorer la productivité des animaux et leur application aux humains!

Pourquoi s'intéresse-t-on si peu aux causes de stérilité, aux problèmes environnementaux à l'origine de malformations et au phénomène de stérilisation massive! À ce sujet, pourquoi ne met-on pas autant d'énergie sur la microchirurgie visant à reconstruire les trompes que sur les recherches visant à faire les enfants en dehors de celles-ci!

Au-delà de ce modèle dans la reproduction n'y trouve-t-on pas un modèle de société dans des choix de production... et non plus de reproduction...

Et toutes les autres questions qui nous viennent... J'ai ici ressenti une multitude d'aspects!

En conclusion: les réactions

Il y a déjà un réseau international de féministes qui existe: de FINNRET: Feminist international network on the new reproductive technologies, il s'est transformé en FINNRAGE: Feminist international network of resistance to reproductive and genetic engeneering. Des conférences internationales ont eu lieu dont la dernière en Suède l'été dernier portait le qualificatif d'urgence... Au Québec des femmes actuellement font de la recherche et diffusent de l'information sur ces questions. Il nous faut élargir le bassin.

Mais il y a d'autres résistances, toutes celles qui visent à reconstruire cet image de notre corps par la réflexion et les échanges, bien sûr, mais aussi par des pratiques, en contraception et autour de la grossesse et de l'accouchement, réappropriation de notre corps, refus de ce processus par lequel on le pathologise (pas français mais concret!) pour réaffirmer notre force et notre différence qui peut être autre chose qu'une source d'aliénation.

À vous la parole!

Références

Corea, Gena, 1985, **The Mother Machine,** New-York, Harper and Row.

Arditti, Rita, Duelli Klein Renate, Minden, Shelley, 1984, **Test-tube women: What future for motherhood**, Pandora Press, Boston.

Crowe, Christina, 1985, Women want it: in vitro fertilization and women's motivations for participation, **Women'studies international forum,** vol. 8, no 6, pp. 547-552. Ce numéro comprend par ailleurs d'autres excellents articles sur le sujet.

Delaisi De Parseval, Geneviève Janaud, Yvon, 1983, **L'enfant à tout prix,** Seuil, Paris.

Gavarini, Laurence, 1985, Bio-médecine porteuse... La mère in vitro, **Procréation génétique et droit,** Actes du colloque, Actes sud, Hubert Nyssen Éditeur, pp. 490-509.

Morin, F. Edmonde, 1982, **La Rouge Différence,** Seuil, Paris.

O'Brien, Mary, 1981, The politics of Reproduction, Routledge et Kegan Paul, London-Boston.

Publications à venir sous peu du Conseil du Statut de la Femme et texte aussi à être publié bientôt par Madeleine Rochon du Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Personnes-ressources:

Louise Vandelac et Somer Brodribb à l'Université du Québec à Montréal.

Lise Dunnigan au Conseil du Statut de la Femme à Québec.

Le groupe de recherche et d'échange multidisciplinaire féministe (GREMF) de l'Université Laval est à développer une expertise...

Songeuse... Des aspects de la revendication féministe offerts en réflexion aux participantes par un jeu de photos

Des extra-terrestres observent les progrès accomplis dans la lutte contre le sexisme menée depuis dix ans à travers nos pratiques éducatives. « Plus tout à fait les mêmes », une vidéocassette de 10 minutes, lancée au Forum avec beaucoup de succès. Sur la photo, ce ne sont pas des extra-terrestres mais Lise Bonenfant (à g.), la réalisatrice et Nicole de Sève, coordonnatrice du Forum et ressource au dossier des femmes.

Ma chère Juliette... « Hommage à Juliette Jalbert du Syndicat des travailleurs de l'enseignement de l'Amiante, travailleuse acharnée du Comité des femmes depuis 1974.

La Fête des retrouvailles a réuni plusieurs militantes du Comité des femmes de ces dix dernières années. Celle qui réussira à toutes les identifier gagne... gagne... enfin, gagne.

Féminisme et syndicalisme: les femmes doivent apprendre à négocier les changements qu'elles veulent, poser un regard clair sur la conjoncture, se déterminer des alliances et développer une juste évaluation de leur action. Marie-Victoire Louis et Rosette Côté.

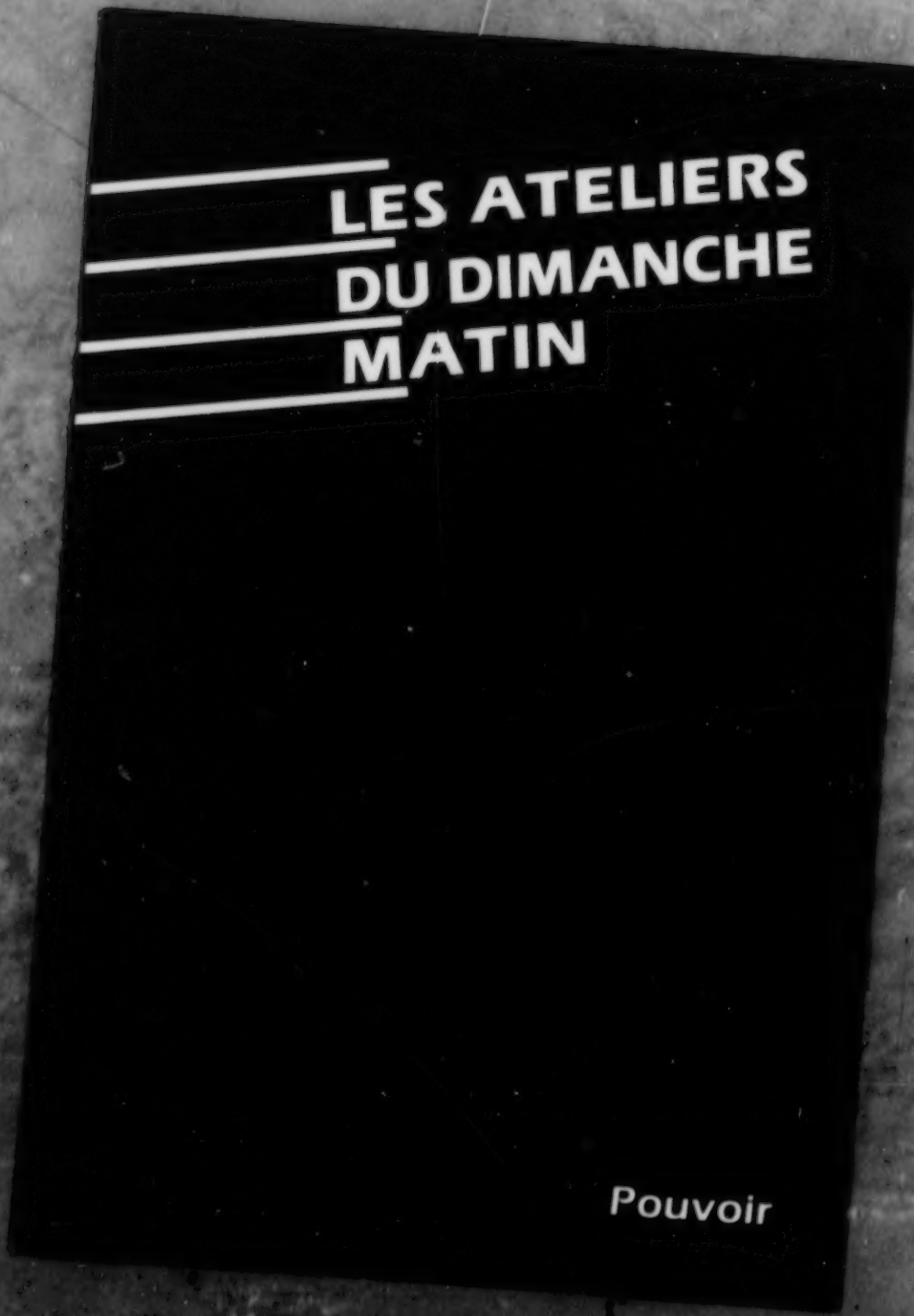
« Le pouvoir vient à notre insu, sans qu'on l'ait planifié. » Cette réflexion de Lorraine Pagé sera reprise par quatre présidentes qui, chacune à leur manière, ont témoigné de l'expérience du pouvoir à la Centrale. De g. à dr., Lorraine Pagé de l'Alliance des professeurs de Montréal, les deux animatrices de cet atelier, Esther Pepin du S.E. de la Chaudière et Nicole Frascadore du S.E. de l'Ouest de Montréal. En médaillon, Solange Pronovost de la Fédération du personnel de soutien.

Témoignages d'aînées. Sur la photo, Léa Roback et Madeleine Parent. D'hier à aujourd'hui qu'ont-elles vécu? Comment mesurer les changements quand on a vieilli entre deux ères: le sexisme ouvert et sa lutte ouverte?

La lutte des femmes, un dossier qui intéresse les médias.

Ah! qu'il était beau mon Forum

Ce n'est qu'un au revoir!


LES ATELIERS
DU DIMANCHE
MATIN
Pouvoir

P-1 S'ENGAGER EN POLITIQUE

Évelyne Tardy,
professeure de science politique, Université du Québec à Montréal

1- Sur l'oreiller ou aux parlements... Militantes, le pouvoir ne se donne pas, il se prend!

Cette phrase me plaît et me déplaît à la fois. Je pense qu'effectivement le pouvoir ne se donne pas, il se prend, surtout quand de multiples privilèges sont associés à l'exercice du pouvoir, et quand le pouvoir est conçu et exercé en termes de domination et d'exploitation d'autres personnes. Mais je ne pense pas que l'oreiller soit un lieu de pouvoir. C'est, dit-on, le lieu de l'influence que les hommes ont trop souvent caractérisé comme étant le pouvoir des femmes. Simone de Beauvoir disait d'ailleurs qu'ils en exagèrent volontiers l'étendue[1]. Mais ne nous leurrons pas, l'influence n'est pas le pouvoir car, comme de fait, il prend fin quand le véritable détenteur des pouvoirs répudie la compagne, la maîtresse, ou quand il meurt. De plus un « *pouvoir* » qui ne s'exerce que dans le lieu privilégié de la domesticité, soumis au bon vouloir de l'homme auquel il est exposé et révocable au gré de son caprice et de son affection, est, comme le signale Michelle Coquillat, sans réalité sociale[2].

Doit-on se satisfaire de cela? Je réponds non. C'est sur les orientations fondamentales de la société que nous voulons agir. Alors au diable l'oreiller, qu'il serve plutôt au repos de la guerrière!!!

2- Le pouvoir est utile et nécessaire dans la mesure où il nous permet de réaliser nos aspirations

Le pouvoir, nous ne sommes pas les premières à en parler et à le revendiquer et nous ne serons pas les dernières non plus. Toutes les sociétés humaines se sont posé le problème du pouvoir, notion imprécise par excellence, que certains réduisent au pouvoir politique, que d'autres utilisent à toutes les sauces.

Ce terme recouvre de multiples préoccupations, je dirais même des obsessions, conscientes et inconscientes.

Le pouvoir est vu le plus souvent comme la capacité que possède une personne ou un groupe d'en obliger un autre à accomplir ou ne pas accomplir un acte déterminé sous peine de sanction. Il apparaît donc comme une domination **sur** autrui. Mais le pouvoir doit-il impliquer nécessairement la domination? C'est parce qu'il a toujours été exercé de cette façon **sur** et non pas **avec** que nous associons ces deux termes, mais nous ne sommes pas forcées, nous, de les associer. Puisque nous avons eu le « *privilège* » de subir le pouvoir, nous savons que ce n'est tolérable pour personne.

Le pouvoir, c'est aussi la capacité d'agir, de décider, d'orienter et sous cet aspect le pouvoir est utile, nécessaire si l'on veut modifier, changer les rapports hommes-femmes dans la société.

Encore faut-il que ce soit ça les objectifs qui motivent notre quête du pouvoir.

Avant de penser prendre le pouvoir il faut définir, ensemble, pourquoi on veut le prendre, que veut-on changer dans cette société? Mais il serait vain de vouloir définir tous ces changements dans le détail, dans les domaines comme la santé, l'éducation, la vie privée, la vie au travail, la vie syndicale car nous y serions encore dans dix ans et sans avoir fait bouger les choses pour autant.

Non, il faut, et c'est peut-être le plus difficile, se mettre d'accord sur quelques lignes de fond : - se battre contre la hiérarchie qui sert à exploiter, à infantiliser, à dévaloriser les autres, - se battre contre la situation de dépendance dans laquelle on installe d'autres individus pour asseoir son pouvoir - penser un pouvoir qui se partage plutôt qu'un pouvoir qui se délègue - penser à partager les responsabilités et apprendre à d'autres la façon d'assumer ces responsabilités - viser l'égalité qui respecte les différences - viser à ce que les différences ne se transforment pas en inégalités, et cela vaut pour tous les domaines de l'activité sociale.

Ce sont ces lignes de fond qui nous permettront d'agir, d'orienter, de décider, de créer de nouveaux rapports hommes-femmes dans la société.

3- L'exercice du pouvoir, une analyse de la réalité

a) Les lieux de pouvoir

Ils sont partout, dans n'importe quelle structure où l'on agit, décide, ordonne et dont les décisions se répercutent sur d'autres individus.

Il y a bien sûr des décisions qui touchent l'ensemble d'une communauté, d'une province, d'un pays, des décisions qui se situent à l'échelle internationale, alors que d'autres ne touchent qu'un très petit nombre d'individus. Le pouvoir est alors plus ou moins grand en fonction de cela.

Si nous envisageons de changer les rapports sociaux de sexe dans la société c'est dans tous les lieux et sur tous les plans où ils se manifestent qu'il va falloir agir.

Commençons donc par ceux qui nous sont les plus familiers, les plus accessibles; il est possible que les plus accessibles soient également ceux où le pouvoir est le plus faible mais ça ne fait rien, nous devons les occuper quand même.

Les enseignantes ont un lieu privilégié à investir, c'est l'école. Si les hommes ont pu pendant des millénaires instaurer un pouvoir **sur** les femmes et que les femmes ont intériorisé cette domination la considérant comme plus ou moins légitime, c'est qu'ils ont réussi à imposer au monde la légitimité de leur pouvoir. La transmission de cette légitimité s'est faite par divers mécanismes, en particulier l'éducation. À travers des principes grammaticaux par exemple, érigés en règles absolues comme: le masculin l'emporte sur le féminin, l'enfant intériorise cette symbolique de la différence qui se traduit par une inégalité.

Pensons un instant au langage du pouvoir, langage qui exclut les femmes et qu'on apprend aux jeunes comme allant de soi.

Se faire appeler Madame le ministre ou Madame le maire par exemple, en plus d'être une aberration linguistique, n'a pas de sens.

Mais cette situation linguistique de n'avoir pas de sens, de ne pouvoir se définir dans les postes de pouvoir, confirme l'illégitimité des femmes dans les lieux de pouvoir et c'est ce que nous enseignons aux jeunes générations.

b) Les pratiques de pouvoir

Justement pour avoir été exclues du pouvoir, nous n'avons guère de pratiques du pouvoir, si ce n'est quelques expériences isolées et limitées. Certaines femmes ont exercé du pouvoir, mais d'une façon guère différente des hommes.

C'est peut-être dans les groupes de femmes, non mixtes, plus spécialement dans les groupes féministes que se sont développées le plus de pratiques ***« alternatives »*** du pouvoir. Un pouvoir partagé, non hiérarchique, responsable et créateur. Cependant ces pratiques pouvaient plus facilement se développer qu'il s'agissait de lieux de pouvoir marginaux et que le pouvoir ***« mâle »*** n'était pas ou peu présent. Quand ce n'est pas le cas, quand on a affaire à une structure syndicale ou politique par exemple, c'est nettement plus difficile à réaliser.

Les structures d'organisation où s'exerce le pouvoir ***« collent »*** au type de pouvoir qui y est exercé. L'organisation de la structure est hiérarchique, autoritaire, individualisante, favorisant les arrivistes et les opportunistes.

Nos recherches sur le militantisme nous révèlent que bien des femmes refusent ces règles du jeu, les contestent et trop souvent refusent de s'impliquer pour ne pas avoir à les affronter.

Il est évident qu'elles souhaiteraient d'autres règles du jeu mais qu'elles se sentent impuissantes, seules, à faire changer les choses.

Par contre, il n'est pas nécessaire qu'elles soient majoritaires, ou presque, dans ces structures pour voir s'opérer des changements dans les pratiques de pouvoir. En effet quelques femmes déterminées peuvent commencer à frapper sur la table et dire nous ***« on ne marche plus »***. Mais si d'autres à la base ne les appuient pas, elles vont vite s'épuiser et décrocher.

4- Les stratégies d'avenir

Je voudrais faire une première réserve. Je ne crois pas à l'efficacité du pouvoir individuel des femmes pour changer les rapports de pouvoir actuels et modifier le pouvoir.

D'abord parce qu'elles ont à ***affronter*** un pouvoir collectivement exercé par des hommes et que la marginalisation des femmes de pouvoir par les hommes d'une part, mais aussi par des femmes, ne peut leur permettre de tenir le coup très longtemps.

Par contre, je crois beaucoup dans le pouvoir collectif des femmes, dans la solidarité qui peut s'exercer entre femmes et surtout entre féministes.

Je pense que la suggestion d'Huguette Bouchardeau dans le domaine politique pourrait être facilement transportable dans d'autres milieux de travail, le vôtre en particulier, ou tout au moins nous donner des idées.

En quoi consiste sa suggestion? D'abord elle affirme qu'il faut que les femmes imposent leurs problèmes et qu'elles s'imposent [3]. Pour ce faire il faut, dit-elle, conquérir dans cette organisation (ici un parti politique) suffisamment de postes de pouvoir pour être assurées que les femmes pourront bien infléchir la politique de l'organisation en cause [4].

Elle reconnaît qu'il y a de grands risques dans la conquête de ces pouvoirs, de se **conformer** aux habitudes prises et d'être d'autant plus attirées dans le camp des maîtres que l'on est peu nombreuses à franchir les barrières. Compte tenu de ces risques elle suggère de s'assurer de l'existence d'un collectif de femmes qui rappelle sans cesse les objectifs de départ.

Première mise en garde

Les objectifs de départ doivent être précisés. En effet, s'il s'agit d'un collectif de femmes qui veulent une meilleure représentation des femmes dans les lieux de pouvoir c'est très valable, mais s'il s'agit d'un collectif féministe c'est nettement insuffisant. L'objectif principal doit être de changer les rapports de pouvoir et le type même du pouvoir actuellement exercé, partout dans la société, en plus de souhaiter une meilleure représentation des femmes.

Deuxième mise en garde

S'il s'agit d'un collectif féministe, ce n'est pas n'importe quelles femmes qui doivent être poussées de l'avant mais des ***féministes*** qui auront des comptes à rendre au collectif si elles utilisent à d'autres fins leur position de pouvoir.

Troisième mise en garde

Le collectif doit rester très près des féministes qu'il pousse de l'avant. Il faut qu'il soit, pour ces femmes, un soutien, un appui; il faut qu'elles puissent s'y ressourcer, débattre des contradictions rencontrées, etc.

Conclusion

C'est à nous féministes à prendre le pouvoir si l'on veut effectivement en changer les règles du jeu. C'est à nous enfin de trouver des stratégies efficaces pour y arriver.

---

1. Simone de Beauvoir, **Le deuxième sexe,** Paris, Gallimard, Tome I, 1949, p. 174.

2. Michelle Coquillat, **Qui sont-elles?, les femmes d'influence et de pouvoir en France,** Paris, Éditions Mazarine, 1983, p. 9.

3. Huguette Bouchardeau, **Un coin dans leur monde,** Paris, Syros, p. 55.

4. Huguette Bouchardeau, **op. cit.,** p. 78.

P-2 RAPPORT DES FEMMES AU POUVOIR INFORMEL DANS LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Marielle Tremblay,
professeure à l'Université du Québec à Chicoutimi

S'interroger sur le rapport des femmes au pouvoir informel dans les organisations syndicales, nous amène à cerner au préalable, dans quelle mesure une organisation syndicale peut intégrer la problématique féministe. En d'autres termes, une organisation syndicale peut-elle ***être*** oui ou non, pour les femmes, ***un lieu de lutte contre la domination patriarcale et un moyen efficace de faire progresser leurs revendications et leurs luttes?***

En effet, il me semble important avant de parler des stratégies à développer pour investir les lieux de pouvoir, de mettre au jour les ***rapports de pouvoir*** qui se tissent dans les organisations syndicales à caractère patriarcal.

Notre intervention est structurée à partir d'une recherche que j'ai effectuée pour ma thèse de doctorat et qui veut essentiellement proposer une nouvelle lecture de syndicalisme à partir d'une perspective féministe.

Titre: **Un syndicalisme au masculin: la CEQ et la question des femmes** (1973-1983).

La recherche que j'ai menée m'a permis de relever quatre caractéristiques majeures qui marquent les rapports entre le féminisme et le syndicalisme et qui indiquent les limites imposées à la progression du féminisme au sein des organisations syndicales. Si l'une des évolutions essentielles du syndicalisme est d'élargir son champ de luttes à l'action féministe, nous ne pouvons toutefois nier les problèmes que pose l'articulation du syndicalisme et du féminisme dans une organisation syndicale mixte et patriarcale comme la CEQ.

1- La première caractéristique qui se dégage de notre analyse est d'ordre *idéologique*.

L'émergence de nouveaux mouvements sociaux a transformé le champ traditionnel du politique, et a révélé à quel point les formes traditionnelles de représentation politique, notamment le mouvement syndical, ont du mal à intégrer dans leurs pratiques les demandes suscitées par ces nouveaux mouvements sociaux.

Quelle que soit leur forme, ces mouvements ne se définissent pas dans des termes identiques à ceux des luttes ouvrières: d'une part, ils remettent en cause au plan théorico-politique la centralité du rapport économique capital-travail dans l'explication de la dynamique des sociétés développées, et d'autre part, le rôle de la classe ouvrière comme seule porteuse de transformations radicales.

En ce sens, l'analyse des antagonismes sociaux en termes de classes déterminées économiquement ne peut rendre totalement compte des réalités

d'oppression et d'exploitation. En effet, il y a dans la société des formes de domination qui ne peuvent pas être expliquées uniquement par la dynamique des classes sociales.

Ces différents antagonismes génèrent de nouveaux fronts de lutte et la reconnaissance de la spécificité et de l'autonomie de toutes ces luttes est seule garante d'un projet de société porteur d'une réelle égalité entre tous les individus. Le mouvement syndical a un rôle important à jouer dans la transformation de la société, mais il ne peut plus prétendre détenir le monopole dans le champ de la pratique sociale. D'autres mouvements sociaux se sont développés et le déplacement et l'élargissement du terrain des luttes passent désormais par eux. Les organisations syndicales ne peuvent pas les ignorer.

Le propre du syndicalisme, est de se définir comme un unificateur universel des intérêts, des demandes et des aspirations du monde salarial. Des intérêts qui plongent leurs racines dans la structure des rapports de production et de travail. Aussi le syndicalisme est-il amené à se structurer et à s'organiser principalement sinon exclusivement en fonction des lieux de production et de travail.

Historiquement, celui-ci a toujours fait du rapport économique le rapport central de son action. Il représente pour les travailleuses et les travailleurs le meilleur instrument pour limiter l'exploitation sur les lieux de travail. En conséquence, le mouvement syndical appréhende toute réalité d'oppression, de domination et d'exploitation uniquement à partir des rapports existant dans la sphère de production.

En affirmant qu'il existe des lieux de domination en dehors du travail, on remet en cause la centralité du rapport économique capital-travail dans l'explication de la dynamique des sociétés développées. L'existence de rapports de domination autres que les rapports de classes et antérieurs au capitalisme nécessite une réflexion qui déborde l'explication sociologique traditionnelle ou l'analyse marxiste classique des rapports de classes. Subordonner ces rapports de domination à un intérêt supérieur de classe, c'est faire de ces fronts de lutte une simple conséquence de la seule lutte principale, celle qui vise l'abolition du capitalisme.

Les rapports de classes structurant la logique syndicale, il est donc difficile pour celle-ci d'intégrer les autres rapports sociaux conflictuels, notamment les rapports de domination sur la base du sexe. Réduire tous les antagonismes sociaux au rapport capital-travail, c'est analyser toutes les formes de domination et d'oppression comme le produit historique des luttes de classes, ce qui a comme effet de subordonner les luttes contre ces oppressions à un intérêt supérieur de classes y compris la lutte féministe.

Les rapports entre le féminisme et le syndicalisme se matérialisent à la CEQ par une subordination de la lutte féministe à la lutte de classes. En d'autres termes, la lutte féministe passe au second plan et est subordonnée à la contradiction travail-capital; de plus, la spécificité de l'oppression des femmes est occultée, car on nie que les femmes ont en commun une situation d'oppression relevant de la structure de domination patriarcale, qui transcende la structure de classes des rapports capitalistes. Analyser les antagonismes sociaux uniquement en termes de classes déterminées économiquement, comme la CEQ le fait, ne peut donc amener qu'à une vision économiste et limitative de la lutte des femmes.

2- Ces différences idéologiques se manifestent dans la *nature* des revendications mises de l'avant par le mouvement syndical et le mouvement féministe. Plusieurs revendications touchant des domaines divers ont suscité une collaboration étroite entre les organisations syndicales et les groupes de femmes. Mais, tout en jouant un rôle déterminant dans l'amélioration des conditions de travail, le mouvement syndical a aussi, de façon dominante, restreint sa lutte à l'exploitation économique que subissent les femmes sur le marché du travail. En ce sens, les revendications portées par le mouvement syndical touchent surtout qu'un aspect de l'oppression des femmes - leur exploitation économique dans la sphère de production.

Dans cette perspective, l'engagement syndical se démarque de celui du mouvement féministe qui, lui, en proclamant que la vie privée est politique, suscite une réflexion fondamentale, globale et critique sur l'ensemble des relations femmes-hommes identifiées comme des rapports sociaux et non pas comme des rapports privés. Pour le mouvement féministe, la transformation des rapports sociaux entre les sexes touche autant la sphère privée que la sphère publique et bouleverse non seulement l'économie, mais aussi la politique, la sexualité, la culture, les mentalités, etc.

Il faut toutefois dire que la CEQ, grâce au travail des militantes féministes, se montre plus disposée depuis quelques années à mettre de l'avant des revendications qui concernent les conditions de vie de femmes. Cet écart dans la nature des revendications demeure quand même, selon nous, un deuxième trait qui marque les rapports entre ces deux mouvements.

Ex.: Forum des femmes CEQ - 1986
Ateliers santé - nouveau.

3- C'est au niveau organisationnel que se situe la troisième caractéristique des rapports entre féminisme et syndicalisme. L'un des premiers postulats de la stratégie féministe est la reconnaissance de la non-mixité des organisations et des groupes féministes. Cette question nous semble primordiale par son fondement politique: ***c'est la rupture avec l'oppresseur.***

Pour le mouvement féministe, l'autonomie organisationnelle est perçue comme une nécessité, car elle permet aux femmes d'acquérir et d'affirmer une nouvelle conscience collective. Il est essentiel d'engager un débat entre nous, sur des bases d'unité et de solidarité, afin de définir notre propre problématique en fonction de nos propres pratiques. Enlever cette possibilité aux femmes, c'est nier la dimension politique du féminisme.

Dans l'état des structures patriarcales, avec la mixité nécessaire des luttes, un piège guette l'action féministe: l'absorption et la récupération de celle-ci par la stratégie politique et l'idéologie patriarcale. Prôner la mixité, c'est nier que la lutte contre l'oppression des femmes implique une démarche spécifique, une politique différente que seules les femmes peuvent définir entre elles. Or c'est seulement sur la base des autonomies respectives qu'un rapport authentique peut s'instaurer et que peut se nouer une alliance fructueuse entre la lutte féministe et la lutte syndicale.

Certes, la majorité des centrales syndicales ont reconnu la nécessité de structures autonomes de femmes et formé des comités de condition

féminine au sein de leurs organisations. Mais les espaces-femmes au beau milieu de la forteresse syndicale ne suffisent pas, surtout s'ils sont isolés, discrédités et contrôlés par celle-ci. Que reste-t-il, dans ces conditions, de la portée révolutionnaire de la lutte féministe? Nous croyons que la question de la mixité ou de la non-mixité est un des éléments les plus révélateurs des difficultés relatives à la jonction de la logique féministe et de la logique syndicale.

4- Enfin, notre étude révèle qu'au-delà des divergences politico-idéologiques et organisationnelles, il existe une contrainte d'ordre structurel qui freine le développement de la lutte féministe au sein des organisations syndicales.

La Centrale de l'enseignement du Québec est non seulement, encore en 1986, traversée par le sexisme mais elle reproduit une structure patriarcale qui infériorise les femmes et se manifeste principalement par l'existence de rapports de domination sur la base du sexe. Outre le fait que les femmes soient opprimées dans leurs conditions d'enseignantes (confinées au niveau de la maternelle et du primaire, disparités salariales, etc.) elles le sont aussi comme femmes au sein de la structure syndicale.

La CEQ est une organisation syndicale qui reproduit, dans sa structure, sa logique et son fonctionnement, la dynamique des mécanismes patriarcaux. En ce sens, la CEQ ne s'écarte pas du modèle social dominant, mais le perpétue. Comme agent/reflet du patriarcat, la CEQ reproduit la division sexuelle du travail et des rapports de domination entre les sexes, ce qui a pour conséquence de placer les femmes en situation de discrimination, d'oppression et d'infériorité au sein même de l'organisation syndicale. La CEQ exerce donc sur ses membres féminins la même oppression que la société en général.

Cette structure patriarcale basée sur une hiérarchisation des sexes a pour effet non seulement d'exclure les femmes des instances décisionnelles, mais de les écarter de l'exercice et de la gestion du pouvoir.

La sous-représentation des femmes aux postes de responsabilités et de décisions au sein de l'organisation est un indice révélateur de l'hégémonie masculine. En effet, les hommes comme groupe dominant, mais minoritaire, détiennent et exercent le pouvoir selon leurs normes, leurs besoins et leurs valeurs: statut hiérarchique, carriérisme, performance, compétition, l'expertise, monopole du savoir, concentration de l'information, etc. Toutes ces valeurs reconnues comme naturellement masculines par la socialisation patriarcale sont généralement étrangères aux femmes.

Réfractaires à cette conception et à cette gestion du pouvoir syndical qui vont à l'encontre de leur propre socialisation, les femmes questionnent de plus en plus le pouvoir syndical patriarcal. Car, si elles veulent investir le pouvoir, c'est à la condition de le transformer et de le redéfinir en fonction de leurs intérêts et de leurs aspirations. En ce sens, le pouvoir syndical tel qu'il est pratiqué à la Centrale freine la participation des femmes au sein de l'organisation.

Traditionnellement, les facteurs énoncés pour expliquer la non-implication des femmes à l'action syndicale relevaient de causes extérieures à l'organisation syndicale. Nous croyons qu'il faut dépasser ce type d'explication trop limitatif et interroger la structure même de l'organisation syndicale. Les structures et le fonctionnement syndicaux ne servent pas les femmes et ce, pour plusieurs raisons: discrédit de la parole des femmes, horaires des

réunions, ampleur du travail exigé, répar[illegible] stratégies d'intervention, procédures [illegible] cale peuvent être vécues comme des contraintes par les hommes et par les femmes, elles se posent avec plus d'acuité pour ces dernières.

De plus, le caractère patriarcal de l'organisation syndicale pose le problème du militantisme syndical comme un ensemble de pratiques discriminatoires instaurant des rapports inégalitaires entre les sexes. Le modèle de pouvoir patriarcal, présent au sein de la CEQ, élève devant les femmes qui veulent militer des obstacles supplémentaires et freine ainsi le militantisme des femmes.

L'organisation syndicale intègre les femmes à la vie syndicale en les assimilant au modèle dominant et en ne respectant pas leurs particularismes propres. En effet, le poids des obligations personnelles et familiales des femmes constitue un obstacle majeur à la participation des femmes au sein de l'organisation syndicale. En ce sens, les conditions d'exercice du militantisme qui exigent un investissement total de l'individu freinent l'implication des femmes dans la vie syndicale.

Pour conclure, nous dirons que si le mouvement syndical veut être réceptif à la lutte féministe, il devra interroger son fonctionnement, ses structures, ses pratiques et éliminer les rapports de domination sexuels qu'il reproduit.

Pour cela, il devra remettre en cause ses propres pratiques et viser la redéfinition de rapports plus égalitaires entre les sexes. Nous pensons ici à une répartition plus équitable du savoir et du pouvoir, des rôles et des fonctions, des espaces et des places occupés par chacune et chacun, ainsi qu'à une division du travail non appuyée sur une base sexuelle.

C'est le défi qu'il a à relever, car le mouvement syndical ne peut se passer de la combativité des femmes et de la force de changement qu'elles représentent.

P-2 RAPPORT DES FEMMES AU POUVOIR INFORMEL DANS LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Madeleine Ladouceur,
Comité des femmes CEQ

Ce que les femmes veulent, c'est une société égalitaire non de droits mais de fait, une société où les rapports au pouvoir ne soient plus des rapports de domination d'un sexe sur un autre, d'une classe sur une autre, mais une société où les rapports au pouvoir soient égalitaires, où chacune et chacun puissent contribuer, d'une façon maximale, selon leurs expertises, à la construction d'un monde sans discrimination.

Analyse de la réalité: rapports des femmes au pouvoir à la centrale CEQ

Pouvoir formel:

1- Représentation

Dans une Centrale à 66 % de femmes, le pouvoir ou les postes de pouvoir sont assumés par 33 % de femmes. Le leadership par sexe est inversement proportionnel au membership par sexe.

Les femmes assumant un leadership se raréfient à mesure que l'on monte vers le sommet de la hiérarchie syndicale.

2- Contraintes matérielles: la double et la triple tâches

Les femmes qui assument la responsabilité d'une double tâche (travail social et travail à la maison) ne peuvent pas longtemps en assumer une troisième (militantisme). Les profils différenciés de la militante et du militant, élaborés à partir de données de l'enquête sur le militantisme à la Centrale (1983-1984), sont révélateurs:

Les femmes militantes sont célibataires à 24 %

Elles sont mariées à 55 %

Elles sont sans enfant à 40.8 %

Elles ont des enfants de 17 ans et plus à 36.5 %

Les hommes militants sont célibataires à 10 %

Ils sont mariés à 79.9 %

Ils ont des femmes ménagères à 11.8 %.

Ils ont des femmes ménagères à temps partiel à 23.2 %.

Le militantisme, à la Centrale, s'appuie sur le travail bénévole des femmes. Comme celles-ci ne peuvent pas compter sur le travail bénévole des hommes pour se soulager de leur tâche, elles militent et elles assument le pouvoir syndical que lorsque leur tâche ménagère est minime.

3- Contraintes structurelles (le patriarcat)

L'organisation syndicale ne s'est pas démarquée de la société patriarcale et capitaliste dans laquelle elle s'inscrit. Elle continue de reproduire et de renforcer les inégalités sexuelles et sociales dans des inégalités syndicales.

Les femmes sont minoritaires dans le pouvoir syndical, en conséquence elles doivent se plier, s'adapter à un fonctionnement, à des horaires, à des discours, aux règles du jeu imposées par des hommes.

D'après les témoignages recueillis lors de l'enquête sur le militantisme à la Centrale CEQ en 1983-1984, les femmes disent:

- qu'elles doivent être deux fois plus compétentes que les hommes pour être écoutées;
- que la prise de parole selon les procédures imposées et même que la prise de parole tout court leur est difficile parce qu'elles ne l'ont pas apprise;
- que leur crédibilité est toujours à construire, sinon toujours contestée;
- que l'information, dont on connaît l'impact sur le pouvoir, n'est pas partagée également entre militantes et militants;
- qu'on leur confie des dossiers de second ordre ou des dossiers casse-gueule sans leur faciliter l'apprentissage;
- etc.

4- Contraintes culturelles

Les femmes ont intégré des valeurs, ont appris des attitudes et des comportements qui ne les ont pas préparées à assumer des responsabilités de pouvoir.

Les apprentissages que les femmes ont faits, la culture qu'on leur a inculquée les a confinées à l'espace privé de la famille. Le travail social qu'elles assument est habituellement dans le prolongement des tâches familiales. Les responsabilités syndicales qu'on leur confie sont souvent associées au prolongement des tâches familiales. Elles sont déléguées d'école avec pouvoir de recommandation seulement (59.2 %), les pouvoirs de décision appartiennent à des hommes à plus ou moins 66 %.

Les femmes n'ont pas appris à *assumer* le pouvoir politique dans la société: planifier le développement, élaborer les stratégies, fixer les objectifs, prendre la parole pour convaincre, maîtriser les procédures. Elles accusent des retards culturels importants quand elles décident d'investir le pouvoir.

Pouvoir informel:

La réalité:

C'est l'information, le ressourcement, le consensus, la solidarité que nous avons développés à l'intérieur de la Centrale dans les lieux et les struc-

tures qui nous sont spécifiques, le comité des femmes des comités locaux, le réseau des femmes, les sessions d'éducation syndicale spécifiques aux femmes et le présent forum. Ces discussions entre femmes permettent la conscientisation, le développement de l'esprit critique, le déconditionnement et l'émergence d'une réflexion en processus et d'une action commune vers l'atteinte de nos objectifs.

Ces discussions permettent de développer des stratégies pour influencer le pouvoir détenu encore par le groupe dominant.

Stratégies de changement

Les stratégies de changement qui sont déjà en place à la Centrale et qu'il faut renforcer :

- La lutte des femmes sur leurs propres bases pour dénoncer le conditionnement qu'elles ont subi, pour dénoncer le pouvoir patriarcal et ses pratiques discriminatoires.

- Le renforcement du pouvoir informel des femmes : rejoindre le plus grand nombre de femmes possible dans des sessions d'éducation syndicale spécifiques aux femmes, dans les comités et les réseaux de la condition des femmes, augmenter la visibilité des femmes en produisant des avis sur tous les dossiers de la Centrale, à tous les niveaux de la structure, diffuser l'information sur les luttes des femmes à l'interne et à l'externe, construire de nouvelles alliances.

- La lutte pour l'accès à l'égalité des femmes au pouvoir syndical par la prise du pouvoir syndical par une majorité de femmes féministes pour changer les règles du jeu et atteindre l'objectif d'une société égalitaire de fait en commençant par notre organisation syndicale.

P-3 LE FÉMINISME LIBERTAIRE

Micheline de Sève,
professeure à l'Université du Québec à Montréal

1- Du privé, déborder dans le public

La question du pouvoir répond pour nous à un besoin. La société libertaire dont nous rêvons demeurera une utopie si nous ne prenons pas les moyens nécessaires pour gagner l'espace qui nous manque. Les femmes ne peuvent se passer de l'action politique parce que leur liberté dépend de l'existence de services communautaires adéquats. Parce que nous sommes responsables de personnes qui dépendent de nous, enfants, personnes âgées, malades ou provisoirement hors circuit, notre émancipation personnelle - dans la mesure où nous prétendons maintenir nos liens avec notre entourage et assumer notre identité de femmes, c'est-à-dire d'êtres en relation avec d'autres personnes qui ont besoin d'elles - ne saurait se réaliser s'il n'existe pas des services de qualité capables d'assurer le relais en notre absence. Nous ne pouvons nous réfugier dans le privé à moins de consentir à l'isolement; il nous faut gagner les instruments de notre liberté, négocier les moyens d'élargir notre espace, imposer nos priorités, nos besoins et pour ce, manifester notre force dans l'arène publique.

2- Nos atouts

Notre approche du pouvoir dans la sphère de la vie privée est celle de médiatrices. Dans nos rapports avec nos enfants en particulier, pouvoir et amour se conjuguent, les conflits sont temporaires et ne mènent pas - idéalement du moins - à des ruptures. Il n'y a pas d'opposition permanente mais des tensions dynamiques; nous tentons d'expliquer nos gestes d'autorité, nous croyons qu'ils seront compris plus tard sinon tout de suite. Notre pouvoir est celui de formatrices, d'éducatrices qui craignent par-dessus tout la rupture des communications entre elles et les personnes avec qui elles tissent patiemment des liens qui sont aussi des liens amoureux. Cette habitude de la conciliation, de l'attention et du respect de l'autre peut constituer un atout de la vie politique active pour comprendre l'ensemble des points de vue exprimés, agir de façon à désarmer l'adversaire, travailler dans le sens du consensus et d'une négociation ouverte. Cependant, le jeu politique, dans sa forme actuelle, nous heurte.

3- Des problèmes

Par-dessus tout, le pouvoir nous rend visibles. Il exige la capacité de nous affirmer comme sujets, d'abandonner précisément cette position de médiatrices dont nous sommes coutumières pour parler en notre nom personnel. Plus question de nous cacher derrière l'autorité du père, la volonté du curé, les exigences de l'école ou du milieu environnant. Nous devenons directement responsables des décisions à prendre comme des positions exprimées.

Le pouvoir en outre, tel que pratiqué dans l'arène publique, divise, oppose, fractionne. Tout consensus y est le résultat d'un compromis. Les ressources étant limitées et les positions contradictoires, le monde politique est

un monde de conflits, de ruptures, d'affrontements entre adversaires. Souvent, nous avons peur du pouvoir parce que nous vivons l'opposition de nos adversaires politiques comme un rejet, une menace à notre identité. Contrairement à l'accord qui régit nos interventions dans le monde du privé, nous devons ici faire face à l'existence d'une distance parfois infranchissable entre nous et la partie adverse. Il nous faudra apprendre que dans ce cadre de négociations entre adversaires, pouvoir et amour ne se conjuguent plus. Il existe une césure entre nous et les autres. Certes, des compromis peuvent empêcher que l'opposition tourne à l'affrontement ouvert et nos talents de médiatrices peuvent nous servir utilement. Cependant, nous devons apprendre à changer nos points de ralliement. Il ne s'agit plus de rechercher l'approbation, « l'amour » de tout notre entourage mais d'apprendre la différence entre solidarité, alliance et opposition. Encore une fois, notre habitude de l'ouverture aux autres constitue un atout mais elle risquerait de faire problème si elle se traduit par notre effacement au profit d'intérêts qui ne sont pas plus légitimes que les nôtres ou si elle nous empêche de dire nos besoins par peur de décevoir ou de mécontenter des personnes qui, de toute façon, n'ont nulle intention de nous plaire. Il nous faut apprendre qui sont les nôtres sur ce terrain nouveau pour nous et que ce que nous voulons, nous ne l'obtiendrons que si nous savons nous faire respecter au même titre que nous respectons les autres.

Enfin, un problème majeur face à l'ampleur de nos besoins et du terrain à parcourir, c'est la gestion de nos énergies et le choix de nos batailles. Nos conditions de vie et de travail étant ce qu'elles sont, il est exclu que nous puissions suivre le rythme exigé par l'action au sein des organismes politiques traditionnels. Par conséquent, il est impératif d'éviter l'isolement, de fonctionner en collectif, d'intervenir à plusieurs, de nous relayer les unes les autres par notre commune vigilance à défendre certains dossiers ou à promouvoir systématiquement certaines revendications en comité. Mais même toutes ensemble, nous sommes encore une minorité de femmes actives en politique. Il est certes utile que certaines de nous, même isolées, soient présentes à tous les niveaux, ne serait-ce que pour savoir un peu mieux ce qui se trame en termes d'efficacité, nous avons intérêt à choisir nos lieux d'intervention en fonction de nos priorités bien sûr mais aussi en fonction de nos chances d'obtenir des gains concrets sans pour autant nous épuiser à la tâche. En ce sens, compte tenu des ressources et des énergies dont nous disposons, la voie indiquée par Michelle Duval dans son texte, le choix d'interventions dans des lieux d'action politique proches de nos préoccupations quotidiennes semble plus indiqué que de nous lancer d'emblée dans la « grande » politique. Constituer nos assises, résoudre nos problèmes immédiats, affirmer notre présence partout où nous sommes assez nombreuses et assez fortes pour contrer les effets de notre absence ou de notre mise en tutelle, autant de « *petits pas* » (pour reprendre une expression favorite de Rosette Côté) qui nous rapprochent de notre but, transformer la société pour y inscrire collectivement notre présence comme nos besoins.

4- Nos objectifs

Le pouvoir tel que constitué, hiérarchisé de haut en bas, n'a rien pour nous séduire. Notre action vise à casser ces mécanismes de domination fondés sur une fausse conception d'une unité qui nous exclut ou d'un ordre qui nous subordonne. Pour affirmer notre présence et publiciser notre vision d'une société libertaire, ouverte à l'expression de besoins et d'idées multiples, il nous

faut intervenir partout où nous sentons le besoin d'élargir notre espace de mouvement. Mais l'adversaire est coriace, il ne cédera pas facilement à la pression, d'où la nécessité non seulement de joindre nos forces pour faire front contre lui mais de choisir soigneusement nos alliances comme nos lieux d'intervention. Le pouvoir se veut solitaire et unique. Dans la mesure où nous développons nos liens entre nous et avec nos alliées et alliés dans le respect de nos différences et de l'autonomie de nos choix comme de nos organisations respectives, nous avons déjà commencé à le fragmenter et donc à l'affaiblir en attendant de pouvoir échapper à son emprise.

P-3 LE FÉMINISME LIBERTAIRE

Michelle Duval,
organisatrice communautaire, CLSC Mont-Laurier

Les femmes et l'espace public

Nous sommes ici pour parler de pouvoir, de pouvoir politique. Or qui dit pouvoir politique dit action politique. Et l'action politique se constitue dans ce que les Grecs appelaient la « *polis* », cet espace public, ce lieu commun où les gens se parlent des questions qui les concernent tous et voient ensemble comment solutionner leurs problèmes ou gérer leur destin, collectivement. Bref, c'est dans cet espace public que se prennent les décisions qui concernent l'ensemble des membres de la communauté.

Traditionnellement les femmes, parce qu'elles ont été assignées aux tâches domestiques qui relèvent de l'univers privé, et aux soins des enfants, lesquels ne sont pas admis sur la scène publique, les femmes dis-je n'ont pas accès à cet espace public. Ce qui veut dire qu'elles ne sont pas là quand on traite de questions qui touchent l'ensemble de la communauté, donc qui les touchent elles aussi. Et par conséquent, elles ne sont pas là non plus quand on prend des décisions relativement à ces questions d'intérêt public.

Depuis que les femmes ont le droit de vote, ce qui est récent au Québec (1940), les femmes ont théoriquement accès à la vie politique. Mais dans les faits, comme elles sont absentes de la scène publique, elles ne se risquent pas dans l'arène politique. Ce n'est qu'avec leur entrée massive sur le marché du travail que les femmes ont commencé à habiter l'espace public: elles n'y prennent toutefois pas leur place en tant que femmes. Soit qu'elles adoptent le point de vue des hommes, qui est le point de vue public normal (tout comme les caractéristiques de l'adulte sain sont celles de l'homme sain). Soit encore qu'elles n'aient pas de point de vue public: serait-ce qu'orientées vers le privé, elles ne sont pas habituées à penser en termes de communauté? Peut-être... Ou ne serait-ce pas plutôt qu'elles estiment que leurs questions ne doivent pas être débattues dans un espace public, ne relevant pas de la politique traditionnelle? Pourtant, dès que des questions touchent l'ensemble des femmes, elles touchent plus de la moitié de la population. Et comme les intérêts des femmes sont étroitement liés à ceux des enfants, leurs questions toucheraient donc près de 75 % de l'ensemble de la communauté. Les femmes sont dès lors bien justifiées de débattre de leurs questions dans l'espace public.

Cet ***espace public***, quel est-il? Le Parlement? Les grands médias comme la télévision ou les quotidiens nationaux? Pour cerner cet espace public, revenons au point de vue des femmes, aux questions qui touchent directement les femmes. Parce qu'il faut commencer par le commencement, partir de questions bien concrètes, sur notre terrain. Voyons maintenant les instances, l'espace public où ces questions pourraient être débattues et où des décisions pourraient être prises dans le sens de nos intérêts. Nous avons besoin d'une clinique d'avortement? Investissons les conseils d'administration des CLSC et empêchons que l'expérience de Ste-Thérèse ne se reproduise. Nous avons besoin d'un service de garde à l'école? Faisons des représentations auprès des commissaires et si nécessaire, faisons-nous élire comme commissaires. Nous avons difficilement

accès au crédit et sommes bloquées par des politiques sexistes de prêt? Devenons membres des conseils d'administration des Caisses populaires. En un mot, investissons l'espace public qui est à notre portée, à partir de sujets cruciaux pour nous. Et de cette façon nous réinventerons l'espace public, le ramenant à sa vraie dimension, à une échelle humaine, celle d'une communauté. Ce qui ne veut en aucun cas dire de rester confinées à des ghettos de sous-pouvoir. Il y a dans les instances publiques locales un pouvoir réel à exercer, puisqu'il s'y prend des décisions capitales pour nous comme le prouvent les exemples dont on vient de parler. Partant d'un terrain qui leur est familier, les femmes prendront de l'expérience politique, et développeront une crédibilité publique.

Cet espace public que les femmes doivent investir est évidemment un espace mixte qui touche l'ensemble de la communauté. Les questions liées à la condition des femmes relèvent d'une organisation de société: pour changer le type de rapports entre les gens, pour modifier l'organisation du travail, pour mettre les enfants dans le monde, etc., etc., c'est toute la société qu'il nous faut transformer, et cette société comprend des femmes et des hommes. Si nous nous cantonnons dans un espace réservé aux femmes, nous limitons notre action à celle de groupes de pression, et restreignons notre pouvoir. Surtout, nous nous retirons de l'espace communautaire qui est mixte: les affaires des femmes, ce ne sont pas que les affaires strictement féminines, ce sont les affaires de l'ensemble de la communauté. Présentes et actives dans l'espace public communautaire, nous entraînerons les hommes qui emboîteront le pas à leur tour. Sinon, nous abandonnons l'espoir d'impliquer les hommes dans notre projet, la partie est perdue. Jamais le monde ne changera...

Envahissant l'espace public mixte, il est essentiel que les femmes se gardent des lieux autonomes, réservés aux femmes, pour définir un point de vue, des projets et des stratégies de femmes, et aussi pour garder bien vivante la solidarité entre femmes. Parce que cette solidarité de femmes sera indispensable pour s'imposer sur la scène publique: tout comme les femmes qui accèdent aux métiers non traditionnels, il est capital pour que les femmes survivent en politique d'une part qu'elles ne soient pas seules à occuper les postes électifs, et d'autre part qu'elles soient portées par des groupes de femmes qui appuient leurs positions, et aussi qui les empêchent d'oublier le point de vue des femmes.

Je n'ai pas encore parlé des partis politiques traditionnels. L'expérience des femmes qui s'y sont risquées est assez éloquente: la solidarité ministérielle prime sur la solidarité féministe, c'est un monde de couteaux longs et de coups bas, les militantes féministes actives ne sont pas recrutées comme candidates, la direction des partis est un monde de « *chums* », un clan masculin très fermé où les femmes ne sont admises que très difficilement, tout comme dans les hautes directions d'entreprises. Pour toutes ces raisons, il me semble préférable pour l'instant de concentrer nos énergies sur des espaces publics qui nous sont plus accessibles et où nous pourrons exercer un pouvoir réel. J'encourage bien sûr les femmes que l'aventure des partis politiques traditionnels intéresse. Mais que ces femmes suivent la consigne valable pour toutes les femmes qui investissent l'espace public, à savoir qu'elles se gardent des lieux autonomes d'orientation et qu'elles s'appuient sur des groupes de femmes auxquels elles seront d'abord fidèles.

Pour terminer, une ***question pratique***: comment les femmes, qui sont déjà surchargées avec leur double ou triple tâche, pourront-elles s'engager dans l'action politique et accéder aux lieux de pouvoir? Faut-il avoir les conditions

de Pauline Marois pour faire de la politique? Il semble bien que oui si on veut faire de la politique au sein des partis traditionnels. Quant à l'espace public communautaire, il est plus accessible pour les femmes qui ne font pas des vies d'hommes, il permet également de viser des mandats de courte durée, plutôt que de faire carrière en politique.

Résumons-nous: S'inscrivant dans un espace communautaire mixte et défini à partir de réflexions et d'échanges au sein de groupes autonomes, l'action politique des femmes leur donnera un pouvoir qui s'appuiera sur la force du nombre plutôt que sur le prestige individuel, les habiletés et ambitions personnelles, ou les réseaux d'influence. Et c'est en ceci que le pouvoir des femmes peut se démarquer de celui tel qu'exercé par les hommes actuellement: il tire sa force et son sens d'une mobilisation collective.

P-6 LES FEMMES DANS L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Céline St-Pierre,
Professeure, département de sociologie, Université du Québec à Montréal.

Je voudrais soumettre ici quelques réflexions qui permettent de mieux situer la place des femmes dans l'organisation du travail dans le contexte actuel de la restructuration de l'économie et de la réorganisation du travail qui l'accompagne. Le travail ici considéré est celui du travail salarié. Il m'apparaît cependant nécessaire de mentionner dès le départ que la place des femmes dans l'organisation de la production domestique et la non-reconnaissance sociale de celle-ci, détermine en bonne partie la place qu'elles occupent dans l'organisation du travail salarié et dans le rapport salarial global. Mais dans le peu de temps qui nous est imparti nous ne pourrons qu'effleurer cette problématique.

1- Les femmes sur le marché du travail: une réalité qui change

Examinons d'abord quelques données statistiques qui nous permettent de voir quelle place numérique revient aux femmes sur le marché du travail. La grande constatation qui en ressort est la suivante: malgré la crise économique et l'augmentation du taux de chômage à la fin des années 1970 et au début des années 1980, le nombre de femmes ayant un emploi à temps plein ou à temps partiel va en augmentant et continuera à augmenter, alors que celui des hommes ira en diminuant si les tendances actuelles continuent à s'affirmer.

1.1 *Répartition de la main-d'oeuvre par sexe et par secteur, 1971-1981*

	1971	1981
Secteur tertiaire		
Femmes	67.8	71.1
Hommes	36.9	39.1
Secteurs primaire et secondaire		
Femmes	32.3	29.1
Hommes	63.1	60.8

1.2 Répartition de la main-d'oeuvre par sexe et selon le statut, temps plein et temps partiel

Temps plein	1971	1981
Femmes	29.7	39.9
Hommes	69.2	68.1
Temps partiel		
Femmes	19.7	24.1
Hommes	5.0	6.3

Le taux d'activité pour les femmes est de 36,8 % en 1971 et de 47,1 % en 1981 alors que pour les hommes, il est de 72,7 % en 1971 et demeure exactement le même en 1981. Il semble qu'aux USA, dans les années 1990, deux tiers des femmes seront sur le marché du travail.

La féminisation du marché du travail ne révèle pas cependant de grands déplacements dans les places qu'occupent les femmes dans les divers secteurs d'emplois. Celui des services demeure le lieu principal de leur concentration et à l'intérieur de ce secteur, les emplois subalternes constituent leur port d'attache. Si leur nombre augmente, les femmes se retrouvent avec un statut le plus souvent précaire, sans sécurité d'emploi, à temps partiel et sans protection syndicale. Le taux de syndicalisation allant plutôt en diminuant (USA: 18 % et Québec: environ 26 %), il est difficile de s'imaginer que cette situation va s'améliorer. La grande question dont débat l'AFL-CIO en ce moment est celle de la place qu'occupera le mouvement syndical américain dans l'an 2000. J'assistais récemment au congrès de la section des professionnels, techniciens et employés de bureau de cette centrale américaine portant sur les changements technologiques et la grande inquiétude qui s'y est exprimée est celle de la présence du syndicalisme comme interlocuteur valable et représentatif à la fin de ce siècle.

Par ailleurs, la recherche d'un marché du travail de plus en plus flexible permettant aux employeurs tant privés que publics de faire appel à la main d'oeuvre selon leurs besoins et en définissant presque quotidiennement le nombre d'heures de travail et le nombre d'employés requis (les hôpitaux en sont un exemple), constitue l'une des transformations majeures du fonctionnement des entreprises. Cette recherche de flexibilité a et continuera d'avoir des répercussions profondes sur la structure du marché du travail et sur le statut de ceux et celles qui le composent. Les débats sur la déréglementation et la décontractualisation portent la trace de cette recherche de flexibilité et de l'appui que les gouvernements tant fédéral que provincial lui accordent. La recherche effrénée de la réduction des déficits dans les budgets de l'État laisse présager des choix d'allocations de ressources qui menacent les politiques sociales établies depuis une vingtaine d'années tout comme les minces acquis des femmes en emploi.

2- Des acquis fragiles et déjà menacés

Il faut sans cesse rappeler les droits qui ont été reconnus aux femmes en situation de travail, droits acquis au prix de longues batailles mais qui risquent constamment la remise en question. L'oubli ou la méconnaissance par

les femmes elles-mêmes des propriétés de ces législations. Je prends comme exemple celui du salaire égal pour un travail jugé équivalent. Québec est le seul gouvernement au Canada avec celui d'Ottawa à reconnaître dans sa Charte des droits le principe d'un salaire égal pour un travail équivalent. En effet, l'article 19 de cette Charte stipule que :

« Tout employeur doit, sans discrimination, accorder un traitement ou un salaire égal aux membres de son personnel qui accomplissent un travail équivalent au même endroit ».

La Gazette des Femmes, dans son édition d'avril 1986, [3] rapporte que selon les données compilées par la Commission des droits de la personne, l'écart moyen entre le salaire offert aux femmes et celui offert aux hommes pour accomplir un travail identique est actuellement de soixante sous. Au bout d'une année, la différence peut représenter environ 1 000,00$. Ce qu'il y a cependant de plus consternant c'est que les femmes ne recourent pas à cet article. Depuis 1975, seulement 37 cas ont été traités par la CDP. Chaque année, leur nombre diminue. Pourquoi? Plusieurs raisons sont relevées: complexité et difficulté d'établir l'équivalence entre deux types de tâches, ignorance de cette clause par les femmes, manque d'appui ou appui très faible de la part des syndicats, peur des représailles de la part de l'employeur et crainte du chômage [4]. Des raisons semblables émergent lorsque nous examinons le faible recours au retrait préventif de la femme enceinte en milieu de travail: ignorance, peur de perdre son emploi, dépendance directe du médecin pour l'information obtenue et dans la décision de recourir au retrait, tracasseries bureaucratiques de la part de la CSST.

Récemment, la nouvelle Ministre à la condition féminine du Gouvernement du Québec ouvrait la porte à une remise en question de l'obligation contractuelle par laquelle le Gouvernement peut imposer des programmes d'accès à l'égalité aux entreprises qui transigent avec lui et qui ont plus de 100 employées et employés et des contrats de plus de 200 000,00$. Les programmes d'accès à l'égalité en emploi tout comme les programmes d'accès à l'égalité dans les institutions secondaires et collégiales afin d'augmenter la représentation des femmes dans les inscriptions aux programmes professionnels, actuellement monopolisés par les hommes et correspondant aux programmes les plus prometteurs en termes d'accès au marché du travail, sont à surveiller dans leur mise en application. Ces programmes sont d'autant plus importants que le contexte actuel d'implantation massive de technologies nouvelles dans les secteurs de la production industrielle et des services bouleverse de manière significative la structure de l'emploi et les exigences de qualifications. Dans ce bouleversement, les femmes risquent leur place sur le marché du travail mais aussi leur santé tant physique que mentale. Il est donc important que les conditions de travail caractéristiques des secteurs d'emplois féminins soient prises en compte dans la définition des maladies professionnelles.

D'autres questions se posent concernant la mise en place de certains organismes de consultation en 1985 sous l'ex-gouvernement péquiste et dont la survie est loin d'être assurée par l'actuel gouvernement libéral. La démarche amorcée avec ***« Décisions 85 »*** ne sera pas reprise comme il avait été prévu de le faire et la raison de son abolition est loin d'être claire. On a tenté de la faire porter par les groupes de femmes eux-mêmes, insatisfaits de la rencontre, alors qu'un débat ou une consultation auraient pu être tenu à ce sujet. La vraie raison renvoie probablement au refus du nouveau Gouvernement

de se retrouver dans une rencontre où plusieurs questions embarrassantes risquaient de lui être posées sur des terrains où il ne veut pas s'engager. Il est possible que les recommandations de la « ***Commission consultative sur le travail*** » y soient pour quelque chose. Cette Commission avait pris la peine d'examiner les demandes émanant des groupes de femmes et du Conseil du statut de la Femme. Qu'arrivera-t-il de ces recommandations? Il est plus que probable qu'elles rejoignent les oubliettes si les femmes ne les font pas leurs et ne s'organisent pas pour les rappeler constamment aux ministres concernés. Même situation pour la « ***Table nationale pour l'emploi*** » où un seul siège a été réservé aux femmes. Là aussi l'avenir est incertain et les orientations peu encourageantes pour les femmes en particulier. Il m'est apparu nécessaire de discuter de ces questions car elles situent les contours du marché du travail pour les femmes, pour les années qui viennent. Parler de la place des femmes dans l'organisation du travail, c'est aussi parler de leur place sur le marché du travail et de la reconnaissance sociale de cette place par les différents groupes sociaux qui la composent. C'est aussi parler de la structure patriarcale qui les place en position de subordination politique et économique. C'est aussi parler du caractère ambigu du rôle des femmes dans la société, dont profite l'organisation patriarcale de notre société, nous l'avons assez dit, mais qui continue, par ailleurs, de déchirer les femmes dans leur cheminement personnel et dans la définition de leur projet de vie. Ce déchirement, à mon avis, tient une place non négligeable dans les orientations qu'elles prennent et dans la place qu'elles occupent sur le marché du travail et dans la structure occupationnelle.

3- Maternité et travail salarié: une organisation du travail difficile

Des recherches récentes menées par des sociologues américaines[3] rapportent qu'une famille sur cinq avec enfants est dirigée par une femme aux USA, la majorité des femmes ayant des enfants de moins de 18 ans sont au travail et 71 % d'entre elles ont des emplois à temps plein. Seulement 10 % des foyers américains dépendent économiquement du père comme seul soutien-pain. Par ailleurs, le revenu de deux salariés est maintenant nécessaire pour assurer un niveau de vie comparable à celui d'il y a vingt ans, aux familles américaines de couche moyenne ayant un seul revenu à cette époque. Selon une enquête menée par le Gallup Organization pour le compte de **Newsweek Pool**[4], 71 % des femmes interviewées demeurant à la maison ont répondu qu'elles désiraient travailler alors que 75 % des femmes au travail ont dit qu'elles travailleraient même si elles n'avaient pas besoin d'argent. L'une des explications évoquées renvoie au fait que même si la majorité des femmes ont des emplois peu intéressants et peu payés dans des secteurs d'emplois dits féminins, elles commencent à entrevoir la possibilité d'accéder à d'autres types d'emplois plus intéressants et mieux payés. Actuellement, elles forment 25 % de la force de travail dans des secteurs dominés traditionnellement par des hommes tels que la comptabilité et l'informatique.

Mais les femmes veulent aussi passer du temps avec leurs enfants et c'est à partir de ce moment que la gestion de leur temps de travail devient difficile. Selon ce même sondage de **Newsweek**, plus de 50 % des répondantes, travaillant à temps partiel ou avec des horaires flexibles, disent qu'elles ont coupé leurs horaires de travail pour être davantage avec leurs enfants.

Malgré le fait que le nombre de femmes au travail ayant des enfants de moins de 18 ans soit très élevé, le fonctionnement des entreprises et les mesures législatives se sont peu modifiés. Et les femmes de reconnaître que leurs journées sont épuisantes. Le fait que le nombre de femmes avec enfants, soignant le marché du travail dans les années qui viennent, va se consolider et peut-être augmenter et qu'en même temps les entreprises et les gouvernements vont maintenir leur lenteur stratégique pour adopter des mesures répondant à leurs besoins, va faire en sorte que la génération actuelle des mères au travail continuera à chercher des solutions individuelles à des problèmes sociaux complexes. Pour les femmes américaines, les revendications de garderies et du salaire égal pour des tâches équivalentes semblent être les plus importantes et les plus susceptibles de susciter une nouvelle période de mobilisation.

Le prix à payer est élevé pour la majorité des femmes: journées très longues et harassantes; interruption de carrière ou abandon du travail pour avoir des enfants et rester avec eux pendant les premières années; isolement social, difficultés d'ordre affectif dans la vie de couple et familiale; mais aussi une carrière sans enfant et sans vie affective pour plusieurs. Comme le souligne la sociologue Arlie Hochschild de l'Université de Californie à Berkeley: ***« L'une des ironies du mouvement féministe est que les femmes sont loin d'avoir fait les mêmes gains dans leurs vies privées que dans leurs vies professionnelles »***. Des recherches menées par quatre féministes, professeures en sciences sociales à la même université, parlent d'un nouveau phénomène caractérisant les femmes au milieu de leurs vies; elles l'ont saisi comme étant la ***« féminisation de la solitude »*** (feminization of loneliness). Selon les recherches qu'elles ont menées, il semble que les jeunes femmes continuent d'évaluer leur succès, non pas par les réussites de leurs carrières mais bien par leurs réussites ou échecs dans leurs relations personnelles. L'ambivalence entre les choix professionnels et les choix personnels: vie de couple et maternité, continue d'exister et demeure très forte pour la majorité des femmes. Pour les hommes, cette ambivalence n'existe pas et leur socialisation y est pour beaucoup.

Il m'a semblé important de rapporter quelques-uns des éléments de ces recherches car il me semble difficile de réfléchir sur la place des femmes dans l'organisation du travail salarié sans prendre en compte la place des femmes dans l'organisation du travail domestique et dans la reproduction sociale. Ces divers rôles sont fortement imbriqués et la socialisation qu'ils supposent est encore fortement marquée par une idéologie et une organisation patriarcales de la société.

---

1. Ces données sont construites à partir de celles du Bureau fédéral de la statistique et rapportées dans le livre de Pat Armstrong, **Labour Pains, Women's Work in Crisis**, The Women's Press, Toronto, 1984, pp. 198-199.

2. **Idem**, p. 203.

3. Jocelyne Richer, ***À travail équivalent, salaire différent***, dans **la Gazette des Femmes**, mars-avril 1986, p. 21.

4. **Idem**.

5. Ces données sont reproduites dans l'édition du magazine **Newsweek** du 31 mars 1986.

6. **Idem**, p. 51.

P-7 LA FORCE ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Francine Lepage,
Agente de recherche, Conseil du statut de la femme

Il me fait plaisir, ce matin, de vous faire part de mes réflexions personnelles sur ce sujet que je traiterai en deux temps.

Une première question se pose: Quelle force économique représentons-nous, nous les femmes? L'examen de ce que nous faisons et de ce que nous détenons nous permettra d'abord d'en juger, puis d'identifier les causes de cette situation.

On ne peut toutefois s'interroger sur la force économique des femmes sans faire référence à la conjoncture économique et à la remise en question de l'État Providence à laquelle nous assistons présentement. Une deuxième question se pose donc qui, celle-là, engage l'avenir: Quel sera demain le pouvoir économique des femmes si l'on donne suite aux courants réclamant moins d'État, moins de réglementation, moins de services et de prestations universels, moins d'impôts pour les contribuables à haut revenu et, enfin, plus de place à l'initiative individuelle et à l'entreprise privée?

1- La *force économique des femmes: quelle est-elle?*

Comme je l'ai dit précédemment, on peut juger de notre force économique à ce que nous faisons, c'est-à-dire à notre capacité d'entreprendre et de produire des biens et services qui sont utiles à la société.

1.1 *Que faisons-nous?*

Depuis toujours, les femmes assument la reproduction de l'espèce humaine, préparent les enfants à la vie productive, voient à leur propre entretien, restaurent la force de travail des autres adultes de la famille et se préoccupent des proches que la maladie, l'incapacité ou l'âge ont rendu moins autonomes. Elles répondent ainsi à des besoins fondamentaux.

Cet apport à la production sociale est immense même s'il n'est pas comptabilisé dans le Produit National Brut (P.N.B.), cette mesure en dollars de la production marchande d'un pays qui est souvent utilisée pour évaluer le niveau de bien-être atteint par une population. Lors d'un exposé récent, Marie-Thérèse Pontbriand l estimait à 17,1 % ou 38,3 % du P.N.B. selon la méthode utilisée, c'est-à-dire à 49,9 ou 51,5 milliards de dollars (dollars constants 1971=100), la valeur de la production domestique réalisée au Canada en 1981, production dont les femmes assurent une large part.

Actives à la maison, les femmes le sont aussi de plus en plus à l'extérieur. À la faveur des années de croissance qui ont suivi la deuxième guerre et d'une implication plus grande de l'État dans l'éducation, la santé, les services sociaux, et l'administration publique, les femmes sont entrées nombreuses dans la main-d'oeuvre si bien que, aujourd'hui, une sur deux se retrouve sur le marché du travail.

Les femmes consacrent également de nombreuses heures aux activités bénévoles dans les associations féminines et de bienfaisance, dans les groupes populaires, dans les comités de parents et les garderies, dans les associations politiques et autres. Selon Francine Harel-Giasson [3], on estime que, depuis le début du siècle, le travail des hommes aurait diminué de 24,7 heures par semaine alors que celui des femmes, en raison de la double tâche, se serait accru de 2,6 heures.

Si l'on doit mesurer notre force économique à notre potentiel, à nos réalisations et à notre aptitude à répondre à des besoins véritables, on peut affirmer sans ambages que nous représentons une force énorme. Imaginons un instant ce qui se passerait si nous arrêtions de travailler.

2- Que détenons-nous?

Regardons maintenant du côté de nos avoirs. Il devient alors évident qu'il y a un hiatus important entre la somme d'énergie que nous déployons et ce que nous possédons: actifs, argent sonnant, capacité d'épargne et d'investissement. Nous travaillons beaucoup, mais recevons relativement peu.

En 1982, [3] par exemple, les femmes déclaraient au fisc québécois des revenus totalisant 18 milliards de dollars alors que les revenus des contribuables masculins s'élevaient à près de 40 milliards de dollars.

De plus, les femmes sont particulièrement touchées par la pauvreté comme le démontre une étude récente du Conseil national de bien-être social [4] analysant la situation canadienne. Ainsi, quand elles vivaient seules, quatre femmes sur dix touchaient en 1983 des revenus insuffisants et cette proportion atteignait six sur dix, passé l'âge de 65 ans. Cinq familles monoparentales dirigées par une femme sur dix vivaient dans la pauvreté au Canada.

La récession a accru le risque de pauvreté chez les jeunes et les familles monoparentales, mais aussi parmi les couples avec enfants. De 1980 à 1983, le nombre de couples pauvres avec enfants aurait augmenté du tiers.

En 1984, une famille ayant trois enfants et plus sur quatre touchant des revenus insuffisants. Le salaire de l'épouse s'avérait de plus en plus nécessaire pour que la famille s'affranchisse de la pauvreté. En effet, en 1983, le taux de pauvreté s'élevait à 20,1 % dans les familles comptant une seule personne salariée, mais s'abaissait à 6,7 % lorsqu'il y avait deux gagne-pain.

Signalons, en outre, un phénomène qui échappe aux statistiques: celui de la dépendance financière, sinon de la pauvreté, de certaines femmes sans un sou à dépenser pour elles bien que résidant avec un conjoint disposant d'un revenu jugé suffisant.

Les données de cette même étude du Conseil national de bien-être social nous enseignent donc que les femmes encourent plus de risque de pauvreté lorsqu'elles:

- vivent seules;
- ont des enfants, particulièrement quand elles en assument seules la charge;
- font partie d'une famille comptant un seul gagne-pain;
- travaillent sur une base irrégulière, à temps partiel ou dans les services;
- vivent principalement de revenus de transfert; ou
- sont des personnes âgées.

1.3 Quelles sont les causes de cette situation?

Cette différence entre ce que nous faisons et ce que nous possédons provient largement du fait que nous avons été et sommes encore principalement responsables du travail familial dans une société où l'emploi est le meilleur gage de sécurité économique.

Trop souvent, nous sommes exclues du marché du travail ou marginalisées dans des ghettos d'emplois. Peu payées, nos occupations sont en maintes occasions le prolongement des activités que d'autres femmes exécutent gratuitement à la maison. Affectées à des fonctions de soutien, notre séjour sur le marché du travail est encore perçu par certains comme temporaire. Restreintes à un nombre limité d'emplois, notre relative abondance à ces postes influe à la baisse sur nos salaires. Arrivées tardivement sur le marché du travail, embauchées dans des emplois précaires et retenues le soir par la production domestique au foyer, il nous est difficile, comme travailleuses rémunérées de nous organiser en force collective.

Dans une société où une projection statistique[7] nous montre que, sur 100 adolescentes, 86 auront à vivre, à un moment ou l'autre de leur vie, sans un conjoint à leur côté, où la plupart des femmes ont charge d'enfants, où le salaire des conjointes, comme on l'a vu, doit de plus en plus s'ajouter à celui de l'époux pour que la famille échappe à la pauvreté et, finalement, où la grande majorité des femmes ont à vieillir seules, un rééquilibrage est nécessaire.

Pour qu'il s'effectue, nous devons avoir plein accès à l'éducation, à l'emploi et à des politiques adaptées afin que nos responsabilités familiales ne constituent pas une entrave à l'exercice de notre droit à l'éducation et à l'emploi. Il ne peut y avoir droit véritable à l'emploi sans un meilleur partage des tâches entre les conjoints dans la famille, mais sans, également, un support suffisant sur le plan monétaire et des services de la part de l'État. Les politiques doivent donc éviter d'inciter les femmes à la dépendance économique du conjoint. À l'inverse, elles doivent appuyer la quête d'autonomie économique des femmes.

2- La force économique des femmes: que sera-t-elle?

Au moment même où nous comptons encore beaucoup sur l'État pour nous aider à atteindre l'égalité économique, le rôle de celui-ci est contesté par certains qui souhaitent lui voir prendre moins de place dans la société. Dans cette deuxième partie de mon exposé, je parlerai donc de la conjoncture présente et des implications que les remises en question actuelles pourraient avoir sur les femmes.

2.1 La conjoncture présente

Nous sommes dans un contexte social et économique différent de celui des années soixante. Nous sortions d'une crise économique au cours de laquelle nous avons subi des taux de chômage très élevés. Les années de forte croissance économique semblent terminées pour l'instant.

Au niveau fédéral comme au Québec, les déficits budgétaires sont importants. Ils reflètent les moindres performances économiques réalisées et la hausse des budgets affectés au soutien du revenu, rendue nécessaire par le chômage. Au Québec, le déficit provient aussi en partie du rattrapage ce qu'il a fallu effectuer comme société, à partir des années soixante, dans les infras-

tructures publiques en santé, éducation, services sociaux et développement économique en vue de parer au retard que l'on avait pris. Enfin, comme l'a mis en lumière le Rapport Nielsen chargé d'étudier les différents programmes de dépenses fédéraux, les dépenses fiscales consenties sous forme d'exemptions et de déductions aux entreprises et aux contribuables se sont accrues durant les dix dernières années, diminuant sérieusement les revenus de l'État fédéral et le rendant ainsi moins apte à rencontrer ses dépenses.

Un problème sérieux d'emploi subsiste. On parle également de plus en plus de l'ouverture aux marchés extérieurs, des défis qu'il faudra surmonter pour exporter, de la nécessité pour les industries de prendre le virage technologique et d'accroître leur rendement pour devenir concurrentielles.

Que ce soit aux États-Unis, au Canada ou au Québec, des courants d'idées plus conservateurs ont cours qui remettent en question l'État-providence. Au lieu de voir à ce que les besoins de toutes et de tous soient satisfaits et d'être le moteur du développement, l'État se devrait dorénavant d'appuyer les initiatives individuelles et de créer un climat propice aux agents privés si l'on en croit certains.

Ceux-ci voudraient que l'État comprime le déficit budgétaire, réduise ses dépenses pour éviter d'avoir à imposer une fiscalité trop lourde et, selon eux, désincitative à l'effort. Ainsi, il faudrait détaxer les contribuables, particulièrement ceux à revenus moyens et élevés et prévoir, pour ceux-ci, des incitations fiscales au travail et à l'investissement. L'État se devrait, enfin, de rendre ses programmes d'aide plus efficaces en les limitant aux personnes les plus pauvres et en les assortissant de dispositions incitant à l'emploi.

Deux rapports gouvernementaux, le **Livre blanc sur la fiscalité des particuliers** [6], et le **Rapport Mac Donald** [7] proposent une réforme de l'aide sociale dans le cas des aptes au travail. Les deux le font en remettant en question certaines mesures dont profitent les femmes actuellement entre autres, les allocations familiales fédérales et le crédit d'impôt enfant dans le cas du **Rapport Mac Donald** ainsi que les allocations familiales provinciales et l'allocation de disponibilité dans le cas du Livre blanc). Misant sur des formules s'apparentant au revenu minimum garanti, on y propose d'augmenter l'incitation au travail en réduisant la garantie de revenu offerte aux personnes jugées aptes au travail, mais sans emploi, et en laissant une partie de leur prestation aux personnes qui sont en emploi et ce, jusqu'à un certain plafond de revenu.

Enfin, un vent de déréglementation et de privatisation souffle tant à Québec qu'à Ottawa. l'État se devant d'enlever les irritants et d'intervenir le moins possible selon certains.

2.2 Quelles sont les implications pour les femmes de ces remises en question?

Je ne peux vous brosser un tableau précis de l'impact que de telles orientations pourraient entraîner sur les femmes. Je vous livrerai toutefois certaines des interrogations et des réflexions que ce sujet suscite chez moi. De façon générale, il est à craindre que les femmes y perdent comme force économique si nos gouvernants prennent ce virage.

Je commencerai par l'examen d'un ***premier courant***, celui réclamant: ***la réduction du déficit budgétaire de l'État et la diminution du fardeau fiscal des contribuables à revenu élevé.***

Certaines personnes souhaitent que soient à la fois réduits les impôts des contribuables à haut revenu et diminué le déficit budgétaire de l'État.

Les questions suivantes se posent alors:

- Va-t-on augmenter le fardeau fiscal des contribuables à petit revenu et, donc, des femmes et diminuer ainsi l'équité de notre système d'imposition?
- Va-t-on sabrer dans les services publics? On sait que les femmes ont profité de l'extension des responsabilités de l'État dans des domaines qu'elles prenaient gratuitement en charge auparavant.
- Va-t-on diminuer le soin aux personnes âgées, aux malades et aux enfants en sabrant dans les garderies, les hôpitaux, les écoles, les services sociaux, les résidences pour personnes âgées, et augmenter aussi la charge des femmes à la maison? Réduira-t-on le bassin des emplois syndiqués et mieux rémunérés qui s'offraient aux femmes dans ces secteurs et accroîtra-t-on la surcharge de travail des personnes restées en emploi?

Va-t-on abolir les prestations universelles et pénaliser ainsi la classe moyenne?

Cette question m'amène à parler ***d'un deuxième courant,*** celui prônant: ***l'abolition des politiques universelles au profit des exemptions fiscales et des mesures sélectives selon le revenu familial.***

Dans le **Livre blanc sur la fiscalité des particuliers,** on suggère de reconnaître les besoins essentiels des personnes par les exemptions et déductions fiscales et de restreindre la portée des mesures universelles. Certaines de ces propositions ont été introduites dans le Discours du budget de mai 1985 du ministre Duhaime et soumises ensuite pour approbation en décembre dernier à l'Assemblée nationale dans le projet de loi 2. Ces réformes renforcent le statut de dépendance des conjointes en dirigeant l'aide gouvernementale versée aux familles vers les époux et les pères via les exemptions fiscales et non plus vers les mères via les allocations. En outre, ces propositions orientent l'aide gouvernementale davantage vers les familles à haut revenu que les autres puisque le mécanisme choisi, les exemptions et déductions fiscales, apporte un bénéfice croissant avec le revenu, étant donné notre table progressive d'impôt.

Vont dans ce sens:

- l'augmentation de l'exemption de personne mariée accordée au contribuable dont la conjointe est sans revenu qui s'appliquera en 1986;
- la perte de revenu exonéré de 1 420,00$ que la conjointe pouvait auparavant gagner sans réduire l'exemption de personne mariée de son époux;
- l'abolition, à toutes fins pratiques, des allocations familiales québécoises qui deviennent remboursables;
- l'instauration de nouvelles exemptions pour enfant qui seront réclamées par le parent ayant le plus haut revenu, le père habituellement;
- le retrait du revenu exonéré de l'enfant;
- l'accroissement de la déduction de frais de garde accordée pour les enfants de moins de six ans, mesure préférée à l'octroi d'un crédit d'impôt uniforme.

J'ai parlé auparavant du programme de garantie de revenu proposé dans le **Livre blanc** en remplacement de l'aide sociale pour les personnes aptes au travail. Dans l'option privilégiée par le gouvernement d'alors, on suggère de réduire le revenu versé aux personnes sans emploi. Risque-t-on d'instaurer des

dispositions coercitives à l'emploi (contrôles, revenu décent seulement en cas d'activités, etc.) sans, toutefois, que soit fourni le soutien nécessaire à une réinsertion sur le marché du travail, c'est-à-dire sans s'assurer de l'existence d'emplois intéressants, d'occasions de formation véritables et de soutiens à la garde appropriés? Dans ce cas, la situation des personnes à l'aide sociale et, entre autres, celle des responsables de familles monoparentales, ne pourront que se détériorer.

Dans les couples, le mécanisme d'incitation au travail risque de jouer en faveur du principal gagne-pain de la famille, l'homme habituellement, mais contre le deuxième gagne-pain, la femme ordinairement, puisqu'un deuxième revenu pourra priver la famille de l'aide gouvernementale.

On a vu que les dispositions fiscales actuelles pouvaient désinciter à l'emploi certaines épouses à faible revenu. L'abolition des prestations universelles en faveur de mesures uniquement sélectives selon le revenu familial accentuera encore cette désincitation. En effet, quel avantage la femme pourra-t-elle voir à son emploi, compte tenu de ses coûts de travail, si son revenu s'ajoutant à celui de son conjoint ne fait qu'entraîner la perte de l'aide gouvernementale sélective sans améliorer la situation financière de la famille.

On aurait tort, par des politiques à courte vue, d'encourager ainsi les conjointes à la dépendance de leur mari durant le mariage et de requérir ensuite, une fois l'union dissoute, que les femmes retournent en emploi parce qu'elles constituent alors une charge pour l'État en tant qu'assistées sociales.

Les prestations universelles comme les allocations familiales et la pension de sécurité de la vieillesse représentent une certaine reconnaissance par la société de la contribution des parents et des personnes âgées. En abolissant ces prestations universelles, un bon nombre de femmes se retrouveront sans revenu personnel. Il s'agit des conjointes au foyer sans ressources dont l'époux dispose d'un revenu jugé suffisant. Il ne fait pas de doute que leur dépendance financière sera alors totale.

Pour terminer, je parlerai du laissez-faire économique.

Les femmes ne pourront prétendre au travail rémunéré si subsistent des pénuries d'emplois. Or, il est loin d'être certain que le laissez-faire économique et une intervention minimale de l'État dans le monde des affaires, puissent solutionner le problème du chômage. Rien ne garantit, en effet, que l'action individuelle et non concertée des divers agents économiques puisse mener à une utilisation pleine et optimale des ressources humaines dans une société où, au départ, les chances sont inégales. Si certaines et certains y trouveront leur profit, un grand nombre de personnes, parmi les plus faibles économiquement et les moins organisées, y perdront au change.

Conclusion

Nous constituons par nos activités productives une force économique énorme. Mais, cette force, si on en juge à nos avoirs, est sans contredit encore occultée. Au foyer comme en emploi, notre travail n'est pas reconnu à sa juste valeur. Si nos élues et élus se laissent guider par les courants néo-conservateurs réclamant une réduction du rôle de l'État, il est à craindre que notre situation économique ne se détériore. Nous n'avons pas besoin de moins d'État, mais d'un État aussi présent et, à certains égards, plus actif. Afin qu'elles puissent

atteindre l'égalité en emploi, les femmes ont, par exemple, besoin durant les prochaines années de plus de réglementation.

L'abolition de certaines prestations universelles comme les allocations familiales et la pension de sécurité de la vieillesse, par exemple, laissera les femmes au foyer encore plus démunies. L'accentuation des dispositions fiscales axées sur le principal pourvoyeur de la famille et un recours accru aux politiques sélectives selon le revenu familial pourront retourner à la maison un certain nombre de femmes et créeront un obstacle additionnel à celles qui souhaiteraient intégrer le marché du travail. La réduction des activités de l'État et l'abandon, au secteur privé, de la responsabilité entière de la croissance économique ne peuvent être un gage que les femmes pourront accéder de plein droit à l'emploi. Or, le travail rémunéré est aujourd'hui pour quiconque le moyen le plus sûr d'atteindre l'autonomie économique.

Nous avons besoin que l'État modifie certaines de ses politiques actuelles qui nous discriminent et agissent dans d'autres domaines pour nous aider à atteindre l'égalité économique.

Il nous faut :

- Des mesures fiscales respectant l'***autonomie*** des femmes dans la famille :
  - réaffirmation de la base individuelle de notre système d'imposition;
  - octroi d'un crédit d'impôt personnel à la conjointe (ou au conjoint) sans revenu en remplacement de l'exemption de personne mariée et du transfert des exemptions entre conjoints;
  - attribution d'un rôle limité aux politiques sélectives selon le revenu familial;
  - garantie d'un revenu minimum décent aux prestataires de l'aide sociale et création, pour ces personnes, de véritables occasions d'emploi et de formation.
- Des mesures de sécurité du revenu apportant un ***soutien réel et équitable aux parents*** :
  - attribution d'une aide suffisante pour les enfants sur la base du principe de l'universalité par l'entremise des allocations familiales imposables;
  - octroi d'une aide additionnelle aux familles à faible revenu et aux familles monoparentales.
- Des mesures pour que la ***maternité ne soit pas un obstacle à l'emploi et une cause de pauvreté*** :
  - reconnaissance appropriée des coûts de garde encourus par les parents au foyer et en emploi;
  - adaptation du marché du travail aux besoins des parents : congés de maternité, congés parentaux, assouplissement des règles du fonctionnement, etc.
- Des mesures qui visent à ce que les ***femmes atteignent l'égalité sur le marché du travail*** :
  - attention apportée à la formation et au recyclage;
  - mise en œuvre du principe inscrit dans la Charte des droits : À travail équivalent, salaire égal;
  - instauration de programmes d'accès à l'égalité;
  - recherche active du plein emploi.

Même si la situation des finances publiques n'est pas hors de contrôle, on peut penser que nos élues et élus continueront à se préoccuper du déficit budgétaire. Selon moi, leur attention devra se porter du côté des dépenses fiscales, ces exonérations et déductions de toutes sortes qu'on a largement consenties ces dix dernières années aux entreprises et aux individus. Occasionnant un manque à gagner important pour l'État, les dépenses fiscales une fois le budget approuvé, ne sont pas soumises ultérieurement au contrôle parlementaire comme le sont annuellement les dépenses engagées dans les programmes sociaux. L'enveloppe des programmes sociaux devrait, elle, être préservée. Comme le note la Commission MacDonald, les dépenses sociales au Canada se situent dans la bonne moyenne des pays développés. Celles-ci ne sauraient donc constituer un fardeau trop lourd pour une société qui se veut égalitaire.

---

1. **Comptabilité nationale et travail domestique: une nouvelle approche,** Communication présentée devant l'Association des économistes québécois à Québec, le 16 janvier 1986, p. 6 et 10.

2. **La place des femmes dans l'économie,** Allocution d'ouverture présentée au Forum « Les femmes, une force économique inexploitée » organisé par le CSF à Montréal le 29 octobre 1983, p. 10.

3. Ministère du Revenu, **Statistiques fiscales des particuliers, Bilan des déclarations de revenus, 1982,** Québec, 1985, page 39.

4. **Profil de la pauvreté,** Ottawa, octobre 1985.

5. Hazel-Gaston Francine, **op. cit,** page 27.

6. Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, 1984, 198 pages.

7. **Rapport de la commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement au Canada,** Ottawa, 1985, 3 volumes.

8. Pour un examen plus approfondi des recommandations du Conseil du Statut de la Femme sur ces questions, consulter: G. Audette, I. Barnard, M. Boivin et F. Lepage: **La condition des femmes au regard de la famille, considération du CSF touchant le document de consultation sur la politique familiale,** Québec, 1985, 160 pages. F. Lepage, avec la collaboration de I. Barnard et M. Boivin, **Des choix de société déterminants pour l'avenir des femmes: réaction du CSF au livre blanc sur la fiscalité des particuliers,** Québec, 1985, 82 pages.

P-10 LES FEMMES À LA CEQ

Lorraine Pagé,
présidente de l'Alliance des professeurs de Montréal

1- Le pouvoir n'est pas naturel pour les femmes

Les enseignantes ont la sécurité économique… en tout cas, plus que la majorité des femmes. Et pourtant…

Les enseignantes sont majoritaires dans leur corps social (les deux tiers des membres sont des femmes). Et pourtant…

Le syndicalisme enseignant est une affaire de femmes. La pionnière: Laure Gaudreault. Et pourtant…

Mon expérience personnelle est la suivante: j'exerce un métier stéréotypé (maîtresse d'école c'est le prolongement de la maternité). J'ai commencé à m'impliquer dans le mouvement syndical pour des raisons de femme, c'est-à-dire un congé de maternité. J'ai été sollicitée par un homme pour exercer des fonctions syndicales.

Cela illustre bien que pour les femmes, la grande différence avec les hommes, c'est qu'on ne choisit pas le pouvoir. On ne le planifie pas. On ne s'y prépare pas. Il vient à nous à notre insu.

2- L'importance de la place des femmes dans le pouvoir

Pour féminiser le pouvoir:

- Notre société a deux modèles: le masculin et le féminin.
- Le pouvoir n'a que des caractéristiques découlant du modèle masculin: compétitivité, fossé entre la vie privée et la vie officielle, fossé entre le quotidien et le travail, sous-estimation de l'émotion, de la sensibilité.
- L'exercice du pouvoir est encore et restera le meilleur moyen pour influencer le cours des choses dans le sens de nos intérêts, de nos convictions, de nos valeurs. Il devient important que les femmes investissent le pouvoir pour avoir un moyen de plus à leur disposition pour influencer le cours des choses.

Faire éclater le cadre social.

Pour élargir le mouvement qui conduit les femmes à prendre leur place.

« Les structures masculines ne sont pas seulement les structures suprêmes mais elles ont une valeur particulière dans notre culture, dans les cultures de toutes les sociétés occidentales. Ce ne sont pas seulement nos plus importantes valeurs, ce sont nos seules valeurs » (Marilyn French)

3- Le pouvoir syndical: pareil ou pas pareil

Le rapport hommes/femmes reste essentiellement le même. Il est encore difficile à accepter qu'une femme soit meilleure. L'émotivité est plus difficilement acceptable (on accepte qu'un homme blasphème dans certaines circonstances mais on n'accepte pas qu'une femme pleure dans ces mêmes circonstances).

La femme devient crédible surtout… avec le temps. Seul sur la condition des femmes.

Il y a aussi incapacité de faire solidarité avec toutes les femmes. Encore plus en fonction de responsabilité.

Il y a des tentatives de récupération. Le féminisme est un mouvement progressiste et, à cause de cela, certains groupes gauchistes voudraient qu'il cautionne toutes leurs causes.

Malgré tout, c'est plus facile parce que le mouvement syndical est plus ouvert. Même si le mouvement syndical est une institution avec tout ce que cela suppose de résistances au changement, cela est quand même un lieu plus éclaté.

Il y a une vague de fond chez les femmes pour que plus de femmes occupent des postes de responsabilités parce que les femmes se retrouvent au moins par le regard, la complicité, l'émotion, prisonnières du même modèle, donc capables de se rejoindre.

« Il n'y a que deux façons de maîtriser une chose: la première en la domestiquant, en la domptant; l'autre en la tuant ». (Marilyn French)

Alors quoi? La première ou la deuxième? J'ai choisi la première en investissant le pouvoir syndical.

4- Quand ce que nous sommes devenues… peut être une force

De « nous-mêmes », des valeurs de notre « stéréotype », on peut faire des forces.

pour notre nous collectif pour notre syndicat pour notre centrale pour le syndicalisme.

Notre « intuition », n'est-ce pas la capacité de comprendre sans les mots. Les femmes sont capables de décoder les pleurs des enfants. Cela peut nous permettre plus naturellement de sentir où sont les enseignantes et les enseignants.

Notre émotivité, notre sensibilité peuvent nous permettre de dire les choses autrement.

Notre « tâche féminine », axée sur les choses simples peut nous permettre de revenir à l'essentiel de nos quotidiens.

Notre double et triple tâche peut nous permettre d'humaniser nos horaires, nos règles.

Notre « non-compétition » peut nous permettre d'avoir une vision moins carriériste de nos fonctions et des rapports moins hiérarchiques.

Toutes les femmes commencent par dire: « Je ne suis pas capable », mais ce sont les plus vives, les plus anticonformistes, les plus « dérangeantes » dans les faits.

5- La stratégie

a) Briser les mirages

C'est impossible pour une femme de représenter toutes les femmes.

Le pouvoir reste le pouvoir. Il a des règles qui lui sont propres et spécifiques. L'une d'entre elles étant le rapport de domination qui est encore perçu comme le moyen le plus efficace de faire valoir ses idées… alors!

b) Briser l'isolement:

Le pouvoir est un piège qui s'est refermé sur les femmes. Il faut éviter qu'il se referme sur nous:

- par la collégialité, c'est-à-dire le partage des dossiers, des responsabilités,
- par le refus de la fonctionnarisation, c'est-à-dire être centrées sur la fonction plutôt que sur le statut, avoir des rapports de collaboration avec les secrétaires,
- en développant la complicité et la présence dans les écoles.

c) Briser les modèles

Pour briser les modèles, il faut contester de l'intérieur:

- en maîtrisant les règles du jeu ... pour les utiliser autrement,
- en laissant pénétrer la vie privée, le quotidien dans notre travail (laisser place à l'humain, à l'émotion, aux autres facettes de notre vie pour modifier le rythme et l'horaire de travail),
- en s'attaquant aux dogmes, il y en a autant dans notre système que dans le système social ou économique, il y a des syndicalistes conformistes,
- en accordant de l'importance à l'individu, le mouvement syndical a axé son action sur le collectif exclusivement, parfois au détriment du respect des différences.

6- Qu'est-ce que cela a changé concrètement à l'Alliance qu'une femme soit présidente

- Au niveau des hommes:
- les séances du Conseil d'administration se tiennent en alternance de jour et en soirée,
- il y a place au compromis et aux entames lors de certaines activités syndicales,
- le calendrier des réunions est établi à l'avance,
- présence plus marquante dans les écoles par des visites systématiques des membres du Conseil d'administration,
- les rapports sont moins hiérarchiques avec les secrétaires,
- il y a partage des dossiers. Le travail se fait en équipe, en collégialité,
- l'information est plus ouverte.

7- Conclusion

Ce qu'il reste à souhaiter c'est que les femmes, en investissant le pouvoir, renouvellent le.

Ne pas avoir que le pouvoir, tout le pouvoir, seulement le pouvoir.

P-10 LES FEMMES À LA CEQ

Esther Pépin,
présidente du Syndicat des enseignants de la Chaudière

Mesdames,

Ça me fait plaisir d'être parmi vous et d'apporter un témoignage sur mon vécu en tant que présidente d'un syndicat local.

Selon moi, le pouvoir est un mot très galvaudé. C'est en fait, une composante de toute relation tant privée que publique. Ce n'est donc pas un attribut des personnes, encore moins d'un sexe. Traditionnellement, cependant, on a exclu complètement les femmes du domaine public et on les a aussi éduquées en ce sens. C'est ce qui nous amène aujourd'hui à parler du pouvoir des femmes.

Au début de ma nomination à la présidence de syndicat, un fait anodin en soi m'agaçait beaucoup. C'était tout simplement d'avoir à signer mon nom, d'y ajouter une virgule et le mot « présidente ». J'avais alors l'impression d'un vide, d'une illusion. Aujourd'hui, ça fait deux ans que je signe de cette façon et je m'aperçois que je ne ressens plus de malaise. Est-ce dû seulement à l'habitude?... Je ne crois pas... Un titre ne signifie rien. Le pouvoir, ça n'existe pas en soi. Ça se construit, il faut d'abord établir sa crédibilité. Dans le monde syndical, cela signifie souvent être capable de créer des consensus.

Ce qui me fait dire souvent que le pouvoir, c'est avant tout celui que l'on a sur soi et celui que les autres consentent consciemment ou pas de nous laisser. C'est donc limité et ça s'apprend. C'est aussi très difficile!

Je vais donc vous raconter comment j'ai vécu, au cours de ces deux ans, en y soulignant les difficultés propres aux femmes. Ces problèmes particuliers me semblent plutôt passagers. Plus nous serons au pouvoir, moins ils existeront. Je ne suis pas la première femme arrivée au pouvoir ni dans mon syndicat local, ni à la CEQ. Il y a donc des difficultés auxquelles je n'ai jamais eu à faire face. Vous verrez également que plusieurs difficultés existent tant pour les hommes que pour les femmes qui accèdent au pouvoir. La phase d'apprentissage existe pour toutes et pour tous.

Nous devons d'abord apprendre à utiliser l'impact créé par l'image projetée. D'ordinaire on s'attend à voir un homme à la présidence d'un syndicat. On l'imagine souvent imposant. Voir une femme bien ordinaire ou petite, c'est surprenant, amusant même. Pas de danger. On a l'impression qu'on n'aura pas à l'affronter.

Pour les membres, c'est sympathique. Ils ont moins l'impression, au départ qu'ils seront dirigés. Les femmes sont moins gênées. Elles peuvent enfin parler d'égale à égale. Cependant, j'ai toujours senti une certaine réserve au départ que je pourrais traduire ainsi: « *Se fera-t-elle « manger tout rond » par les méchants patrons?* ».

Face aux patrons et à l'intérieur de la CEQ, j'ai pu noter deux attitudes. Certains étaient vraiment ouverts à m'écouter et même à me donner une chance. D'autres, un peu misogynes, souvent très imbus d'eux-mêmes, repoussent toute personne débutante du premier revers de la main et semblent tout de suite prêts à l'écraser, d'autant plus qu'il s'agit d'une femme. C'est difficile,

mais pas eux, tu as au moins l'occasion d'apprendre à te défendre si tu sais faire preuve d'humilité et de ténacité. Tu deviens nécessairement plus forte.

Une présidente de syndicat se doit aussi d'apprendre à être patronne dans le bureau. Plusieurs personnes élues à la présidence en raison de leurs convictions syndicales ont eu à se retrouver, du jour au lendemain, sans aucune préparation, dans les chaussures du « patron ». Ce n'est pas toujours facile de marier les deux aspects. Les femmes en parlent couramment.

La conduite d'un dossier (information, argumentation, stratégie) représente un autre point d'apprentissage. Il semble que les femmes soient plus curieuses, plus soucieuses des détails et plus perfectionnistes. On m'a dit également que nous disions davantage la vérité mais que parfois toute vérité n'est pas bonne à dire... Il faut apprendre à doser.

Il nous faut aussi apprendre à utiliser le mot-clé, ce que j'appelle parfois l'exercice du pouvoir horizontal, c'est-à-dire l'art de consulter ses collègues. Vous seriez surprises, Mesdames, de voir le nombre d'hommes et de femmes qui excellent à la présidence de leur syndicat local mais qui sont incapables de s'exprimer dans les micros de la CEQ...

Pour les hommes, il semble que ce soit un petit peu plus facile. Traditionnellement les modèles sont nombreux. Il y a plus d'hommes au pouvoir donc, il y a aussi plus d'informations qui circulent dans les corridors, autour d'une bière, à la pêche.

Les femmes commencent à s'organiser et à s'intégrer dans les réseaux informels où circule l'information. Une présidente qui a commencé en même temps que moi me faisait remarquer que cette année, la CEQ semblait plus réceptive face aux femmes qui parlent au micro. Je lui ai alors demandé si c'était parce que la CEQ était plus réceptive ou si c'était parce que les femmes étaient plus nombreuses et surtout parce que leurs interventions étaient plus articulées. Nous n'avons pas pu répondre à cette question. Qu'en pensez-vous?...

Finalement il semble que c'est surtout par notre approche que nous nous différencions des hommes. On m'a dit que nous les femmes, étions moins confrontantes que les hommes au départ, que nous étions plus respectueuses des personnes, que nous nous préoccupions beaucoup plus de la formation des autres, de leurs différents points de vue et de leurs problèmes personnels, que nous étions davantage portées à faire attention aux moyens à utiliser pour atteindre une fin, enfin que nous étions très tenaces. Au premier abord, j'étais convaincue que c'était effectivement ce qui nous différencie le plus des hommes.

En y réfléchissant bien, j'ai revu dans ma tête quelques scènes où des femmes avaient pu hésiter dans le choix des moyens pour atteindre leur fin, y allant même jusqu'à en taxer facilement la première venue, d'autres enfin qui ont lâché dès la première intervention au micro ou dès la première grande difficulté. Est-ce exact que toutes les femmes ont une approche vraiment différente de celle de tous les hommes?

En réfléchissant davantage, j'ai reconnu quelques hommes parmi les présidents actuels, tout à fait doux et respectueux des autres, des hommes qui m'ont aidée à faire l'apprentissage du pouvoir et qui m'ont soutenue.

Se peut-il qu'auparavant, on ne rencontrait qu'un seul type d'homme au pouvoir, apparemment très sûr de lui, souvent tapageur et bavard, et surtout très carriériste? Se peut-il qu'actuellement l'arrivée des femmes au pouvoir ait permis à d'autres genres d'hommes d'aspirer au pouvoir et d'y être plus à l'aise?

Sommes-nous si différentes des hommes?... Si nous voulons vraiment que les choses s'améliorent, je crois que nous devons poursuivre intensément

notre réflexion sur le pouvoir, et ce, conjointement avec les hommes.

Nous devrions aussi faire en sorte que théoriciennes et praticiennes de la CEQ travaillent ensemble. Quand on est dans le feu de l'action, on a parfois peu de temps pour s'arrêter et réfléchir. Par contre, ce sont les praticiennes qui ont le vécu, c'est elles qui portent la responsabilité du pouvoir, c'est également elles qui doivent prendre régulièrement le « pouls des membres ». Il devrait, à mon avis, y avoir un plus grand rapprochement entre les praticiennes et les théoriciennes.

Il va falloir également travailler pour donner aux femmes une meilleure formation académique et personnelle (esprit d'analyse et de synthèse, rigueur intellectuelle, discipline personnelle, affirmation de soi). Il faudra également leur donner une information plus exacte sur le pouvoir (ses difficultés et ses exigences tant pour les hommes que pour les femmes).

De plus, j'ose espérer qu'un jour on valorisera davantage le fait d'être au pouvoir pour une femme. Pour les hommes, l'accession au pouvoir représente le succès d'une vie; ils deviennent vite des modèles de réussite sociale. Pour une femme, elle devient alors l'exception qu'on soupçonne. Elle doit bien être déplaisante... C'est peut-être une féministe enragée... Rien de tout ça! Eh bien, voyons donc... ce doit être une femme « aidée » ou encore un « homme en jupon »... Choisissez Mesdames!... La haine qu'on donne aux femmes, le goût et la hantise de la réussite!

J'ai hâte enfin qu'on encourage les femmes à accéder au pouvoir en mettant sur elles des pressions directes! Qu'on cesse de leur dire: « T'es bonne là, reste donc où tu es... » Ne dit-on pas aux hommes: « T'es bon là, mais t'es surement capable de faire mieux »!

Finalement, je tiens à vous dire que j'ai beaucoup appris durant ces deux années à la présidence. Notamment j'ai réussi à m'affirmer davantage, à développer une pensée plus critique et plus articulée, à maîtriser les principaux outils de communication.

J'ai beaucoup aimé faire ce travail en dépit de ces exigences. C'est le « lot » d'être au pouvoir! Son travail est diversifié. Tu deviens au centre des informations et tu as parfois le plaisir de pouvoir modifier tant soit peu le cours des événements. Pourquoi ne le dit-on jamais aux femmes, ou si peu!

Au cours de cet exposé, j'ai voulu vous présenter une vision plus réaliste du pouvoir tout en vous donnant le goût de vivre cette expérience. Le forum des femmes arrive à point. C'est la fin de l'année. C'est la période des engagements, je vous convie donc... Mesdames, à un rendez-vous dans l'action en septembre. Vous aurez vous aussi le privilège de vivre une expérience très exigeante mais combien enrichissante... Au plaisir de vous y retrouver nombreuses.

P-10 LES FEMMES À LA CEQ

Solange Pronovost,
présidente, Fédération du personnel de soutien

Cheminement personnel

Afin que les participantes saisissent bien l'état de ma réflexion concernant le pouvoir des femmes, il est important de préciser d'abord que je suis secrétaire et ensuite décrire quel a été mon cheminement personnel dans les structures dites « ***de pouvoir*** ». Cela permettra de mieux saisir qu'à mon engagement syndical s'est ajouté un engagement féministe.

C'est au début de l'année 1979 que ma vie syndicale a commencé alors que j'ai accepté un poste d'agente d'information au syndicat local, un syndicat de 200 membres, poste que j'ai occupé pendant six mois. Cependant, je n'étais pas membre du Conseil d'administration. Sans en être véritablement consciente, je détenais un certain pouvoir étant au cœur même de toute l'information. J'ai cependant vite compris que pour accomplir mon travail de façon adéquate et faire en sorte que toute l'information soit diffusée aux membres et qu'elle soit utilisée dans le sens des intérêts des membres, il valait mieux que j'investisse les véritables lieux de décisions. C'est donc à l'automne 1979 que je me suis présentée comme conseillère au Conseil d'administration du syndicat local tout en conservant la responsabilité du dossier de l'information. Déjà à l'époque, mon plus grand souci était de transmettre « toute » l'information, tant chez les membres que dans les instances nationales de la Fédération du personnel de soutien à la CEQ. Cela m'a valu plusieurs reproches, particulièrement de la part des employeurs locaux, mais cela m'a également permis de susciter les véritables débats. De la suite, les choses se sont précipitées puisqu'à l'automne 1980, le départ du président de notre syndicat m'a amenée à le remplacer. C'est une décision que j'ai prise rapidement étant consciente que j'étais sans doute la plus habilitée pour ce faire et que je possédais un certain « ***leadership*** ».

C'est également un défi que j'avais le goût de relever. J'ai assumé la présidence du Syndicat des employés de soutien de La Mauricie pendant deux ans.

Au cours de ces premières années de vie syndicale, je me suis démenée bien sûr, une bonne des instances nationales, tant de la Centrale que celles de la Fédération du personnel de soutien (CEQ). Et voilà l'hiver 1982, on me sollicite pour prendre le poste à la présidence de la Fédération. J'étais très contente qu'on me témoigne une telle confiance et qu'on juge que j'avais suffisamment d'aptitudes pour exercer cette fonction. J'avais si peu d'expérience! Cependant, j'étais très réticente à accepter une si lourde responsabilité. Sentais-je à la hauteur de la situation? J'avais également eu l'occasion de constater que la Centrale est une « *jungle politique* » où les rapports de force dominent. Mais en même temps, cette possibilité de relever un nouveau défi exerçait sur moi une grande attraction. Utiliser mon potentiel pour défendre les intérêts de l'ensemble du personnel de soutien, c'est finalement ce qui a eu raison de mes réserves. Pour moi, être présidente au niveau national ne signifiait pas investir le pouvoir, je n'étais pas consciente de cela; ça voulait dire accomplir un travail très important pour faire avancer la cause tout en m'enrichissant d'une façon inestimable sur le plan personnel. J'ai donc été élue en mai 1982.

Ma conception du pouvoir

J'ai souvent dit que je hais le pouvoir. En réalité ce que je n'aime pas, c'est le pouvoir centralisateur où les individus hommes ou femmes, une fois l'expérience acquise, les preuves de compétence et d'habileté faites, deviennent convaincus qu'ils sont les seuls capables de tout faire, de tout décider.

Ce n'est pas comme cela que je conçois le rôle des personnes à la tête d'une organisation. Je préfère un pouvoir de compétence, d'intelligence, de volonté. Pour moi ce rôle consiste à initier les démarches, les décisions, à susciter les débats et à faire en sorte que le fruit du travail soit le consensus le plus large possible pour cheminer ensemble dans le même sens. C'est donc le pouvoir collectif qui est important.

Pour ce faire, une personne en titre se doit de fournir à ses collaboratrices et collaborateurs, aux déléguées et délégués, aux membres, toute l'information concernant un sujet traité. Elle doit mettre en lumière tous les enjeux en présence, toutes les conséquences de telle ou telle décision. Elle doit indiquer toutes les tendances qui existent eu égard à cette question et ensuite lancer le débat. Bien sûr, cette personne a aussi l'obligation de faire part de son analyse personnelle et d'indiquer son alignement. Voilà les véritables règles du jeu. Ce sont celles que j'ai toujours pratiquées.

Un autre aspect du rôle d'une personne en poste de pouvoir est celui de partager ce pouvoir avec son équipe de travail. Cela suppose la capacité de faire confiance à son entourage, d'en discerner les forces et les faiblesses et d'accepter l'équilibre précaire dans lequel un tel processus risque de la placer puisqu'au bout du compte, c'est elle, le plus souvent, qui aura à présenter et défendre des dossiers qu'elle n'aura pas nécessairement préparés elle-même. Encore une fois, cela exige un véritable cheminement démocratique, de saines discussions et des prises de décisions collectives.

Cette façon de procéder n'est pas la plus facile, mais à mes yeux, le plus important, ce n'est pas la décision finale, mais bien le processus qui l'a amenée. Tant et aussi longtemps que les gens sont consultés, prennent part aux discussions et aux décisions, ils gardent la certitude que la démocratie existe. Une organisation syndicale comme la nôtre, n'est-elle pas, d'abord et avant tout, une organisation démocratique!!!

Je trouve inconcevable que les lieux de décision se déplacent souvent les fins dans les corridors, les salles de toilette... Dans ce domaine, les hommes sont champions. Dernièrement, j'entendais Lise Payette dans une interview télévisée parler des véritables lieux de décision de notre appareil gouvernemental provincial. « Plus souvent qu'autrement, » disait-elle, « au Conseil des ministres, j'avais le sentiment de ne prendre part à aucune décision, je ne joue pas au golf avec les ministres, je ne peux fréquenter les mêmes salles de toilette qu'eux et je ne suis pas une assidue des bars et des « 5 à 7 ». Je pense malheureusement que la situation n'est guère différente dans notre Centrale. Quand on ne se prête pas à ce jeu, on se retrouve facilement en opposition parmi ses propres collègues de travail alors que tous les efforts, toutes les énergies devraient être consacrés à améliorer notre organisation syndicale, les conditions de travail et de vie des membres de la CEQ et faire en sorte que ces derniers sentent que leurs « chefs » travaillent véritablement dans le sens des intérêts des membres.

Une ministre fédéral, Madame Monique Bégin, s'exprimait en ces termes, dans une entrevue de la « Vie en Rose » de janvier 1986. « Pendant des

années, j'ai joué avec l'idée de me présenter au leadership du parti. Et puis, non, je n'aime pas ce pouvoir-là, je ne l'aimerai jamais. Il ne fait pas partie de mes valeurs, il n'en fera jamais partie. Quand on a vu comme vous le pouvoir tue à vu... Comment dire! Quand on s'aperçoit que toutes les décisions ne visent que la survie politique pour la survie politique, par opposition à se servir du pouvoir comme un « moyen » pour mettre en place des objectifs sociaux importants qui vous tiennent à cœur, quand tout n'est plus que rapport de force et autorité absolue... »

Je pense aussi que le jour où je serai contrainte d'exercer ce genre de pouvoir, je n'aurai d'autre alternative que de tirer ma révérence. Bien sûr, il m'arrive quelquefois d'être obligée de jouer du coude, de vérifier certains appuis, ce sont les règles du jeu qui imposent cela. Mais à chaque fois, j'ai l'impression de me transgresser et je ne suis vraiment pas à l'aise dans une telle situation. Entretemps, je continue à me battre pour qu'il en soit autrement. Nous les femmes, nous avons droit à la reconnaissance de nos cerveaux, de nos intelligences, de nos analyses. Pour ce faire, il faut que l'exercice du pouvoir change et qu'il devienne un véritable pouvoir démocratique. Ce sont des femmes engagées dans ce sens-là, qui auront convaincu les hommes et développé des alternatives, qui réussiront ce tour de force!

Comment j'ai vécu et comment je vis « le pouvoir »

Au syndicat local, je n'ai pas vraiment éprouvé de problème si ce n'est d'établir ma crédibilité auprès des employeurs locaux, des hommes. Avec une femme, on ne peut pas parler d'homme à homme... Avec un personnel de soutien, qu'on considère comme exécutant, comment imaginer que cette personne pense et qu'elle est intelligente!

À la Fédération du personnel de soutien (CEQ), les difficultés ont été plus nombreuses. Quand on débute, on doit toujours faire ses preuves et je manquais d'une certaine expérience. Cependant, en tant que femme, les choses ont tout de même été plus faciles du fait que je remplaçais une femme qui avait fait sa place, mais si j'avais dû me céder à un homme!!!

Dans l'exercice de la présidence de la Fédération, je dois, bien sûr, faire face de temps à autre à quelques « lobbys », à quelques incrédulités de la part des hommes à mon endroit, mais généralement je me sens supportée, appuyée, soutenue. Les gens me font confiance, mais je ne suis pas certaine qu'il en soit ainsi pour toutes les femmes de la Fédération.

C'est quand je me retrouve au niveau de la Centrale qu'il en va autrement! Là, la structure hiérarchique est bien établie et les pouvoirs centralisateurs émergent. Je vis cela très difficilement. À certains moments, j'ai le sentiment de me battre contre ma propre organisation syndicale et que celle-ci fait perdurer les inégalités contre lesquelles elle se bat.

À la présidence de la Fédération, une part importante de mon travail consiste à représenter la Fédération aux différentes instances de la Centrale. Lors de ces réunions, j'ai vite compris que j'étais affublée de trois défauts majeurs que d'aucuns se chargeaient bien de me faire sentir:

a) à certains égards, je manquais d'expérience;

b) j'étais une femme;

c) j'étais personnel de soutien.

Le manque d'expérience

Jusqu'à un certain point, oui. J'ai donc dû travailler très fort pour me mettre au même diapason que mes collègues, majoritairement des hommes. Je devais établir ma crédibilité, faire preuve d'intelligence, démontrer ma compétence et prouver que mes analyses étaient bonnes. Ce n'a pas été facile. J'ai subi de durs contrecoups. J'y ai même laissé des morceaux de santé. Mais ce qui m'a le plus étonnée, c'est le peu de support et d'aide que j'ai reçu, chacun étant sans doute trop accaparé par ses propres préoccupations. Je crois que ce qui est le plus difficile, c'est l'isolement dans lequel nous plonge une situation où tout n'est que rapport de force, compétition, performance. Nous les femmes, n'avons pas été éduquées à performer, à compétitionner. On a développé chez nous un tel sentiment d'altruisme que nous concevons généralement les choses sous un angle humaniste. Dans la « jungle politique » qu'est la Centrale, ce n'est pas la place... La conception du pouvoir qu'ont les « mâles » veut que nous réfléchissions comme eux, que nous performions comme eux, que nous soyons « solides » comme eux. Cela suppose une très grande dose de confiance en soi, sinon même d'autosuffisance. Ce n'est malheureusement pas l'apanage des femmes. Je pense que les femmes se doivent de développer cet élément de première importance, non pas pour être à l'image des hommes, mais pour imposer un autre mode d'exercice du pouvoir.

Les hommes ne nous font jamais de cadeau. Au contraire, ils profitent de la situation. Ils ont une tactique naturelle à discréditer les gens qui leur apparaissent faibles, sans échine. Et ce discrédit d'autant plus d'influence chez les femmes compte tenu de l'éducation que nous avons reçue. J'ai mis aussi grand dans un système patriarcal. Je n'échappe pas à cette dure réalité. J'ai vécu des moments fort pénibles dans certaines réunions à la Centrale et j'ai subi les foudres de ceux prétendaient être plus « forts » que moi. À la réflexion, j'ai compris que lorsque ces gens me percevaient comme un élément de faiblesse, ils concluaient immédiatement à l'affaiblissement de l'appareil. Je reste consciente qu'on reproche toujours aux autres ses propres défauts.

Être une femme

Voilà la tare! Ce que j'ai vécu à ce niveau-là, j'imagine que des centaines de femmes avant moi l'ont expérimenté. J'exprimais cela de la façon suivante : « *La parole d'une femme a une crédibilité* » moindre à moins d'être renforcée par celle d'un homme. En début de mandat, qu'on soit homme ou femme, on nous accepte pas d'emblée; des preuves sont à faire. Cependant, il m'apparaît que c'est beaucoup moins long pour un homme d'obtenir la considération de ses pairs que ça l'est pour une femme. Quand on se retrouve dans une assemblée composée majoritairement par des hommes, ces derniers interviennent toujours les premiers, ils interviennent souvent et longtemps. Au moment où une femme prend la parole, généralement on écoute peu ou pas, on ne prête qu'une attention obligeante à la qualité de ses propos et on a que peu de considération pour le fond de sa pensée. D'autant plus que les femmes y mettent généralement les détails. Ce n'est pas important pour les hommes. Faire ressortir l'émotif, ce n'est pas acceptable. J'ai même vu des moments où délibérément, on prenait du temps à se rendre compte que je demandais la parole. Était-ce là une façon de ne pas faire connaître des éléments importants du débat ou de ne pas livrer toute l'information pertinente?

Une autre façon pour les hommes de discréditer les propos féminins, c'est de vous faire entendre que vos questions sont insignifiantes, que vous auriez dû comprendre cela bien avant, qu'ils ont compris, eux.

Non, être femme au pouvoir, ce n'est pas facile! Contrairement à ce que croient les hommes, l'apparence physique d'une femme compte beaucoup aux yeux de l'entourage. Elle doit toujours être bien mise, bien coiffée, bien maquillée. Son autonomie fait souvent l'objet de remarques et son air fatigué lui donne subitement une apparence de faiblesse. Les hommes eux n'ont pas à se soucier de ces détails. Ils se présentent comme ils sont, imposent leur visage et n'ont jamais à craindre que leur intelligence et la justesse de leurs propos soient mises en doute du seul fait qu'ils ont plus ou moins belle apparence ou qu'ils sont plus ou moins bien vêtus. S'ils ont l'air fatigués, c'est qu'ils ont beaucoup travaillé. Ils n'ont pas non plus à craindre l'étiquetage lorsqu'ils se tiennent debout derrière un micro.

Il y a si peu de femmes au pouvoir au palier où je suis, que nous sommes très isolées et d'autant plus vulnérables. Je ne crois pas à la solidarité féminine à outrance pas plus que je ne crois à la solidarité masculine à tout prix. Cette solidarité ne naît pas spontanément. Je considère que certaines femmes exercent le pouvoir comme des hommes. De plus, j'ai autant besoin d'analyser les positions des femmes que celles des hommes. Le milieu de travail serait sans doute grandement amélioré si les femmes étaient plus nombreuses et si elles apprenaient à développer certains réseaux d'interventions et d'échanges de leurs points de vue d'où pourrait surgir une [illegible]

Les hommes pourraient sans doute aussi apporter au travail [illegible] un aspect plus humain et forcer des changements d'attitude.

Nous sommes comme des robots qui faisons ce pourquoi nous avons été programmées. Jamais il n'y a place pour la détente, le rire, la vie sociale et la vie privée. Ce sont des choses que nous devons refouler et que nous ressortons du placard quand les horaires et la charge de travail nous le permettent. Si quelquefois les rires fusent, c'est parce qu'il y a eu un bon coup en jardin ou qu'un collègue a fait une gaffe de procédure.

Être personnel de soutien

Dans notre société, la hiérarchie, le « standing » entretient une valeur fantastique, tant en ce qui concerne l'aspect financier que l'aspect intellectuel du temps en cours. Quand tu es personnel de soutien, tu te retrouves en bas de la pyramide, et pour l'un et pour l'autre. Non seulement ton emploi n'est pas rémunérateur, mais en plus il n'appartient pas à la catégorie des intellectuels et professionnels susceptibles de desservir la classe dirigeante de demain. En général, les gens nous perçoivent, quand ils nous perçoivent, comme des exécutants, des personnes incapables de réfléchir, de penser, de décider, d'organiser de s'exprimer. Et malheureusement, cette mentalité est partagée autant par les femmes que par les hommes.

Imagines lorsque vous arrivez dans un lieu de pouvoir « noble », où on discute de choses importantes et où des décisions primordiales sont prises, vous. La petite quantité négligeable, vous dérangez, vous agacez. Vous êtes un peu la mouche en été qui n'en finit plus de venir se poser sur votre salade.

Dans un contexte comme celui-là, j'ai dû faire des efforts surhumains pour réussir à m'établir une certaine crédibilité. Après quatre ans, ça commence à peine. C'est un véritable tour de force que de s'imposer un tant soit peu quand

on est femme, personnel de soutien. Dans ce domaine, j'ai eu la vie dure plus souvent qu'à mon tour. J'ai pleuré, j'ai boudé, je me suis chicanée et j'ai continué. Il m'est arrivé souvent d'être obligée de dire que le personnel de soutien est peut-être dénigré de salaire, mais certainement pas d'intelligence.

J'ai vécu toutes sortes de situations. Même s'il y a peu de femmes ou je suis, j'ai tout de même pu réaliser autour de certaines tables que si on nous observait le même sort en tant que femme, les attitudes étaient moins désobligeantes lorsqu'il s'agissait d'une femme « mieux cotée » socialement. Je fais face également à une espèce de condescendance à l'endroit de la petite secrétaire capable de s'exprimer en public. Avec toute la rigueur du monde et leur grandeur d'âme, les gens viennent vous dire : « Tu as très bien parlé, on n'aurait pas pensé cela! » Par de telles attitudes, on me confirme régulièrement que ma valeur sociale, intellectuelle et humaine est bien pauvre. C'est presque étonnant d'être intelligente. C'est à rendre malade de toujours sentir que je n'inspire aucune confiance parce que l'entourage me considère comme une exécutante, une bonne à tout faire!

À ce niveau, je crois qu'il y a vraiment des mentalités à changer. Une fois de plus, ce sont les femmes qui initient la démarche. Toute la réflexion entreprise sur la valeur du travail des femmes est un pas important dans la bonne direction.

Voilà donc, ma petite histoire de femme dans un poste dit « de pouvoir ». Je suis très heureuse d'avoir participé à ce grand événement qu'est le Forum des femmes. Ça m'a permis de faire un cheminement personnel important, de me rendre compte que la solidarité féminine est promotrice. C'est pour moi un tournant!

Le Forum est un moment privilégié pour faire notre bilan, réfléchir à notre avenir et établir nos stratégies. Je souhaite très fortement que la lutte menée par des centaines de femmes hier, aujourd'hui et demain fasse en sorte que nous connaissions des améliorations tangibles. Comme le disait la première du syndicalisme enseignant au Québec, Laure Gaudreault : « Nous valons infiniment plus que le sort qui nous est fait! »

CLÔTURE
AU REVOIR
LES FEMMES!

Table ronde:
Stratégies syndicales en
regard du mouvement féministe

STRATÉGIES FÉMINISTES EN REGARD DU MOUVEMENT SYNDICAL

Rosette Côté,
responsable du Comité de la condition des femmes CEQ

Une féministe disait : « *Une cause silencieuse est une cause perdue* ». Ce Forum nous démontre le contraire mais quoi faire demain matin? Le cheminement que nous avons fait collectivement cette fin de semaine, cette décennie des femmes que nous avons revécue en deux jours doit se poursuivre. Nous devons maintenant prendre des moyens pour que la commande des changements soit livrée. Nous voulons du pouvoir dans nos vies privées, au travail, dans nos syndicats. Nous voulons élargir nos espaces et faire éclater les frontières entre les sexes... Oui. Mais vous savez comme moi que le pouvoir, ça se prend, ça ne se demande pas, pas plus qu'il ne se donne facilement. Le demander déjà limite notre marge de manoeuvre. Pour ce, il nous faut développer des stratégies, se donner les moyens pour agir et faire agir. D'ailleurs pourquoi faire de la stratégie, pourquoi se définir des stratégies? Dans mon vécu à la Centrale, j'ai appris le sens de ce mot-là.

L'objectif primordial s'énonce ainsi: ***Il faut apprendre à établir des rapports de force au sein du mouvement syndical.*** Qu'est-ce à dire?

- Amener l'autre partie à venir sur notre terrain (celui des femmes, du féminisme) pour négocier avec nous les changements que nous voulons.
- Utiliser tous les moyens pour servir la cause des femmes.
- Comment analyser les éléments de la conjoncture pour faire tourner la roue à notre avantage? Comment regarder les forces en présence, les utiliser au profit des femmes?
- Comment déterminer nos alliances et se les assurer?
- Comment analyser le résultat de notre action? (Limite- ouverture - action - évaluation.)

De la stratégie, ça se fait en tenant compte de descriptions et de l'analyse d'une réalité; ça tient compte des freins et des ouvertures du milieu. Il y a cependant des conditions inhérentes aux rapports de force. Comme on dit en négociation: « *Monter la mobilisation et le rapport de force* ». C'est un peu comme un jeu d'échecs. Il y a des pièces maîtresses qu'il faut bien placer pour ensuite contrôler le jeu. ***Quelles sont ces pièces essentielles aux rapports de force?***

- Nous avons besoin d'un mouvement féministe autonome [illegible] qui continue à nous pousser dans le dos, nous femmes du mouvement syndical, un mouvement à la fois tolérant et vigilant. Je m'explique:

Depuis les débuts de la lutte, nous avons fait la liste des changements que nous voulons, - de l'oreiller au parlement comme disait une amie -. Si on passait un test dans la population sur la liste de nos revendications, plusieurs sauraient les nommer sans nécessairement réussir à les expliquer.

En même temps nous avons parlé d'un nouveau modèle de société, sans toujours le définir autrement que par ce que nous ne voulons plus. Il faut que

le projet socialiste que nous avons énoncé au cours de nos luttes soit clairement défini. Quel modèle de société nous proposons dans le concret? On parle de relations sociales différentes sans domination mais en traduction concrète, qu'est-ce à dire?

Pour ce, il faut continuer et raffiner notre réflexion sur la logique, les lois et le fonctionnement du système patriarcal. Chacune de nous, dans nos groupes respectifs, avons besoin de moments significatifs de ressourcement. Nous devons créer de plus en plus de temps de rencontres, les plus larges possibles, pour mettre en commun nos stratégies et en définir d'autres dépendamment de l'évolution des différentes conjonctures. Tout comme il va falloir solidifier l'Intersyndicale des femmes malgré les difficiles rapports entre les groupes syndicaux.

S'il nous faut admettre que les stratégies sont élaborées en fonction de toutes les facettes de la réalité; si l'on fait le constat que le pluralisme du mouvement des femmes constitue sa force et sa richesse; si l'on admet qu'il y a la lutte idéale mais que dans la vraie vie, il y a plus souvent une politique de petits pas; si l'on prend pour acquis que l'action féministe dans ces groupes poursuit les mêmes objectifs; si l'on tient compte que ces organisations regroupent des femmes, on en arrive à comprendre que les stratégies le sont en fonction de l'analyse des limites et des ouvertures.

Si ces féministes sortent de ces groupes (groupes mixtes), comment pourraient-elles se dire féministes puisqu'elles oublient toutes celles de ces organisations? Nous ne pouvons de plus oublier que notre société a besoin d'un syndicalisme fort et porteur de contestations sociales importantes. C'est seulement si les femmes des syndicats trahissent la cause, en ce sens que leurs objectifs ne visent pas un changement de pratiques, une ouverture des femmes à tous les pouvoirs et des liens constants avec le mouvement féministe autonome, qu'un certain rôle de vigilance doit être joué allant même jusqu'à la dénonciation. Le mouvement autonome des femmes devrait éviter de se porter en juge des militantes féministes des organisations mixtes bref, faire un exercice critique plutôt qu'un exercice de démolition systématique.

Il faut créer des réseaux de solidarité (de 4 femmes à x) à multiples vocations: support, contestation, dénonciation, attitudes, analyse. Cette condition nous oblige cependant à respecter les divers niveaux de sensibilisation des femmes, aller chercher les femmes là où elles sont rendues dans leur démarche de « *déconditionnement* » et évaluer ensemble nos « *noyaux de résistance* » et les moyens de les éliminer graduellement.

Il faut, de plus, trouver des moyens pour que des féministes investissent les pouvoirs et ce, à tous les paliers. Cependant, des conditions s'imposent à cette accessibilité pour toutes les femmes. Prendre le pouvoir autrement pour changer le modèle, organiser des réseaux de support avant et pendant l'exercice des fonctions (car le poids du modèle traditionnel risque de décourager ou brûler ces femmes), mettre en place des mécanismes d'aller-retour à celles pour qui les changements s'imposent, démystifier le mythe des superfemmes. Enfin, ne pas oublier que tout attendre de quelques femmes, sans être avec et derrière elles, nous ferait sous-estimer de la force, de la logique du système et du poids lourd du modèle traditionnel d'exercice du pouvoir.

Nous devons composer avec plusieurs contradictions et essayer de les utiliser au profit du féminisme.

Le féminisme, n'étant plus dans les syndicats un phénomène marginal, a forcé les femmes à se situer par rapport à celui-ci, d'où le danger de division

entre les féministes et les non- féministes. Il faut éviter cette polarisation qui nous ferait oublier l'obligation d'une démarche individuelle et collective de nouveaux apprentissages. Par contre, le piège de ralentir l'action ou de la stratégie nous guette.

L'aspect mixité de notre organisation constitue un obstacle qui n'est pas insurmontable à la condition de trouver des moyens pour que la mixité serve à la lutte des femmes. Nous sommes rendues au cœur des revendications difficiles. (Ex.: discrimination systémique). Nous devons essayer de mettre les hommes de notre bord, d'autant plus que leurs pratiques personnelles seront questionnées et qu'ils sont souvent, dans les instances ou dans des postes de responsabilité intermédiaires par lesquels passent les idées et les actions de la lutte féministe, malgré le danger de travestir le discours. Il faut de plus compter, qu'à long terme, les hommes vont commencer à contester et dénoncer les autres hommes ou femmes qui, en poste de responsabilité, bloquent les changements. Du moins, espérons-le.

Cependant, tout en continuant à maintenir obligatoirement des lieux non mixtes, nous n'ouvrirons pas aux hommes sans condition. Il faut absolument que ce soit les collectifs des femmes qui déterminent les règles du jeu, obligeant ainsi les hommes à venir travailler sur le terrain des femmes avec les conditions et stratégies définies par les femmes.

Les militantes féministes croient en un syndicalisme porteur de contestations sociales. Elles militent pour un progrès social. Elles croient aussi au féminisme. Elles vivent continuellement ce double sentiment d'appartenance et elles s'y confrontent dans le quotidien.

- La démonstration est faite que si le syndicalisme s'affaiblit, les possibilités pour que la lutte des femmes au sein du mouvement syndical progresse et que les espaces s'élargissent, seront du même coup affaiblies.
- Il est aussi vrai que si le syndicalisme devient corporatiste plutôt que jouant son rôle de force sociale contre le pouvoir dominant, la prise en compte des intérêts des femmes se trouvera de plus en plus réduite au champ du spécifique. Car la problématique féministe définit d'autres types de rapports qui dépassent le champ du travail et expliquent aussi la logique actuelle des rapports humains, interpersonnels femmes-hommes. (Ex.: droit de gérance vs autorité sur les femmes, école vs sexisme vs défavorisés).

Le féminisme doit jouer son rôle de support à la mission progressiste du syndicalisme dans une fonction de confluence des intérêts des femmes et de ceux visant la société.

D'ailleurs, nos appuis dans les instances se retrouvent chez les syndicats à vocation aussi sociale et progressiste. Cependant, on ne peut taire le fait que les alliances ne se tissent pas toujours facilement avec les femmes au pouvoir. Il arrive que la résistance se manifeste fortement, aussi de leur part. Il faut donc trouver des moyens pour aplanir les difficultés et nous inscrire collectivement dans une démarche de changement avec les écueils de tout ordre que ça entraîne. Malgré cela il est toujours essentiel d'identifier correctement les alliées et alliés pour ensuite compter sur et avec elles et eux. Il importe aussi de travailler à en grossir le nombre.

Des contacts fréquents doivent être gardés avec les féministes dans l'administration gouvernementale. Il y a une différence à faire entre elles et l'État qui a le pouvoir d'utiliser leurs analyses et propositions comme il veut.

En conclusion, ces types de stratégies visant de réels rapports de force des féministes au sein de l'organisation syndicale et ce, en continuité avec

l'analyse et l'action féministes globales, nous garantissent par la force des choses que le mouvement syndical va être obligé de contester le patriarcat, de changer ses pratiques et d'élaborer des tactiques syndicales sur la base du féminisme et des propositions qu'il élabore

FÉMINISME ET SYNDICALISME: REPÈRES POUR UNE CRITIQUE

Marie-Victoire Louis,
Conseil national de recherches scientifiques, Paris, France

Ce texte n'a d'autre prétention que de « *nommer* » ensemble et simplement certains éléments d'une critique qui, chacun pour leur part, ont été mieux et plus finement traités ailleurs.

C'est en effet une gageure que de tenter de réfléchir positivement - en tentant une critique qui ne soit ni destructrice, ni démobilisatrice - sur les rapports entre deux mouvements sociaux

- qui se sont longtemps vécus comme concurrents et contradictoires (ce qui peut paraître paradoxal...);
- qui reconnaissent, chacun pour leur part, être confrontés à de réels problèmes de représentativité;
- qui sont cependant obligés de vivre ensemble, non pas sans doute de gaieté de coeur, mais parce que des femmes les y obligent;
- et qui, malgré la différence fondamentale qui les oppose (lutte anti-capitaliste et lutte anti-patriarcale), ont cependant en commun un certain nombre de caractéristiques communes quant à leurs pratiques. Citons par exemple des tendances communes au ***messianisme*** (tendance à faire jouer à la « *classe ouvrière* » ou aux « *femmes* » un rôle de rédemption révolutionnaire), au ***volontarisme*** (tendance à élaborer des stratégies qui font l'impasse sur les situations concrètes au nom d'une volonté de les supprimer), à l'***unanimisme*** (tendance à sous-estimer les différences à l'intérieur des catégories sociales « *femmes* » et « *classe ouvrière* ») et à privilégier l'« *unifiant* » et le « *même* ».

Tentons néanmoins de poser le plus clairement possible quelques jalons de la crise de ces deux mouvements sociaux qui peuvent peut-être nous aider à mieux penser leurs relations futures.

I-Éléments de diagnostic d'une crise

A. Le syndicalisme

1- Le travail salarié n'est plus le centre de gravité de la vie d'une fraction de plus en plus importante de personnes

- ***« en termes quantitatifs »:***

— Une masse de plus en plus importante de personnes ne sont plus sur le marché du travail: les chômeurs et chômeuses indemnisés ou non, dont la durée moyenne de chômage ne cesse de s'allonger, les préretraités et préretraitées, dont l'âge moyen de départ en retraite ne cesse de s'abaisser.

— Une masse de plus en plus importante de personnes « *insérées* » dans des itinéraires hyper-mobiles vivent dans un statut, celui du travail précaire, où travail et chômage perdent leur spécificité opposée. La banalisation de la

précarité fait perdre son sens à la notion même d'insertion professionnelle, voire à celle de marché du travail.

- ***« en termes de satisfaction dans l'emploi »:***

Du fait de la division internationale croissante du travail, du processus de surqualification pour une minorité et de déqualification du travail qui en résulte pour l'immense majorité, comme du processus de robotisation qui en découle, les emplois occupés, les tâches effectuées sont le plus souvent sous-qualifiés, sans espoir de promotion, et apparaissent comme un fragment non significatif d'un processus de production dont on ne voit plus ou mal la finalité parce que l'on n'en maîtrise plus le sens. Dès lors, les projets professionnels se déconnectent progressivement des projets personnels.

André Gorz estime que, à la fin du siècle, seuls 30 % à 40 % de la population seront pourvus d'un emploi permanent à temps plein. Si cette estimation s'avère plausible, les syndicats comme nombre de gouvernements doivent-ils s'assigner une politique de plein emploi?

Mais n'avons-nous pas peur des conséquences d'un tel constat (que faire de cette immense population « *inoccupée* »? Comment éviter révoltes, délinquance et violence?), puisque nous avons peu de solutions de remplacement, à moins de réfléchir aux conditions d'une diminution drastique et égalitaire du temps de travail pour tous dans le cadre d'une politique de redistribution du profit, des salaires et des revenus?

En termes d'analyse, est-il encore possible d'exclure - au nom de leur « *marginalité* » - des fractions entières de groupes sociaux qui opèrent, à l'intérieur des contraintes du chômage, du travail comme des contraintes sociales, des arbitrages entre-temps « *libre* »/temps domestique/temps de travail et revenus salariaux et autres? Ces arbitrages évoluent dans le temps dans le cadre de la division sociale et sexuelle du travail. La logique du capital ne peut plus - si tant est qu'elle l'ait jamais pu expliquer à elle seule les comportements des individus face au travail salarié: l'existence d'une « *demande* » différenciée de diminution du temps de travail devient un enjeu majeur dans les luttes sociales.

2- L'unicité du statut salarial fondée sur l'emploi stable à durée indéterminée *qui a* fondé la force et l'unité syndicale (surtout dans la fonction publique, l'enseignement, mais aussi dans l'industrie) est lui aussi de plus en plus rare.

Il est remplacé progressivement par une multiplicité d'horaires de travail (horaires flexibles, variables; horaires alternés, à 3/4 de temps, à mi-temps, de nuit, de soirée, en deux équipes de huit heures ou trois équipes de six heures, de week-end exclusivement), comme de contrats de travail (contrats à durée déterminée, intérimaires, stages de formation qui sont souvent des emplois déguisés, voire absence totale de contrat).

Sans compter que le libéralisme actuel privilégie les activités indépendantes, au nom de « *l'esprit d'entreprise* ».

Cette stratégie qui se nomme flexibilité pour les entreprises et mobilité pour les travailleuses et travailleurs peut être interprétée de deux manières:

- d'une part, en ne payant les salariées et salariés qu'aux seuls moments où l'entreprise les considère comme rentables, cette politique a pour corollaire le fait que le patronat cherche à transférer à l'État la prise en charge sociale de l'inactivité;

- d'autre part, on peut penser que cette politique est, de fait, une forme de partage de la quantité de travail disponible et qui tend à rendre, de plus, la conscience de l'absence de travail moins douloureuse.

Pour les syndicats se pose dès lors un problème essentiel: s'agit-il de s'opposer au principe même de cet éclatement du contrat et du temps de travail ou, tout en dévoilant les risques encourus, ceux de la précarisation accrue pour le collectif des travailleuses et travailleurs, de reconnaître que des offres et des demandes diversifiées existent et de défendre ces travailleuses et travailleurs « *atypiques* »? Dans ce second cas de figure, comment, sur la base de cette diversité, recomposer ces intérêts divers en une stratégie qui ne soit ni une simple addition de revendications, ni une unification arbitraire?

3- Le travail devenant un bien rare, les syndicats étant affaiblis par la peur du chômage et la concurrence entre les travailleuses et travailleurs, le libéralisme devenant l'idéologie dominante, il s'opère actuellement tout un renversement de la problématique sur la base de laquelle s'est fondé le syndicalisme.

Le discours libéral dominant tend à transférer la contradiction essentielle du capital au travail à la contradiction du travail au chômage:

- le patronat et l'État ne sont plus considérés comme des exploiteurs de la force de travail: ils sont des créateurs d'emploi, ils « *offrent* » du travail;
- les salariés ne sont plus considérés comme des exploités; ils ont « *de la chance* » d'avoir un emploi, ils sont des « *privilégiés* »; les acquis syndicaux ne sont plus le fruit de batailles anciennes, ils deviennent des rentes de situation.

Ces contradictions entre travailleurs et chômeurs (pour ne pas parler des consommateurs) existent néanmoins.

Aussi les syndicats sont-ils le plus souvent acculés moins à lutter pour augmenter la part du salaire dans le profit, qu'à lutter souvent le dos au mur pour tenter de garder ce qu'ils ont déjà obtenu, quand ce n'est pas pour discuter des conditions de partage du travail.

Car il apparaît que, progressivement, les syndicats sont contraints à ce choix: soit ceux-ci refusent d'assumer les conséquences de choix dus à la rationalisation capitaliste, de faire ce « *sale boulot* », et risquent dès lors d'être « *dépassés* » par un syndicalisme plus « *coopératif* », soit ceux-ci acceptent et, s'ils ne clarifient pas les critères de leurs choix, risquent de reproduire, selon un « *ordre naturel des choses* », une priorité qui pourrait préserver aux hommes, blancs, qualifiés, leur rôle central dans la production et dans le syndicalisme[1].

Obliger les syndicats à réfléchir sur le type de priorités - internes au salariat - qu'ils véhiculent dans leurs revendications présenterait du moins l'avantage de les dévoiler et permettrait aux femmes, aux émigrées et émigrés, de mieux lutter.

4- Le syndicalisme, qui a fondé toute sa philosophie, comme sa stratégie, sur la notion d'action et d'identité collective des travailleurs, s'est peu posé les problèmes de la stratégie individuelle des travailleurs face à la logique du capital.

La libération de la classe ouvrière ne pouvait s'obtenir que collectivement, dans le cadre d'une lutte frontale et selon un schéma avant-gardiste.

Or, cette problématique est d'autant plus malmenée que les nouvelles stratégies patronales de gestion de la main-d'oeuvre utilisent toutes ces contradictions (intersyndicales, entre les syndiqués et non-syndiqués et surtout à l'intérieur même du salariat), pour mettre en porte-à-faux les revendications syndicales unifiantes (35 heures pour tous par exemple) et s'adresser directement aux salariés en jouant sur les multiples contradictions tenant à la diversité des « offres » et des « demandes » de travail (les débats autour du temps partiel sont particulièrement révélateurs).

5- A ces éléments s'ajoutent les secousses que les mouvements féministes ont provoquées dans le syndicalisme. Celui-ci s'est longtemps posé par rapport au féminisme comme porteur d'universel luttant contre un « ***particularisme*** ».

Mais de nombreuses femmes ont progressivement affirmé que, derrière cet « ***universalisme*** », se cachait souvent un « ***discours masculin sur des pratiques masculines*** » (D. Kergoat).

Ces militantes ont posé comme des évidences:

- que le patriarcat et le sexisme régnaient dans les milieux syndicaux;
- que les syndicats avaient mis très longtemps - et certains n'y étaient pas encore parvenus - à reconnaître:
  - le droit des femmes au travail,
  - la revendication: « *à travail égal, salaire égal* »,
  - le droit des femmes à être reconnues selon leurs compétences et leurs aptitudes, et non selon leurs attributs sexuels;
- que l'histoire syndicale avait longtemps nié l'existence et l'apport des femmes au travail, comme dans le syndicalisme. Celui-ci se nourrissait des femmes sans les reconnaître, confirmant ainsi l'analyse de A. Farge: « ***être désappropriées de l'histoire, c'est peut-être finalement l'histoire la plus importante et la plus ordinaire qui arrive quotidiennement aux femmes*** ».

Si on analyse les processus des luttes sociales, on découvre progressivement par quels mécanismes les luttes des femmes sont soit occultées, soit détournées, soit niées.

En règle générale, on concède historiquement aux femmes, soit un rôle dans les émeutes de subsistance (puisque, aussi violentes soient-elles, ces luttes ne remettent pas fondamentalement en cause la prééminence accordée aux femmes de gérer « *le domestique* »), soit un rôle de compagnes de lutte (qui consiste souvent à gérer les pénuries dues à la prolongation des grèves).

Lorsque néanmoins celles-ci se mettent en grève seules, elles doivent progressivement faire appel aux syndicats où retrouvant une hégémonie masculine, elles sont souvent désappropriées du gain politique, syndical et symbolique - en tant que femmes - du conflit.

Mais ce processus s'aggrave lorsque des femmes décident de faire grève contre toutes les formes d'abus de pouvoir et discriminations qui dégradent les femmes au travail et qui ont pour effet, soit de les renvoyer au foyer, soit de les maintenir au travail dans des conditions de subordination qui renforcent et redoublent les rapports d'exploitation:

- luttes pour leur dignité de femmes, contre le renvoi de contremaîtres grossiers, de collègues abusant de leur pouvoir d'hommes, luttes contre toutes les pratiques masculines qui maintiennent la force de travail des femmes dans le jeu de rapport de domination personnel;

- luttes contre les discriminations sexistes;
- luttes contre l'inégalité structurelle des qualifications, des salaires, comme de l'accès aux postes hiérarchiques...

Les femmes découvrent alors que la solidarité ouvrière fonctionne le plus souvent à sens unique; il est dans l'ordre des choses que les femmes participent aux grèves « *unitaires* »; mais lorsqu'elles revendiquent le soutien de leurs collègues masculins sur une base de femme-ouvrière, les problèmes qu'elles posent risquent fort d'être perçus comme étant des « *problèmes de femmes* ».

Avec la renaissance du féminisme dans les années 1970, se sont créées des commissions femmes travailleuses dans les syndicats, qui ont tenté de concilier la lutte antipatriarcale et la lutte anticapitaliste.

Constituées sur une base non mixte, elles ont tenté d'imposer aux appareils syndicaux leurs modes d'action et leurs revendications.

Actuellement, en France, elles ont très largement disparu en tant que structure autonome dans le syndicat. Certes, si le syndicalisme a admis l'interpellation que le féminisme a constitué pour lui, il l'a souvent considéré comme une « ***violation d'un espace historiquement réservé*** » (C. Rogerat). Le travail salarié fut en effet longtemps considéré comme l'apanage exclusif des hommes, les grèves comme étant des « ***actes virils*** » (M. Perrot).

Lorsque les femmes entrent dans la lutte, elles remettent en cause l'ensemble des places qui leur ont été historiquement assignées: le lieu de travail apparaît vite comme n'étant pas le lieu unique de l'exploitation; leur activité ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise; leur solidarité entre femmes ébranle vite les analyses et les pratiques syndicales (je pense notamment aux divisions syndicales).

Certes, si l'on peut trouver les raisons de cette greffe ratée dans les stratégies syndicales qui n'ont jamais vraiment accepté les interrogations féministes - au mieux, le plus souvent, l'appareil syndical se réserve le droit d'interpréter les « *besoins* » des femmes », il faut aussi en chercher les causes au sein des mouvements féministes eux-mêmes.

B. Le féminisme

Si les femmes ont, comme groupe social, réussi à imposer - de manière encore très fragile - un autre rapport de force dans le couple, dans la rue, dans l'entreprise, par rapport aux hommes en général, ceci est un immense bouleversement.

Mais maintenant, nous devrions davantage reconnaître nos propres limites.

1- *Les mouvements féministes ont été trop souvent unanimistes*

Si, dans un premier temps, cette constitution d'une « catégorie femme » a fait - par la rupture qu'elle a instaurée - la force des mouvements féministes, il serait maintenant urgent d'aborder les problèmes de nos différences.

L'abstraction de cette catégorie permet en effet difficilement de prendre en compte la diversité des conditions de vie et d'existence de l'ensemble des femmes.

Sur le terrain professionnel, certaines ont des enfants, d'autres pas; certaines ont des maris ou des compagnons sur qui elles peuvent compter, d'autres pas; certaines sont cadres, d'autres ouvrières ou chômeuses; certaines doivent

utiliser le travail d'autres femmes pour être déchargées du travail domestique; certaines enfin n'ont plus, n'ont jamais pu avoir d'activité salariée.

Le féminisme a aussi ses continents noirs; les revendications de catégories entières de femmes n'ont pas suffisamment été prises en compte.

Je pense par exemple aux « ménagères » à qui l'on a trop souvent proposé comme unique solution de rentrer dans le salariat; je pense aux paysannes par rapport auxquelles on n'a pas suffisamment pris en compte le problème de l'exploitation familiale; aux femmes émigrées pour lesquelles le problème du racisme est lancinant.

Si la découverte de notre unité dans l'oppression a été fondamentale, notre diversité n'en était pas moins réelle. Mais ces différences, ces contradictions furent partiellement marquées du fait que les grandes luttes féministes furent justement ces luttes fondées sur l'unité de toutes les femmes: l'oppression sur et par leur corps, contre le viol et les violences faites aux femmes, pour le droit à l'avortement.

2- *Les mouvements féministes ont présenté une image souvent caricaturale de l'oppression.*

La mise à nu des mécanismes de toutes les formes de l'oppression patriarcale - qui nous a parquées dans la différence pour mieux justifier notre infériorité - a bouleversé notre vie.

Mais, au nom de cette découverte, nous avons souvent oublié que:

- les femmes n'avaient pas le monopole de l'oppression;
- les femmes ne sont pas toutes dominées de la même manière, et certaines femmes ont bénéficié, du fait du féminisme, d'une réelle promotion sociale dont l'enjeu politique n'a pas été suffisamment analysé;
- notre oppression sociale ne résume pas notre être;
- nos rapports avec les hommes ne peuvent se réduire au schématisme du seul rapport de domination.

Et il me semble que ce discours souvent caricatural de l'oppression a produit un discours souvent caricatural sur les hommes. Nous ne pouvons plus nous définir par la (dé)négation des hommes.

Nous ne pouvons plus identifier, sans réfléchir plus avant, les hommes au patriarcat; la force et la perversité d'ailleurs de ce système sont, de plus, de souvent confier à des femmes le rôle de perpétuer l'aliénation d'autres femmes (un livre récent de C. Lacoste-Dujardin s'intitule: **Des mères contre des femmes**).

Nous devons enfin analyser plus finement les mécanismes par lesquels nous - les femmes -, nous participons à la reproduction de rôles sociaux inégalitaires - et patriarcaux -.

3- Les mouvements féministes ont imposé trop longtemps un schéma unique de libération des femmes par le travail salarié.

Une petite revue libertaire qui s'intitulait « **Jamais contentes** » affirmait péremptoirement dans les années 1970: « ***Ce n'est pas le travail qui nous manque; ce sont les sous, le temps, le pouvoir*** ».

Autour du principe irréfutable selon lequel il n'existe pas d'indépendance sans indépendance économique, les mouvements féministes en sont sou-

vent arrivés à assimiler libération des femmes et accès au salariat, lorsqu'ils ne renvoyaient pas l'ensemble des femmes au foyer au statut peu enviable de catégorie aliénée et rétrograde. Comme si le travail salarié changeait de nature en changeant de sexe: pour les uns, expression de l'exploitation, pour les autres (les femmes), expression de la liberté. Devions-nous revendiquer notre prolétarisation - à part entière - comme un progrès par rapport à l'esclavage? « ***D'une part on reconnaissait et on dénonçait la double journée de travail, d'autre part on s'ingéniait à vouloir les faire travailler, sans trop se scandaliser que les femmes travaillent deux fois pour toucher un demi-salaire*** » (« **Jamais contentes** »).

La contradiction apparaissait d'autant plus nettement lorsque des courants alternatifs revendiquaient de « *travailler deux heures par jour* », voire le droit au revenu minimum pour tous, tandis que les groupes féministes, très influencés par un marxisme mal digéré, revendiquaient le droit pour toutes les femmes d'entrer dans la production « *à part entière* ».

Certaines féministes avaient vu cependant cette contradiction lorsqu'elles déclaraient: « ***Nous voulons avant tout être des femmes libres et non des travailleuses émancipées*** » (Victoria, **Le foyer de l'insurrection**).

4- Les mouvements féministes n'ont pas suffisamment abordé le problème du rapport entre « *les femmes* » et les « *féministes* ».

Dans un article sur « **Les femmes et l'État** », C. Delphy écrivait récemment: « ***Je réduirais l'un des termes, les femmes, sans autre forme de procès au mouvement féministe*** ». Cette « *problématique* » ne me paraît plus pouvoir être défendue.

Faute de prise en compte des problèmes des rapports de pouvoir à l'intérieur des groupes féministes qui ont longtemps fonctionné « ***moins sur le mode de la démocratie directe que sur celui du consensus présupposé*** » (F. Colin), très vite le vieux schéma féministe de l'avant-garde a ressurgi avec son cortège de pratiques trop connues: abus de pouvoir, ordre moral, manipulations politiques...

Nous devons éviter de reconstruire, par un renfermement de la catégorie sur elle-même, une unité artificielle, un sujet collectif fantasmé: « *les femmes-opprimées* », qui nous normaliserait à nouveau et dangereusement à coup sûr.

Il ne doit pas y avoir appropriation de « *la parole des femmes* » par des groupes féministes situés, faute de médiation politique, dans un rapport de pouvoir par rapport aux « *femmes* ».

Nous devons aborder nous aussi les problèmes de la démocratie, de la représentativité, des mécanismes du contrôle du pouvoir.

II-Féminisme et syndicalisme: des écueils aux propositions

Il me semble que la réflexion devrait pouvoir se situer entre deux écueils:

• l'écueil de l'égalitarisme postulé entre hommes et femmes

Il apparaît clairement que toutes les analyses qui n'intègrent

a) ni les mécanismes des contraintes que pose pour la majorité des femmes la nécessité de concilier travail salarié et travail domestique,

b) ni les mécanismes qui perpétuent la division sexuelle du travail,

ci où les mécanismes de la discrimination et du sexisme s'avèrent être des analyses qui – en les occultant – les reproduisent.

• *l'écueil de la différence « naturelle » postulée entre hommes et femmes*

Au nom d'une réalité biologique, les femmes – toutes les femmes – ont été, par un amalgame pseudo-naturaliste, assignées à un statut de mère-reproductrice, les cantonnant à la sphère familiale.

Dès lors, le statut des femmes – de toutes les femmes – dans le travail salarié, ne peut être que subordonné à leur rôle d'épouses et mères; la « *différence* », dès lors, cautionne et perpétue l'inégalité et la discrimination de toutes les femmes.

Les mouvements féministes ont tenté de poser au sein de l'institution syndicale un rapport de force en posant soit la revendication de quotas, soit celle de groupes de femmes non mixtes, soit celle d'un « *programme pour les femmes* ».

Celles-ci peuvent être ponctuellement utiles, nécessaires et efficaces. Je souhaiterais néanmoins de poser leurs limites spécifiques, telles que je les ressens:

— Les quotas de femmes

Le risque de cette revendication est, à mon avis, de se situer dans une logique qui ne remet pas en cause la norme institutionnelle, souvent paternaliste et dès lors humiliante.

En effet, c'est sur la base de leur sexe que certaines femmes sont choisies et non – même si l'on en tient compte – sur les fondements de leurs compétences.

Ensuite, les quotas peuvent être assimilés à des dons – car ils ont rarement été arrachés par des luttes – et chacun sait que si l'on en a bénéficié, un don ne se conteste pas, mais qu'il peut, par contre, toujours être repris. C'est d'ailleurs toute l'histoire des quotas...

Enfin, il me semble qu'un quota ne peut être décidé et imposé que par les pouvoirs en place (bureaucratie syndicale... politique), puisque ce sont eux qui décident arbitrairement de l'importance (10, 20, 30 % ou plus) comme de la composition de ces quotas.

C'est donc entériner les pouvoirs de l'appareil sur le fondement de luttes de femmes détournées. Il serait intéressant d'analyser le passage des commissions femmes travailleuses à la politique des quotas dans certains syndicats.

— Les groupes non mixtes

Ceux-ci ne sauraient être assimilés à des ghettos qui, eux, sont imposés de l'extérieur.

Néanmoins, il me semble que le problème de la non-mixité peut apparaître, théoriquement du moins, comme moins important que celui de la problématique antipatriarcale.

N'y aurait-il qu'un seul homme qui soit à même de rejoindre ces féministes sur cette position antipatriarcale, sa place devrait lui être reconnue.

L'important me paraît être: qui pose les problématiques? Qui contrôle les décisions? Qui capitalise les luttes sur le plan politique et organisationnel?

Le patriarcat étant un système d'oppression, nous devons accepter le fait que certains hommes peuvent être nos alliés et certaines femmes nos adver-

saires, même si c'est difficile, même si la conscience historique de l'oppression des femmes par les hommes nous rend souvent peu distantes par rapport à nos réactions personnelles.

— ***Un programme : « Pour les femmes »***

« *Les femmes* » ne peuvent, à mon avis, être l'objet spécifique d'une politique syndicale. Car parlerait-on alors d'elles, de nous, comme « *mères et épouses* », « *réserve de main-d'oeuvre* », « *catégorie sous-payée et sous-qualifiée* », « *groupe social potentiellement flexible* », ou comme « *femmes en lutte pour leur égalité... ou pour leur différence* » ?

Il me semble que si nous devons continuer à traquer, à dévoiler toutes les violences faites aux femmes, y compris celles actuellement encore « *invisibles* », et à lutter pour leur disparition, nous ne devons pas pour autant nous enfermer ni accepter qu'on nous enferme dans la catégorie « *femmes* » qui est aussi un pur produit du patriarcat.

Nous ne sommes pas «*unt femmes-différentes-des-hommes*, ce qui perpétuerait dès lors la catégorie Homme en tant que norme universelle, que nous ne sommes constitutives du genre humain.

L'enjeu est bien de briser les partages de la pensée dualiste hommes/femmes et non d'en inverser les termes ou de renfermer la catégorie femmes sur elle-même par un retournement théorique paradoxal.

Nous ne devons, dans l'analyse, ni simplement séparer, ni simplement opposer un sexe à l'autre ; nous ne devons ni entériner le principe de la similitude, ni celui de la différence ; nous devons analyser le rapport social nouveau entre les hommes et les femmes.

« Et l'un(e) ne bouge pas sans l'autre » (L. Irigaray). À cet égard, nous nous devons le droit d'imposer une présence et des regards féministes sur l'ensemble du programme syndical !

Pour ma part, je peux justifier ainsi que je ne lutte pas pour une société féministe, mais pour une société non sexiste, non patriarcale où les conditions sociales de la liberté soient créées pour toutes et pour tous et pour que les problèmes considérés jusqu'ici comme étant des « *problèmes-de-femmes* » soient pris en charge par toutes et par tous. Ce qui, bien entendu, implique un bouleversement profond de l'ensemble des rapports sociaux.

Nous n'avons pas, au nom du rétablissement d'une injustice ancestrale, à inverser les rapports de domination en notre faveur ; nous avons par contre à faire bouger partout les lignes de partage entre « *les hommes* » et « *les femmes* », afin que chacune et toutes puissions trouver un itinéraire qui ne soit plus à priori défini par notre sexe. Notre sexe n'est pas notre destinée.

C'est ainsi que je ne pense pas - et je ne regrette pas - que l'on puisse concevoir un grand projet de société féministe alternative.

Mais je pense que, si nous arrivons à modifier partout où nous sommes l'ensemble des relations publiques et privées entre les hommes et les femmes, nos enfants pourraient vivre dans une société plus démocratique, plus humaine, plus vivable.

Alors peut-être les femmes pourront échapper à leur destin de femmes pour être reconnues - et c'est là pour moi un achèvement - comme des individues et des individus.

Pour cela, je crois d'abord et avant tout aux luttes de femmes liées à un mouvement de pensée critique et à la solidarité mise en pratique par des actions concrètes à la base.

C'est d'abord à nous de créer un rapport de force, de constituer des forces, hors des institutions, dans les institutions, et surtout en remettant en cause le partage dans/hors l'institution. Nous pourrons ensuite passer des alliances avec les institutions, mais sans basculer brutalement, comme nous le voyons si fréquemment actuellement, d'une logique de lutte frontale à une logique de groupe de pression.

Ces alliances - à partir du moment où les femmes qui les négocient représentent réellement la force d'un mouvement féministe et sont dès lors contrôlées par celui-ci[2] - ne sont ni de l'alignement, ni de l'inféodation, ni le plus petit dénominateur commun de deux mouvements sociaux.

Mais, sur un ou plusieurs points précis, et en respectant les contraintes comme le cheminement de chacun, il est possible d'utiliser des contradictions, de trouver les points d'accord et les négocier.

La difficulté réside en ce que les femmes sont le plus souvent atomisées face à des institutions structurées depuis des siècles, que nombre de problèmes posés aux femmes sont peu négociables (discrimination, égalité, dignité...) et que les différences entre les hommes et les femmes ne doivent pas faire oublier que leurs intérêts peuvent aussi être convergents.

Comme le disait très fortement une femme dont j'ignore le nom: « Ce n'est pas nous, les femmes, que nous devons conquérir, c'est notre liberté ».

Alors nous ne serons, car nous ne pourrons plus l'être, ni des exceptions, ni des forces d'appoint, ni des alibis. Nous serons nous-mêmes.

---

1. A l'entreprise LIP en France, la section CFDT a signé un accord, mettant les femmes de cette entreprise à temps partiel, pour maintenir le travail des ouvriers; de même, à l'entreprise Berkart-Cockerill, en Belgique, les syndicats, le patronat et le représentant du ministère du Travail s'étaient mis d'accord pour imposer le temps partiel à toutes les ouvrières. Leur lutte ouvrière et féministe fut exemplaire.

2. En ce sens, il ne peut y avoir de bureaucrates du féminisme, mais il doit exister des féministes dans la bureaucratie... La marge est cependant bien étroite.

MARS 1987 – D-0871
ISBN 2-86061-010-1